

MOT DU PRÉSIDENT	2
PRESENTATION DU GROUPE BMCE BANK	
APPARTENANCE AU GROUPE FINANCECOM	4
PROFIL DU GROUPE	6
GROUPE BMCE BANK DANS LE MONDE	7
DOMAINES D'ACTIVITÉS STRATÉGIQUES DU GROUPE BMCE BANK ...	8
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
ACTIONNARIAT DE BMCE BANK	12
GROUPE BMCE BANK EN CHIFFRES	13
PERFORMANCES DU GROUPE EN 2011	14
FAITS MARQUANTS 2011	18
UNE BANQUE EN TRANSFORMATION	19
BMCE BANK EN AFRIQUE	20
BMCE BANK AU MAROC	
BANQUE DES PARTICULIERS & PROFESSIONNELS	22
LA BANQUE DE L'ENTREPRISE	26
LA BANQUE D'INVESTISSEMENT	30
DES RESSOURCES ET MOYENS À LA HAUTEUR DES AMBITIONS	34
FILIALES FINANCIÈRES SPÉCIALISÉES DE BMCE BANK	38
GROUPE BANK OF AFRICA	40
AUTRES FILIALES AFRICAINES	64
BMCE BANK EN EUROPE ET EN ASIE	66
BMCE BANK ET SON ENVIRONNEMENT	
ECONOMIE INTERNATIONALE	71
ECONOMIE NATIONALE	72
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	74
BMCE BANK ET SA GOUVERNANCE	77
ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	78
SENIOR MANAGEMENT	80
ORGANIGRAMME DU GROUPE	84
MANAGEMENT À L'INTERNATIONAL	86
MANAGEMENT DES FILIALES AU MAROC	87
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	88
BMCE BANK ET SES ACTIONNAIRES	95
LE TITRE BMCE BANK	96
RELATIONS INVESTISSEURS	100
RATING DE BMCE BANK	101
AGENDA DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE 2012	102
DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES	103
RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE	
FONDATION BMCE BANK	117
CAPITAL HUMAIN	118
DÉVELOPPEMENT DURABLE	120
MÉCÉNAT	122
RAPPORT FINANCIER	127
RAPPORT DE GESTION	128
RÉSOLUTIONS	134
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	
SUR COMPTES CONSOLIDÉS	135
NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE	136
COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS	145
RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	153
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	154
PRINCIPES COMPTABLES	159
COMPTES ANNUELS AGRÉGÉS	162
BILAN ACTIVITE MAROC	180
RESEAU DE BMCE BANK A L'INTERNATIONAL	184
FILIALES DU GROUPE BMCE BANK	185
HISTORIQUE DE BMCE BANK	186

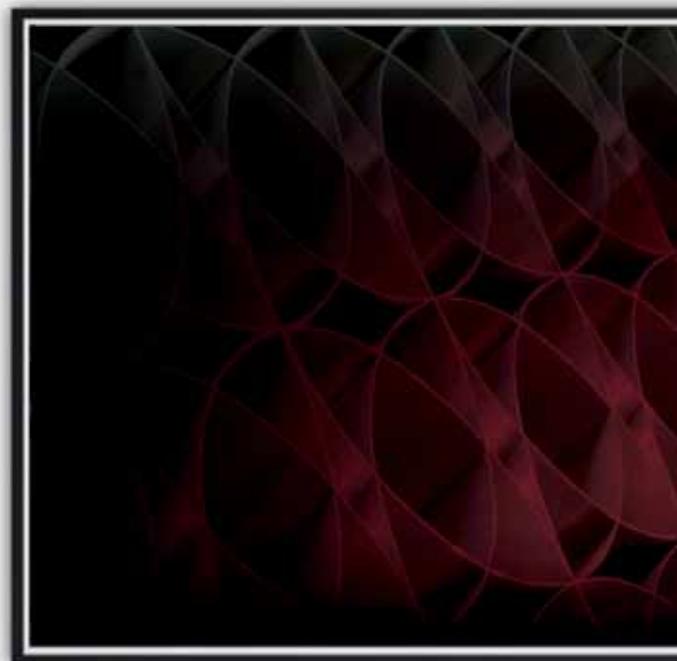
Mot du Président

Au titre de l'exercice 2011, les performances de BMCE Bank illustrent, cette année encore, la solidité d'un Groupe Bancaire qui se continentalise et continue indéniablement de croître.

En témoigne la croissance vive du total bilan de 11%, passant pour la première fois le seuil des 200 milliards de DH, la progression du PNB consolidé de 8% et du PNB agrégé à plus de 4 milliards de DH ainsi que celle du Résultat Net Part de Groupe - RNPG - de 4% à 850 MDH, portée, au-delà du tiers, 36%, par les activités africaines du Groupe dont Bank Of Africa représente l'essentiel.

Pareillement, l'exercice 2011 a été marqué par un effort substantiel de provisionnement procédant d'une démarche prudentielle vis-à-vis d'évolutions sectorielles au Maroc et au titre de laquelle BMCE Bank a constitué une Provision pour Risques Généraux - PRG - d'environ 250 MDH. N'était-ce la PRG, le Résultat Net agrégé, qui a cru de 4,4% à 545 MDH, aurait progressé de 35%.

A l'international, 2011 a été marquée par la montée en puissance de BMCE Bank dans le capital du Groupe BOA à hauteur de près de 60%, un contrôle renforcé des filiales et l'élargissement de notre présence et de notre fonds de commerce en Afrique Subsaharienne.



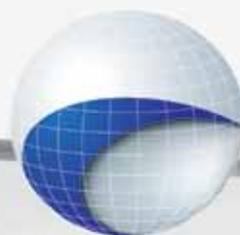


Parallèlement, l'optimisation de notre présence en Europe s'est poursuivie, visant à mieux servir la continentalisation du Groupe et intensifier les échanges et les investissements euro-africains.

Par ailleurs, notre Groupe Bancaire s'est engagé au Maroc dans un programme de développement volontariste pour améliorer l'efficacité commerciale et opérationnelle, simplifier son mode opératoire, optimiser les charges et renforcer la maîtrise des risques. Le plus emblématique demeure la Régionalisation, à travers une organisation en huit Régions, visant à rapprocher les centres de décision au plus près du client et opérer, ainsi, un véritable changement culturel à travers *l'empowerment* du capital humain en région.

Notre Groupe et, en son sein, BMCE Bank, continue de mobiliser ses moyens humains, financiers et stratégiques, malgré un contexte économique global plus incertain, afin de jouer un rôle prééminent dans le paysage bancaire au Maroc et en Afrique.

Othman Benjelloun
Président Directeur Général



Appartenance au Groupe FinanceCom

Groupe *leader* régional résolument ouvert à l'international, FinanceCom intervient dans divers secteurs d'activités à fort potentiel de croissance conjuguant Banque, Assurance, Technologies, Media & Télécoms et Services.

Le Core Business

- ♥ BMCE Bank : Banque universelle, 3^{ème} banque de termes de total bilan avec des parts de marché de crédits et dépôts de 13% et 15%, respectivement.
- ♥ RMA Watanya : Parmi les *leaders* de l'Assurance au Maroc avec près de 20,1% de part de marché.
- ♥ RMA Capital : Société de gestion de RMA WATANYA.

Relais de Croissance

- ♥ Méditel : 2^{ème} opérateur global de télécommunications au Royaume, avec plus de 10 millions d'abonnés.
- ♥ Atcom : Africa Têdis & Communication, opérateur de référence dans les secteurs des médias et de la communication au Maroc et en Afrique (Mosaik...).
- ♥ Agroalimentaire : Ranch Adarouch, plus grand élevage d'Afrique de bovins et Bio Beef, 1^{ère} unité d'abattage, de découpe et de transformation de viande rouge au Maroc.

Private Equity

- ♥ Argan Capital : Pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom.
- ♥ Finatech : Groupe marocain investi dans les Nouvelles Technologies de l'information de 18 sociétés, articulées autour des pôles Infrastructures & Réseaux, *Payment Systems & Security*, *Offshoring & IT services* et Innovation Technologies.
- ♥ Autres Investissements : CTM, Air Arabia Maroc, RISMA, Brico Invest et Jaguar Maroc.

Patrimoine Foncier et Immobilier

- ♥ CAP ESTATE : Filiale immobilière du Groupe au capital de 500 Millions de dirhams.
- ♥ REVLY'S : Société de financement touristique détenue à part égale entre le Groupe FinanceCom et Aman Resort.
- ♥ AOS Maroc : Entité spécialisée dans la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée.

International

- ♥ FinanceCom International : Filiale dédiée au pilotage des Sociétés de gestion d'actifs et de Patrimoine du Groupe à l'échelle mondiale.



FINANCE COM

INTERNATIONAL

RELAIS DE CROISSANCE

LE CORE BUSINESS

PRIVATE EQUITY

PATRIMOINE

FINANCECOM INTERNATIONAL

MEDITELECOM

BMCE BANK

RMA WATANYA

ARGAN CAPITAL

CAP ESTATE

financecom capital

ATCOM

bmce capital
maghrebaill

rma capital

FINATECH

AOS MAROC

sci
financecom

AGROALIMENTAIRE

salafin
bmce bank international

AUTRES INVESTISSEMENTS

REVLV'S

olkad

bio beef

bank of africa
maroc factoring

ctm
air arbia

fcom-l

ranch adarouch

locasom

risma
jaguar maroc

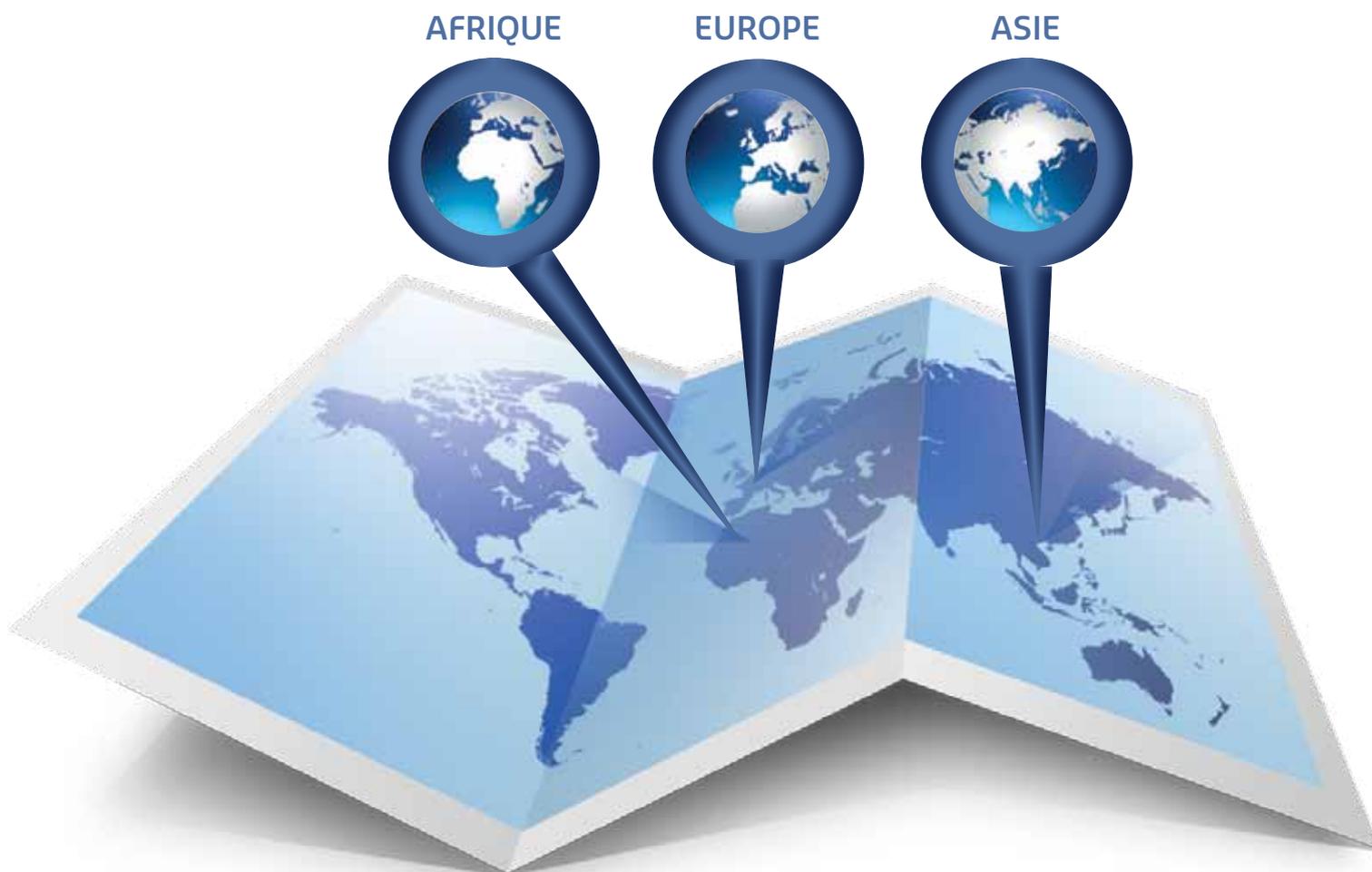
blackpeak finance

brico invest

Profil du Groupe

- ✓ 3^{ème} Banque en termes de total bilan, avec des parts de marché crédits et dépôts avoisinant 13% et 15,2% respectivement
- ✓ 2^{ème} émetteur de cartes monétiques avec une part de marché de 17,4%
- ✓ 2^{ème} Bancassureur avec une part de marché de près de 30%
- ✓ 3^{ème} gestionnaire d'actifs, avec une part de marché près de 14%
- ✓ Acteur incontournable du commerce extérieur et du Corporate Banking
- ✓ Acteur de référence sur les marchés de capitaux, activités de banque d'affaires et de conseil
- ✓ 1^{ère} entreprise non européenne à obtenir un rating social par Vigeo au Maroc
- ✓ 1^{ère} Banque au Maghreb à adhérer aux Principes de l'Equateur
- ✓ 1^{ère} Banque au Maroc et de la région à être certifiée ISO 14001 pour la gestion de l'environnement
- ✓ « Top performer RSE Maroc » décerné par Vigeo pour sa stratégie environnementale et son engagement sociétal

Groupe BMCE Bank dans le monde



AFRIQUE

Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Congo Brazzaville
Côte d'Ivoire
Djibouti
Ghana
Kenya
Mali
Madagascar
Maroc
Niger
Ouganda
R.D. du Congo
Sénégal
Tanzanie
Tunisie

EUROPE

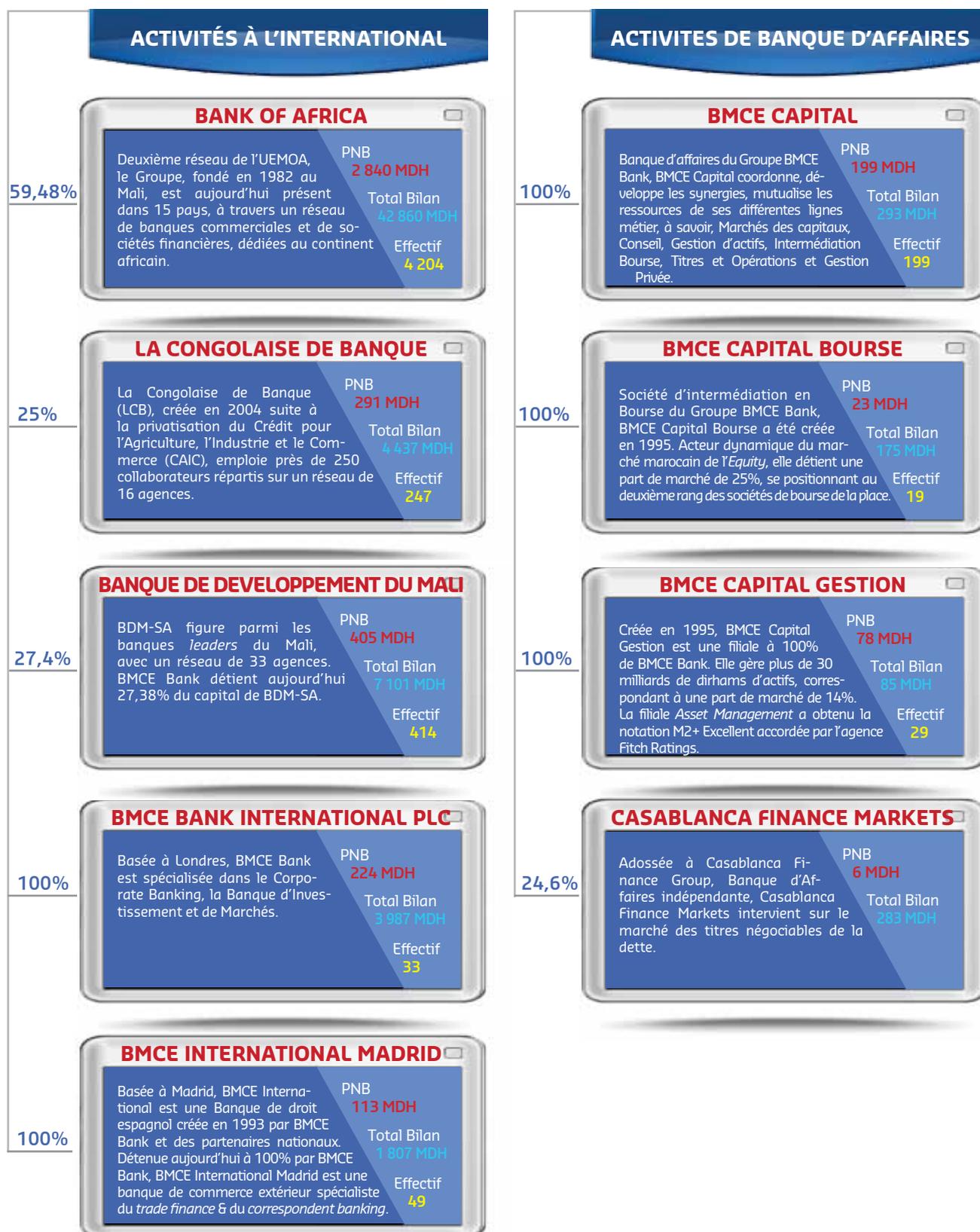
Allemagne
Espagne
France
Italie
Portugal
Royaume Uni

ASIE

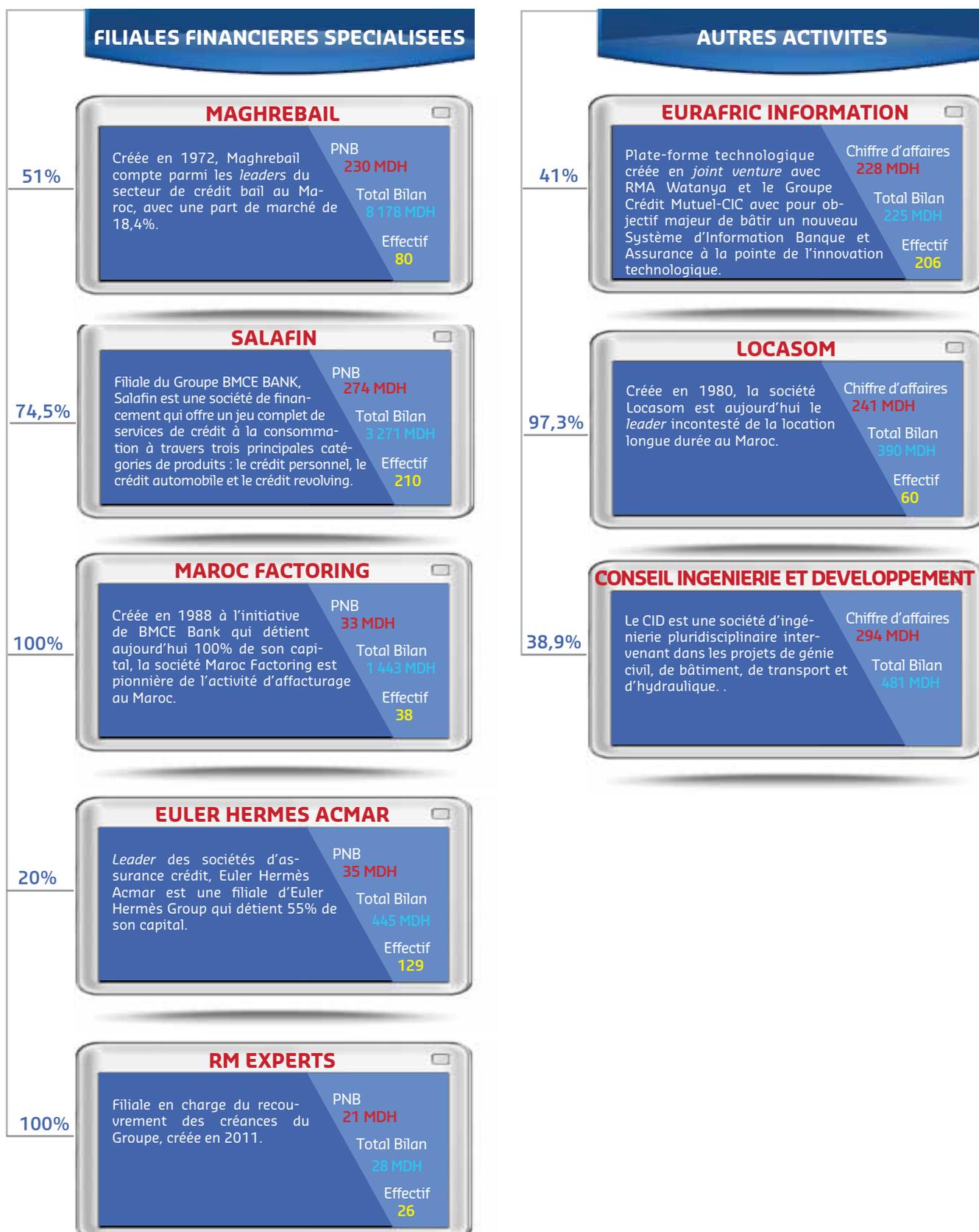
Chine
Emirats Arabes Unis

Domaines d'Activités Stratégiques du Groupe BMCE Bank

Aux premiers rangs des banques marocaines, le Groupe BMCE Bank s'impose comme acteur de référence au Maroc et à l'international avec un large réseau national de 613 agences dont 21 centres d'affaires et une agence *Corporate* et plus de 10 000 collaborateurs de par le monde outre un modèle de synergies optimisées avec ses filiales et une expertise développée sur les métiers de banque d'affaires.



Capitalisant sur sa vocation historique du commerce extérieur, le Groupe BMCE Bank a renforcé sa volonté d'ouverture et de positionnement à l'international, prônant des valeurs fortes et partagées de proximité, transfert de savoir-faire, transparence et citoyenneté ; comme en atteste son engagement résolu dans la responsabilité sociétale et environnementale.



Conseil d'Administration

Othman BENJELLOUN



Michel LUCAS



Mario MOSQUEIRA DO AMARAL



Anass ALAMI



David SURATGAR



Zouheir BENSÄÏD

Othman BENJELLOUN
Président Directeur Général

GROUPE CREDIT MUTUEL - CIC
Représentée par Michel LUCAS

BANCO ESPIRITO SANTO
Représentée par Mario MOSQUEIRA DO AMARAL

CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION
Représentée par Anass ALAMI

David SURATGAR

FINANCECOM
Représentée par Zouheir BENSÄÏD

Azeddine GUESSOUS



Adil DOURI



Amine BOUABID



Mamoun BELGHITI



Brahim
BENJELLOUN-TOUIMI



Mohamed BENNANI

RMA WATANYA
Représentée par Azeddine GUESSOUS

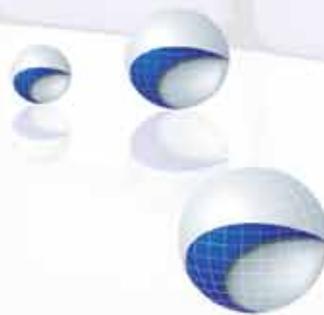
Adil DOURI

Amine BOUABID

Mamoun BELGHITI
Administrateur Directeur Général Délégué

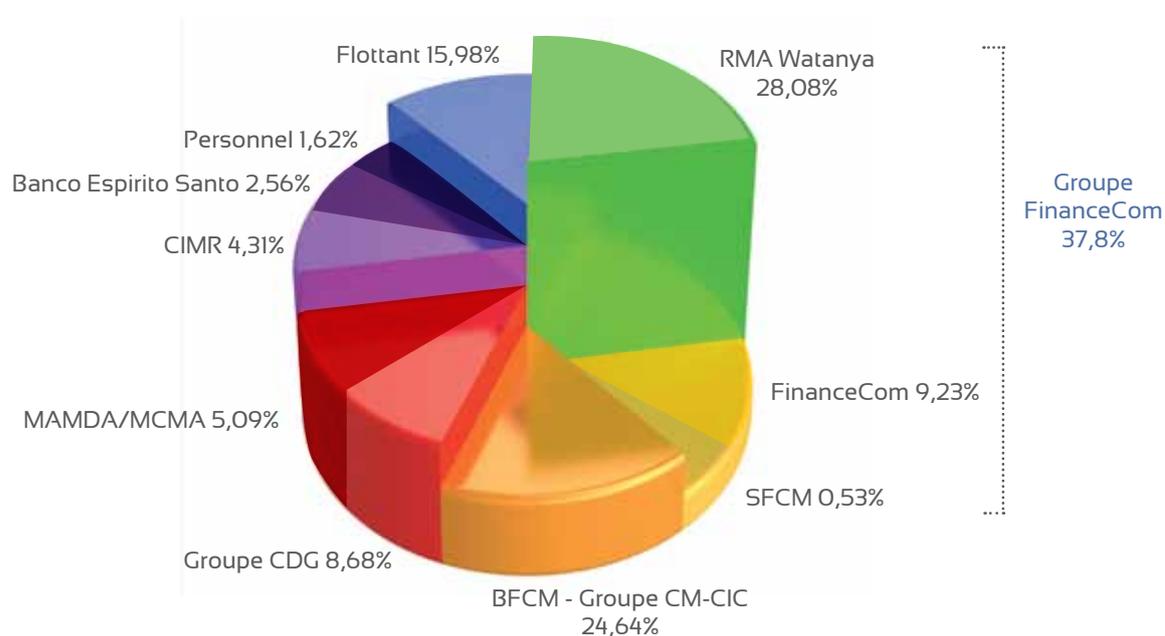
Brahim BENJELLOUN - TOUIMI
Administrateur Directeur Général Délégué

Mohamed BENNANI



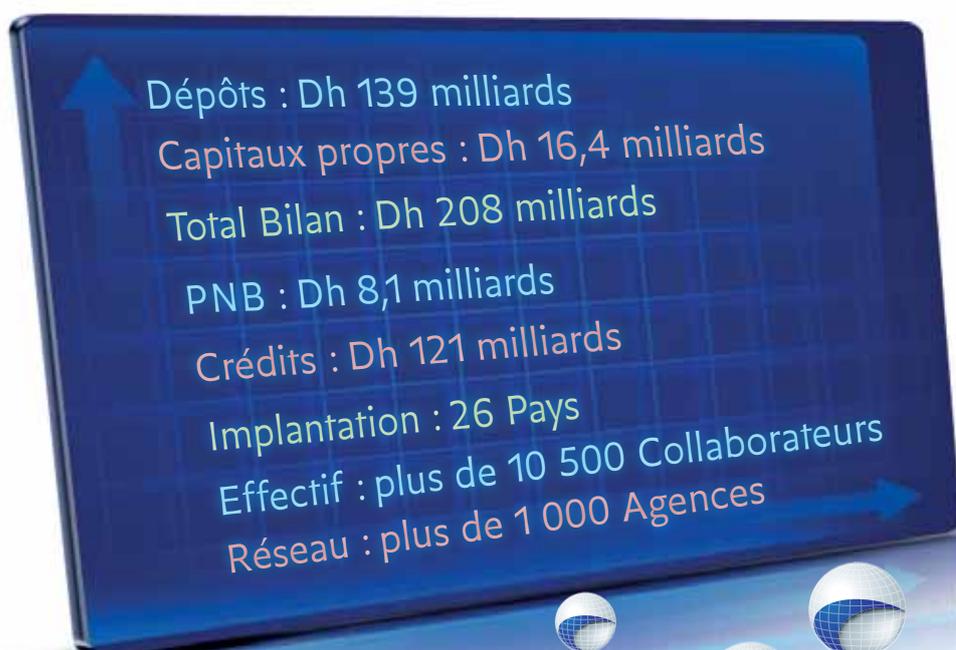
Actionnariat de BMCE Bank

À FIN AVRIL 2012



Des actionnaires de renom dans le tour de table de BMCE Bank :

- **Groupe FinanceCom** : Groupe marocain privé de premier plan
- **BFCM-Holding du Groupe CIC** : L'un des groupes bancaires leaders en France
- **Groupe CDG** : Premier investisseur institutionnel du Royaume et acteur majeur de l'économie marocaine
- **Groupe Banco Espirito Santo** : 3^{ème} Banque au Portugal
- **CIMR** : Première Caisse de retraite au Maroc pour le secteur privé
- **MAMDA/MCMA** : Acteur de référence dans le secteur des assurances



Performances du Groupe en 2011

2011 : INDICATEURS D'ACTIVITÉ EN HAUSSE

Activité Consolidée

Croissance des Principaux Agrégats Financiers

RÉSULTAT NET
PART DU GROUPE



RÉSULTAT BRUT
D'EXPLOITATION



PRODUIT NET
BANCAIRE



TOTAL BILAN



RÉSULTAT NET PART
DU GROUPE
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



Résultat Net Part du Groupe

Croissance du RNPG de +4% à 850 MDH portée essentiellement par :

- la hausse de +19% de la contribution des activités en Afrique Subsaharienne soit 36% du RNPG
- l'augmentation de +28% de la contribution des filiales financières spécialisées au Maroc, représentant 18% du RNPG
- le quasi retour à l'équilibre des activités européennes dont le déficit de la filiale londonienne a été significativement réduit
- ... mais bridée par la baisse des activités de la filière intermédiation boursière dans un contexte de morosité du marché boursier et de non renouvellement d'opérations exceptionnelles au Maroc.

Résultat Brut d'Exploitation

Progression de +4% du Résultat Brut d'Exploitation à 3 MMDH, dans un contexte de conduite du programme de transformation aussi bien au Maroc qu'à l'international.

Produit Net Bancaire

Croissance de +8% du PNB consolidé à plus de 8 MMDH, tirée notamment par les activités de l'Afrique subsaharienne qui représentent 41% des sources de revenus du Groupe à fin décembre 2011 contre 35% une année auparavant, en ligne avec la stratégie de continentalisation du Groupe BMCE Bank.

Total Bilan

Total Bilan consolidé, franchissant pour la première fois le cap de 200 MMDH, en hausse de +11% à 208 MMDH en 2011.

Résultat Net Part du Groupe par Zone Géographique

Progression de la contribution de l'Afrique passant de 32% en 2010 à 36% en 2011.

Amélioration du déficit des activités en Europe portant ainsi leur contribution à -1% contre -32% en 2010.

En millions

	EURO	2011 USD	DH	Var 10-11	2010 DH
ACTIF					
Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public, Services des chèques postaux	575	746	6 392	-20%	8 033
Actifs financiers évalués à la juste valeur	2 856	3 705	31 732	14%	27 751
Actifs financiers disponibles à la vente	210	272	2 330	26%	1 847
Prêts et créances sur les EDC et assimilés	2 144	2 781	23 823	4%	22 971
Prêts et créances sur la clientèle	10 922	14 167	121 343	13%	107 368
Placements détenus jusqu'à leur échéance	863	1 120	9 591	15%	8 321
Immeubles de placement	49	64	547	5%	521
Immobilisations corporelles	456	591	5 064	6%	4 795
Immobilisations incorporelles	58	75	645	-1%	651
Ecart d'acquisition	75	97	832	57%	531
Autres actifs	512	665	5 689	29%	4 399
TOTAL ACTIF	18 722	24 283	207 988	11%	187 188
PASSIF					
Dettes envers les EDC et assimilés	2 237	2 901	24 849	83%	13 603
Dettes envers la clientèle	12 525	16 247	139 152	5%	132 019
Titres de créances émis	1 081	1 402	12 009	5%	11 444
Provisions pour risques et charges	41	53	457	31%	350
Dettes subordonnées	441	573	4 904	6%	4 634
Capitaux Propres	1 475	1 913	16 385	4%	15 819
Capitaux Propres part du Groupe	1 119	1 451	12 429	0%	12 390
Capitaux propres intérêts minoritaires	356	462	3 956	15%	3 429
Autres passifs	922	1 194	10 232	10%	9 319
TOTAL PASSIF	18 722	24 283	207 988	11%	187 188
COMPTE DE RESULTAT					
Marge d'intérêt	473	613	5 254	8%	4 857
Marge sur commissions	128	166	1 423	5%	1 353
Résultat des activités de Marché	94	122	1 047	-6%	1 117
Net divers	37	49	416	81%	225
Produit Net Bancaire	733	950	8 140	8%	7 552
Charges Générales d'Exploitation	413	536	4 589	10%	4 170
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	49	62	535	11%	484
Résultat Brut d'Exploitation	271	352	3 016	4%	2 898
Coût du Risque	78	102	872	6%	819
Résultat d'Exploitation	193	250	2 144	3%	2 079
Résultat avant Impôt	196	255	2 182	7%	2 037
Impôt sur les résultats	60	79	674	10%	612
Résultat Net	136	176	1 508	6%	1 425
Résultat Net - Intérêts minoritaires	59	77	658	9%	606
Résultat Net - Part du Groupe	77	99	850	4%	819

Taux de conversion au 31 décembre 2011, EUR/DH: 11,1095 - USD/DH: 8,5650

Activité Agrégée*

Amélioration des Indicateurs de Résultats



Résultat Net

Hausse du Résultat Net Agrégé de BMCE Bank de +4,4% à près de 545 MDH, bridée par un effort de provisionnement de certains secteurs économiques de 462 MDH, soit +30% par rapport à 2010 ; hors PRG de 160 MDH (Provisions pour Risques Généraux en couverture du Risque de certains secteurs), la progression du RN agrégé aurait été de +35%.

Résultat Brut d'Exploitation

Hausse de +13% du Résultat Brut d'Exploitation à 1,3 MMDH dans un contexte de :

- Progression de près de +3% du PNB agrégé grâce à l'évolution de près de 5% des activités génératrices d'intérêts mais contrariée par la baisse de -13% des activités de marché ;
- Augmentation des frais généraux de +8%, tirée par les charges du personnel (+12,5%) en raison d'éléments non récurrents, contre une baisse de -1% des autres charges d'exploitation, traduisant les premiers fruits de la rationalisation des coûts ;
- Forte réduction des dotations sur titres de participation (divisées par près de 3).

En millions

	EURO	2011 USD	DH	Var 10-11	2010 DH
ACTIF					
Valeurs en caisse, Banque centrales, Trésor public,					
Services des chèques postaux	154	200	1 712	-56%	3 852
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 520	1 971	16 881	7%	15 796
Créances sur la clientèle	7 790	10 105	86 548	13%	76 839
Titres de transaction et de placement	2 830	3 671	31 443	12%	28 153
Titres d'investissement	136	176	1 509	7%	1 405
Titres de participation et emplois assimilés	444	575	4 928	18%	4 165
Immobilisations incorporelles	43	56	479	60%	299
Immobilisations corporelles	188	244	2 090	3%	2 031
Autres actifs	251	325	2 783	39%	1 996
TOTAL ACTIF	13 374	17 347	148 573	10%	134 536
PASSIF					
Dettes envers les EDC et assimilés	1 676	2 174	18 618	124%	8 315
Dépôts de la clientèle	9 072	11 767	100 781	3%	98 046
Titres de créances émis	663	860	7 367	3%	7 136
Provisions pour risques et charges	19	25	216	-	25
Dettes subordonnées	397	516	4 416	0%	4 423
Capitaux Propres	155	201	10 996	0,3%	10 961
Autres passifs	556	722	6 180	10%	5 630
TOTAL PASSIF	13 374	17 347	148 573	10%	134 536
COMPTE DE RESULTAT					
Marge d'intérêt	222	288	2 463	5%	2 355
Marge sur commissions	55	72	615	-1%	624
Résultat des activités de Marché	77	100	860	-13%	987
Net divers	11	15	125	-	-14
Produit Net Bancaire	366	474	4 064	3%	3 951
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-12	-16	-135	-	-376
Produits nets d'exploitation non bancaire	1	1	9	-	20
Charges Générales d'Exploitation	237	308	2 636	8%	2 442
Résultat Brut d'Exploitation	117	152	1 301	13%	1 153
Dotations nettes des reprises aux provisions	42	54	463	30%	356
Impôt sur les résultats	26	34	294	6%	276
Résultat Net	49	64	545	4%	522

Taux de conversion au 31 décembre 2011, EUR/DH: 11,1095 - USD/DH: 8,5650

Faits Marquants 2011

● Montée dans le capital du Groupe Bank of Africa pour atteindre 59,48% en mars 2012 (*)

● Renforcement dans le capital de Maghrebail à 51% et Locasom à 89,5%

● Nomination de M. Mohammed AGOUMI en tant que Directeur Général Délégué en charge de l'International (*)

● BMCE Bank élue pour la 2^{ème} fois en 2011 « Best Bank in Morocco » par le magazine britannique EMEA FINANCE

● Première banque au Maroc et dans la région MENA à obtenir la certification ISO 14001 pour l'environnement

● BMCE Bank primée «Top Performer RSE Maroc» décerné par Vigeo pour sa stratégie environnementale et son engagement sociétal en janvier 2012 (*)

(*) Événements postérieurs à la clôture des comptes



Une Banque en Transformation

BMCE Bank s'est engagée au cours de l'année 2011 dans un programme de transformation visant l'amélioration de l'efficacité commerciale, la simplification du modèle opérationnel et la maîtrise des risques. Ce programme est articulé autour de plusieurs chantiers structurants au Maroc dont :

RÉGIONALISATION

La Banque dispose désormais de 8 Directions régionales, couvrant l'ensemble des régions du Royaume. L'organisation de BMCE Bank a évolué en vue de rapprocher le centre de décision du client et améliorer l'efficacité commerciale de la Banque. A ce titre, de nouvelles pratiques commerciales sont implémentées favorisant l'intensification des synergies entre les réseaux de la Banque des Particuliers et Professionnels et la Banque de l'Entreprise.

Par ailleurs, la Régionalisation conforte la Banque dans son objectif visant à rénover la culture managériale à travers un modèle fondé sur « *l'empowerment* », avec une plus grande responsabilisation à tous les niveaux. A ce titre, des Comités de crédits régionaux ont été créés, dotés de délégations élargies de pouvoirs.

INDUSTRIALISATION DES PROCESS

BMCE Bank a mis en place le projet Cap Process visant l'industrialisation, la centralisation des Back-offices, et l'optimisation de la chaîne de valeur et qui devront permettre à terme (i) la libération du temps commercial en agences, (ii) la réduction du coût des process, et (iii) une meilleure sécurisation des transactions liée notamment à la réduction des traitements manuels des opérations.

REFONTE DU CONTRÔLE PERMANENT

En 2011, fut érigée une entité indépendante, rattachée au Comité de Direction Générale, en charge des contrôles de 2^{ème} niveau, dite "Contrôle Permanent et Conformité". Cette refonte du Contrôle Permanent vise une efficacité accrue des contrôles favorisant une meilleure maîtrise des risques et ce, grâce à (i) une organisation séparant clairement les niveaux de contrôle (1^{er} et 2^{ème} niveaux), (ii) un renforcement du positionnement du Contrôle Permanent, tourné vers des activités à plus forte valeur ajoutée, (iii) la mise en œuvre d'un plan de contrôle adapté au profil de risque de la Banque et (iv) une plus grande synergie avec les autres acteurs du Contrôle Interne (Audit, Inspection et *Risk Management*).

UN RETOUR SUR EXPERIENCE FORT PROMETTEUR

Le programme de transformation a d'ores et déjà porté ses premiers fruits, en 2011, illustrés par (i) l'intégration de la dimension régionale dans l'action commerciale de la Banque avec le démarrage réussi des Directions Régionales, (ii) l'adhésion du personnel au programme de transformation et la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes, ainsi que (iii) la centralisation de certains Back-offices au sein de Centres de Service Métiers permettant de générer des économies en Ressources Humaines redéployés vers le Réseau de la Banque pour renforcer la force de vente.



BMCE BANK EN AFRIQUE





BMCE Bank au Maroc Banque des Particuliers & Professionnels

Poursuite de la dynamique commerciale

« Accès gratuit à ma banque à distance »

Notre monde c'est vous et vos besoins

BMCE Direct réinvente la Banque à Distance et met à votre disposition des solutions technologiques performantes pour accéder directement à votre banque sans vous déplacer. Disponible sur plusieurs canaux : Internet, Fixe, Mobile et Applications Smartphone, BMCE Direct vous permet de consulter gratuitement vos comptes et d'effectuer vos opérations bancaires 7J/7 et 24h/24. Ainsi, vous êtes totalement libre et votre banque reste toujours proche de vous où que vous soyez. Renseignez-vous vite sur www.bmcebanc.ma ou appelez le 080 100 8100.



ENRICHISSEMENT DE L'OFFRE DE PRODUITS ET SERVICES

Crédits Immobiliers Croissance de l'Encours

L'encours des crédits immobiliers Part/Pro a enregistré une croissance de 8,6% pour s'établir à DH 17,6 milliards à fin décembre 2011.

La structure générale de l'encours des crédits immobiliers demeure pratiquement inchangée, avec *Immo Plus Standard* qui détient toujours la 1^{ère} part (68%) dans l'encours global.

Avec une croissance à deux chiffres en 2011, les produits de la gamme Salaf de logement économique

Salaf Imtilak et *Salaf Al Baraka* occupent respectivement les 2^{ème} et 3^{ème} rangs avec 12% et 11% du total de l'encours.

Par ailleurs, de nouveaux produits sont en cours de finalisation dont (i) *BMCE VEFA*, financement progressif en fonction de l'état d'avancement des travaux de construction du bien immobilier, (ii) *BMCE Immo Prestigia* permettant à la clientèle des Part/Pro, de financer par tranche, l'acquisition d'un bien immobilier vendu sur plan par le promoteur *PRESTIGIA* et, (iii) *BMCE Immo Plus* sur mesure permettant d'optimiser au maximum le coût du prêt et de capitaliser sur des contrats d'épargne retraite déjà en cours.

Ainsi, pour faciliter l'acquisition de nouveaux logements, plusieurs nouveaux produits seront lancés et mis à la disposition de la clientèle de la Banque.

Crédits à la Consommation **Croissance Maintenu**

En termes de part de marché, BMCE Bank maintient sa position en occupant le 3^{ème} rang avec 18,3%.

Les produits *BMCE Découvert* et *Crédit Pro* ont été améliorés afin de mieux adapter l'offre au besoin de la clientèle renforçant davantage le positionnement et l'attractivité de l'offre sur le marché.

D'autres produits, prévus pour 2012, proposeront des solutions de financement pour les études et l'acquisition d'automobile.

Monétique et Nouvelles Technologies

Dans le Peloton de Tête

Dans un contexte haussier de l'activité monétique au niveau national en termes d'émissions de cartes, de paiement, de *e-commerce* et de retrait, l'encours de cartes monétiques s'est maintenu à 1,16 millions de cartes.

Au registre de l'activité internationale, BMCE Bank se positionne au 1^{er} rang en termes de transactions effectuées par les porteurs marocains à l'étranger portant la part de marché de la Banque à 26,1%.

La commercialisation des cartes de paiement internet à l'International a favorisé le développement de cette activité qui représente plus de deux fois le flux retraits.

En termes de part de marché, BMCE Bank se positionne au 3^{ème} rang sur l'émission de cartes monétiques et au 4^{ème} rang sur l'émission des cartes de paiement.

Par ailleurs, l'exercice 2011 a été celui de l'innovation avec (i) le lancement en avant première au Maroc de la nouvelle génération de cartes de paiement électroniques sur les sites étrangers, la carte *BMCE e-pay* et d'un programme d'avantages, *BMCE Fabuleos*, destiné à recruter de nouveaux clients, particulièrement la clientèle des jeunes, (ii) la mise en place d'un partenariat quinquennal avec *Visa International* pour le développement de l'activité monétique, dont le principal enjeu consiste à rétribuer le niveau de performance atteint par la Banque sur un horizon de 5 ans, (iii) le lancement de la nouvelle offre monétique dans le cadre du pro-

jet de rationalisation et de migration vers les cartes à puces outre, (iv) la centralisation de la gestion des GABs permettant notamment la gestion centralisée et dynamique des campagnes marketing et communication.

Packages **Evolutions Favorables**

Les forfaits particuliers affichent une hausse de +46,4% pour atteindre plus de 40 000 packs à fin 2011 avec un taux de réalisation de 47,2%.

De même, le pack Hissabi a poursuivi son *trend* haussier avec une évolution à deux chiffres à +36,5% pour atteindre 91 287 packs.

Sur le marché des Professionnels, l'année 2011 a enregistré de bonnes performances en termes de commercialisation des forfaits Pro, enregistrant des croissances remarquables.

En 2011, la gamme des Packages a été enrichie par l'intégration des nouvelles cartes à puces et du nouveau portail web *BMCE Direct* qui présente de nombreux atouts à savoir, permettre une remontée fiable et en temps réel de l'information, et effectuer des virements sécurisés à distance.

Activité Placement et Epargne

Née d'une étroite collaboration entre *BMCE Capital Gestion* & BMCE Bank, matérialisée par une convention de commercialisation, la gamme *BMCE OPCVM*, a pour objectif de renforcer le positionnement du Groupe auprès de la clientèle en lui proposant une offre diversifiée de produits de placement. Dans un premier temps, la commercialisation de la gamme *BMCE OPCVM*, est prévue au niveau d'un périmètre d'une trentaine d'agences du Réseau BMCE Bank.



Bancassurance

Redynamisation de l'Activité

Le nombre de contrats de bancassurance a enregistré une progression de +4,5% pour s'établir à plus de 641 700 contrats au 31 décembre 2011.

La redynamisation de l'activité de bancassurance a constitué en 2011 un chantier majeur du marché des Part/Pros, dans un contexte marqué par l'essoufflement de cette activité.

Ainsi, plusieurs actions ont été menées dont principalement la refonte des produits *BMCE Crescendo* et *BMCE Epargne Plus* intégrés dans une seule et unique marque *BMCE Crescendo Plus*. Cette dernière a été accompagnée par l'introduction du taux minimum garanti annuel et des améliorations liées au mode de versement et aux options de sortie à terme.

Dans le cadre de l'amélioration des lignes d'autorisation des *packages* et forfaits, les produits *BMCE PROTECTION* prévues pour la couverture des découverts ont été élargies avec plusieurs options intermédiaires.

Dans la même veine, plusieurs actions ont été initiées et devront être concrétisées en 2012, parmi elles, (i) la mise en place des points de vente *RMA WATANYA* adossés aux agences BMCE Bank et spécialisés en assurance dommages, (ii) la refonte du produit *Sécurité* dans le cadre du développement des produits dommages, et (iii) l'automatisation du nouveau système de commissionnement Bancassurance.

Enfin, la part de marché BMCE Bank - assurance de personne uniquement - a connu une croissance importante au cours de ces dernières années pour atteindre 31,8% permettant à la Banque de se positionner en 2^{ème} rang.

ACTIONS COMMERCIALES CIBLÉES SUR DES MARCHÉS PROMETTEURS



Marché des Particuliers

Cap sur les Jeunes et les Salariés

Compte tenu de l'importance du nombre d'étudiants marocains à l'étranger, notamment en France, une offre combinée avec CM-CIC a été élaborée. Elle comporte une offre BMCE Bank aux Etudiants à l'étranger et une offre CM-CIC aux étudiants Marocains en Europe comprenant notamment, un forfait bancaire, une caution logement et plusieurs autres avantages.

Au cœur de la dynamisation du marché des salariés et fonctionnaires, s'est inscrite la campagne de renouvellement des crédits immédiats et de promotion des *Packs Hissabi* et Forfaits aux Particuliers à travers plusieurs actions. Ces dernières se déclinent en *marketing* direct en faveur des salariés sous forme de *mailing* ou de *phoning*.

Par ailleurs, une démarche volontariste de conquête et/ou reconquête de la clientèle a été entreprise en 2011. Elle se fonde sur la réactivation des comptes inactifs ainsi que l'identification des clients ne disposant que d'un compte sur carnet, outre l'analyse des comptes gelés et la préparation du déploiement du module de la GRC lié au calcul des scores, aux outils de ciblage et de pilotage, à la gestion et au suivi des campagnes, à l'agenda commercial et la gestion des rendez-vous clients.



Marché des Professionnels

Dynamisation de l'Action du Réseau

L'activité du marché des Professionnels a été marquée par l'accompagnement du Réseau dans la commercialisation des produits relatifs à ce segment, à travers, l'amélioration de l'offre produit, l'organisation de campagnes de communication outre, la dynamisation de l'activité conventions et partenariats.

Ainsi, a été effectuée la mise à jour de l'offre forfait *Pro* permettant une amélioration du produit ainsi qu'un réajustement de la méthodologie de calcul des plafonds outre, l'amélioration des process.

Pareillement, des actions promotionnelles ont été conduites notamment, la campagne axée autour de *BMCE Forfait Pro*, avec un dispositif de communication important et, l'organisation du Temps Fort *Leasing*.

Dans la même veine, l'exercice 2011 a été l'occasion de mettre en place un plan d'action pour la relance du programme *Moukawalati* afin de poursuivre l'accompagnement des jeunes promoteurs dans le choix des projets porteurs dans leurs régions outre, la finalisation en cours du partenariat avec les barreaux d'avocats. De même, un partenariat est en cours de finalisation avec *RMA WATANYA* pour le financement de l'installation des Agents Généraux *RMA WATANYA* et la gestion globale de leurs comptes.

En définitive, l'année 2011 a vu le renforcement de la présence de BMCE Bank et sa visibilité accrue aussi bien sur le marché des particuliers que sur celui des professionnels grâce à la conduite tous azimuts de (i) Temps forts - Part/Pros, entrées en relation, Epargne-Assurance, *BMCE Crescendo*, *Secours Plus* et *Secours Monde* – (ii) campagne de communication – *BMCE e-pay*, *BMCE Crescendo Plus*, *BMCE Direct*.

DH 3 milliards. Par pays, les meilleures progressions ont été réalisées en *Grande Bretagne* avec +28% en encours de crédit, suivie de l'*Allemagne* avec une évolution de 19% en encours.



« Un accompagnement permanent pour développer mon entreprise »

Notre monde c'est vous et vos projets

BMCE Bank offre de nouvelles perspectives à vos activités professionnelles ! Découvrez nos solutions réservées aux petites et moyennes entreprises et profitez d'un accompagnement personnalisé pour développer vos projets au Maroc et à l'international. Avec BMCE Bank, vous disposez d'un véritable partenaire à vos côtés, quelle que soit la taille de votre entreprise. Renseignez-vous vite sur www.bmcebank.ma ou appelez le 060 100 8100.

Marché des Migrants

Une Dynamique en Marche

Au titre de l'exercice 2011, un effort de renforcement continu du portefeuille clientèle MRE est enregistré, avec une évolution positive de +6,3%. En outre, les dépôts MRE se sont établis à DH 13,2 milliards en hausse de 1,9% par rapport à fin décembre 2010. BMCE Bank maintient ainsi sa 3^{ème} position avec une part de marché de près de 10%.

L'activité de transfert présente une évolution favorable en Espagne, Italie et Emirats Arabes Unis particulièrement. Aussi, les transferts via la plateforme *Dirham Express* ont poursuivi leur *trend* haussier, enregistrant une croissance de +20,7%.

Encours immobiliers

En Hausse

L'encours des crédits immobiliers à fin décembre 2011 s'est inscrit en hausse importante de 13,1% à plus de

UNE STRATÉGIE COMMERCIALE DE PROXIMITÉ

L'action en 2011 a également porté sur l'intensification des différentes actions commerciales et *marketing*. En effet, l'année a été marquée par la mise en place de plusieurs actions commerciales à savoir, la participation aux salons de l'immobilier marocain (*Paris et Barcelone*) qui a enregistré des retombées positives aussi bien quantitatives, qu'en termes d'images et des temps forts (*Pack Dawli notamment*).

Ces performances résultent de (i) la campagne d'accueil été 2011, soutenue par un dispositif de communication important, une politique d'intéressement du réseau, des actions de formation porteuses et la mise en place pour la première fois d'une agence mobile sillonnant plusieurs régions, (ii) l'amélioration de la palette de produits et services, et (iii) d'autres actions notamment la recherche de nouveaux partenariats ainsi que la conduite de plusieurs études visant à soutenir le développement de l'activité MRE.

BMCE Bank au Maroc Banque de l'Entreprise

Dans la perspective de développer davantage le portefeuille clientèle Entreprise de la Banque, plusieurs actions visant l'intensification des actions de prospection, de promotion et d'amélioration des produits et de concrétisation des synergies avec les filiales du Groupe ont été conduites au cours de 2011.



Le renforcement de sa démarche commerciale s'est traduit, pour la Banque de l'Entreprise, par des performances honorables en termes de financement de l'économie, d'activité de commerce extérieur et de collecte de dépôts.

Grandes Entreprises

Performances Commerciales Reflétant une Activité Dynamique

Sur le marché des Grandes Entreprises, l'année 2011 a été marquée par une croissance des dépôts de 16,2% à DH 15,1 milliards, niveau de performance résultant essentiellement de la croissance de +6% des dépôts à vue enregistrée à fin décembre 2011.

Pareillement, les engagements par décaissement ont augmenté de 9,6% à DH 35,7 milliards. Une progression attribuable au dynamisme commercial sur le segment des multinationales, des sociétés de financement, des groupes privés, du secteur public ainsi qu'aux fonds d'investissement.

Par ailleurs, les synergies avec les filiales du Groupe tels que *Maghrébaïl* et *Maroc Factoring* se sont intensifiées.

L'année 2011 a été marquée par un regain de dynamisme en termes de prospection et de réactivation des comptes.

Accompagnement Projets Phares

BMCE Bank a poursuivi le développement de l'activité de financement de projets, renforçant ainsi son assise commerciale, à travers l'accompagnement des différents plans sectoriels lancés au niveau national, notamment l'*Eolien*, le *Solaire*, *Emergence*, *Halieutis*, et *Azur Extension*.

Renforcement Synergies Intra-Groupe

Dans la perspective d'améliorer les parts de marché de la Banque sur le bail immobilier, une tournée de formation sur le *leasing* immobilier a été organisée, en collaboration avec Maghrébaïl, ainsi qu'un *challenge* crédit bail immobilier.

Sur un autre registre, la collaboration avec *Maroc Factoring* s'est traduite par l'instauration d'un nouveau système de commissionnement en faveur des *Chargés d'Affaires Entreprise*. Aussi, un *challenge* a été lancé visant à augmenter la production en *factoring*.

Marché de la PME

L'année 2011 a été marquée par un accompagnement soutenu de la PME et l'affirmation d'un nouveau positionnement à travers notamment, une implication active dans le projet *INMAA* et la mise en oeuvre d'une stratégie plus volontariste.

Présence Renforcée de BMCE Bank Sur le Marché PME

Dans la perspective d'améliorer le positionnement de BMCE Bank sur le marché PME, une stratégie de développement a été mise en place accompagnée par le lancement de nouveaux produits et des actions d'animation, de suivi et de pilotage renforcées.

Les premiers résultats de cette stratégie, au demeurant encourageants, confortent le choix stratégique opéré par la Banque de se positionner sur le segment PME et font ressortir essentiellement une progression de 26% des ouvertures de comptes, et un taux d'équipement en crédit de la nouvelle clientèle de 24%.

Consolidation de la Dimension Conseil

En qualité de partenaire du pacte national pour l'Emergence Industrielle 2009-2015, BMCE Bank a accompagné le programme *INMAA* visant la formation des dirigeants des PME industrielles aux techniques du *Lean Management* et à l'intégration des *Best Practices*, contribuant à la création de la valeur ajoutée et à l'accroissement de la productivité.

Cet accompagnement s'est matérialisé par l'organisation de deux sessions de formation autour du programme *INMAA* en faveur des clients de la Banque.

Spécialisation Mise en Place d'une Structure Dédiée

Conformément aux orientations de la Stratégie PME, l'année 2011 a vu le lancement de l'activité Prospection & Développement PME, afin de structurer la démarche de prospection, vulgariser l'approche de conquête de clients PME, animer et recadrer l'effort commercial ainsi que suivre et piloter les réalisations en matière d'élargissement du portefeuille PME.

Par ailleurs, un *challenge* a été organisé de septembre à décembre 2011, visant la conquête et l'équipement des nouvelles relations PME.

Centres d'Affaires Extension du Maillage

Afin d'exploiter le potentiel de croissance au niveau des différentes régions économiques du Royaume non encore pleinement investies, 2 nouveaux centres d'affaires ont vu le jour à Témara et Tétouan.

Institutions Financières Etrangères

Correspondent Banking Développement des Relations

En dépit de la crise économique et financière mondiale, BMCE Bank a maintenu à un niveau significatif les lignes de trésorerie accordées par ses correspondants étrangers. Concernant les financements des opérations du Comex, de nouvelles lignes de trésorerie ont été négociées avec les principales banques avec lesquelles des relations privilégiées sont entretenues.

Commerce Extérieur Croissance du Financement

Portée essentiellement par les importations de blé, de gaz, de produits pétroliers et de bien de consommation divers, l'activité du refinancement extérieur s'est largement appréciée au cours de l'année 2011.

Outre ces financements à court terme, BMCE Bank a continué à gérer pour le compte de l'Etat et de certains organismes étatiques, des crédits à moyen et long termes.

BMCE Bank Offshore Amélioration des Performances

Les indicateurs de l'activité de la succursale Banque *Offshore* de l'année 2011, se sont globalement appréciés par rapport à l'année 2010. Le Résultat Net global a connu une croissance de +11,9% à DH 37,6 millions.

Investissement

Accompagnement De la Politique Gouvernementale

BMCE Bank a poursuivi ses efforts en faveur du financement de l'investissement dans le pays dans un contexte, marqué par la volonté de l'Etat d'encourager l'investissement.

En effet, dans la perspective de promouvoir les investissements, le gouvernement a engagé des réformes économiques et sociales qui ont bénéficié certes aux grands projets structurants du pays mais également à la promotion de l'emploi.

Dans ce contexte, l'activité Investissement a réalisé durant l'année 2011 des financements importants soutenus par des efforts de renforcement de la démarche commerciale et le développement de synergies avec les organismes publics et les partenaires de la Banque dans le domaine du financement de l'investissement.

Élargissement de l'Offre de Produits

BMCE Bank a procédé, en 2011, au développement de l'offre produits et services destinée aux entreprises avec le lancement du *Pack BMCE Moussanada* relatif à la forfaitisation des frais et commissions Entreprise, et de la nouvelle solution de Banque à Distance *BMCE Direct*. Ce service est une solution d'affaires hautement sécurisée, accessible à partir du portail web de la Banque. Elle permet le suivi et la gestion des comptes de l'entreprise à distance et offre une vision en temps réel de la situation des comptes de l'entreprise, un accès sécurisé à de nouveaux services transactionnels et à un ensemble d'outils de gestion à forte valeur ajoutée.

Pareillement, pour les entreprises Importatrices/Exportatrices, BMCE Bank offre l'option *e-Trade* permettant l'ouverture des crédits documentaires import et l'initiation, à distance, des virements à l'international. Le panel de services sera élargi instamment.

BMCE Bank a également mis en place une nouvelle gamme de cartes *Business* exclusivement dédiées à l'entreprise.

Par ailleurs, BMCE Bank est la première banque marocaine à lancer une nouvelle plate-forme d'affaires et de rencontres professionnelles *TRADE Maroc*. Le portail est signé à blanc, hors univers BMCE Bank, l'objectif étant de lui donner une portée nationale et d'en faire la plateforme d'affaires de référence des entreprises marocaines. L'inscription est réservée aux opérateurs économiques marocains de l'ensemble des secteurs.

Une Visibilité Accrue auprès des PME et Investisseurs

Une Proximité Renforcée auprès de la PME

BMCE Bank a organisé et participé à plusieurs événements visant à améliorer la présence de la Banque sur le segment Entreprise dont notamment la première conférence en faveur des clients PME organisée en partenariat avec le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologie et l'ANPME. BMCE Bank a également lancé la 3^{ème} et 4^{ème} édition du programme *IMTIAZ*, afin de faire bénéficier le PME des multiples avantages du programme, ainsi que la 2^{ème} tournée régionale PME sous le thème «*Campagne régionale pour un meilleur accompagnement de la PME au service du développement régional et de l'investissement*».



Événements et Salons Professionnels Une Forte Présence

Dans la perspective d'accroître la notoriété de BMCE Bank auprès des professionnels, la Banque a renforcé sa présence à l'occasion des événements et salons professionnels organisés. Parmi les événements phares où la Banque fut représentée figure (i) le *SIAM* ayant permis la promotion de *BMCE AGRIVERT* et de *Trade Maroc*, et (ii) le salon *Interbat*, le *Salon international des métiers du bâtiment*, organisé en parallèle avec *ENR Maroc*, *Salon des énergies renouvelables et Bativert*.

Caravane de l'Export en Afrique Une Meilleure Visibilité

BMCE Bank a participé aux 4^{ème} et 5^{ème} éditions de la *Caravane de l'Export en Afrique*, ayant permis de pros-

pecter de nouvelles opportunités à l'export pour près de 125 entreprises représentant près de 15 secteurs d'activité (*Agroalimentaire, BTP, Electricité, TIC, Pharmacie, Textile, ...*).

Cette deuxième participation de BMCE Bank s'est effectuée en partenariat avec l'organisateur, *Maroc Export* et en parfaite synergie avec le *Groupe BOA* et *La Congolaise de Banque*. A cet effet, plusieurs actions ont été mises en place afin de marquer la présence du Groupe en Afrique et sa volonté d'accompagner les entreprises dans la réussite de leurs projets sur le continent.

Par ailleurs, afin d'accompagner ces caravanes, un large dispositif de communication sous le thème « *BMCE Bank, Votre Partenaire en Afrique* » a été déployé : annonce presse dans le catalogue de la Caravane, dépliants et guide du commerce extérieur, CD des études sectorielles du CIE, *roll-up*, vidéo, *e-mailing*...

BMCE Bank au Maroc La Banque d'Investissement

Des aptitudes d'adaptation dans un contexte national et international défavorable



**TOUJOURS +
POUR LA GESTION DE VOS ACTIFS**

Infrastructure
Technologique
UP TO DATE

Gestion
des Risques
Maîtrisée

Qualité de
l'information
client

**M2+(mar)
FitchRatings**

**FITCH RATINGS RELÈVE À 'M2+(MAR)'
LA NOTE DE BMCE CAPITAL GESTION**

L'agence de notation Fitch Ratings relève la note d'Asset Manager nationale attribuée à BMCE Capital Gestion de M2(mar) à M2+(mar) pour ses activités de gestion. Il s'agit de la note la plus élevée accordée par Fitch Ratings sur le marché de la gestion d'actifs marocain. Le relèvement de la note de BMCE Capital Gestion reflète le renouvellement de son infrastructure technologique avec l'acquisition d'un nouveau système d'information aux standards internationaux « Sopris Value » et l'amélioration de sa gestion du risque de crédit. Cette distinction vient récompenser l'ensemble des efforts entrepris pour satisfaire les attentes de nos clients et délivrer un service de qualité à forte valeur ajoutée.



BMCE Capital

Dans un double contexte national et international défavorable marqué par l'amplification de la crise de la dette européenne et une incertitude sur le marché boursier marocain, BMCE Capital s'est une nouvelle fois distinguée par ses aptitudes d'adaptation capitalisant sur l'expertise accumulée, la compétence et la connaissance des marchés développées par les équipes, à l'affût de toutes les opportunités.

C'est ainsi que la plupart de ses filiales ont réussi le pari de consolider leurs activités, et même pour certaines, de renforcer leurs positions commerciales.

Encore une fois, les efforts synergétiques développées tout au long de l'année 2011 ont été le socle de cette performance renforcée également par un investissement continu dans le capital humain, dans l'innovation et dans le dynamisme commercial.

ACTIVITÉS DES MARCHÉS DE CAPITAUX

BMCE Capital Markets Forte Résilience des Performances

Dans un contexte difficile en 2011, BMCE Capital Markets est parvenu à tirer son épingle du jeu capitalisant sur ses atouts en matière de savoir-faire, d'expertise métier et d'innovation produits.

Grâce à l'agressivité commerciale et à la différenciation produits, les parts de marché sur le marché monétaire et obligataire ont été renforcées à une moyenne de 28% aussi bien sur l'interbancaire que sur le secondaire. Il en a été de même pour l'activité Placement Dette Privée dont la part de marché en 2011 s'est élevée à 37%.

BMCE Capital Bourse

Primée Best Broker in Morocco

L'année 2011 a déçu les espérances d'accélération de la croissance à la Bourse de Casablanca. La décrue du marché s'est accompagnée d'une forte atonie en termes de volumétrie qui a fortement déteint sur l'activité d'Intermédiation.

En effet, suite à la baisse notable des opérations stratégiques, les revenus de *BMCE Capital Bourse* se sont contractés pour s'établir à 24,1 MDH.

Face à cette situation, *BMCE Capital Bourse* s'est focalisé davantage sur l'optimisation des processus. C'est dans cette optique que la Ligne Métier Intermédiation a maintenu son effort d'investissement pour rehausser la qualité de ses prestations et identifier de nouveaux leviers pour capter et fidéliser sa clientèle via une multitude d'actions notamment, l'implémentation d'un système de passation d'ordre de bourse en temps réel à travers l'ensemble du réseau BMCE Bank.

Par ailleurs, et au regard des efforts fournis et des opérations majeures menées par *BMCE Capital Bourse* sur le marché, la filiale d'intermédiation s'est vue décerner le prix de *Best Broker in Morocco*, en 2011, par le magazine britannique EMEA Finance.

BMCE Capital Gestion

Une Résilience Avérée

La stratégie de *BMCE Capital Gestion* consistant à renforcer son positionnement sur son marché domestique a porté ses fruits. En effet, la part de marché de *BMCE Capital Gestion* s'est appréciée s'établissant à fin décembre 2011 à 13,9%, soit une amélioration de 40 points de base par rapport à une année auparavant.

A ce titre, l'encours global sous gestion de la filiale *Asset Management* du Groupe BMCE Bank a, pour la première fois, atteint le niveau de DH 32 milliards, soit une progression annuelle remarquable de plus de 5,3% contre seulement 2,7% au niveau du secteur.

Au niveau qualitatif, l'année 2011 a été une année structurante en matière d'organisation métier avec l'aboutissement de plusieurs projets de développement stratégique.

BMCE Capital Gestion Privée

Nouvelle Phase de Développement

Dans un contexte de marché difficile et en dépit de la poursuite de la restructuration de la société, *BMCE Capital Gestion Privée* a enregistré une croissance des agrégats d'activité aussi bien sur le plan commercial que financier.

En 2011, les efforts ont été orientés vers le rehaussement de la qualité des services offerts via l'amélioration des processus de gestion et la refonte des procédures internes.

Capitalisant sur l'effet expérience et la notoriété acquise sur le marché en termes de gestion sous mandat, *BMCE Capital Gestion Privée* a prouvé en 2011 sa capacité de résilience malgré des conditions de marché peu favorables

ACTIVITÉS DE GESTION ET DE CONSERVATION DE TITRES

BMCE Capital Titres

Baisse Conjoncturelle de l'Activité

La conjoncture du marché au cours de cet exercice a été défavorable pour *BMCE Capital Titres* subissant de plein fouet l'amenuisement des volumes traités sur le marché boursier.

Dans ce contexte, le niveau des actifs en conservation, de même que le volume transactionnel traité par *BMCE Capital Titres*, dans le cadre du dénouement des opérations boursières a connu un repli par rapport à l'année précédente.

Toutefois, et avec une part de marché stabilisée à près de 29%, l'activité de dépositaire OPCVM de *BMCE Capital Titres* a poursuivi son *trend* haussier, avec des actifs en dépôts en appréciation de +9% à fin décembre 2011.

Pour l'exercice 2012, *BMCE Capital Titres* prévoit la mise en place de nouveaux services à la fois sur le plan qualitatif et pour améliorer les chaînes de traitement des titres.

CORPORATE FINANCE

BMCE Capital Conseil

Des Concrétisations Fort Probantes

En dépit du durcissement des conditions concurrentielles dans un marché qui ne se prêtait pas aux transactions stratégiques, *BMCE Capital Conseil* a réussi son pari d'accompagner plusieurs opérateurs d'envergure aussi bien dans le cadre d'opérations de fusions et d'acquisitions que d'émissions sur le marché de la dette privée.

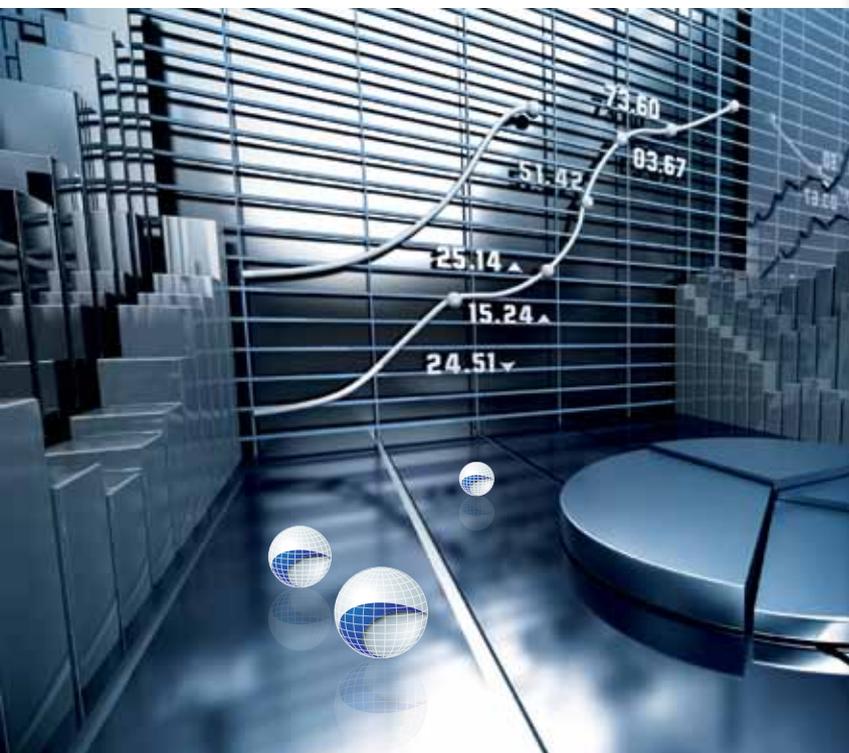
DES ACTIVITÉS AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

Réalisations de la Plateforme Commerciale

Grâce au déploiement de son nouveau schéma organisationnel, la plateforme commerciale est parvenue, en 2011, à asseoir une réelle synergie entre *BMCE Bank* et *BMCE Capital* dont le potentiel est en perpétuelle croissance.

A ce titre, le lancement de la plateforme électronique *BMCE FX Direct* a rehaussé la compétitivité de l'offre, permettant ainsi de drainer des flux substantiels, notamment au niveau de la clientèle de la Banque.

De plus, pour le compte de *BMCE Capital Gestion*, la progression de l'encours moyen placé a été de 11% par rapport à la même période en 2010 s'établissant à DH 4,2 milliards.



Portées Positives des Actions de l'Analyse & Recherche

Comme à l'accoutumée, l'Analyse & Recherche n'a pas failli à sa mission de couverture du marché actions, profitant même du contexte fort mitigé, pour initier des améliorations des process et publications, avec le soutien actif du *CM-CIC Securities*.

Ce partenariat a été couronné par l'organisation conjointe entre *BMCE Capital Bourse* et *CM-CIC Securities* d'un séminaire tenu à Paris auprès de 200 investisseurs internationaux.

Au volet production, l'Analyse & Recherche a assuré la publication de plusieurs *flashs* et notes en supplément des productions régulières avec une qualité répondant davantage aux standards les plus évolués en la matière.

Le développement d'actions synergétiques avec les différentes lignes métiers a également mobilisé les efforts de la plateforme.

Une Gestion Affermie des Risques

La gestion des risques de marché s'est renforcée en 2011 et ce, dans un contexte difficile en vue de se prémunir contre les variations des marchés. A ce titre, de nouveaux *pricers*, modèles, stratégies créatives, et limites ont été mis en place. Par ailleurs, les préparatifs pour le passage prochain à la méthode avancée ont été amorcés. Cette dernière permettrait à terme une économie substantielle des Fonds propres.

Des Ressources et Moyens À la hauteur des ambitions



CAPITAL HUMAIN

Ressources Humaines En perpétuel Développement

Dans le cadre des orientations stratégiques du programme de transformation que conduit BMCE Bank, une politique volontariste de stabilisation des effectifs a été menée visant à maintenir les effectifs à un niveau quasi-similaire à celui de l'exercice précédent. Dans cette optique, et à l'instar des années antérieures, le Groupe BMCE Bank a poursuivi l'encouragement de l'employabilité et le développement des compétences par la mobilité interne et la formation.

Politique RH Au Service de la Régionalisation

Dans une phase de régionalisation et de projets struc-

turants impactant principalement les ressources humaines, une forte adhésion des collaborateurs de BMCE Bank au changement et à une préparation active pour l'avenir a été démontrée.

Ainsi, ont été mis en place, des principes et actions visant à accroître l'appartenance et la motivation des collaborateurs, tels que (i) des conditions de travail traduisant les valeurs véhiculées par la politique RSE du Groupe, (ii) l'appréciation de la performance selon des critères homogènes à travers un processus d'évaluation interne et des référentiels de compétences et de comportements spécifiques aux métiers de la Banque, (iii) le développement du personnel sur le long terme et ce, dans le cadre d'un programme de gestion des Talents et des Hauts Potentiels, (iv) l'identification, le développement, et la reconnaissance de l'expertise, (v) la formation continue pour améliorer les compétences, (vi) la rémunération de la performance et des contributions de chacun.

BUSINESS INTELLIGENCE

Outils Technologiques Des Évolutions Positives

Afin d'accompagner la Régionalisation du Groupe BMCE Bank, l'élargissement du Système d'Information Géographique à l'ensemble du Royaume a été entamé pour une finalisation au cours du premier semestre 2012.

Cette nouvelle innovation technologique permettra ainsi à nombre d'entités de bénéficier de services à haute valeur ajoutée, facilitant la prise de décision.

Observatoire de l'Entrepreneuriat (ODE) Dynamisation

L'Observatoire de l'Entrepreneuriat (ODE), créé en février 2009 par le Groupe BMCE Bank, propose des services innovants à même d'accompagner l'entreprise marocaine à chaque étape de son cycle de vie.

C'est ainsi que l'ODE propose un ensemble de services à forte valeur ajoutée, faisant de ce support la référence de tous ceux qui souhaitent développer leur entreprise en tirant parti des meilleures opportunités.

Dans le cadre du renforcement de la notoriété de l'ODE, une approche innovante a été déclinée en 2011, comprenant, *inter alia*, un rapprochement avec des écoles et universités.

Une première convention de partenariat a été signée avec l'Université Hassan II, outre une convention en préparation avec le Centre des Jeunes Dirigeants. Celles-ci donneront lieu à des échanges de formation et scientifiques entre les institutions.

Par ailleurs, la participation à deux forums étudiants, le lancement d'une nouvelle campagne de communication interactive, la multiplication des lettres d'information ou la présence sur les réseaux sociaux se sont traduits par un doublement des abonnés au site, avec un pic de fréquentation mensuel de 20 000 internautes et la parution de plus de 70 articles de presse relatifs à l'ODE.

Pour sa part, le site Internet de l'ODE s'est enrichi d'une nouvelle rubrique autour de la thématique « Développement Durable et RSE », accompagnant l'entrepreneur dans sa gestion au quotidien, en lui proposant conseils et bonnes pratiques.

Projets Stratégiques de la Banque Une Immersion Plus Prononcée

Au cours de l'année 2011, l'Intelligence Economique a contribué fortement à quelques projets majeurs pour le Groupe BMCE Bank que représentent la Gestion de la Relation Clientèle GRC, la Régionalisation et l'extension géographique en Afrique Subsaharienne.

Ainsi, la mise en œuvre de la GRC a été soutenue par une segmentation et stratification de la clientèle des particuliers et des entreprises.

Par ailleurs, le développement stratégique territorial du Groupe BMCE Bank s'est appuyé sur la réalisation de monographies régionales mettant en exergue les caractéristiques sociodémographiques, économiques et bancaires spécifiques à chaque région.

De même, la stratégie de développement en Afrique a été soutenue par des notes macroéconomiques et bancaires visant à identifier les potentiels d'implantation en Afrique et cibler quelques établissements financiers.

COMMUNICATION GROUPE

Émergence d'une Marque Bancaire Ombrelle Forte et Reconnue

En 2011, la communication institutionnelle de BMCE Bank s'est davantage focalisée sur le renforcement de l'image de Banque universelle et multi-métiers auprès du grand public. L'objectif est de faire rayonner la marque BMCE Bank tout en capitalisant sur la richesse, la diversité et la dimension internationale de son offre.

Ainsi, pour accompagner le développement volontariste du Groupe en Afrique, des campagnes ciblées ont été menées, à l'occasion des prix décernés par *EMEA Finance* aux entités du Groupe BMCE Bank et du Groupe BOA dans plus de 5 pays africains. De même, et à l'occasion de salons à thème, des rediffusions de la campagne institutionnelle « Faire plus de place à l'avenir » ont été programmées. Cette communication vient ainsi confirmer le positionnement défendu par la Banque depuis toujours, dans les domaines les plus importants : le Développement Durable à l'échelle africaine, l'accès aux nouvelles technologies, le respect de l'environnement, la promotion de l'éducation et le soutien à l'investissement.

Pareillement, la communication a contribué fortement, à l'occasion d'actions de mécénat et d'événements sponsorisés par la Banque, à renforcer son image auprès de la société civile et du grand public en tant que Banque Citoyenne et engagée depuis plusieurs années dans la promotion de la culture, le social et le sport.

Orientée davantage vers une communication de proximité avec le client, la communication événementielle s'est également imposée en relais de la communication commerciale à travers des actions ciblées visant à attirer et fidéliser la clientèle du Réseau.

Communication Commerciale

L'Harmonie dans l'Acte

En termes de communication commerciale, l'année 2011 a été marquée par le déploiement progressif du nouveau territoire de communication sur l'ensemble des concepts publicitaires liés aux produits et services de la Banque, des supports d'édition/PLV, tout en veillant au respect des dispositions de la nouvelle loi de protection des consommateurs.

Cette harmonisation a favorisé la poursuite de l'optimisation des investissements, entamée en 2010, prouvant l'efficacité de la communication commerciale engagée.

Ainsi, durant l'année 2011, les actions de communication digitale et directe ont été privilégiées tout en maintenant une présence dans les médias à savoir, la Radio, la Presse et l'affichage urbain.

Communication Interactive

Vecteur de Rayonnement

L'ensemble des campagnes de communication institutionnelle et commerciale ont été déclinées en actions de large portée sur les canaux directs à travers internet, les guichets automatiques bancaires, et l'écran géant du Siège de la Banque.

Parallèlement, l'action de *mailing* s'est intensifiée avec une croissance de plus de 14%, permettant d'atteindre directement plus de 9 millions de clients/prospects.

PROJETS STRUCTURANTS

L'Efficacité Commerciale

Portée par le Programme de Régionalisation

BMCE Bank a poursuivi en 2011 un programme majeur de Régionalisation de son Réseau, s'inscrivant par la même dans une priorité nationale. Au delà, la Régionalisation vise à rapprocher les centres de décision au plus près de ce qui représente la raison d'être et la raison d'exercer de BMCE Bank, à savoir son client et ainsi améliorer son efficacité commerciale et sa qualité de service.

Fondée sur une déconcentration des activités liées aux engagements, juridique & contrôle permanent et décentralisation des activités de pilotage, d'animation et de coordination support, la Régionalisation se traduit par la mise en place de Directions Régionales communes pour les deux filières Part/Pro et Entreprises, disposant d'une large autonomie et responsable de l'ensemble des aspects de gestion de la Région.

L'enjeu ultime de l'action de BMCE Bank est de concrétiser significativement le potentiel de création de valeur que recèle chacune des Régions.

Parallèlement, les structures du Siège se mettent davantage au service des forces commerciales, parce qu'elles sont au service du client, se recentrant sur leurs missions fondamentales de définition des pratiques et des normes, d'apports d'expertises, de mise en place de dispositifs d'évaluation, de suivi et de contrôle.

Dans ce cadre, des investissements importants ont été consentis en termes humains, logistiques, informatiques pour garantir la réussite de ce programme et permettre à chacune des régions de s'ériger en modèle de performance, de rentabilité et d'excellence.

Ainsi, l'année 2011 a vu le démarrage des Directions Régionales pilotes à savoir, *Centre Méridional*, *Casablanca Nord* et *Casablanca Sud* avant d'être généralisées en 2012 à l'ensemble du Royaume, fortes des premiers retours d'expérience positifs.

Gestion de la Relation Client

Un Soutien à l'Action Commerciale

Dans le cadre du partenariat avec *RMA Watanya* et le Groupe CM-CIC, le projet Gestion de la Relation Client, lancé en 2009, œuvre à améliorer l'efficacité commerciale de la force de vente à travers une meilleure connaissance du client qui permettrait *in fine* de mieux répondre aux besoins de la clientèle.

Plus de la moitié des fonctionnalités de la GRC ont été déployées au niveau de l'ensemble du Réseau Maroc en 2011 apportant ainsi une réelle valeur ajoutée à travers (i) une base Tiers unique et partagée par l'ensemble des acteurs conjuguée à l'implémentation des *best practices* visant à fiabiliser les données de la clientèle, (ii) un processus d'entrée en relation automatisé, (iii) un accès à la Vision 360° regroupant toutes les données administratives commerciales et les équipements du tiers, (iv) une remontée en temps réel des soldes et encours, (v) une mise en place d'offres multi-produits regroupées dans un seul contrat (packages), et (vi) la généralisation de la mise en portefeuille qui permet de préparer les prochains lots de la GRC.

Par ailleurs, la plateforme *Hotline* est désormais opérationnelle couvrant la globalité des demandes d'assistance fonctionnelle et de déclaration des incidents. Dans la même veine, le système de gestion documentaire de la Banque est désormais opérationnel.

Cash Management

Une Réponse aux Besoins des Entreprises

Une offre globale *Cash Management* a été mise en production comprenant la mise en place d'une application *Cash Pooling* (*direct, indirect et mixte*), l'implémentation de la solution *Swift Net* pour le traitement des virements salaires, règlement des fournisseurs au Maroc et à l'étranger et l'implémentation d'une solution *E-trade* pour le traitement des crédits documentaires à l'import.



ma banque à distance »

BMCE BANK 
NOTRE MONDE EST CAPITAL

BMCE Direct

Pour Plus de Proximité

Toujours engagée à offrir à ses clients des produits innovants, BMCE Bank a lancé *BMCE Direct* ; il s'agit d'un site *Internet* multi-segments et multi-produits ayant vocation à couvrir un grand nombre de services en temps réel.

BMCE Direct permet à la clientèle l'accès à la situation financière, la recherche et le téléchargement des comptes, l'opposition carte, la commande de chéquier, l'Édition de RIB, de relevé des avis d'opérés, du portefeuille titres, ainsi que des remontées des alertes. De même, ce service offre de nouvelles fonctionnalités adaptées également aux *Smartphones*.

Filiales Financières Spécialisées de BMCE Bank

Capacité d'adaptation dans un contexte national et international défavorable

SUIV. DES CONTRATS - ECHÉANCIER - SOLDE DU CLIENT - DUPLICATA DES FACTURES

ESPACE ABONNÉS
Gratuit & Sécurisé

40 ANNIVERSAIRE
MAGHREBAIL

Tout sur mes dossiers de leasing via www.maghrebail.ma

Maghrebail innove pour vous rendre la consultation de vos dossiers de leasing plus accessible et transparente. En créant "Espace abonnés", Maghrebail vous permet de retrouver en ligne, gratuitement et en toute sécurité, toutes les informations utiles pour suivre la situation de vos contrats.

MAGHREBAIL
BIEN PLUS QU'UN LEASING



Salafin

Dans un contexte sectoriel en baisse de -6% en 2011, *Salafin* a enregistré une progression de sa production de +3% à DH 1,14 milliards, portée par le développement soutenu de l'activité financement automobile, soit une hausse de 11% contre +6% pour le secteur.

Malgré la croissance de la production des nouveaux financements, les encours financiers moyens s'établissent à DH 2,52 milliards à fin 2011 en baisse de 5% par rapport à l'exercice précédent.

Dans cette conjoncture peu favorable, *Salafin* a porté ses efforts sur le développement de nouvelles activités à même de diversifier ses sources de revenus, notamment, les services rendus aux tiers. Il s'agit des activités de recouvrement de même que le partage d'une plateforme de gestion de crédits à la consommation. Les revenus issus de ces activités, appelés à une forte croissance, ont connu un bond de 145% pour s'établir en 2011 à 7,8 MDH.

En termes de performances financières, le *Produit Net Bancaire* s'est établi à 274 MDH et le *Résultat Net* à 93 MDH. Les charges d'exploitation se sont établies à 85 MDH en hausse de 11%, tirées par l'évolution des charges du personnel et ce, en accompagnement du plan stratégique de développement des activités de services. Toutefois, le coefficient d'exploitation demeure maîtrisé à un niveau de 31%.

En matière de gestion des risques, le renforcement des équipes de recouvrement, le *re-engineering* des process et l'amélioration des systèmes d'information, conjugués à l'amélioration de la qualité de la nouvelle production ont permis la baisse du *coût du risque* de -15% à 51 MDH, tout en maintenant un niveau de couverture de créances en souffrance de 92%.

Enfin, *Salafin* renforce les synergies avec les entités du Groupe BMCE Bank, au Maroc et à l'international, à travers des partenariats porteurs relatifs notamment au financement automobile et à la gestion du recouvrement et du contentieux.

Maghrébaïl

En 2011, le secteur du leasing a affiché une production globale de DH 14,8 milliards, en progression de 3,7% par rapport à l'année précédente. Cette nouvelle production, composée à 81% de crédit-bail mobilier, a été tirée à la baisse par le segment du crédit-bail mobilier, en recul de 0,46% à DH 12 milliards en 2011. Une baisse toutefois freinée par le crédit-bail immobilier qui a progressé de 25,4%, avec une production 2011 de DH 2,85 milliards.

La production de *Maghrebaïl* s'est inscrite en hausse de +6% à DH 2,8 milliards, sous l'impulsion de la forte évolution de +48% de l'activité "Acquisition des biens", dont l'encours global s'établit à DH 7,9 milliards.

Plus particulièrement, la production des acquisitions de biens immobiliers s'est accélérée, marquant une hausse de 47,9% à 790,8 MDH.

A l'inverse, les acquisitions d'équipements ont baissé de près de 4,6% à 1 988 MDH.

Par ailleurs, les efforts de renforcement des synergies avec le réseau de BMCE Bank se sont intensifiés, en témoigne la forte hausse de l'apport du réseau dans la production en 2011, s'établissant à 43 contre 37% en 2010.

Ainsi, l'encours net comptable s'élève à DH 7,9 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 9,2% relativement à fin décembre 2010, portant la part de marché de *Maghrebaïl* à 19,8%, en hausse de 0,2 points de %.

Les indicateurs de performances financières affichent dans l'ensemble une amélioration honorable comme l'illustre la hausse de 6% du *Produit Net* à 230 MDH et de 4,1% du *Résultat Courant* à 128 MDH ou encore le recul des *Charges générales d'exploitation* de -4,3%, entraînant l'amélioration du *Coefficient d'exploitation* de près de 2,7 points de pourcentage à 24%.

Par ailleurs, les dotations nettes aux provisions se situent à environ 45 MDH avec un encours de créances en souffrance nettes de provisions à 54 MDH. Le taux de provisionnement des créances en souffrance s'établit à 83,8%.

Le *Résultat Net* pour sa part a enregistré une légère baisse de 0,97% à 80,4 MDH, impacté par un résultat non courant.

Maroc Factoring

L'affacturage au Maroc, est un secteur en plein essor recelant un énorme potentiel de croissance. Il représente une excellente solution de financement pour le développement des PME.

S'inscrivant dans cette tendance favorable du secteur avec une part de marché de 20%, *Maroc Factoring* a réalisé, en 2011, un chiffre d'affaires factoré de DH 4,4 milliards en hausse de +7,3% par rapport à 2010, soutenu

par une croissance de l'encours des créances acquises par affacturage de +17,3% à DH 1,3 milliard.

Le PNB a ainsi progressé de +5,4% à 35,1 MDH avec une prédominance du PNB généré des produits d'intérêts de 56%. Pareillement, le *Résultat Net* a enregistré une croissance de +22,4% à 11,1 MDH. Le *coût du risque* s'est amélioré de 7,2 points de % à 22,8%.

Par ailleurs, les *Charges générales d'exploitation* de Maroc Factoring se sont établies à 15,6 MDH en progression de +13% dégageant ainsi un *Coefficient d'exploitation* de 44,6%.

RM Experts

L'activité de recouvrement domiciliée au sein de *RM Experts* a été placée, en 2011, sous le signe de l'optimisation des processus et de l'implémentation des Systèmes d'information. A ce titre, les récupérations en capitaux se sont établies à 314 MDH, portant leur montant cumulé depuis 2004 à 2,8 MMDH. De même, des reprises de provisions s'établissant à près de 166 MDH ont été enregistrées.

Les récupérations en capitaux sont attribuables à hauteur de 73% à l'activité commerciale, 8% aux ventes judiciaires, 7% à la renormalisation des dossiers, 7% aux engagements par signature et 5% aux mises en jeu de la garantie des organismes garants.

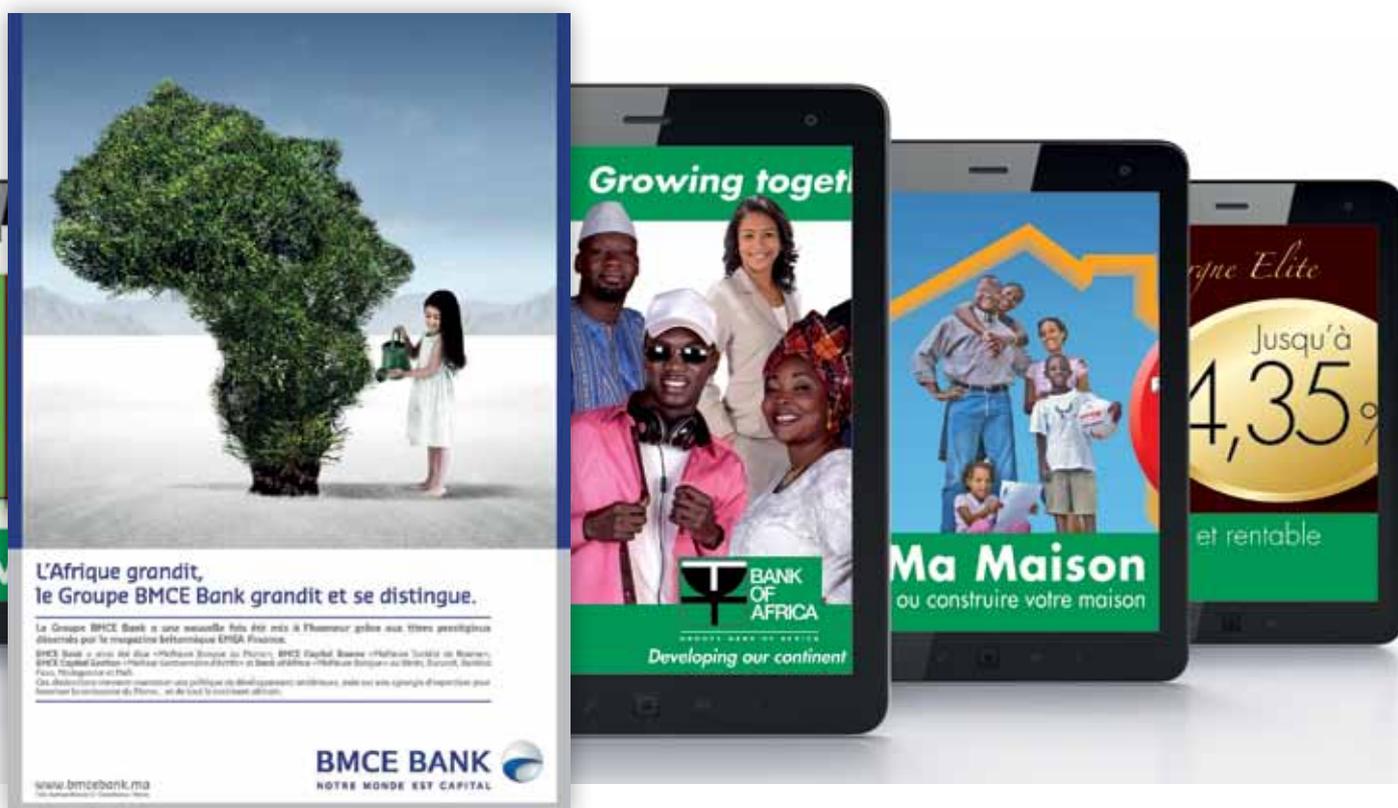
Une restructuration de la plateforme administrative a été menée en 2011 portant sur davantage d'efficacité du traitement des dossiers physiques et une meilleure assistance des gestionnaires, ainsi que l'intégration d'un système de gestion électronique des documents dans le processus de traitement des dossiers physiques.

Des efforts importants ont été consentis en 2011 afin de traiter les dossiers déclassés pendant l'année et ce, dans un souci d'alléger le volume du compromis de la Banque et de récupérer les provisions y afférentes. Ainsi, un traitement rapide et rigoureux a été réservé à ces dossiers, matérialisé par une prise de contact immédiate avec les débiteurs avant d'actionner le recouvrement judiciaire.

De plus, de nouvelles fonctionnalités ont été intégrées au système de gestion portant sur (i) la mise en place d'une plateforme de relance par SMS, (ii) la gestion des honoraires pour davantage de maîtrise des commissions versées aux partenaires, et (iii) la centralisation des états de *reporting*.

Groupe Bank Of Africa

Bank of Africa a enregistré des performances commerciales probantes, illustrées par l'accroissement des dépôts et des crédits de +13% et +17% à 2,9 MM€ et 1,9 MM€, respectivement, et du nombre de comptes de +19% à près de 1,2 million de comptes.



Les principaux indicateurs au niveau consolidé du Groupe ont connu une croissance à deux chiffres avec (i) un PNB en hausse de +26% à plus de 263 M€, (ii) un RBE en progression de +16% à 104 M€, et (iii) un Résultat Net en augmentation de +33% à près de 59 M€. Ainsi, la contribution de Bank of Africa dans les résultats consolidés du Groupe BMCE Bank s'est ainsi renforcée de 26% en 2010 à 29% en 2011.

Le Groupe Bank of Africa a poursuivi en 2011 sa stratégie de croissance organique à travers l'ouverture d'une soixantaine d'agences portant la taille de son réseau à près de 340 agences, couvrant plus d'une quinzaine de pays en Afrique Subsaharienne.

L'extension du maillage du réseau bancaire s'est accompagnée du renforcement de l'effectif de +777 salariés pour s'établir à plus de 4 500 personnes.

Outre l'extension géographique en Afrique, la stratégie du Groupe BOA, s'appuie sur plusieurs leviers notamment l'intensification des efforts d'intermédiation, le renforcement du positionnement du Groupe dans les marchés à fort potentiel, la maîtrise du coût du risque et la dynamisation de l'activité de recouvrement, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et commerciale ainsi que le développement des synergies entre les BOA et le Groupe BMCE Bank.

Bank Of Africa

ACTEUR FINANCIER AFRICAIN DE RÉFÉRENCE

● Une force de frappe commerciale

- 15 banques commerciales dans 14 pays africains,
- Un réseau solide de près de 340 agences et un parc de GAB en expansion continue,

- Plus d'un million de comptes,
- Plus de 4 500 collaborateurs,
- Une offre étendue et diversifiée de produits bancaires et financiers : bancassurance, solutions de financement adaptées, ingénierie financière performante...

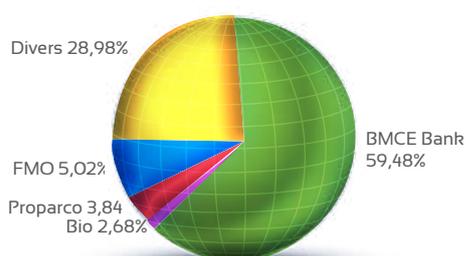
Présence d'institutions financières de renom dans l'actionnariat de Bank Of Africa :

- BMCE Bank, actionnaire majoritaire de référence
- Institutions Financières bilatérales et multi-latérales :
 - Proparco,
 - Société Financière Néerlandaise pour le développement FMO,
 - Société Belge d'Investissement pour les pays en voie de développement BIO,
 - SFI, BOAD
- Actionnaires africains publics et privés

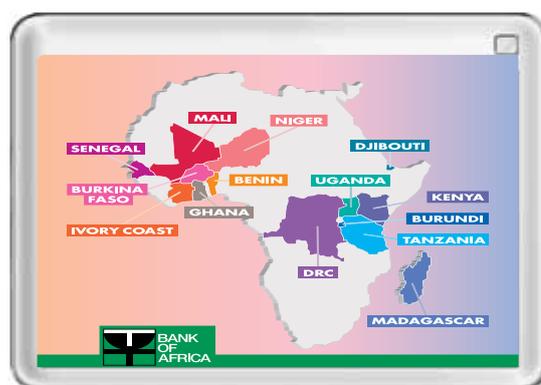
Faits Marquants 2011

- Renforcement de la participation de BMCE Bank dans le capital de BOA à plus de 59%, devenant ainsi l'actionnaire de référence
- Acquisition d'une banque au Ghana -Amal Bank- dénommé BANK OF AFRICA - GHANA

Actionnariat BOA à fin Mars 2012



Présence du Groupe en Afrique



Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 3,8 milliards**
- Crédits à la clientèle : **€ 1,9 milliards**
- Dépôts de la clientèle : **€ 2,9 milliards**
- Produit Net Bancaire : **€ 263 millions**
- Résultat Net Consolidé : **€ 59,2 millions**
- Résultat Net Part du Groupe : **€ 31,4 millions**
- Effectif : plus de **4 500**
- Réseau : plus de **330 agences**

Une Assise Financière Solide

Toujours dans une perspective de croissance à la fois en interne et en externe, le Groupe Bank Of Africa a poursuivi le développement de ses actifs, et a vu ses résultats financiers s'améliorer. Le total bilan consolidé en ressort à € 3,8 milliards soit une progression de près de 20%. Les dépôts et les crédits ont enregistré des augmentations de +13% et +17% pour atteindre € 2,9 milliards et 1,9 milliards, respectivement.

Les indicateurs de résultats ont à leur tour connu des évolutions très favorables. Peut en témoigner la progression de +26% du PNB à plus de € 263 millions, tirée essentiellement par les filiales BOA de la zone UEMOA.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'est également inscrit en hausse de +16% à € 104 millions. Quant au Résultat Net Part du Groupe, il ressort à € 31,4 millions contre € 25,6 millions l'année précédente, soit une progression de plus de 22%.

Des Synergies Fructueuses

Les prémices de la coopération avec BMCE Bank ont commencé dès la première prise de participation de 35% du capital de Bank OF AFRICA.

Ainsi, des Plans d'Actions Commerciales Annuelles ont été lancés dans les pays de l'UEMOA et à Madagascar pour la clientèle des Particuliers. Ce projet s'est traduit par une réorganisation commerciale, une dynamique de création de nouveaux produits, l'instauration de nouvelles pratiques commerciales et managériales ainsi que la mise en place de l'animation commerciale, le pilotage des performances et la planification de l'activité. Ce projet sera déployé au niveau de l'ensemble des implantations de BOA.

Un projet similaire pour la Clientèle Entreprise a été d'ores et déjà déployé au sein de BOA-MALI et BOA-BÉNIN, et le sera instamment dans BOA-GHANA, BOA-MADAGASCAR, BOA-CÔTE D'IVOIRE et la Banque de Crédit de Bujumbura et dans les pays de l'Afrique de l'Est.

L'activité dédiée aux Africains Résidant à l'Étranger est également concernée par la coopération avec BMCE Bank et porte sur la structuration de l'approche commerciale visant la Diaspora.

Par ailleurs, des projets stratégiques sont en cours de lancement dans plusieurs domaines, notamment l'activité de recouvrement, la sécurité informatique, la formation, outre le financement automobile en partenariat avec Salafin et les activités de banque d'affaires en partenariat avec BMCE Capital.

BOA-BENIN

C'est dans un environnement peu favorable que BANK OF AFRICA – BÉNIN a néanmoins terminé l'année 2011 avec un total bilan en progression de plus de 13 % par rapport à décembre 2010.

La filiale de BOA a connu une légère croissance de ses ressources, fruit de ses campagnes de collecte d'épargne des particuliers et de dépôts des entreprises ; ainsi la Banque est en tête du marché national, avec une part de marché de 29,8%. Son PNB s'est également vu tirer à la hausse de +10,26% en comparaison à l'exercice précédent.

Ces bons résultats sont une conséquence de la politique d'extension du Réseau portant le nombre d'agences à 39.

Faits Marquants 2011

- Lancement de 3 nouveaux produits : Pack Fonxionaria, Pack Mon Business, et Plan Épargne Ambition.
- Mise en place opérationnelle de l'interbancaire GIM-UEMOA : Système interbancaire de paiement et de retrait par carte au sein des pays de l'UEMOA.
- BOA Benin, nommée la meilleure Banque de l'année 2011 par The Bankers magazine pour la seconde année consécutive.

Données du Pays

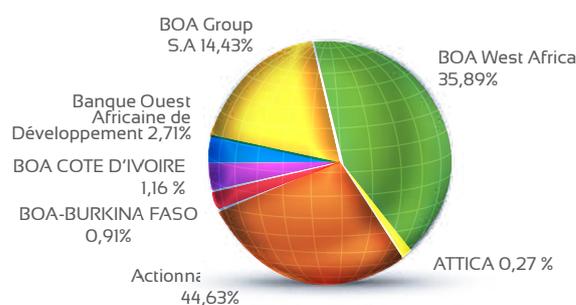
BENIN	
Superficie (milliers de Km ²)	112,6
Population (millions)	8,8
Taux de bancarisation	5,4%
PIB (USD milliards)	6,6
PIB/Hab PPA (USD)	1587
Nombre de banques	12

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 841 millions**
- Fonds Propres* : **€ 79 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 583 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 336 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 48 millions**
- Résultat Net* : **€ 11,6 millions**
- Effectif : **452**
- Réseau : **39**

* 1 EUR = 655,957 F CFA

Actionnariat au 7 mars 2012



Des Résultats en Progression Malgré un Contexte Economique Peu Favorable

Courant l'exercice 2011, BOA-BÉNIN a pu réaliser des résultats de bon niveau et ce malgré l'environnement mitigé qu'a connu le pays. C'est ainsi que la Banque a affiché une progression sensible avec notamment un résultat net de 11,6 millions d'euros en croissance de 15,8%, et un Produit Net Bancaire de 48 millions d'euros, en hausse de 10,2%.

En termes de ressources, BOA-BÉNIN a vu ses dépôts augmenter légèrement de +1,2% pour atteindre 583 millions d'euros. Ainsi se positionne-t-elle en tant que première Banque de la place en termes de dépôts avec 29,8% de part de marché.

Quant aux emplois, ils se sont maintenus au même niveau se chiffrant à 336 millions d'euros à fin décembre 2011.

Ces bons résultats sont une des conséquences de la politique de croissance et de dynamisation du réseau portant le nombre d'agences à 39 à nos jours. Aussi, la Banque a-t-elle assisté au dépassement de la barre des 200 000 comptes à la fin de l'exercice 2011.

BOA-BÉNIN, une Banque citoyenne

En tant qu'entreprise socialement engagée pour un développement socio-économique durable, BOA-BÉNIN a initié plusieurs actions citoyennes dans les domaines du social, de la santé et de l'environnement.

Ainsi, BOA-Bénin a participé aux festivités de la célébration de la Journée Mondiale de la Désertification, en juin 2011, en partenariat avec le Ministère de l'environnement et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD).

La Banque a également participé à plusieurs événements à savoir la contribution à la tenue d'un concert d'handicapés en partenariat avec l'Ambassade d'Allemagne, ou le sponsoring de rencontres sportives.

BOA-MADAGASCAR



BOA – MADAGASCAR a réalisé de bonnes performances, dans un contexte économique défavorable, affichant un résultat net de 8,5 M€ en hausse de +186,3% par rapport à 2010.

De plus, et en dépit d'une concurrence acharnée, la Banque a davantage dynamisé sa démarche commerciale, lui ayant permis de stabiliser ses parts de marché à 27,5% pour les dépôts et à 25,5% pour les crédits.

En outre, l'année 2011 a été marquée par le renforcement de l'assise financière de la Banque à travers une augmentation de capital, le portant à 14,9 M€ à fin décembre, traduisant un dynamisme et un engagement de l'ensemble du personnel de la filiale BOA, ainsi qu'une confiance renouvelée de ses actionnaires dans les perspectives de développement de l'activité de leur Banque.

Faits Marquants 2011

- Obtention, pour la 8ème année consécutive, du Titre « Banque de l'année - Madagascar » pour Madagascar, attribué par « The Banker »
- Nomination d'un nouveau Président du Conseil d'Administration, Alain RASOLOFONDRAIBE succédant à Paul DERREUMAUX.
- Augmentation du capital social de la BOA-MADAGASCAR, passant celui-ci de à 14,9 M€, par conversion en capital du prêt subordonné de PROPARCO.

Données du Pays

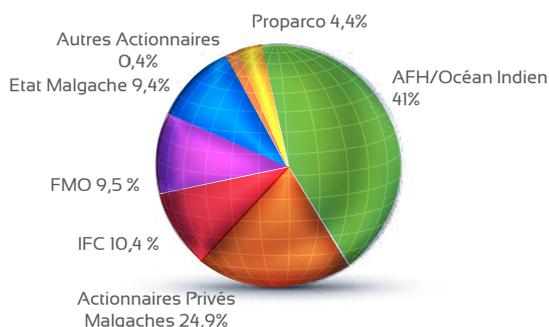
MADAGASCAR	
Superficie (milliers de Km ²)	587
Population (millions)	21,3
Taux de bancarisation	3%
PIB (USD milliards)	8,7
PIB/Hab PPA (USD)	933
Nombre de banques	22

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 464 millions**
- Fonds Propres* : **€ 45 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 384 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 176 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 34 millions**
- Résultat Net* : **€ 8,5 millions**
- Effectif : **935**
- Réseau : **67**

* 1 EUR = 2912,14 MGA

Actionnariat au 28 février 2012



Performances Financières

Des Indicateurs en Hausse

En ligne avec l'évolution des activités, le Produit Net Bancaire a augmenté de 12,7% et ce grâce à la marge d'intérêt réalisée sur les opérations et les commissions de service. Aussi, et malgré un environnement contrasté, la filiale BOA-MADAGASCAR a surperformé en termes de réalisations affichant un résultat net de 8,5 M€ à fin Décembre 2011 en hausse de 186,3% par rapport à 2010.

Croissance des Dépôts

Sous l'impulsion des Comptes d'Epargne

Les dépôts collectés auprès de la clientèle ont affiché une hausse de 9,8% en 2011, portés par l'intensification des campagnes commerciales et la poursuite du développement du réseau d'agences.

À cet égard, on note particulièrement une nouvelle et forte augmentation de l'encours des comptes d'épargne, de 15,5 M€, soit 24,5% en 2011.

Reprise de croissance

Des Crédits à la clientèle

Les crédits accordés à la clientèle ont également progressé, de 6,1%, pour accompagner les secteurs d'activités qui ont connu une reprise au cours de l'année 2011.

En termes d'investissement, la BOA-MADAGASCAR a continué son expansion géographique, procédant à l'ouverture en 2011 de cinq nouvelles agences et à l'installation de 19 Guichets Automatiques Bancaires (GAB), portant ainsi à 67 le nombre total d'agences et à 88 son parc de GAB à travers le pays.

BOA-BURKINA FASO

L'exercice 2011 a été marqué par une évolution favorable de la majorité des indicateurs de BOA-BURKINA FASO.

Les dépôts collectés auprès de la clientèle ont dépassé le seuil symbolique de 300 M€, pour s'établir à 340 M€, enregistrant ainsi un taux de croissance de 12,7 % sur une année glissante. L'activité de distribution de crédits a été tout aussi intense, avec une réalisation de 212 M€, qui traduit une performance bien au-delà des objectifs budgétaires prévus.

De plus, et dans un marché caractérisé par une montée en puissance de la concurrence, la Banque conforte sa position d'acteur majeur sur le marché bancaire national et s'affirme comme un établissement financier de référence dans la sous-région, notamment par l'importance de ses opérations dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Faits Marquants 2011

- Nouveau cap pour les dépôts avec le franchissement du seuil des 300 M€ de dépôts de la clientèle.
- Ouverture de 5 nouvelles agences dont 2 à Ouagadougou, et 3 en régions, portant ainsi la taille du réseau à 26 unités dans le cadre d'une dynamique commerciale de proximité.

Données du Pays

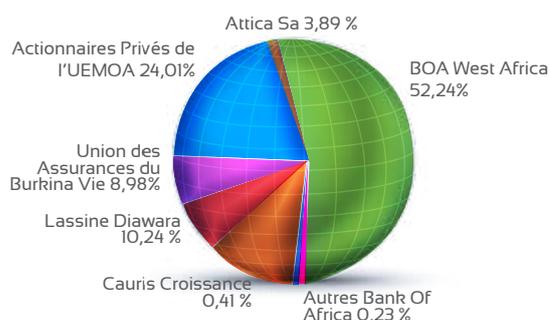
BURKINA FASO	
Superficie (milliers de Km ²)	274
Population (millions)	16,4
Taux de bancarisation	6,2%
PIB (USD milliards)	8,8
PIB/Hab PPA (USD)	1466
Nombre de banques	12

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 435 millions**
- Fonds Propres* : **€ 31 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 340 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 212 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 24 millions**
- Résultat Net* : **€ 7,5 millions**
- Effectif : **232**
- Réseau : **26**

* 1 EUR = 655,957 F CFA

Actionnariat au 7 mars 2012



De Bonnes Performances Financières

En termes de résultats, le Produit Net Bancaire a connu une augmentation significative de 29,5 %, permettant, grâce à une bonne maîtrise des charges d'exploitation, de réaliser un résultat net avoisinant les 7,5 M€, en progression de 60 % par rapport à l'année précédente.

Ces réalisations ont permis de consolider la solidité financière de la filiale BOA-BURKINA FASO et d'accroître ses capacités opérationnelles.



www.bmcebank.ma
114, Avenue Hassan II - Casablanca - Maroc

En Afrique, le football est une passion. Chez BMCE Bank, l'Afrique est notre passion.

En Afrique, le football est une passion. C'est un symbole d'engagement, de respect et de partage. Chez BMCE Bank, nous cultivons toutes ces valeurs et nous les cultivons dans chacune de nos activités. Présents dans plus de 20 pays d'Afrique à travers ses différentes filiales dont principalement Bank Of Africa, nous accompagnons chaque jour le développement du continent grâce à la synergie d'un large réseau au service de vos projets.

BANK OF AFRICA
www.bankofafrica.com

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

Dans un contexte sociopolitique défavorable à cause de la crise postélectorale engendrant la suspension de l'activité du système bancaire ivoirien sur une période de 3 mois et la destruction de l'outil de production de plusieurs entreprises, la BOA-COTE D'IVOIRE, et à l'instar des toutes les banques ivoiriennes, a affiché des résultats en baisse par rapport à l'année 2010.

Faits Marquants 2011

- Réouverture de la BOA-COTE D'IVOIRE en avril 2011, après l'arrêt de l'activité en février 2011 suite au contexte sociopolitique défavorable du pays ;
- Augmentation du capital social de la Banque, passant de 9,1 millions d'Euros à 10,9 millions d'Euros en juin 2011 ;
- Signature d'une convention de prêt de € 50 millions entre l'Etat de Côte d'Ivoire, et BOA-COTE D'IVOIRE et la Banque International du Commerce et de l'Industrie

de Côte d'Ivoire (BICICI) en décembre 2011 sous forme d'un appui budgétaire pour contribuer à la relance économique du pays après la crise postélectorale.

Données du Pays

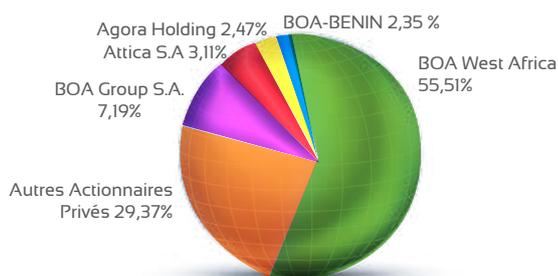
CÔTE D'IVOIRE	
Superficie (milliers de Km ²)	322,4
Population (millions)	19,7
Taux de bancarisation	14,6%
PIB (USD milliards)	22,7
PIB/Hab PPA (USD)	1589
Nombre de banques	23

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 326,1 millions**
- Fonds Propres* : **€ 24,4 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 244,3 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 176,4 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 15,3 millions**
- Résultat Net* : **€ -0,7 million**
- Effectif : **217**
- Réseau : **21**

* 1 EUR=655,957 F CFA au 31 décembre 2011

Actionnariat au 7 mars 2012



● Une Activité Commerciale Satisfaisante

Grâce aux actions commerciales menées par la Banque, depuis quelques années, sur le marché des particuliers, les dépôts de la clientèle ont progressé de +12,5% passant de 217 millions d'euros en 2010 à 244 millions d'euros en 2011. Pareillement, le total des comptes s'est également apprécié de près de 32% pour atteindre 49 279 comptes.

Par ailleurs, l'activité de crédit a enregistré, en raison d'une sous-utilisation de certaines lignes de crédit et du resserrement des conditions d'octroi de crédits, une baisse générale du volume des crédits distribués, soit un total engagement de 206 millions d'euros.

● Des Indicateurs de Performance Impactés

Malgré une hausse de 4,4% de la marge bancaire nette, le produit net bancaire de BOA-COTE D'IVOIRE a reculé de 3,6% s'établissant à 15,3 millions d'euros.

Ainsi, et dans un contexte de dégradation de la qualité des risques entraînant des efforts de provisionnement, le résultat net ressort déficitaire de 742 milles euros au titre de l'exercice 2011.

BOA-MALI

Dans un environnement socio-économique difficile, marqué par une crise d'instabilité politique dans le Nord du Mali, la BANK OF AFRICA – MALI a pu néanmoins améliorer ses principaux indicateurs de performance.

De plus, BOA-MALI a poursuivi la densification de son Réseau qui compte aujourd'hui une trentaine de points de vente, tous équipés de Guichet Automatique Bancaire (GAB), avec l'ouverture en 2011 de trois agences, deux bureaux et l'installation de deux GAB hors site dans les grands hôtels de la place.

Faits Marquants 2011

- Augmentation du capital social de la Banque, passant celui-ci de € 8,5 millions à € 10,9 millions.
- Ouverture de 7 Agences et bureaux portant la taille de réseau à 28 unités.
- Commercialisation de 7 nouveaux produits à la portée des Particuliers et des Entreprises.

Données du Pays

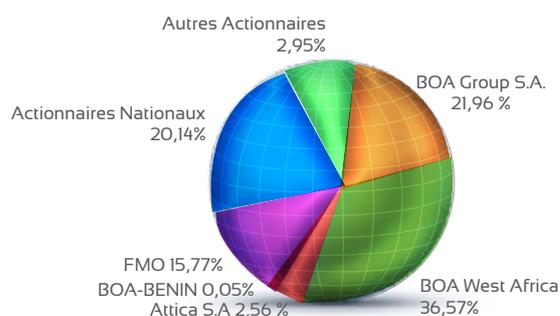
MALI	
Superficie (milliers de Km ²)	1242
Population (millions)	15,3
Taux de bancarisation	6,6%
PIB (USD milliards)	9,2
PIB/Hab PPA (USD)	1127
Nombre de banques	13

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 302 millions**
- Fonds Propres* : **€ 23 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 230 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 175 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 23,2 millions**
- Résultat Net* : **€ 3 millions**
- Effectif : **320**
- Réseau : **28**

* 1 EUR = 655,957 F CFA

Actionnariat au 21 mars 2012



Maintien d'un Bon Positionnement

Dans un contexte économique dont le caractère peu favorable est soutenu par une très grande frilosité de la population face aux rumeurs de dévaluation du F CFA en fin d'année, les ressources collectées auprès de la clientèle ont connu une légère baisse de 1,3 %, soit € 229,7 millions en 2011, contre € 232,9 millions en 2010.

Toutefois, et malgré cette baisse, BOA-MALI a augmenté le volume de ses engagements de 12 % en passant de € 155,8 millions, à € 174,7 millions en 2011. L'octroi de ces crédits s'est principalement opéré auprès des particuliers et des grandes entreprises.



BMCE BANK

Votre Partenaire en Afrique



Cette performance est le résultat de l'offensive commerciale de la force de vente, avec des orientations stratégiques sur notre positionnement dans un marché fortement concurrentiel, et conforte le positionnement en tant que 5^{ème} banque au Mali.

Des Performances Financières En Evolution Favorable

BOA Mali a démontré au cours de l'exercice 2011 sa capacité à améliorer ses résultats financiers aujourd'hui en progression. Peuvent ainsi en témoigner l'amélioration sensible du Produit Net Bancaire de +7,6% atteignant € 23,1 millions et la hausse du total bilan de 5% à € 30,4 millions.

Aussi, la filiale malienne a-t-elle connu une augmentation de son capital social à € 10,9 millions engendrant une progression de +18,4% des fonds propres à € 23 millions.

De plus, d'importants efforts d'assainissement du portefeuille et de recouvrement ont été réalisés, ce qui, combiné avec l'évolution favorable des emplois et la maîtrise des charges d'exploitation, a permis de réaliser un Résultat Net pour l'exercice 2011 en amélioration significative, de € 1,5 millions en 2010 à € 3 millions en 2011, soit une progression de 98,3 %.

Dynamique Commerciale En Marche

Attentive aux besoins de sa clientèle, BOA-MALI a commercialisé sept nouveaux produits sur les deux segments de marché, les Entreprises et les Particuliers. Ainsi, au-delà du financement des grandes entreprises, la Banque a lancé l'affacturage pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME), ainsi que le crédit-bail, devenant ainsi la première banque au Mali à proposer le leasing, suite à la fusion-absorption de la société ÉQUIPBAIL-MALI.

Au titre de l'année 2011, le secteur bancaire kényan a connu durant le deuxième semestre des conditions de marché défavorables notamment, des facteurs macro-économiques et réglementaires, impactant ainsi la rentabilité des transactions bancaires.

Dans ce contexte contraignant, BOA-KENYA a réalisé des performances remarquables.

Extension du Réseau d'Agences

En 2011, BOA-KENYA a poursuivi sa stratégie d'extension du Réseau avec l'ouverture de 5 nouvelles agences portant la taille de son Réseau à 22 agences. Deux agences ont été rénovées dont une déplacée afin d'avoir plus d'espace et de servir la clientèle dans un cadre plus serein.

Dans la même veine, la structure de la Banque a également été remaniée suite à la demande croissante de la nouvelle taille du Réseau, avec une centralisation du traitement des transactions au niveau du Siège et ce, afin de pourvoir à la clientèle un service amélioré.

Pareillement, les efforts de marketing concertés ont continué à renforcer à la fois la notoriété des marques et des produits de la Banque.

Un Résultat en Croissance de +22%

BOA-KENYA a atteint un total bilan de € 350,8 millions et un résultat net de € 3,92 millions enregistrant ainsi une évolution de +22%. En termes de performances commerciales, les dépôts et crédits de la clientèle se sont établis à € 217,24 millions et € 196 millions respectivement.

Par ailleurs, et dans le cadre de l'accompagnement de la stratégie d'extension du réseau, BOA-KENYA a opéré en 2011 une augmentation de capital de € 13,62 millions.

Responsabilité Sociale d'Entreprise

Une Philosophie Ancrée

BOA-KENYA est fortement engagée dans la responsabilité sociale d'entreprise, comme en témoignent les différentes actions menées en 2011 à savoir, (i) l'ouverture de nouvelles maisons pour enfants à Bugoma et Kericho, (ii) la contribution de 61 milles euros au profit de l'association « Kényans pour le Kenya » de lutte contre la faim, (iii) la participation à l'événement « All about pink », une journée de sensibilisation au cancer de sein.

Données du Pays

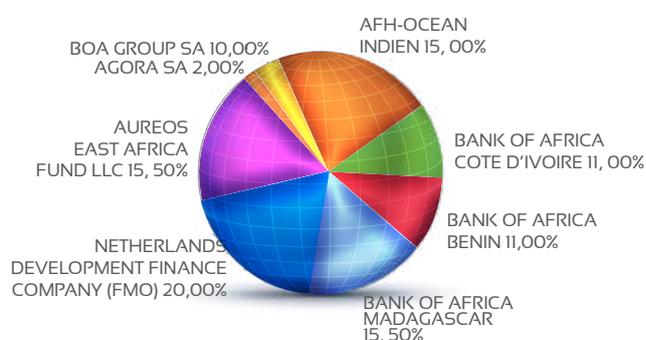
KENYA	
Superficie (milliers de Km ²)	581
Population (millions)	40,5
Taux de bancarisation	42%
PIB (USD milliards)	32,1
PIB/Hab PPA (USD)	1745
Nombre de banques	43

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 350,8 millions**
- Fonds Propres : **€ 42,31 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 217,24 millions**
- Crédits à la clientèle : **€ 196,00 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 17,25 millions**
- Résultat Net : **€ 3,92 millions**
- Effectif : **303**
- Réseau : **22**

1 EUR=110,059 KES au 31 décembre 2011

Actionnariat au 31 décembre 2011



BOA-NIGER

En 2011, BOA-NIGER confirme sa position dynamique, avec des conquêtes significatives, à la fois sur le marché des particuliers et sur celui des entreprises et ce, dans un contexte politique mouvementé, un assèchement des ressources et une concurrence de plus en plus forte.

Données du Pays

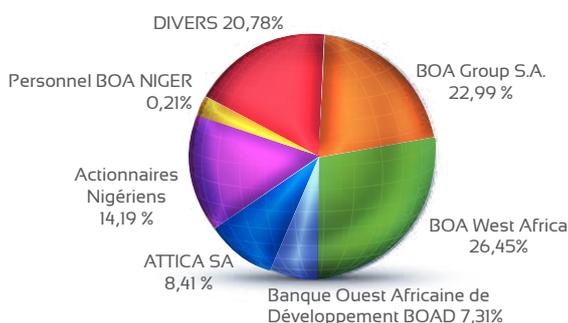
NIGER	
Superficie (milliers de Km ²)	1 267
Population (millions)	15,5
Taux de bancarisation	2,4%
PIB (USD milliards)	5,5
PIB/Hab PPA (USD)	727
Nombre de banques	10

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 241,7 millions**
- Fonds Propres* : **€ 22,7 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 136,4 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 146,6 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 13,5 millions**
- Résultat Net* : **€ 4,2 millions**
- Effectif : **178**
- Réseau : **16**

* 1 EUR=655,957 F CFA au 31 décembre 2011

Actionnariat au 6 mars 2012



Des Indicateurs de Croissance À Deux Chiffres

Au titre de l'exercice 2011, BOA-NIGER affiche des progressions notables de ses principaux indicateurs de résultat. Ainsi, le Résultat net marque une progression de 25% pour s'établir à 4,2 M€. Le Produit Net Bancaire s'est également inscrit en hausse de 24,3% pour se situer à 13,5 M€ et le Résultat Brut d'Exploitation de 28,03% à 6,3 M€.

Les performances commerciales ne sont pas en reste, enregistrant également des taux de croissance à deux chiffres : en témoigne la progression de +10,7% des dépôts de la clientèle à 136,4 M€ et celle des crédits à la clientèle de +13,8% à 146,7 M€.

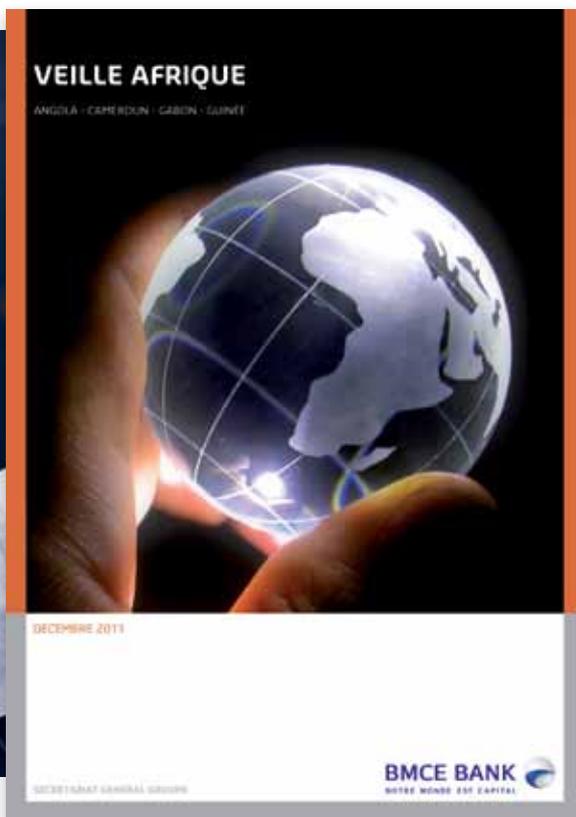
Pareillement, les comptes de la clientèle ont fortement augmenté en 2011, franchissant ainsi la barre des 60 000 comptes, portés principalement par la hausse de 43,8% des comptes d'épargne, de 13,4% des comptes courants et de 7,8% des comptes chèques

Une Banque Innovante et Citoyenne

BOA-NIGER est reconnue en tant que banque innovante et accessible à tous. Dans ce cadre, en 2011, la Banque a élargi la gamme de ses produits et son réseau d'agences avec l'ouverture de deux nouvelles agences.

En termes d'engagement citoyen, BOA-NIGER, a construit, en collaboration avec la Fondation BANK OF AFRICA, un deuxième « Centre de Vie » à Mokko, un village situé à 12 km de Dosso.

BOA-SÉNÉGAL



Dans un contexte économique national peu favorable, BANK OF AFRICA - SENEGAL a réalisé des performances financières et commerciales probantes au cours de l'année 2011, avec une croissance à deux chiffres des principaux indicateurs d'activité.

L'année 2011 a été également marquée par le renforcement des fonds propres grâce à une augmentation du capital social de € 7,6 millions à € 10,7 millions et ce, pour soutenir la stratégie de développement de BOA-SENEGAL, notamment son programme d'extension du réseau élargi de 6 nouvelles agences, avec le lancement du 1er centre d'affaires dédié aux entreprises.

Faits Marquants 2011

- Ouverture de 6 nouvelles agences dont le premier centre d'affaires du Groupe à Dakar
- Augmentation du capital social de 2 milliards F CFA –soit l'équivalent de 3 millions €.

Données du Pays

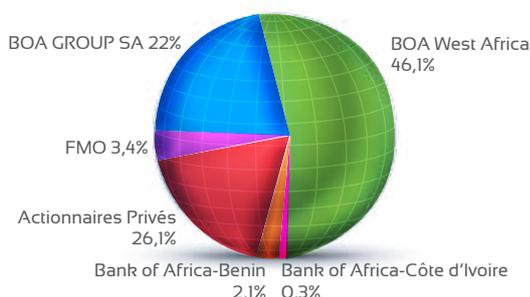
SÉNÉGAL	
Superficie (milliers de Km ²)	196,2
Population (millions)	12,4
Taux de bancarisation	19%
PIB (USD milliards)	12,8
PIB/Hab PPA (USD)	1870
Nombre de banques	20

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 204,9 millions**
- Fonds propres : **€ 17,8 millions**
- Crédits à la clientèle : **€ 111,9 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 169,4 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 11,2 millions**
- Résultat Net : **€ 3,1 millions**
- Effectif : **122**
- Réseau : **25**

1 EUR = 655,957 F CFA

Actionnariat au 6 mars 2012



Bonne Tenue des Indicateurs de Résultats

Le PNB de BANK OF AFRICA - SENEGAL a enregistré une croissance de près de +26%, passant de 8,9 millions € à 11,2 millions, principalement tirée par la bonne tenue du cœur de métier de la Banque, avec une marge d'intérêt et une marge sur commissions en hausse de +23% et +17%, respectivement.

Le résultat brut d'exploitation a progressé de près de +20% pour s'établir à plus de 4 millions €. Le résultat net, pour sa part, a augmenté de +24% à plus de 3 millions €.

Nouvel Elan à l'Activité Commerciale

Les dépôts de la clientèle ont progressé de près de +11% pour s'établir à plus de 169 millions € grâce aux dépôts à vue (+13,7%) et aux comptes d'épargne (+50,5%). Les crédits à la clientèle ont suivi la même tendance, avec une croissance de +17,8% à près de € 112 millions.

Par ailleurs, BOA-SENEGAL a poursuivi le développement de son réseau, amorcé en 2006, avec l'ouverture de 6 nouvelles agences dont un centre d'affaires créée pour améliorer la qualité de service et fidéliser la clientèle des grandes entreprises et des PME. La Banque a élargi son portefeuille de clientèle comme en témoigne une croissance de +37% du nombre de comptes.

Afin de répondre aux besoins de sa clientèle, BOA-SENEGAL a lancé deux packs, à savoir "Fonxionaria" et "Mon Business", deux services bancaires complets destinés aux fonctionnaires et au secteur informel, respectivement. La Banque a mis aussi une nouvelle carte VISA prépayée "TUCANA", sans l'obligation d'avoir un compte bancaire.

Banque de Credit de Bujumbura

En 2011, la BANQUE DE CREDIT DE BUJUMBURA – BCB - a poursuivi sa politique d'expansion du réseau avec l'ouverture de 2 agences portant ainsi la taille du réseau à 17 agences, favorisant ainsi un développement commercial soutenu. Ainsi, les crédits à la clientèle et les dépôts affichent une progression respective de 42% et 5,8% à 71,8 M€ et 111,5 M€.

Données du Pays

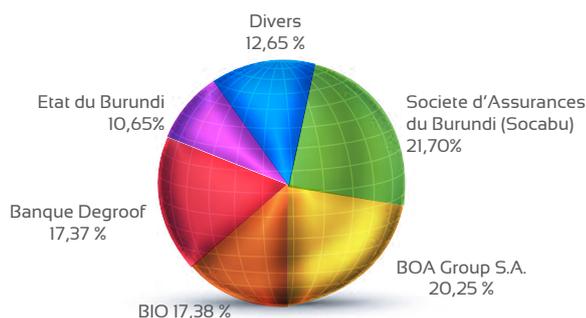
BANQUE DE CREDIT DE BUJUMBURA	
Superficie (milliers de Km ²)	27,8
Population (millions)	8,3
Taux de bancarisation	13%
PIB (USD milliards)	1,6
PIB/Hab PPA (USD)	614
Nombre de banques	9

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan* : **€ 138,5 millions**
- Fonds Propres* : **€ 15,9 millions**
- Dépôts de la clientèle* : **€ 111,5 millions**
- Crédits à la clientèle* : **€ 71,9 millions**
- Produit Net Bancaire* : **€ 15,3 millions**
- Résultat Net* : **€ 4,9 millions**
- Effectif : **324**
- Réseau : **17**

* 1 EUR = 1 761,34 BIF au 31 décembre 2011

Actionnariat au 28 février 2012



Performances Financières Remarquables

Dans un environnement économique marqué par une forte concurrence et une crise internationale, les indicateurs financiers de la banque ont affiché des réalisations importantes. Ainsi, le Produit Net Bancaire a évolué de 51,4% s'établissant à 15,3 M€, portant le Résultat Net qui a dépassé, pour la première fois, le seuil des 4 M€ à 4,8 M€.

Pareillement, le Total Bilan marque un accroissement de 7,6% à 138,5 M€.

Diversification du Portefeuille Clientèle

En termes de réalisations commerciales, la banque a intensifié ses efforts de diversification de son portefeuille portant sur les segments cibles actuels, à savoir le Coroprate, les PME et la Retail. De même, et dans le cadre du renforcement de sa politique d'innovation technologique, la BCB a développé différents produits électroniques.

Engagement Social et Environnemental

Acteur phare de la vie sociale burundaise et consciente du rôle qu'elle doit jouer dans l'amélioration du bien-être de la société, la BCB a, en 2011, honoré sa responsabilité sociale à travers diverses actions sur le plan social, économique et environnemental, notamment la participation au financement des événements sportifs et des fondations œuvrant pour la protection de l'environnement.

BOA-TANZANIA

Dans un contexte économique difficile caractérisé par une inflation assez forte et une dépréciation de la monnaie locale, BANK OF AFRICA - TANZANIA a réalisé au titre de l'exercice 2011 des performances satisfaisantes, avec une croissance du PNB +19%, du total bilan de +22%, des dépôts de la clientèle de +16% et des crédits à la clientèle de +46%.

Dans le cadre de sa stratégie de bancarisation, la Banque a élargi son réseau de deux nouvelles agences en 2011, portant sa taille à 16 agences.

En 2012, BOA OF AFRICA - TANZANIA compte enrichir son offre par de nouveaux produits monétaires, ainsi que par des produits dédiés à la clientèle PME.

Faits Marquants 2011

- Ouverture de 2 agences à Dar es Salaam portant la taille du réseau à 16 unités
- Lancement en mars 2011 d'un emprunt subordonné de 4 millions USD conclu avec Proparco pour soutenir le développement des crédits à long terme.
- Signature d'un partenariat avec la SFI en novembre 2011 dans le domaine de la promotion de la PME matérialisé par un crédit de 4,5 millions USD

Données du Pays

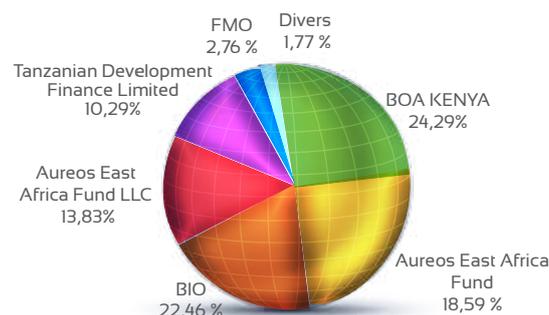
TANZANIA	
Superficie (milliers de Km ²)	945,1
Population (millions)	43,7
Taux de bancarisation	15%
PIB (USD milliards)	22,7
PIB/Hab PPA (USD)	1 431
Nombre de banques	25

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 138,5 millions**
- Fonds Propres : **€ 12,9 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 110,4 millions**
- Crédits à la clientèle : **€ 73,7 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 10,5 millions**
- Résultat Net : **€ 0,6 millions**
- Effectif : **230**
- Réseau : **16**

* 1 EUR = 2 047,89 TZS

Actionnariat au 6 mars 2012



Un PNB en hausse de +19%

Le PNB de BANK OF AFRICA - TANZANIE s'est apprécié à plus de 10 millions d'euros, soit une croissance de +19% par rapport à l'année précédente. Cette performance est due à l'évolution favorable des activités génératrices d'intérêts et de commissions, soit +22% et de +23%, respectivement. Ces activités cœur de métier représentent 85% du PNB. Le résultat sur opérations de change a connu par contre une baisse de -18%.

La marge d'intermédiation s'est élevée de 5% en 2010 à 6% en 2011 et le taux de contentieux s'est amélioré de -0,3p% à 2,6% sur la même période.

Par ailleurs, le résultat net a baissé de -38% à 0,6 million d'euros. Cette contreperformance est due essentiellement à l'augmentation significative des charges générales d'exploitation de +29%, suite à l'ouverture de deux agences dans la capitale du pays, et dans un contexte d'inflation élevé avec un taux passant de 6,4% en 2010 à 19,8% en 2011, à l'instar des trois autres grands pays de l'Afrique de l'Est, à savoir l'Éthiopie, le Kenya, et l'Ouganda.

Poursuite de l'extension du réseau

La Banque a poursuivi son investissement dans le maillage du réseau pour renforcer son image et améliorer ses parts de marché. Ainsi, la Banque a ouvert 2 nouvelles agences au cours de l'année 2011, portant la taille de son réseau à 16 agences. En 2012, BOA OF AFRICA - TANZANIA compte poursuivre cette croissance organique et ce afin d'améliorer ses parts de marché.

Les dépôts de la clientèle s'élèvent à plus de 110 millions d'euros, soit une croissance de +16%. Les crédits à la clientèle se sont également appréciés de +46% à près de 74 millions d'euros.

BOA-UGANDA

Au titre de l'exercice 2011, BANK OF AFRICA - UGANDA a réalisé un résultat net en hausse significative de +71% grâce à une évolution favorable du PNB conjuguée à une maîtrise du coût du risque.

La Banque a poursuivi également en 2011 ses efforts de bancarisation à travers l'ouverture de 7 nouvelles agences portant la taille de son réseau à 28 unités, soit le troisième réseau du Groupe Bank of Africa, après celui de BANK OF AFRICA - MADAGASCAR et BANK OF AFRICA - BENIN.

Pour accompagner son plan de développement au niveau local, la Banque a augmenté son capital social de près de 4 millions d'euros.

Faits Marquants 2011

- Elargissement du réseau de BANK OF AFRICA-UGANDA de 7 nouvelles agences
- Augmentation du capital social de 2,7 millions € à 6,5 millions €.
- Lancement d'une campagne d'envergure de mobilisation des dépôts baptisée "VIMBA"

Données du Pays

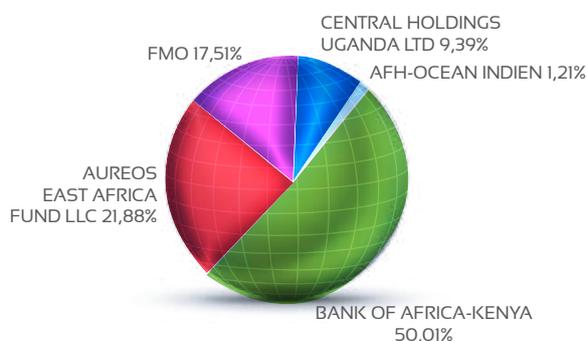
UGANDA	
Superficie (milliers de Km ²)	27,8
Population (millions)	8,3
Taux de bancarisation	13%
PIB (USD milliards)	1,6
PIB/Hab PPA (USD)	614
Nombre de banques	9

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 134,1 millions**
- Fonds propres : **€ 14,2 millions**
- Crédits à la clientèle : **€ 70,1 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 86,5 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 11,3 millions**
- Résultat Net : **€ 1,9 million**
- Effectif : **287**
- Réseau : **28**

1 EUR = 3 217,8 UGX

Actionnariat à fin décembre 2011



● Une Capacité Bénéficiaire Renforcée

Le résultat net de BOA-UGANDA a enregistré une forte croissance de +71% à près de 2 millions €. Cette performance est réalisée grâce à la bonne tenue de son activité d'exploitation.

Ainsi, le PNB s'est inscrit en hausse de +39% à plus de 11 millions €, essentiellement due à l'appréciation de la marge d'intérêt (+27%), de la marge sur commissions (+49%), et le résultat sur opérations de change (+101%).

Par ailleurs, la Banque a maintenu son coût du risque net à un niveau comparable à celui de l'année précédente et amélioré son taux de contentieux de 2,7% en 2010 à 2,1% en 2011.

● Un Dynamisme Commercial Affirmé

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de +26% à plus de 86 millions €, notamment grâce au lancement d'une campagne inédite de mobilisation des ressources à partir du dernier trimestre 2011. Les crédits à la clientèle ont augmenté de +56% à 75,5 millions d'euros.

La Banque a lancé également de nouveaux produits et services tels que e-Utility Payments pour le paiement des factures d'eau et d'électricité et Warehouse Receipt Financing pour le soutien du secteur agricole

BOA-GHANA

● Une Année Difficile

La Banque a enregistré une perte de € -6,6 millions, en amélioration de 19,2% par rapport à l'année précédente € -8,2 millions.

La politique rigoureuse de recouvrement mise en place a commencé à porter ses fruits. Les recouvrements effectués pendant l'année ont dépassé les objectifs de l'exercice de diligence effectué par le Groupe BANK OF AFRICA, ainsi le montant des recouvrements des créances douteuses s'est établi à € 15,1 millions.

En 2012, BOA-GHANA poursuivra de bonnes performances commerciales et ce, grâce aux diverses stratégies mises en œuvre pour réduire les risques dans le portefeuille de crédit, ainsi que l'alignement des processus d'approbation de crédit à celui du Groupe.

Les charges générales d'exploitation ont augmenté de 12,35% en dépit des investissements importants dans le cadre du changement de marque de la banque et de la restructuration du personnel.

Faits Marquants 2011

- Acquisition de la majorité du capital de la banque par BOA GROUP, avec un investissement initial de € 19,2 millions, et un second investissement de € 11,5 millions.
- Changement de marque de la banque

Données du Pays

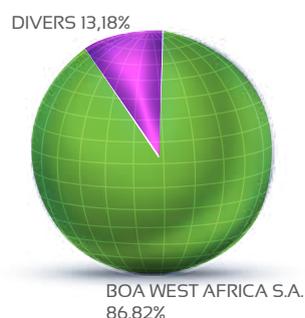
GHANA	
Superficie (milliers de Km ²)	238,5
Population (millions)	24,3
Taux de bancarisation	ND
PIB (USD milliards)	23,3
PIB/Hab PPA (USD)	3083
Nombre de banques	26

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 189,7 millions**
- Fonds propres : **€ 21,2 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 144,4 millions**
- Créances de la clientèle : **€ 95,6 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 17,1 millions**
- Résultat Net : **€ -6,6 millions**
- Effectif : **561**
- Réseau : **19 agences**

1 EUR=2,050 GHS au 31 décembre 2011

Actionnariat au 1^{er} mars 2012



BOA-RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans un contexte économique favorable, BANK OF AFRICA – RDC a poursuivi au titre de son deuxième exercice le développement de son activité, en témoigne la forte croissance de ses dépôts et crédits qui ont pratiquement quintuplé et l'extension de son réseau d'agences.

Pareillement, la gamme de produits et de services s'est enrichie avec le lancement de la carte privative SESAME, le démarrage des opérations Western Union, et le développement d'une offre ciblée de crédits à 3 ou 4 ans en faveur d'une clientèle sélectionnée de salariés.

Par ailleurs, les actions de structuration de la Banque se sont poursuivies avec le doublement du nombre des salariés qui atteint fin 2011, 76 collaborateurs, en majorité jeunes et féminins, efficacement accompagnés grâce à une politique de formation dynamique.

Faits Marquants 2011

- Ouverture de 5 nouvelles agences dont une agence Élite, au Siège de la Banque.
- Augmentation du capital social de la Banque, passant de 10 M\$ à 15 M\$.
- Lancement du Pack Salaria et de la carte privative Sésame

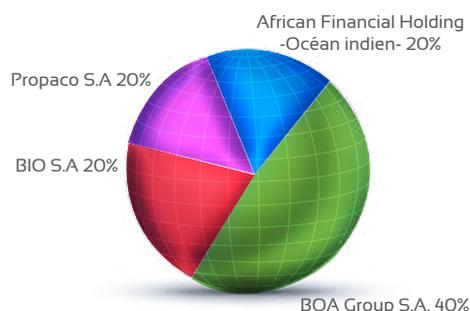
Données du Pays

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	
Superficie (milliers de Km ²)	2345,4
Population (millions)	65,9
Taux de bancarisation	0,2%
PIB (USD milliards)	13,1
PIB/Hab PPA (USD)	348
Nombre de banques	22

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : € 23,3 millions
- Fonds propres: € 9,8 millions
- Dépôts de la clientèle : € 6,7 millions
- Créances de la clientèle : € 12,5 millions
- Produit Net Bancaire : € 1,7 million
- Résultat Net : € -2,6 millions
- Effectif : 76
- Réseau : 6 agences

Actionnariat au 29 février 2012



● Une Année d'Investissement

Au titre de son deuxième exercice d'activité, BOA-RDC s'est engagée dans une politique d'investissement et de développement avec l'ouverture de ses premières agences, accompagnée d'un doublement des effectifs. La Banque a multiplié les dépôts de sa clientèle par 4,6, ses encours de crédits par 4,8.

Cette année d'investissements s'est traduite par une perte de - 2,6 millions €, compensée par une augmentation du capital de 5 millions \$, passant de 10 millions à 15 millions \$, reflétant la confiance des actionnaires dans les perspectives de cette banque de création récente.

● Engagement Citoyen de la Banque

Au volet social, BOA-RDC a apporté son soutien aux différentes associations de personnes vivant avec un handicap dans la ville de Kinshasa, à savoir les femmes et hommes à mobilité réduite, les sourds-muets et les blessés de guerre. Par ailleurs, BOA-RDC ambitionne de soutenir l'animation culturelle à travers des partenariats avec les associations caritatives et les ONG locales.

Sur le plan environnemental, BOA-RDC œuvre à la mise en place au sein de son réseau administratif des pratiques écologiques socialement responsables pour répondre aux nouvelles exigences environnementales à savoir: l'utilisation efficiente du papier, de l'eau et de l'énergie.

S'inscrivant dans la politique environnementale Groupe, BOA-RDC accorde une importance particulière à l'analyse du risque environnemental dans le cadre de l'octroi de crédit sur la base de critères liés à la contribution à la protection de l'environnement, la démonstration de valeurs morales et éthiques dans l'utilisation des fonds.

Par ailleurs, dans la perspective d'encourager l'épargne longue durée, BOA-RDC a activement participé au lancement des Journées Internationales de l'Épargne, organisées par la Banque Centrale du Congo et l'Agence Allemande de Développement KfW.

L'accompagnement de ces journées a également été matérialisé par le lancement d'un nouveau produit d'épargne à long terme, dénommé « FUTURIS », en faveur des enfants.

BOA-MER ROUGE

BANK OF AFRICA – MER ROUGE (BOA-MER ROUGE) a su relever le défi de prendre la place d'une Banque plus que centenaire tout en fidélisant ses équipes et sa clientèle.

L'année 2011 aura été marquée, notamment au premier semestre, par une période d'attente de la part de la clientèle, et du public en général, face à sa nouvelle identité et son nouveau management. BOA-MER ROUGE est ainsi la onzième Banque à Djibouti, sur un marché pourtant relativement étroit.

Un Démarrage Réussi

En 2011, les dépôts de la clientèle de BOA-MER ROUGE se sont établis à près de € 236,4 millions, tandis que les crédits se sont situés à € 67,1 millions, en recul de 5% par rapport à 2010 et ce, en raison des projets d'investissement impactés par une année électorale et par la poursuite de l'assainissement sur le portefeuille des engagements.

Le Produit Net Bancaire s'est établi à € 11,7 millions, en repli de 5,5 % par rapport à 2010. Cette baisse, conjuguée à une performance moyenne en matière de charges, en progression de 3,7 %, se traduit par une réduction du Résultat Brut d'Exploitation à € 4,2 millions contre € 5 millions à fin 2010.

Pour sa part, le résultat net de l'exercice se présente en hausse significative par rapport à 2010, € 2,8 millions en 2011 contre € 0,8 millions une année auparavant.

Faits Marquants 2011

- Lancement officiel du nom BANK OF AFRICA - MER ROUGE, nouvelle dénomination de la banque, suite au rachat de la banque INDOSUEZ MER ROUGE par le Groupe BANK OF AFRICA.
- Participation de BOA-MER ROUGE à la conférence Internationale des bailleurs de fonds organisée à Djibouti par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la planification chargé de la privatisation.

Données du Pays

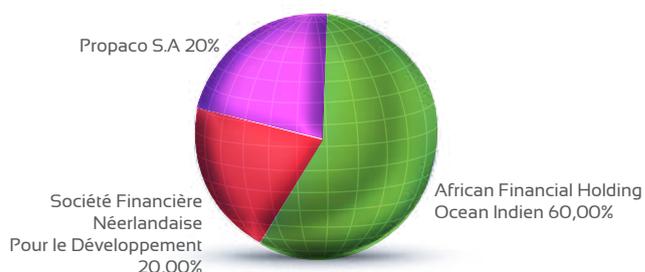
MER ROUGE	
Superficie (milliers de Km ²)	23
Population (millions)	0,8
Taux de bancarisation	5%
PIB (USD milliards)	1
PIB/Hab PPA (USD)	2641
Nombre de banques	11

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 275,1 millions**
- Fonds propres : **€ 14,78 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 236,42 millions**
- Créances de la clientèle : **€ 67,1 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 11,7 millions**
- Résultat Net : **€ 2,76 millions**
- Effectif : **133**
- Réseau : **3 agences**

1 EUR=229,5622 DJF au 31 décembre 2011

Actionnariat au 22 mars 2012



LA CONGOLAISE DE BANQUE

Des Fondamentaux Solides

La Congolaise de Banque a réalisé au cours de l'année 2011 des performances financières satisfaisantes avec une hausse de +21% du Produit Net Bancaire à € 25,7 millions grâce à l'appréciation de la marge d'intérêt et au développement des activités génératrices des commissions (Western Union et Change).

Par ailleurs, le Résultat Brut d'Exploitation et le Résultat Net se sont inscrits en hausse de +21% et +25%, s'établissant respectivement à € 13,7 millions et € 9,2 millions.

Pareillement, la Congolaise de Banque a renforcé ses fonds propres de +26,3% à près de € 30 millions.

Des Performances Commerciales Probantes

La Congolaise de Banque a maintenu au cours de l'année 2011 son momentum commercial, comme en témoigne l'évolution favorable des crédits et dépôts de +33% et +19% à € 168 millions et € 356 millions, respectivement.

La base clientèle s'est élargie avec la hausse du nombre de comptes de plus de +10% à près de 61 000 comptes à fin 2011.

La Congolaise de Banque a également consolidé son positionnement sur le marché de la monétique à travers l'enrichissement de l'offre de 4 nouveaux produits, permettant l'amélioration du taux d'équipement de 52% à 65%. Le nombre de cartes bancaires émises a progressé de +41% à près de 25 600 cartes.

Une Année 2012 dans la Continuité

L'année 2012 sera marquée par l'inauguration du nouveau siège régional de Pointe-Noire et la poursuite de développement du réseau de la Banque à travers l'ouverture des agences de Batignolles à Brazzaville et d'Oyo.

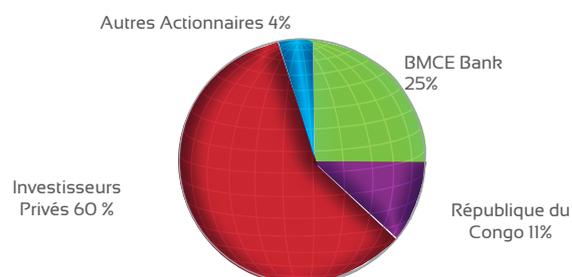
Par ailleurs, la gamme de produits et services sera fortement enrichie, notamment dans les domaines du mobile banking et de la monétique.

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 399,3 millions**
- Fonds Propres : **€ 20,5 millions**
- Crédits : **€ 168,5 millions**
- Dépôts : **€ 351,8 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 25,7 millions**
- Résultat Net : **€ 9,2 millions**
- Effectif : **247**
- Nombre d'agences : **16**

1 EUR = 655,957 FCFA

Actionnariat à fin décembre 2011



Données du Pays

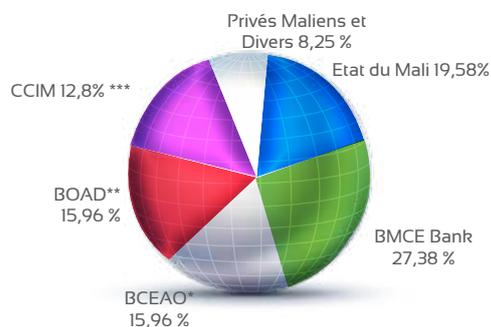
MALI	
Superficie (milliers de Km ²)	1 242
Population (millions)	15,3
Taux de bancarisation	6,6%
PIB (USD milliards)	9,2
PIB/Hab PPA (USD)	1 127
Nombre de banques	13

Chiffres Clés 2011

- Total Bilan : **€ 639 millions**
- Fonds propres : **€ 61 millions**
- Dépôts de la clientèle : **€ 524 millions**
- Créances de la clientèle : **€ 313 millions**
- Produit Net Bancaire : **€ 36 millions**
- Résultat Net : **€ 10,5 millions**

1 EUR=229,5622 DJF au 31 décembre 2011

Actionnariat à fin décembre 2011



* BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

** BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

*** CCIM : Chambre du Commerce et d'Industrie du Mali

En dépit d'un contexte sociopolitique difficile, la Banque de Développement du Mali -1ère banque du pays- a maintenu un bilan satisfaisant avec une évolution favorable des principaux indicateurs d'activité. Ainsi, les crédits et dépôts ont progressé de +24% et +9% pour s'établir à € 313 millions et € 524 millions, respectivement.

Pareillement, le Produit Net Bancaire a augmenté de +10% à € 36 million. Le Résultat Net, quant à lui, ressort en hausse de plus de +27% à € 10,5 millions.

Par ailleurs, la banque a renforcé ses capitaux propres de +13,6% à près de € 61 millions en 2011, contre € 53 millions en 2010.

BMCE BANK EN EUROPE ET EN ASIE





BMCE Bank en Europe et en Asie



BMCE Bank International Plc*

UNE TRANSFORMATION PROMETTEUSE

L'année 2011 a été caractérisée par la poursuite de la restructuration entamée en 2010 qui vise à rentabiliser la filiale du Groupe BMCE Bank impactée significativement par la crise financière sur les dernières années.

Ces actions de restructuration se sont traduites concrètement par la rationalisation des effectifs et la mutualisation de certaines fonctions de support entre BMCE Bank International UK et la Succursale de Paris.

DES RÉSULTATS EN AMÉLIORATION

Poursuivant la mise en œuvre du programme de transformation en Europe, dans un contexte international difficile,

les charges générales d'exploitation se sont contractées de -16%, générant une économie de 4 M€ (soit DH 53 millions). Ces efforts de rationalisation devront être davantage marqués en 2012.

Par ailleurs, BMCE Bank International a pu préserver sa taille de bilan à environ 300 M€ (soit près de DH 4 milliards). En termes de revenus, le Produit Net Bancaire s'est stabilisé autour de 18 M€, soit environ DH 240 millions, porté par la nouvelle stratégie de l'activité *Corporate Banking* orientée vers les financements à court terme notamment le *Trade Finance*.

Aussi, le déficit a été fortement réduit, par rapport aux années antérieures.

(*) Intégrant la présence en France et au Royaume Uni.

BMCE International Espagne

Dans un contexte économique difficile en Espagne, BMCE International Espagne a réussi des performances remarquables au titre de l'exercice 2011, comme en témoigne la croissance à deux chiffres des principaux indicateurs de performance. Ainsi, le PNB a progressé de +36% pour atteindre pour la première fois le seuil de 11 M€. Pareillement, le Résultat d'Exploitation s'est apprécié de +51% à près de 8 M€ et le Résultat Net a augmenté de +10% à 3,6 M€.

L'exercice 2011 s'est également caractérisé par la dynamisation des relations commerciales et la consolidation de l'activité de commerce extérieur et de *Correspondent Banking* de BMCE International Espagne, comme en atteste l'évolution substantielle de +66% des commissions sur les crédits documentaires.

DES PERFORMANCES FINANCIÈRES SOLIDES

BMCE International Espagne a vu le rythme de progression de son PNB s'accélérer à +36% contre +20% l'année dernière, dépassant pour la première fois la barre des 11 M€. Cette performance est due à l'évolution favorable de toutes ses composantes à savoir :

● La marge d'intérêts s'est appréciée de 40% pour s'établir à 3,4 M€ ;

● La marge sur commissions a enregistré une progression de +27% par rapport à l'exercice précédent, atteignant 5,6 M€, soit plus de 50% du PNB de la Banque, tirée par l'accroissement du volume des opérations de commerce extérieur et de l'activité *Correspondent Banking* ;

● Les revenus générés par l'activité de change se sont accrus de +58%, s'établissant à 2 M€.

La structure du PNB de BMCE International Espagne reflète les orientations stratégiques qui favorisent le développement des sources de revenus issus des activités de services au détriment des revenus des activités d'intermédiation dites classiques, dans un environnement marqué par la hausse du coût du risque de crédit.

STRUCTURE DU PNB



L'évolution des charges générales d'exploitation est contenue à +8%, atteignant 3 M€, induisant une amélioration du coefficient d'exploitation de 34,5% en 2010 à 27,4% en 2011.

Ainsi, le Résultat d'Exploitation a enregistré une hausse significative de +51% à près de 8 M€. Le Résultat Net s'est apprécié de +10% pour s'établir à 3,6 M€, dans un contexte de perte exceptionnelle de -1,3 M€, suite à la détérioration de la valeur des titres de participation détenus dans une Caisse d'Épargne en Espagne.

DES PERSPECTIVES PROMETTEUSES POUR L'ANNÉE 2012

BMCE International Espagne a identifié plusieurs axes stratégiques pour l'année 2012 dont :

● La consolidation des relations commerciales, avec une réorganisation de la distribution de ses produits et services par zone géographique et l'intensification du *cross selling* ;

● Le renforcement du positionnement de la Banque à l'international, avec une présence élargie aux zones géographiques de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest grâce à une participation active dans les projets d'investissement à travers le réseau de *Bank of Africa* ;

● La coordination des équipes commerciales de Madrid, Londres et Paris, en vue d'améliorer l'efficacité commerciale et assurer une meilleure optimisation des ressources.



BMCE Pékin

BMCE Bank a continué en 2011 de jouer un rôle actif dans le développement de la coopération économique et commerciale sino-africaine. A cet effet, une ligne de crédit de 50 M\$ et un M.O.U* de crédit de 150 M\$ ont été signés entre BMCE Bank et *China Development Bank*.

Pareillement, BMCE Bank a œuvré à renforcer davantage ses relations avec les entreprises chinoises qui souhaiteraient investir au Maroc et dans les pays africains faisant partie du réseau *Bank of Africa*.

De plus, une stratégie de veille a été activement menée portant sur le développement des investissements chinois en Afrique et sur les échanges commerciaux entre la Chine et les pays africains.

Enfin, une contribution notable a été apportée au développement du projet de l'énergie solaire entre la Chine et le Maroc. Ce projet visera le développement des investissements chinois dans le secteur de l'énergie solaire au Maroc. A cet effet, un groupe d'entreprises chinoises faisant parti du groupe *Original Energy Technology Beijing*, a été sollicité dans le cadre de l'établissement d'un centre solaire à Ouarzazate.

* M.O.U : Memorandum of Understanding.

BMCE BANK ET SON ENVIRONNEMENT



Economie Internationale

2012 MARQUEE PAR L'AUSTERITE EN EUROPE

En 2011, la croissance mondiale a connu un net ralentissement à 3% contre 4,2% en 2010, limitant les perspectives d'une reprise tant attendue. Le rythme d'expansion du commerce mondial a, par ailleurs, drastiquement baissé à 6,7%, contre 13,5% une année auparavant.

Si les chocs induits par le tremblement de terre au Japon ou la hausse des cours des matières premières ont contribué à cette décélération au niveau des pays développés, elle demeure néanmoins en majeure partie expliquée par les excédents de capacités de production, les niveaux de chômage élevés et le besoin de désendettement des ménages et des Etats.

Dans le même temps, la perte de dynamisme, relative, de certaines économies émergentes confirme la vulnérabilité des taux de croissance, de même que leur dépendance aux prix des matières premières et à la demande étrangère, notamment celle émanant des économies majeures.

Dans ce contexte, la croissance mondiale est appelée à enregistrer un nouveau ralentissement en 2012 et devrait se situer autour de 2,7% selon les prévisions, avec néanmoins des progressions hétérogènes.



Zone Euro

Premiers Pas vers la Récession

En Europe, l'économie réelle pâtit toujours de la crise des dettes souveraines, particulièrement le chômage qui continue de se détériorer en raison des interactions prévalant entre les marchés financiers, les finances publiques et le secteur bancaire.

Par ailleurs, les différentes mesures prises pour enrayer le manque de confiance des marchés, telles que le déploiement du fonds de stabilité européen ou l'intervention accrue de la BCE, n'ont pas produit les effets escomptés.

S'ajoutent à cela les plans d'austérité qui entraînent davantage d'attente des entreprises en termes de production, d'investissement et d'endettement. Ce dernier, assez élevé, les rend plus vulnérable à tout durcissement des conditions de crédit.

Ainsi, les perspectives d'évolution du PIB pour la Zone euro sont revues à la baisse et devraient s'établir à -0,3% en 2012. L'Allemagne et la France perdront vraisemblablement leur statut de « locomotive » européenne avec seulement 0,6% et 0,5% de croissance, respectivement.



Etats-Unis

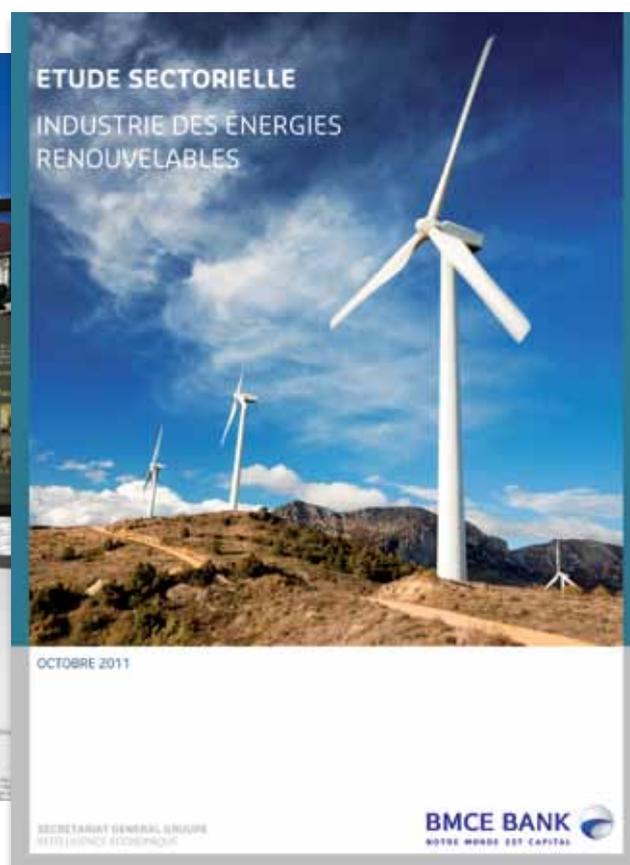
Optimisme Prudent

Avec une croissance estimée à 1,7% en 2011, les Etats-Unis s'en sortent relativement bien au vu du contexte actuel. Toutefois, les facteurs ayant pénalisé l'économie en début d'année persistent.

Le marché de l'emploi demeure hésitant en raison du manque de visibilité concernant les perspectives macroéconomiques, budgétaires et fiscales. Les prochaines élections permettront d'imprégner la ligne directrice à suivre. Par ailleurs, la contribution du commerce extérieur devrait ralentir l'appréciation durable du dollar face à l'euro réduisant la compétitivité de l'économie américaine.

En outre, si la consommation des ménages a connu un rythme soutenu tout au long de l'année, celle-ci pourrait connaître un essoufflement à moyen terme. En effet, les salaires contraints par la faiblesse du marché du travail, impactent à la baisse les revenus disponibles et conduisent à une baisse du taux d'épargne.

Aussi, compte tenu du poids de la consommation domestique dans la croissance, soit 2/3 du PIB, et de la poursuite du désendettement des ménages, la croissance pour 2012 ne dépasserait-elle pas 2,1%.



Les Pays Émergents

Résilience des BRICS et Incertitudes pour l'Europe Centrale et l'Amérique latine

Pour leur part, les pays émergents devraient subir l'effet du ralentissement de la demande européenne et la baisse des exportations combinée à la nouvelle vague de désendettement des banques de la Zone euro entraînant une baisse des investissements et des financements.

Ainsi, l'Europe centrale/orientale et l'Amérique latine subiront une décélération en raison de leur forte exposition au vieux continent, à l'instar de la République Tchèque et la Hongrie dont 85% du PIB provient directement ou indirectement des échanges avec l'Europe, la Roumanie et la Pologne, 50% du PIB, et le Chili, 34% du PIB.

(*) BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine & Afrique du Sud.

Toutefois, l'incidence serait limitée pour les BRICS* et les pays d'Asie, principaux contributeurs à la croissance de la région émergente. Cela tient principalement à la taille importante de leur économie domestique, des marges de manœuvre budgétaires et la diversification de leurs partenaires commerciaux. La croissance de la région pour 2012 serait ainsi autour de 5,7% contre 6,2% en 2011.

Economie Nationale

2011, ANNEE DE RESILIENCE FACE A LA CRISE MONDIALE

En dépit des turbulences que traverse la majorité des pays développés, l'économie marocaine a montré une certaine résilience avec un rythme d'expansion attendu à +4,9% en 2011. Cette performance demeure basée sur les fondamentaux que sont la consommation et l'investissement, signe d'une demande intérieure dynamique.

Consolidation de la Croissance 4,9% en 2011

Dans un contexte international des plus délicats et après un léger fléchissement de la croissance nationale au deuxième trimestre, celle-ci s'établit finalement à 4,9%, pour l'ensemble de l'année 2011, reflétant les bonnes performances des secteurs tertiaires et BTP. Cette évolution traduit une croissance agricole de 5% et une croissance non agricole de 4,6%.

S'agissant du secteur primaire, les performances de la campagne agricole 2010/2011 ressortent favorables. A fin décembre, la production céréalière avoisine les 84 millions de quintaux, soit une hausse de +12% par rapport à la campagne précédente. Conséquemment, les importations de céréales ont connu un fléchissement significatif, enregistrant une baisse de -48,4% par rapport à l'année précédente, soit 9,5 millions de quintaux au lieu de 18,4 millions.

Pour sa part, le secteur secondaire poursuit sa croissance avec, en tête, la production minière et l'activité du BTP. Au titre de l'année 2011 et bénéficiant d'une demande étrangère dynamique et des cours mondiaux favorables, les exportations de phosphates se sont élevées à DH 47,3 milliards, soit une hausse de 32% en glissement annuel.

Par ailleurs, la consommation de ciment, principal baromètre du secteur des BTP, se raffermie de +10,7% à fin décembre, tirée par l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers qui s'établit à DH 209 milliards sur la même période, soit une augmentation de +10%.

Enfin, et pour les trois premiers trimestres de l'année 2011, les activités des postes et télécommunications enregistrent la plus forte progression en valeur ajoutée, +18%, au sein du secteur tertiaire, avec une augmentation des parcs mobiles et Internet de 14,3% et 70,4% respectivement. Parallèlement, le secteur touristique demeure caractérisé par une évolution positive des arrivées, enregistrant une hausse légèrement supérieure à 1% et générant une augmentation des recettes voyages de +4,3% à fin décembre 2011.

Une Demande Intérieure Dynamique

Tout au long de l'année 2011, la consommation des ménages a bénéficié de la bonne tenue des transferts des MRE, +7,3%, d'un taux de chômage stationnaire aux alentours des 9% et du bon comportement des crédits à la consommation, +10,5%.

Parallèlement, les mesures prises par le gouvernement en termes de valorisation des salaires et de subvention de certaines matières premières ont permis de soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, les dépenses de consommation finale des ménages ont cru de 7,3% au troisième trimestre contribuant à hauteur de 4,1 points à la croissance.

Une Inflation Annuelle Contenue à 0,9%

Dans un contexte marqué par la modération des facteurs inflationnistes internes et la stabilisation de l'inflation importée, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'établit en hausse de 0,9% à fin décembre. A l'origine de cette évolution, l'augmentation limitée des prix des produits alimentaires à +1,3%, de l'habillement à +1,6%, et de l'enseignement à +4,1%. Par ailleurs, l'intensification de la concurrence dans le secteur de la téléphonie s'est traduite par une baisse marquée des coûts du secteur, soit -5,4%. Dans le même temps, l'inflation sous jacente enregistre +1,3%, montrant un ralentissement de la volatilité des cours des matières premières.

Balance Commerciale 2011

Tributaire des Cours des Produits Énergétiques et Alimentaires

Les échanges commerciaux pour l'année 2011 se sont caractérisés par une croissance rapide des importations par rapport aux exportations.

En effet, la progression des achats de +19% pour atteindre DH 355 milliards, est fortement corrélée à la hausse de la facture énergétique de +32,7% et des produits alimentaires de +30,7%. Ce rythme de croissance effréné a induit une déformation dans la structure des importations en défaveur des produits finis d'équipement dont la part diminue, de 22,3% en 2010 à 19,3% en 2011.

Pour leur part, les exportations ont atteint, à fin décembre, DH 169 milliards, en augmentation de +13%. Cette évolution est essentiellement tirée par la croissance de +31,5% des ventes de phosphates et dérivés, de +75,4% des voitures industrielles, et, dans une moindre mesure, de +5,4% de la bonneterie, et de +4,3% des fils et câbles électriques. En revanche, les expéditions de produits alimentaires, bruts ou transformés, ont fortement chuté en raison de difficultés d'approvisionnement.

Dans ce contexte, le taux de couverture à fin décembre s'établit à 47,7% en recul de 2,5 points de % par rapport à la même période de l'année précédente, établissant le déficit commercial à DH 185,7 milliards.

Au niveau des flux financiers, les transferts MRE et recettes de voyages ont enregistré une croissance respective de 7,3% et 4,3%, performance qui contraste avec la forte baisse de -35% des recettes au titre des IDE, correspondant à un manque de DH -13,7 milliards.

Dès lors, les avoirs extérieurs nets ont amorti cette baisse marquée des flux entrants, en s'établissant à DH 166,4 milliards à fin décembre contre DH 187,5 milliards un an auparavant, soit une dégradation de -12,7%.

Décélération du Rythme d'Expansion

Évolution des Agrégats Monétaires

L'année 2011 a connu une légère hausse de la masse monétaire à 6,4% en glissement annuel, dénotant une absence des pressions inflationnistes monétaires. L'analyse des composantes de l'agrégat M3 indique toutefois des évolutions différenciées. En effet, la monnaie fiduciaire a enregistré une hausse de 9,3% contre 6,1% pour

la monnaie scripturale.

Ce constat peut être interprété comme un recours à la planche à billets pour atténuer, temporairement la crise de liquidité existante.

Dans le même temps, les crédits à l'économie, qui représentent la principale source de création monétaire, se sont établis à DH 791,3 milliards à fin décembre soit une hausse relative de 10,2%, contre 11,5% et 10,7%, respectivement, pour 2009 et 2010.

A moyen terme, si les contreparties de la masse monétaire, particulièrement les crédits à l'économie et les avoirs extérieurs, poursuivent leur recul, il en résultera une accentuation des taux d'intérêt interbancaires et conséquemment une baisse des investissements.

En outre, les anticipations des ménages par rapport à une conjoncture morose déboucheront sur un désendettement de ces derniers et donc d'une augmentation de l'épargne.

Charges de Compensations et Accords Sociaux

Pression sur le Budget 2011

Après deux années de baisse des recettes budgétaires dues aux retombées de la crise financière, celles-ci ont progressé durant l'année 2011. En effet, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 7% pour s'établir à DH 207 milliards, évolution favorable attribuable à la majoration des impôts directs et indirects.

Toutefois, en dépit de cette performance, la situation des finances publiques en 2011 a vu une aggravation du déficit budgétaire pour atteindre DH 50 milliards à fin décembre, soit 6,1% du PIB, dont une grande partie est imputable à la hausse sensible des charges de compensation. En effet, celles-ci sont estimées à DH 41 milliards soit un taux d'exécution de 269% par rapport aux prévisions initiales des dépenses. Cet état de fait est révélateur notamment de la flambée des cours des matières premières.

S'ajoute à cela l'ensemble des concessions du gouvernement dans le cadre du dialogue social, les montants concernant les augmentations de salaires s'élevant à DH 8,6 milliards.

Afrique Subsaharienne

MAINTIEN DU RYTHME D'EXPANSION EN AFRIQUE

Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) Durement Touchée par la Crise Économique Mondiale, la Région se Redresse Rapidement

Cette région a été marquée en 2011 par une forte reprise de la croissance, une maîtrise de l'inflation, un excédent des comptes publics, teintés par un risque immédiat de repli des cours des matières premières. La croissance économique devrait s'établir à environ 4,8% au sein de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), contre 3,9% en 2010, alimentée principalement par les investissements publics et les exportations de matières premières. Les perspectives sont encore meilleures pour 2012 puisque le rythme d'expansion pourrait dépasser 6%.

En outre, les pressions inflationnistes s'atténueraient à 1,7% en 2012, contre 2,2% en 2011 et 1,6% en 2010. Toutefois, le renchérissement des produits alimentaires et énergétiques risque d'impacter ces prévisions.

Pour leur part, les soldes des comptes publics seraient excédentaires et le taux de couverture extérieur de la monnaie demeurerait confortable, autour de 100%.

Au vu de ce bilan quasi-idyllique, le principal choc que pourrait subir la zone serait une orientation à la baisse des cours des matières premières.

Union Economique et Monétaire Ouest - Africaine (UEMOA)

Un Contexte Difficile Marqué par la Forte Récession en Côte d'Ivoire, des Tensions Inflationnistes et de Nouvelles Pressions sur les Dépenses

La Zone de l'UEMOA a, pour sa part, connu un contexte interne complexe pour les pays de l'Union, un rythme d'expansion en retrait, attendu à 1,2% du PIB, une reprise de l'inflation et des comptes budgétaires en détérioration.

En effet, les répercussions de la crise politique post électorale ivoirienne se sont fait ressentir sur plusieurs économies nationales, principalement du fait du poids de la Côte d'Ivoire dans l'Union.

La croissance économique de l'Union, projetée à 4,6% en 2011, est désormais hors de portée. Il est donc attendu une perte de croissance importante en 2011 en relation avec une récession de 6,3% en Côte d'Ivoire. Dans l'attente d'une évaluation rigoureuse de l'impact de la crise dans ce pays, le taux de croissance de l'Union pourrait se situer autour de 1,2% en 2011.

Au niveau des prix, et en dépit de la bonne campagne agricole 2009-2010, la hausse persiste. En effet, en glissement annuel au premier trimestre, le taux d'inflation annuel est ressorti à 3,9% contre -0,2% pour la même période en 2010. La perspective du respect de la norme de 3% semble donc difficile à atteindre, du fait de la frénésie des prix des produits alimentaires et des carburants importés et de l'absence de mesures d'atténuation appropriées.

Par ailleurs, la situation des finances publiques s'annonce difficile dans l'Union en rapport avec la situation de crise post électorale en Côte d'Ivoire et de la crise sociale au Burkina Faso. Au total, au niveau de l'Union, le déficit global devrait se détériorer en ressortant à 4,6% contre 2,9% en 2010.

East African Community - (EAC)

La Croissance la plus Rapide du Continent, mais des Performances Hétérogènes

Enfin, la Région de l'EAC affiche une poursuite de la croissance, une reprise de l'inflation dans les pays fortement importateurs, en rapport avec la hausse des prix alimentaires et des carburants, une épargne intérieure impactée par le faible développement des services financiers et une dépendance toujours marquée envers l'aide internationale.

En 2011, l'Afrique de l'Est a continué sur sa lancée portée par la forte croissance enregistrée dans des pays comme l'Éthiopie, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda, notamment dans les services industriels, tout spécialement du sous-secteur des télécommunications et de celui du bâtiment.

Souffrant de la sécheresse, d'inondations et d'attaques terroristes menées par les miliciens somaliens, le Kenya a revu à la baisse son taux de croissance, proche de 4%, en deçà des prévisions qui tablaient sur une croissance comprise entre 5,5% et 6,1%. Dans le même temps l'impasse politique a continué de nuire à l'activité économique à Madagascar, dont le PIB a diminué pour la deuxième année consécutive.

Quant à la reprise de l'inflation, le Kenya, par exemple, a enregistré une augmentation de son taux d'inflation en glissement annuel pour le 13^{ème} mois consécutif en novembre, avec un niveau atteignant 19,7%.

Par ailleurs, moins d'un tiers des habitants du Rwanda, de l'Ouganda et de la Tanzanie ont accès à des services financiers formels, contre environ les deux tiers de la population en Afrique du Sud.

Enfin, la région enregistre également une forte dépendance à l'égard de l'aide avec une moyenne 3% du PIB au cours de la dernière décennie, hors allègements de dettes, contre seulement 1% du PIB en Afrique subsaharienne.

BMCE BANK ET SA GOUVERNANCE



Activités du Conseil d'Administration

MISSION & FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration veille à garantir un équilibre entre les intérêts des actionnaires et les perspectives de croissance, de création de valeur à long terme et de protection des déposants. Cette mission repose sur deux éléments fondamentaux : la prise de décision et la surveillance. A ce titre, le Conseil d'Administration veille à (i) élaborer, de concert avec la Direction Générale, les politiques fondamentales et objectifs stratégiques, (ii) approuver certaines décisions importantes. En termes de surveillance, le Conseil d'Administration est le garant ultime de la conformité des systèmes, des contrôles et de la mise en œuvre des politiques.

Conformément aux dispositions de la Directive de *Bank Al-Maghrib* et des meilleures pratiques de Bonne Gouvernance, le Conseil d'Administration est régi par un Règlement Intérieur. Ce dernier recense les règles régissant la composition, les missions, le mode de fonctionnement, et les mandats spéciaux du Conseil d'Administration. De plus, une Charte de l'Administrateur, en complément du Règlement intérieur précise les droits et obligations, en termes de mission, d'indépendance, de diligence, de déontologie des opérations de bourse, de respect des prescriptions légales, de conflits d'intérêt, de secret professionnel et de loyauté des Membres du Conseil d'Administration. Ces derniers adhèrent *de facto* aux principes fédérateurs du Règlement Intérieur et de la Charte de l'Administrateur.

De manière exhaustive mais non exclusive, le Conseil d'Administration veille à :

Planification Stratégique

- *Superviser l'élaboration des orientations, des plans et des priorités stratégiques ;*
- *Surveiller la mise en œuvre et l'efficacité des plans stratégiques et d'exploitation approuvés ;*
- *Revoir et approuver les objectifs financiers et les plans d'exploitation ainsi que les mesures prises, y compris les attributions de capital, les dépenses et les opérations dont les montants excèdent les seuils fixés par le Conseil d'Administration.*

Gouvernance

- *Surveiller et gérer les conflits d'intérêts pouvant exister entre ses membres et ceux de l'organe de Direction ou les actionnaires ;*
- *Mettre en place des Comités spécialisés, émanation du Conseil, et définir leurs mandats afin d'aider le Conseil à s'acquitter de son rôle et de ses responsabilités ;*
- *Procéder régulièrement à l'évaluation de ses Comités et examiner sa composition dans une optique d'efficacité et d'indépendance du Conseil et de ses membres.*

Gestion des Risques

- *S'assurer que des processus sont mis en œuvre afin de déterminer les principaux risques associés aux activités ;*
- *Examiner les systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer les risques ;*
- *Examiner les processus qui assurent le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales.*

Contrôle Interne

- *Veiller à la mise en œuvre et au fonctionnement effectif du système de contrôle interne et à l'adhésion de tout l'établissement à une culture de contrôle et de responsabilisation ;*
- *Examiner l'efficacité des contrôles internes et des systèmes de gestion de l'information ;*
- *Examiner les états financiers et superviser leur conformité aux exigences en matière de vérification, de comptabilisation et de présentation de l'information ;*
- *Fixer les propositions de dividendes à soumettre aux Actionnaires ;*
- *Approuver les dépenses et les opérations dont les montants dépassent les seuils fixés par le Conseil d'Administration.*

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank compte à ce jour, douze membres dont 9 Administrateurs non exécutifs.

Au cours de l'exercice 2011, le Conseil a pris acte de la démission de la *Caja del Mediterráneo* représentée par M. Roberto López ABAD de ses fonctions d'Administrateur - personne morale - de BMCE Bank, démission concomitante à la cession de l'ensemble de ses titres au bénéfice du Groupe FinanceCom. Cette cession s'est inscrite dans le cadre d'une opération globale de désengagement de ses participations minoritaires que *Caja del Mediterráneo* a mené compte tenu des exigences réglementaires de sa recapitalisation suite aux difficultés que cette institution financière espagnole traverse dans le contexte de crise économique en Espagne.

TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises et ce, pour débattre et statuer sur les questions suivantes :

- *Arrêté des comptes et proposition d'affectation du bénéfice ;*
- *Examen des rapports du Comité d'Audit et de Contrôle Interne ;*
- *Examen de l'activité, résultats & prévisions de la Banque ;*
- *Examen de la situation et des perspectives du Groupe à l'International ;*
- *Renouvellement du mandat des Commissaires aux Comptes ;*
- *Autorisation des Conventions Réglementées ;*
- *Nomination de nouveaux Directeurs Généraux.*

Senior Management



**BRAHIM
BENJELLOUN-TOUIMI**
Administrateur Directeur
Général Délégué auprès de
la Présidence

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence en charge de la coordination des entités du Groupe BMCE Bank depuis mars 2010. Il assure également la Présidence du Comité de Direction Générale, la Vice Présidence du Comité de Crédit Senior et la Présidence du Conseil de Surveillance de *BMCE Capital S.A* et de *Salafin*; de même, il est membre des Conseils des filiales de la Banque d'Affaires et de Filiales Financières Spécialisées. M. BENJELLOUN-TOUIMI est également Administrateur de *BOA Holding* et Président du Conseil de *BMCE Euroservices*, entité en charge de l'activité MRE en Europe.

Ayant rejoint BMCE Bank en 1990, son parcours a notamment été marqué par la mise en place, à travers des filiales dédiées, des activités d'intermédiation boursière et de gestion d'actifs, ainsi que par la création

des premiers OPCVM de la Bourse de Casablanca.

Au titre de ses fonctions au sein de la Banque, il est Président du Conseil de Surveillance d'*EurAfric Information* - une joint venture spécialisée dans le domaine technologique, créée par BMCE Bank, *RMA Watanya*, et le Groupe *Crédit Mutuel-CIC*.

Membre du Conseil d'Administration d'*Euro Information* en France, filiale technologique du Groupe *Crédit Mutuel*, M. BENJELLOUN-TOUIMI préside le Conseil d'Administration de plusieurs filiales technologiques du Groupe BMCE Bank. Par ailleurs, il est membre du Conseil de Surveillance de la compagnie d'assurances *RMA Watanya* du Groupe *FinanceCom*.

Administrateur de la Fondation BMCE Bank et d'autres ONG à caractère éducatif, il est Président de *PlaNet*

Finance Maroc, Organisation de Solidarité Internationale dédiée au développement de la *Micro Finance* ainsi que Président de l'*Association Nationale des sociétés Marocaines par Actions (ANMA)*.

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Docteur en *Monnaie, Finance et Banque* de l'*Université Paris I Panthéon Sorbonne*.

Au cours de son cycle de Doctorat, il avait été sélectionné par le FMI pour conduire des recherches sur le système financier d'un de ses pays membres. Il a débuté sa carrière sur les marchés financiers en France et a assumé la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés d'une grande banque d'affaires française.

Né en 1960, M. BENJELLOUN-TOUIMI est marié et père de trois enfants.



MAMOUN BELGHITI
Administrateur Directeur
Général Délégué en charge
de *RM Experts*

M. Mamoun BELGHITI est Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank et Président Directeur Général de la filiale du Groupe dédiée à l'activité de recouvrement, *RM Experts*. Il est également Administrateur de *BOA-CÔTE D'IVOIRE*, filiale du Groupe *BOA*.

Monsieur Mamoun BELGHITI a débuté sa carrière en 1972 au sein des *Services Généraux* puis à la *Direction de l'Inspection*. Il s'est vu confier, en 1981, la responsabilité de la *Direction Crédit et Trésorerie* et, en 1991, celle de la *Direction de l'Investissement et du Crédit*.

A ce titre, M. BELGHITI a négocié au nom de la Banque plusieurs lignes de crédit notamment avec la *Banque Mondiale*, l'*IFC*, le *FMI*, la *BAD* et la *BEI*.

Dès 1996, il prend en charge la *Direction des Affaires Financières*, où il participe activement à la mise en place du plan stratégique de développement et à la réorganisation de la Banque. Durant la même année, il participera, aux côtés du Président et d'autres cadres supérieurs, à l'opération *GDR* qui a permis à BMCE Bank d'augmenter son capital à travers les marchés internationaux de capitaux. Durant ce même exercice, M. BELGHITI est promu au poste de *Directeur Général Adjoint*.

En février 1998, il est nommé en tant que *Directeur Général* en charge aussi bien de la *Direction des Affaires Financières* que de la *Banque du Réseau Maroc*.

En avril 2002, il accède au titre de *Conseiller Principal* du Président en charge notamment de la représentation de la Banque auprès des Institutions Nationales et Internationales ainsi que des relations avec les autorités monétaires. Il siège, par ailleurs, dans les instances où la Banque est actionnaire.

En mars 2004, M. BELGHITI est coopté *Administrateur Directeur Général* en charge du *Remedial Management* Groupe.

Il compte également, à son actif, de nombreux séminaires dont il a assuré l'animation aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Né en 1948, M. BELGHITI est marié et père de deux enfants.



DRISS BENJELLOUN
Directeur Général Délégué
des Finances & Risques
Groupe

M. Driss BENJELLOUN est Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques du Groupe BMCE Bank. Il est également Administrateur de filiales du Groupe BMCE Bank, notamment *BOA Group, BOA Benin et BMCE Capital*.

Ayant intégré le Groupe BMCE Bank en 1986, M. Driss BENJELLOUN a été chargé de conduire le projet de création d'une entité de Contrôle de Gestion visant l'amélioration du pilotage des activités puis chargé, à partir de 1990, de doter la Banque d'une Direction Audit et Contrôle de Gestion.

Après la privatisation de BMCE Bank, M. Driss BENJELLOUN fut nommé Responsable de la *Direction Production Bancaire* avec pour mission de rationaliser les entités de *Back-Office* et les doter d'outils et de moyens nécessaires pour mieux servir les clients.

En 1998, M. Driss BENJELLOUN fut nommé *Directeur Général Adjoint* en

charge de plusieurs Directions de la Banque constituant le *Pôle de Support Groupe - Production Bancaire, Systèmes d'Information, Organisation, Moyens Généraux, Sécurité*. La principale mission de ce Pôle était de coordonner et de mobiliser ces entités pour mieux répondre aux nouveaux défis de développement de la Banque tant à l'international qu'au niveau national.

En 2003, M. Driss BENJELLOUN a pris en charge le Pôle Financier Groupe en vue de renforcer notamment l'intégration des différentes filiales de BMCE Bank, que ce soit au Maroc, en Europe ou en Afrique.

Depuis son intégration à BMCE Bank, il s'était vu confier la création du département de restructuration des crédits d'investissements et avait participé à la négociation et la mise en place de plusieurs lignes de crédits extérieurs notamment les lignes de la Banque Mondiale, IFC, B.E.I. Ces premières années se sont poursuivies par la prise en charge de la Direction de l'Investissement et des Marchés d'Entreprises en 1998.

En avril 2002, il fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de la *Corporate Bank*, un pôle étendu ensuite à l'International.

En parallèle, il était chargé de conduire deux grands projets structurants de la place, à savoir le passage aux normes *IFRS* des comptes du Groupe et l'implémentation des normes édictées par *Bâle II*.

Il a piloté le processus de création de plusieurs entités telles que *BMCE Internacional Madrid, Maroc Factoring, le Centre Monétique Interbancaire et Docuprint*. En Afrique, il a participé à la restructuration de la BDM et piloté la fusion de cette dernière avec la *BMCD*.

Il a débuté sa carrière en tant qu'*Auditeur-Consultant* dans divers cabinets étrangers de renom et a été chargé de cours à l'*Université de Picardie*.

M. BENJELLOUN est titulaire d'un Doctorat en Finance de l'*Université Paris Dauphine* et du *Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures*.

Né en 1955, M. BENJELLOUN est marié et père de trois enfants.

Il a participé activement à la montée en puissance des financements en *Project Finance*, au conseil financier et à l'accompagnement spécifique des opérateurs ayant eu recours à ces types d'investissement.

Titulaire d'un Doctorat en Economie de l'Université de Lille, M. EL HALAISSI est marié et père de deux enfants.



M'FADEL EL HALAISSI
Directeur Général Délégué
en charge de la Banque de
l'Entreprise

M. M'fadel EL HALAISSI est Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise. Ce pôle de Direction Générale a été érigé début 2010 au sein de BMCE Bank afin de regrouper et de dynamiser le marché des Entreprises, de la PME-PMI à la Grande Entreprise. Cette responsabilité lui est confiée après 25 ans de carrière au sein de BMCE Bank, dans les activités de crédit, de financement d'investissement, de restructuration de crédits, de mise en place de solutions de haut de bilan, spécialisée sur le marché des entreprises.



Senior Management



MOUNIR CHRAÏBI

Directeur Général Délégué en charge du Pôle Information Technology & Process Groupe

M. Mounir CHRAÏBI est Directeur Général Délégué en charge du Pôle *Information Technology & Process* Groupe depuis mars 2010.

M. Mounir CHRAÏBI a débuté sa carrière en 1987 comme chef de projet du schéma directeur du système d'information du Crédit du Maroc. Il a ensuite été Directeur de l'Organisation et des Systèmes d'Information de l'Office d'Exploitation des Ports. Il a conduit notamment pendant cette période des missions de simplification du commerce extérieur pour le compte du Ministère du Commerce Extérieur.

En 1994, M. CHRAÏBI est nommé Directeur Général de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail. Son passage à l'Office est marqué par le développement de la formation continue en entreprise et le

lancement des programmes d'insertion des jeunes, et notamment dans le domaine de l'IT. Son action à l'Office a également contribué à la création de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANAPEC).

En 2001, M. CHRAÏBI est nommé Directeur Général de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale. Lors de son passage à la CNSS, l'organisme connaît une modernisation de ses méthodes de gestion, marquée notamment par la mise en place des télé-déclarations des salaires des entreprises du secteur privé et des télé-paiements des cotisations sociales. Cette période sera également particulièrement marquée par l'instauration de l'assurance maladie obligatoire, nouvelle branche de sécurité sociale.

En 2005, M. CHRAÏBI est nommé Wali de la Région de Marrakech Tensift Al Haouz qui connaît pendant son passage un développement important des investissements du secteur privé, ainsi que la mise en œuvre pour la Région de Marrakech de grands investissements publics structurants.

M. Mounir CHRAÏBI est ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Paris et Ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris. Il a été décoré par SM le Roi du Wissam Al Arch de l'Ordre de Chevalier. Il a également reçu une décoration de Chevalier de l'Ordre de Leopold par le Royaume de Belgique.

Né en 1963, M. CHRAÏBI est marié et père de deux enfants.



OMAR TAZI

Directeur Général Délégué en charge de la Banque des Particuliers et Professionnels

M. Omar TAZI est Directeur Général Délégué en charge de la Banque des Particuliers & Professionnels au sein du Groupe BMCE Bank.

M. Omar TAZI a exercé la fonction de Directeur de Portefeuille Clientèle au sein de la Banque de Développement du Canada ; banque spécialisée dans le financement de projets d'investissement de la PME, puis Adjoint au Directeur des Crédits pour le district de Montréal. En 1992, il intègre Wafa Bank, en tant que Responsable de la Trésorerie.

De 1993 à 2005, M. Omar TAZI a occupé plusieurs postes de responsabilités au sein de la Société Générale Marocaine de Banques (SGMB), notamment en tant que Responsable de

la Direction des Crédits d'Investissement, Responsable du Réseau d'Exploitation des marchés Particuliers, Professionnels et Entreprises, puis Directeur Général Adjoint de la Banque Commerciale.

Courant cette période, il a également été, Administrateur, Vice-président et Président de plusieurs filiales de la SGMB, notamment de SOGEBOURSE, GESTAR, SOGECREDIT, SOGEFINANCEMENT et ACMAR Maroc.

De 2005 à 2010, M. Omar TAZI a eu une expérience dans le domaine de l'entrepreneuriat en tant qu'Administrateur-Directeur Général du Groupe AFMA, spécialisé dans le conseil et le courtage en assurances.

C'est en juin 2011, que M. Omar TAZI rejoint le Groupe BMCE Bank afin de donner une dynamique de progrès et de montée en compétence des forces commerciales de la banque. En 2012, il a été désigné respectivement, Membre du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur Délégué de BMCE EuroServices.

M. Omar TAZI est titulaire d'un Master en Sciences Finances de l'Université de Sherbrooke - Canada.

Né en 1962, M. Omar TAZI est marié et père de deux enfants.



MOHAMMED AGOUMI
Directeur Général
Délégué en charge de l'International

M. Mohammed AGOUMI est Directeur Général Délégué de BMCE Bank en charge des activités à l'international.

Après avoir exercé au cabinet d'audit International Peat Marwick (KPMG) pendant 7 ans où il s'est spécialisé dans l'audit et le conseil aux établissements financiers. Il intègre Eurogroup en 1987 où il a été nommé associé en 1990 puis responsable du Pôle Banque et Finances en 1997 où il a notamment dirigé des missions de stratégie ou de projets d'entreprise, de gouvernance, de fusion d'établissements, de coopération informatique ou d'industrialisation de *back-offices* auprès des principaux groupes bancaires français.

Lors de la réforme du marché financier au Maroc, il a eu l'occasion d'accompagner plusieurs établissements locaux dans la mise en place de leurs activités de marchés. Plus récemment, il a dirigé plusieurs interventions relatives à l'organisation et à la mise en place de la filière risques dans le cadre de Bâle II.

De 2006 à 2009, il a exercé plusieurs fonctions et responsabilités au sein du Groupe Crédit Agricole France -CASA-. Nommé Directeur Général Délégué de LCL - Le Crédit Lyonnais en 2006 et membre du Comité Exécutif du Groupe CASA, il a été en charge du fonctionnement, de la stratégie et de la Direction des Engagements. Il a également mené à son terme l'intégration de LCL au sein des plateformes industrielles du Groupe Crédit Agricole de même que la réorganisation des réseaux de distribution incluant la Banque Privée et les Grandes Entreprises. En 2008, il fut nommé au sein du Comité Exécutif du Groupe CASA afin de diriger le développement International.

Depuis 2010, il est Président Fondateur du Groupe Europa Corporate Business Group - ECBG - spécialisé dans la banque d'affaires, le conseil stratégique et l'accompagnement des PME, un des programmes de Groupe - La Passerelle - visant le conseil en investissement entre l'Europe et le Maroc. Il est également Président de la filiale d'ECBG, créée au Maroc et dénommée Financing

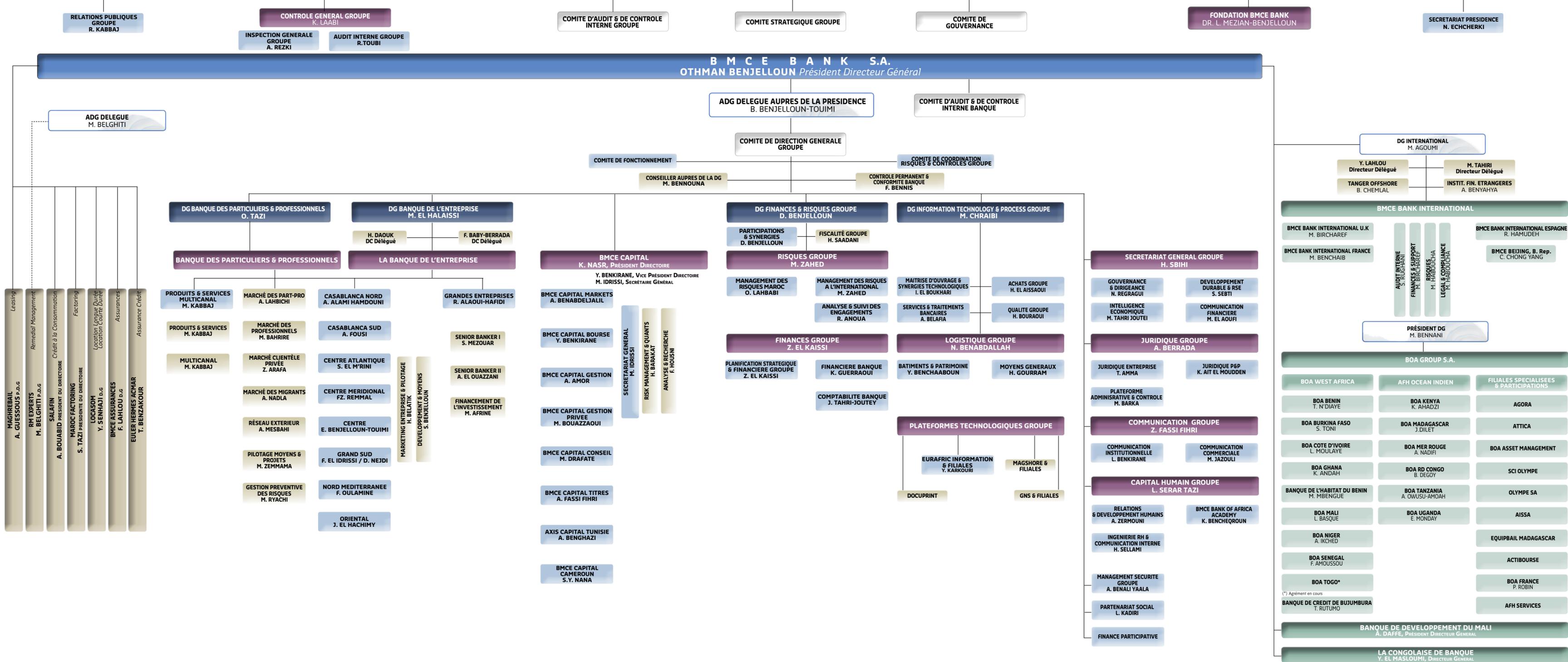
Access Maroc qui apporte une assistance aux PME dans le cadre de leur refinancement auprès des Banques.

M. Mohammed AGOUMI est diplômé de l'Essec (1979) et titulaire d'un DEA d'économie mathématique et d'économétrie (1980). Il est Expert Comptable diplômé à Paris (1993) et a enseigné pendant deux à l'ESSEC en tant que professeur adjoint au Département Economie.

M. Mohammed AGOUMI est marié et père de 2 enfants.

Organigramme

GROUPE BMCE BANK
OTHMAN BENJELLOUN *Président Directeur Général*



Management à l'International

EUROPE

BMCE INTERNATIONAL UK



Mohamed BIRCHAREF
Directeur Général

BMCE INTERNATIONAL FRANCE



Mohamed BENCHAIIB
Directeur Général

BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE



Radi HAMUDEH
Directeur Général

AFRIQUE

BANK OF AFRICA



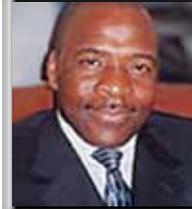
Mohamed BENNANI
Président Directeur
Général

LA CONGOLAISE DE BANQUE



Younes MASLOUMI
Président Directeur
Général

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU MALI



Abdoulaye DAFPE
Président Directeur
Général

AXIS CAPITAL



Ahmed BENGHAZI
Directeur Général

BMCE CAPITAL CAMEROUN



Serge Yanic NANA
Directeur Général

ASIE

BMCE BEIJING



Chang CHONG YANG

Management des Filiales au Maroc

ACTIVITES DE BANQUE D'AFFAIRES

BMCE CAPITAL Banque d'Affaires

Président du Directoire
KHALID NASR

BMCE CAPITAL BOURSE Société d'intermédiation boursière

Président du Directoire
YOUSSEF BENKIRANE

BMCE CAPITAL GESTION Société de gestion d'actifs

Directeur Général
AMINE AMOR

CASABLANCA FINANCE MARKETS

Banque d'investissement
Directeur Général
YOUNES BENJELLOUN

FILIALES FINANCIERES SPECIALISEES

MAGHREBAIL Société de *leasing*

Président Directeur Général
AZEDDINE GUESSOUS

RM EXPERTS Société de recouvrement Président Directeur Général **MAMOUN BELGHITI**

SALAFIN Société de crédit à la consommation

Président du Directoire
AMINE BOUABID

MAROC FACTORING Société d'affacturage

Présidente du Directoire
SALMA TAZI

EULER HERMES ACMAR Société d'assurance crédit

Directeur Général
TAWFIK BENZAKOUR

AUTRES ACTIVITES

EURAFRIC INFORMATION Services technologiques

Président du Directoire
YOUNES KARKOURI

LOCASOM Location longue durée

Directeur Général
YOUNES SENHAJI

CONSEIL INGÉNIERIE & DÉVELOPPEMENT

Directeur Général
MONCEF ZIANI

BMCE ASSURANCES

Directeur Général
FAHD LAHLOU

Gouvernement d'Entreprise

COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE GROUPE

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSIONS
<p>PRESIDENT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Azeddine GUESSOUS <i>Intuitu personae</i> <p>MEMBRES DE DROIT</p> <ul style="list-style-type: none"> • FinanceCom représentée par M. Zouheir BENZAÏD, Vice-Président Directeur Général • Groupe Credit Mutuel - CIC représenté par Jean-Jacques TAMBURINI Membre du Directoire du CIC • Banco Espirito Santo, représentée par Mosqueira DO AMARAL <p>MEMBRES ASSOCIES</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence • M. le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe • M. Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale • M. le Contrôleur Général Groupe • M. le Responsable du Pôle Risques Groupe • M. le Responsable du Pôle Finances Groupe <p>MEMBRES INVITES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Auditeurs Externes • Le Comité peut demander audition et la collaboration de toute personne faisant partie du <i>staff</i> dirigeant et tout responsable dont les fonctions entrent dans le cadre de son domaine d'intervention <p>SECRETARIAT</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Khalid LAABI Directeur Général Adjoint & Contrôleur Général du Groupe BMCE Bank 	<p>Au minimum 3 fois par an</p>	<p>Relevant directement du Conseil d'Administration, le Comité s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation de l'ensemble des missions et des objectifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> •Vérification des opérations et des procédures internes ; •Mesure, maîtrise et surveillance des risques ; •Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement approprié et de la conservation des données comptables ; •Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ; •Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ; •Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ; •S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ; •Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission, pour approbation, au Conseil d'Administration ; •Elaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui est soumis à l'examen du Conseil d'Administration ; •Examen de la pertinence des activités de l'Audit Interne dans les entités du Groupe ; •Examen de la situation de conformité -<i>Compliance</i>- dans le Groupe et l'état d'avancement des actions dans ce domaine pour chacune des entités composant le Groupe ; •Présentation, au moins deux fois par an, au Conseil d'Administration, de la situation des encours des créances en souffrance, des résultats des démarches amiables et du recouvrement contentieux des créances, des encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ; •Veiller à la qualité et à la véracité de l'information délivrée aux Actionnaires. <p>Le dispositif de vérification des opérations et des procédures internes doit, en outre, permettre de s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> •De la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'aux normes et usages professionnels et déontologiques en vigueur ; •Du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents ; <p>Les modalités d'exécution des opérations doivent comporter, comme partie intégrante, les procédures de contrôle et de pistes d'audit appropriées. Des vérifications périodiques visant le contrôle du respect des procédures doivent être effectuées.</p>
<p>TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE BANQUE EN 2011</p> <p>En 2011, le CACI Groupe a abordé plusieurs thématiques, notamment, l'examen du dispositif de gestion des risques de crédit au niveau de certaines filiales à l'international, à travers la revue de politique de crédit en vigueur, les modalités de contrôle et de suivi des risques. Les indicateurs de risques ont fait l'objet d'un suivi à fréquence régulière. De même, il a impulsé le lancement des travaux d'uniformisation de la gestion des risques au niveau Groupe.</p>		

COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE BANQUE

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSIONS
<p>PRESIDENT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe Crédit Mutuel - CIC représenté par Jean-Jacques TAMBURINI, Membre du Directoire du CIC <p>MEMBRES DE DROIT</p> <ul style="list-style-type: none"> • RMA Watanya représentée par M. Azeddine GUESSOUS • FinanceCom représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général • Banco Espirito Santo, représentée par Mosqueira DO AMARAL <p>MEMBRES ASSOCIES</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence • M. le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe • M. Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale • M. le Contrôleur Général Groupe • M. le Responsable du Pôle Risques Groupe • M. le Responsable du Pôle Finances Groupe <p>MEMBRES INVITES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Auditeurs Externes • Les Responsables en charge des entités en rapport avec les points inscrits à l'ordre du jour de la séance du Comité peuvent être invités à assister aux réunions <p>SECRETARIAT</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Khalid LAABI, Directeur Général Adjoint & Contrôleur Général du Groupe BMCE Bank 	<p>Au minimum 2 fois par an</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification des opérations et des procédures internes ; • Mesure, maîtrise et surveillance des risques ; • Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables ; • Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe, tout en veillant à la qualité de l'information délivrée aux Actionnaires ; • Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ; • Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ; • S'assurer de la conformité de la comptabilité et cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe; • Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration; • Elaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui est soumis à l'examen du Conseil d'Administration; • Information, au moins deux fois par an, du Conseil d'Administration relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement; • Veiller à la qualité et à la véracité de l'information délivrée aux Actionnaires.
<p>TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE BANQUE EN 2011</p> <p>Le CACI de BMCE Bank s'est tenu à trois reprises. Les travaux du CACI ont essentiellement porté sur l'examen du rapport des Auditeurs Externes, du bilan d'activité du Contrôle Général, de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations des précédents CACI, du portefeuille engagements et de la situation prudentielle de la Banque, ainsi que des performances financières et de la Banque et du Groupe. De même, le Comité a suivi la mise en œuvre du programme de transformation, notamment dans sa dimension, de régionalisation et de refonte du Contrôle Permanent (<i>Contrôles de 1^{er} et 2^{ème} niveau</i>).</p> <p>Par ailleurs, le projet de notation interne à déployer instamment, a également été examiné, laquelle, permettrait une meilleure maîtrise du profil de risque de la Banque.</p> <p>Le suivi de la mise en œuvre des actions engagées pour l'assainissement des engagements a également occupé une partie des travaux du Comité.</p>		

COMITE DE GOUVERNANCE

COMPOSITION

PRESIDENT

- Groupe Crédit Mutuel - CIC, représenté par M. Michel LUCAS, Président

MEMBRES PERMANENTS

- Caisse de Dépôt et de Gestion
- M. David SURATGAR
- M. Adil DOUIRI

MEMBRES INVITES

- Le Comité de Gouvernance pourra s'adjoindre, à sa discrétion, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou de son Groupe, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, notamment au niveau des commissions devant traiter des points en relation avec l'examen des conventions ou des nominations et rémunérations.

SECRETAIRE DU COMITE

- M. l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence

PERIODICITE

Semestrielle ou chaque fois que nécessaire, à la discrétion des membres du Comité

MISSIONS

- Veiller au respect des principes de bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires en vigueur et communiquer aux actionnaires sur ces points ;
- Examiner et faire des recommandations par rapport à la composition et aux missions et travaux du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés ;
- Prévenir et veiller à la résolution d'éventuels conflits d'intérêt pouvant survenir entre les membres du Conseil d'Administration, liés à des opérations ou transactions associant les dirigeants ou les actionnaires ;
- Proposer des procédures de cooptation des Administrateurs et des membres de la Direction Générale ainsi que formuler des recommandations au Conseil pour la désignation de nouveaux membres ;
- Proposer une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale conformément aux critères fixés au préalable par le Conseil d'Administration.

COMITE STRATEGIQUE GROUPE

COMPOSITION

PRÉSIDENT

- Monsieur Othman BENJELLOUN, Président Directeur Général

VICE PRÉSIDENT

- M. Azeddine GUESSOUS, Président du CACI Groupe BMCE Bank

MEMBRES PERMANENTS

- Le Représentant désigné du Groupe Crédit Mutuel - CIC
- Le Représentant désigné de FinanceCom

MEMBRES ASSOCIÉS

- L'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence
- Les Présidents & Directeurs Généraux des grandes filiales du Groupe :
 - Groupe Bank of Africa,
 - Maghrebail
 - Salafin
 - RM Experts
- Le Président d'Honneur du Groupe Bank of Africa
- Le Directeur Général Délégué en charge du Pôle IT & Process Groupe
- Le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe
- Le Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise
- Le Directeur Général Délégué en charge de la Banque des Particuliers & Professionnels
- Le Directeur Général Délégué en charge de l'International

SECRÉTAIRE DU COMITÉ

- Le Directeur du Pôle Finances Groupe

PERIODICITE

Semestrielle ou, si la situation l'exige, à la demande du Président ou de deux membres permanents.

MISSIONS

Le Comité Stratégique est en charge de l'animation de la réflexion stratégique au sein du Groupe BMCE Bank et émet des recommandations, au Conseil d'Administration sur la stratégie du Groupe. Sa mission est articulée autour de quatre axes clés :

Reflexion et définition des orientations stratégiques du Groupe BMCE Bank :

- Construire et formaliser le plan stratégique du Groupe ;
- Coordonner la réflexion stratégique entre les différentes entités du Groupe ;
- Evaluer les scénarii de croissance pertinents pour le Groupe, en examinant les options au Maroc et à l'international ;

Initiation & exécution de la stratégie et lancement de grands projets transversaux :

- Veiller à l'alignement stratégique au sein du Groupe au Maroc et à l'international ;
- S'assurer de la bonne mise en œuvre du plan stratégique Groupe et suivi des accords de partenariat stratégique ;
- Identifier et lancer les grands projets de transformation structurants pour le Groupe ;

Evaluation, pour le Conseil, des opérations nouvelles pour la stratégie du Groupe

- Opportunités de développement, d'investissement, de prise de participation stratégique et de synergie du Groupe BMCE Bank ;
- Opportunités d'extension d'activité du périmètre du Groupe BMCE Bank (croissance interne/externe, cessions, diversification) ;

Suivi de l'environnement concurrentiel et ses développements stratégiques au niveau national et international :

- Analyse des forces et faiblesses des concurrents ;
- Analyse des grandes tendances de l'industrie bancaire ;
- Benchmarking des meilleures pratiques du métier.

COMITE DE DIRECTION GENERALE

COMPOSITION

PRESIDENT

- M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI

MEMBRES PERMANENTS

- L'Administrateur Directeur Général Délégué en charge de RM Experts
- Le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe
- Le Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise
- Le Directeur Général Délégué en charge du Pôle *Information Technology & Process* Groupe
- Le Directeur Général Délégué en charge de la Banque des Particuliers & Professionnels
- Le Directeur Général Délégué en charge de l'International
- Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale
- Le Contrôleur Général Groupe

MEMBRES ASSOCIES

- Le Président du Directoire de BMCE Capital
- Les autres Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank
- Les Responsables des Pôles Finances Groupe, Juridique Groupe et Capital Humain Groupe

SECRETAIRE DU COMITE

- Secrétaire Générale Groupe

TRAVAUX DU COMITE DE DIRECTION GENERALE 2011

Le Comité de Direction Générale a procédé à l'examen approfondi des problématiques servant la mise en œuvre des orientations stratégiques de la Banque visant l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et commerciale. Les thèmes relatifs au pilotage des performances financières et commerciales, à la surveillance des risques, ont occupé la moitié des travaux du Comité. Lors des 57 séances tenues, le Comité aura traité près de 150 points inscrits à son ordre du jour et statué sur près de 500 décisions et recommandations.

Au niveau des Finances, le Comité a procédé notamment à l'élaboration du plan stratégique de développement 2011-2015. Dans ce cadre, le Comité a suivi l'exécution du programme de transformation.

Assumant son rôle de pilotage et développement de l'activité commerciale, le Comité a passé en revue les performances des agences et mis en place un plan d'action pour les centres de profits les moins performants et ce, pour renforcer davantage le positionnement de la Banque sur le marché du *Retail Banking*. Par ailleurs, la stratégie de développement de la clientèle *Premium* et PME a fait l'objet d'un examen approfondi à l'instar du marché des Migrants. De même, le Comité a impulsé le développement des synergies intra-groupe.

En termes de maîtrise des risques, outre l'examen régulier des principaux indicateurs de risques, le Comité a veillé au renforcement du dispositif de gestion des risques.

PERIODICITE

- Hebdomadaire
- Des séances du Comité de Direction Générale seront tenues, sur une périodicité trimestrielle, pour examiner la thématique des synergies groupe. A cette occasion, y seront invités les Dirigeants des filiales tant au Maroc qu'à l'International.

MISSIONS

Le Comité de Direction Générale est le relais opérationnel du Comité Stratégique Groupe, dans l'élaboration de proposition d'axes de développement et la mise en œuvre de la stratégie telle que validée par le Conseil d'Administration. Il pilote les activités et arbitre toute question opérationnelle et fonctionnelle relevant de la compétence des directions et des comités internes.

Pilotage de l'activité

- Piloter l'élaboration du plan stratégique en cohérence avec les décisions du Comité Stratégique Groupe et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
- Impulser et examiner l'avancement du déploiement des grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement ;
- Traduire le plan stratégique en objectifs budgétaires clairs pour les entités ;
- Valider les budgets annuels, suivre l'allocation et veiller à l'optimisation des ressources ;
- Surveiller la réalisation effective du plan budgétaire et, s'assurer de la mise en place d'actions correctives en cas d'écart ;
- Décider de la politique de tarification des produits et services, tout en veillant à la rentabilité des métiers ;
- Evaluer les opportunités de lancement de nouvelles activités ou produits et services et, en assurer le suivi de mise en œuvre ;
- Arbitrer les questions opérationnelles relevant des Pôles, Directions et des Comités internes dont il fixe les objectifs ;
- Veiller à l'efficacité de l'organisation en mettant en œuvre les actions nécessaires relatives aux ressources humaines, à l'organisation, à l'informatique, à la logistique et à la sécurité qui concourent au développement ;

Contrôle interne, audit & gestion des risques

- Veiller à la surveillance et la maîtrise des risques ainsi qu'à la définition du niveau d'appétence aux risques dont la pertinence est régulièrement évaluée ;
- Assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies et prendre les mesures correctives le cas échéant ;
- Veiller au respect des ratios prudentiels et à la réglementation en matière de contrôle interne, risques et conformité ;
- Informer régulièrement le Comité d'Audit et de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats du Groupe ;

Ressources Humaines

- Examiner la politique de rémunération, de formation, de mobilité et de recrutement du personnel ;
- S'assurer de l'adéquation entre les priorités opérationnelles et les politiques de recrutement et de formation ;
- Suivre la gestion des carrières des hauts potentiels ;

Autres prérogatives

- Veiller à une politique de communication commerciale, institutionnelle et financière cohérente ;
- Arbitrer les éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités et des comités internes ;
- Proposer au Comité Stratégique Groupe des axes de développement.

COMITE DE FONCTIONNEMENT

PRESIDENT

- M. Mounir CHRAIBI Directeur Général Délégué en charge du Pôle *Information Technology & Process* Groupe

MEMBRES PERMANENTS

- Banque des Particuliers et Professionnels
- Banque de l'Entreprise
- Contrôle Général Groupe
- Risques Groupe
- Logistique Groupe
- Finances Groupe
- Capital Humain Groupe

MEMBRES ASSOCIES

- Tous les responsables des Pôles et Directions, hormis les membres permanents, sont membres associés, traitant en séance les sujets à l'ordre du jour qu'ils proposent aux délibérations du comité de fonctionnement.

SECRETAIRE DU COMITE

- Qualité Groupe

Hebdomadaire

Le Comité de Fonctionnement est l'instance de remontée, de partage de l'information et d'arbitrage de toute problématique liée au fonctionnement des activités de la Banque. Il apporte ainsi une expertise métier / technique et émet des recommandations au Comité de Direction Générale afin d'éclairer ses décisions sur ces aspects.

- Veiller à la rationalisation du portefeuille de projets de la Banque (organisationnels, informatiques, logistique, qualité, ...) et la mutualisation des ressources et moyens mis en place ;

- Statuer sur les priorités, reports et arrêts des projets sur la base de leur alignement par rapport aux orientations stratégiques et aux budgets consentis ;

- Suivre l'avancement du déploiement des projets impactant le fonctionnement et le développement de la Banque ;

- S'assurer de la célérité du processus d'élaboration de *product programs* des nouveaux produits et services, en veillant à la dimension *time to market* et ce, à travers la résolution de toute problématique opérationnelle et fonctionnelle y relative ;

- Assurer un suivi de l'avancement du plan de développement du Réseau (ouverture d'agences, implantation de GAB hors site, fermeture d'agences...);

- Analyser périodiquement les principaux indicateurs de fonctionnement de la Banque (qualité, incidents, production, sécurité ...) ainsi que ceux des risques opérationnels et proposer des actions correctives ;

- Arbitrer sur les points de décisions relatifs aux aspects de fonctionnement liés aux problématiques techniques, organisationnelles et logistiques ;

- Soumettre au Comité de Direction Générale d'éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des comités internes ;

- Suivre la mise en œuvre des recommandations du Contrôle Général Groupe relatives à ces domaines de compétences.

TRAVAUX DU COMITE DE FONCTIONNEMENT 2011

Le Comité de fonctionnement a tenu 41 séances durant lesquelles près d'une soixantaine de thèmes ont été examinés, ayant trait aux aspects opérationnels, techniques et organisationnels. Parmi les points traités, figurent à titre non limitatif, la mise en œuvre de Cap Process et du programme de Régionalisation, la forfaitisation des frais et commissions bancaires pour la clientèle des Entreprises, la Gestion électronique des documents, la délivrance à la clientèle de formules de chèques barrés d'avance et l'optimisation des avis bancassurance et monétique.

COMITE DE COORDINATION DES RISQUES ET CONTRÔLES

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSIONS
<p>PRESIDENT</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Président du Comité de Direction Générale, et en son absence, le Contrôleur Général Groupe <p>MEMBRES PERMANENTS</p> <ul style="list-style-type: none"> M. le DG en charge du Pôle Finances & Risques Groupe Le Contrôleur Général Groupe Le Responsable du Pôle Risques Groupe Le Responsable du Pôle Finances Groupe Le Responsable du Contrôle Permanent et Conformité Banque <p>MEMBRES ASSOCIÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Comité pourra s'adjoindre, à sa discrétion, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou du Groupe, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour <p>SECRÉTAIRE DU COMITÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Responsable du Contrôle Permanent et Conformité Banque 	<p>Trimestrielle</p>	<p>Le Comité de Coordination des Risques et Contrôles, émanation du Comité de Direction Générale Groupe, veille à coordonner le dispositif de Contrôle Interne & Risques du Groupe, sa cohérence et son efficacité. A ce titre, le Comité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Veille au déploiement effectif du dispositif global de Contrôle Interne du Groupe BMCE Bank ; Informe régulièrement le Comité de Direction Générale sur l'évolution du dispositif de Contrôle Interne du Groupe et formule des axes d'amélioration et d'atténuation des risques majeurs ; Coordonne la formalisation du rapport annuel sur le contrôle interne au regard des dispositions réglementaires et veille au respect des principes d'interaction et d'articulation des travaux des différentes filières participantes à son élaboration (<i>Contrôle Général Groupe, Contrôle Permanent et Conformité Banque, Finances et Risques Groupe, PCA</i>) ; Veille à la bonne diffusion des informations relatives au dispositif de Contrôle Interne, à tous les niveaux ; Partage et échange sur la cartographie des risques et identifie les risques nouveaux et les mesures correctives ; Prend en compte l'analyse des principaux incidents constatés et les résultats des contrôles réalisés ; Remonte au niveau du Comité de Direction Générale les dysfonctionnements significatifs observés ; Partage les évolutions des cartographies (risques, contrôles,...) et demande leur mise à jour ; S'assure de la couverture exhaustive des risques par la mise en place des dispositifs nécessaires ; Propose la mise à jour et la validation du plan de contrôle et/ou des procédures de contrôle permanent ; Priorise et coordonne les plans annuels des contrôles permanents et de conformité et leurs évolutions ; Suit les résultats des contrôles et propose des réajustements ; Définit les indicateurs de mesure de l'efficacité et de l'efficacité des contrôles et s'assure de leur pilotage ; Coordonne les actions de régularisation des dysfonctionnements issus des contrôles avec les entités et les instances de la Banque ; Examine et valide le rapport annuel des commissaires aux comptes ; Coordonne les plans d'actions correctives ;

BMCE BANK ET SES ACTIONNAIRES



Le Titre BMCE Bank

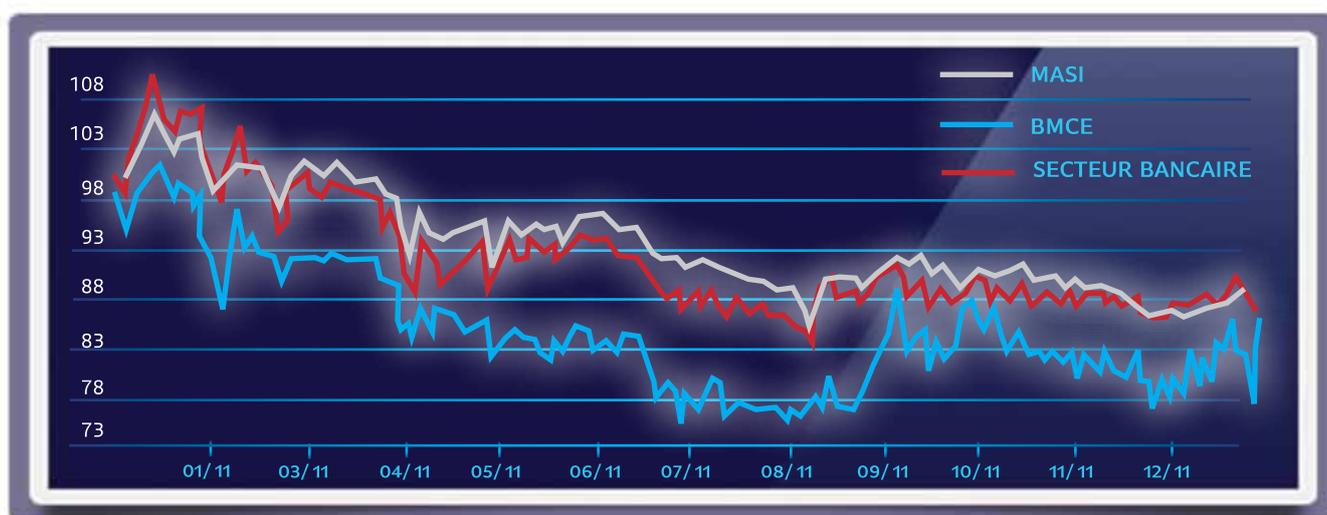
EVOLUTION DU CAPITAL

	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises	Augmentation de capital en dh	Capital social après augmentation
1990	Souscription en numéraire	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	Attribution d'actions gratuites	2 857 142	285 714 200	1 285 710 000
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
2000	Attribution d'actions gratuites	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900
2010	Souscription en numéraire-réserve au Groupe CM-CIC	10 712 000	107 120 000	1 694 633 900
2010	Souscription en numéraire-réserve aux salariés du Groupe	2 500 000	25 000 000	1 719 633 900
2011	-	-	-	1 719 633 900

EVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT

ACQUISITIONS DE PARTS DE CAPITAL				Prix d'acquisition
Année	Actionnaire	Nombre de titres	Part du capital	par action en MAD
2000	Banco Espirito Santo	400 113	2,52%	670
2001	Commerzbank	800 000	5,04%	450
	Union Bancaire Privée	184 200	1,16%	425
2002	Finance.com	652 210	4,11%	420
	Interfina	489 914	3,09%	Divers cours - MO
2003	Finance.com	800 107	5,04%	400
	Programme de rachat	795 238	5,01%	400
	OPV réservée aux salariés du Groupe	750 000	4,72%	400
	Al Wataniya	250 000	1,57%	400
2004	Finance.com	792 169	4,99%	400
	Crédit Industriel et Commercial	1 587 514	10,00%	500
	Morgan Stanley	476 000	3,00%	445
2005	OPV réservée aux salariés du Groupe	530 129	3,34%	525
2006	Programme de rachat	448 142	2,82%	Divers cours - M
	BES / FUNDO PENSOES	400 402	2,52%	985
2007	Caja de Ahorros del Mediterraneo	793 757	5,00%	1869.15
	Programme de Rachat	327 670	2,06%	2750
2008	CIC	800 000	5,04%	3000
	BFCM	23 875	15,04%	270
	Programme de Rachat	040	3,11%	Divers cours
2009	BFCM	7 778 762	4,9%	290
	Programme de Rachat	5 564 981	3,05%	Divers cours
2010	CDG	12 700 111	8,00%	267
2010	Groupe Crédit Mutuel-CIC	10 712 000	5,00%	235
2010	Salariés du Groupe	2 500 000	1,64%	200
2011	Finance.com	7 937 500	4,62%	200
CESSIONS DE PARTS DE CAPITAL				
2001	Nomura	323 597	2,24%	400
2002	Interfina	652 210	4,11%	420
2003	Commerzbank	1 595 345	10,05%	400
	Interfina	750 000	4,72%	400
2004	Commerzbank	792 169	4,99%	400
	Finance.com	1 587 514	10,00%	500
2005	Programme de rachat	664 507	4,19%	Divers cours
	Salariés du Groupe	356 266	2,24%	Divers cours
2006	Salariés du Groupe	367 093	2,31%	Divers cours
	Union Bancaire Privée	132 765	0,84%	Divers cours
	Banco Espirito Santo	400 402	2,52%	985
2007	Programme de Rachat	793 757	5,00%	1869.15
	Salariés du Groupe	327 670	2,06%	2750
	CIMR	115 205	0,73%	Divers cours
2008	CIC	23 875	15,04%	270
	Salariés du Groupe	040	1,98%	Divers cours
2009	Programme de Rachat	6 350 000	4,00%	290
	RMA Watanya	1 428 762	0,90%	290
2010	Programme de Rachat	12 589 826	7,93%	267
2011	Caja de Ahorros del Mediterraneo	7 937 500	4,62%	200

EVOLUTION COMPARÉE DU MASI, DU MADEX, DE L'INDICE SECTORIEL ET DU TITRE



PRINCIPAUX INDICATEURS DU TITRE BMCE BANK

	2011
Cours plus haut	263,9
Cours plus Bas	197
Cours de clôture	213,5
Bénéfice par action*	DH 4,9
PER au 30 décembre*	43,6x
P/B au 30 décembre*	2,1x
Rendement du dividende*	1,41%
Volume quotidien moyen des transactions (achats et ventes)	DH 7 282 036
Nombre d'actions	171 963 400
Capitalisation boursière au 31 décembre (millions DH)	36 714,2

* Calculé sur la base des réalisations 2011

PRINCIPAUX RATIOS 2011

	Liquidité*	Volatilité
6 mois	4,46%	33,4%
1 an	4,77%	29,2%
5 ans	5,57%	28,9%

*La liquidité du titre BMCE Bank correspond au taux de rotation du capital annualisé

PERFORMANCE DU TITRE BMCE BANK 2011

BMCE Bank	MASI	MADEX	Indice Bancaire
-18,20%	-12,86%	-12,81%	-13,40%

TABLEAU D'ÉVOLUTION DU COURS ET DES VOLUMES MENSUELS EN 2011

	Plus haut	Plus Bas	Nombre de titres	En capitaux	En nombre de transactions
Janvier	263,9	240,0	1 490 166	369 409 560	976
Février	251,5	227,0	212 684	50 587 414	462
Mars	242	230,0	1 171 665	281 065 690	297
Avril	226,9	215,0	105 075	23 229 343	345
Mai	223,0	213,1	119 022	26 204 421	433
Juin	220	197,0	1 260 662	260 250 793	689
Juillet	208,0	200,0	64 783	13 294 413	323
Aout	217,4	198,0	373 172	75 741 745	630
Septembre	230	210,3	362 558	80 261 937	630
Octobre	226,4	212,5	380 498	81 936 833	303
Novembre	216,0	202,0	92 791	19 300 603	266
Décembre	227	203,1	2 563 340	553 790 437	1 115

PROGRAMME GDR

BMCE Bank a procédé en 1996 à une augmentation de capital à travers l'émission de 60 M\$ sous forme d'actions GDR (*Global Depositary Receipts*) cotées à la Bourse de Londres.

Les GDR sont convertibles en actions ordinaires et chaque GDR correspond à 1/3 d'une action ordinaire.

Le programme GDR représente 0,27% du capital à fin 2011, soit 1 409 550 GDRs, constituées de deux classes de titres : Reg S et 144A.

- (*) Reg S : 1 409 370 GDR (soit 469 790 actions ordinaires) . Ces titres peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis.

- (**) 144A : 180 GDR (soit 60 actions ordinaires). Ces titres sont réservés uniquement aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous le terme QIBs "Qualified Institutional Buyers". Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leurs propres comptes au moins 100 \$ de titres. Les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques.

PROGRAMME GDR À FIN DÉCEMBRE 2011

Type de GDR

Reg S*

Ticker	BMED
Nombre de titres	1 409 370

Type de GDR

144 A**

Ticker	69IR
Nombre de titres	180

DROITS DES ACTIONNAIRES

L'actionnaire, en tant que détenteur d'un titre de capital, est directement associé de la société. Le montant nominal de l'action ne peut être inférieur à cinquante dirhams. Toutefois, pour les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs, le minimum du montant nominal est fixé à dix dirhams. Les droits attachés à l'action concernent la communication d'information, la contribution à la bonne marche de la société par la participation aux décisions collectives ainsi que le droit aux bénéfices.

Un droit de communication et d'accès à l'information

Des mesures de publicité et d'information sont prescrites pendant la durée d'existence de la société pour informer les détenteurs de titres, quel que soit le niveau de leur participation dans le capital, des actes importants de la vie sociale, et notamment de tout fait nouveau de nature à provoquer une variation du cours de la Bourse.

Par ailleurs, l'actionnaire dispose d'un droit de communication permanent et temporaire. Par conséquent, les comptes annuels des trois derniers exercices doivent à tout moment pouvoir être mis à la disposition des actionnaires au siège de leur société.

Chaque année, outre les comptes sociaux, le rapport annuel, le rapport des Commissaires aux Comptes, la liste des Administrateurs et le projet d'affectation des résultats de l'exercice écoulé doivent être rendus disponibles au moins quinze jours avant l'Assemblée Générale Ordinaire.

Dans les sociétés faisant appel public à l'épargne, le rapport de gestion du Conseil d'Administration doit mettre en avant la valeur et la pertinence des investissements entrepris par la société ainsi que leur impact prévisible sur son développement.

Il y est également fait mention selon les cas des risques inhérents auxdits investissements. Par ailleurs, il indique et analyse les risques et événements connus de la direction ou de l'administration de la société qui sont susceptibles d'exercer une influence favorable ou défavorable sur sa situation financière.

En outre, les actionnaires ont la possibilité d'interroger les dirigeants lors de l'Assemblée ou de poser préalablement des questions écrites au Conseil d'Administration.

Un droit de vote

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par personne ou par mandataire interposé – exclusivement, un autre actionnaire, un ascendant ou descendant ou le conjoint – hormis dans l'hypothèse de la détention de certificats d'investissement ou d'actions à dividende prioritaire privés de droit de vote.

Lors de l'Assemblée Générale, le principe est celui d'une voix par action ordinaire détenue.

Le droit de vote doit s'exercer au moins une fois par an à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire, laquelle vient statuer sur les comptes de l'exercice.

Par ailleurs, les Assemblées Extraordinaires permettent aux actionnaires d'approuver les modifications du pacte social, notamment les augmentations ou réductions de capital et les conditions d'une fusion.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour de ces Assemblées.

Un droit au dividende

Chaque détenteur d'actions a le droit à la répartition des résultats sociaux sous la forme d'un dividende dans la mesure où des bénéfices distribuables ont été réalisés et que leur distribution a été décidée en Assemblée Générale. Le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve et augmenté du report bénéficiaire des exercices précédents.

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tout amortissement et provision, constituent les bénéfices nets ou à l'inverse les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) aux fins de constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale se situe en deçà de cette fraction.

Le solde, augmenté le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel est attribué le premier dividende. L'Assemblée Générale a, ensuite, la faculté de prélever les sommes qu'elle estime opportun de fixer, pour les affecter à la dotation, de tous les fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, aux fins d'attribuer tout superdividende ou de les reporter à nouveau, l'ensemble, dans la proportion qu'elle détermine.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour en extraire un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle.

Dans une telle hypothèse, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont opérés. Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale Annuelle, inscrites à un compte spécial en vue d'être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à leur apurement. Les dividendes sont affectés d'une prescription quinquennale.

PRUBRIQUE	Exercice	Résultat Agrégé	Résultat Maroc	Variations
	2011			
Résultat Maroc	522,7			-20,7%
Résultat Agrégé	544,7			+4,4%
Total Dividendes	515,9	94,7%	98,7%	
Dividende Par Action (*)	3			
	2010			
Résultat Maroc	659,6			+30%
Résultat Agrégé	521,7			+3,7%
Total Dividendes	508,4	97,4%	77,1%	
Dividende Par Action (*)	3			
	2009			
Résultat Maroc	506,8			-37,6%
Résultat Agrégé	502,9			-37,7%
Total Dividendes	476,2	94,7%	93,9%	
Dividende Par Action (*)	3			

(*) Split de l'action en 2008 passant d'une valeur nominale de 100 DH à 10 DH.

RELATIONS INVESTISSEURS

Au cours de l'exercice 2011, l'accent a été porté sur le renforcement de la visibilité de la Banque sur la place casablancaise. BMCE Bank assure désormais la Vice-présidence de l'Association Marocaine des Relations Investisseurs (AMRI), nouvellement créée et qui vise la promotion des bonnes pratiques de la communication financière auprès des émetteurs au Maroc.

Poursuite du développement de l'activité

En 2011, et afin de mieux accompagner les nouvelles recrues, un guide de communication financière, a été élaboré regroupant l'ensemble des pratiques de l'activité telle qu'exercée au sein de la Banque.

Ont été également conduites des enquêtes de satisfaction sous forme de questionnaires adaptés selon la cible (médias, analystes, investisseurs, et agences de rating) et ce, afin d'évaluer la qualité, l'exhaustivité, la transparence et la pertinence de l'information auprès de la communauté financière.

Par ailleurs, une plus grande visibilité sur la place casablancaise est ressortie en 2011 à travers une participation active aux travaux de l'Association Marocaine des Relations Investisseurs (AMRI), notamment la proposition d'un site internet pour l'AMRI, la réalisation d'un *Benchmark* des associations du secteur, de même que l'élaboration d'un questionnaire relatif à la pratique de la Communication financière au Maroc.

Redynamisation des relations avec la communauté financière

Afin de consolider les Relations Investisseurs, des réunions *one-on-one* ont été organisées en faveur des investisseurs étrangers, notamment les fonds d'investissement dédiés à la région MENA.

Dans ce cadre, et dans l'optique d'une approche proactive orientée vers la communauté financière, des profils investisseurs ont été réalisés, en fonction de leur stratégie de gestion.

Pareillement, la relation avec les agences de notation s'est davantage consolidée, avec l'accompagnement des requêtes personnalisées et le suivi des rapports de *rating* de BMCE Bank.

Aussi, en termes de relations presse, une base de mailing analystes/journalistes a-t-elle été créée pour tisser des contacts, outre la participation aux dossiers de presse et interviews.

Transmission de l'information

La publication des divers supports de la communication financière tels que le rapport annuel, rapport RSE, présentation institutionnelle, communiqués de presse, ... et ce, en plusieurs langues -français, anglais, arabe, espagnol et amazigh pour certains a été maintenue pour répondre aux besoins des investisseurs.

Par ailleurs, lesdits supports ont été enrichis par des informations relatives à la gouvernance, la gestion des risques et l'engagement sociétal et environnemental du Groupe BMCE Bank, ainsi qu'à la stratégie de développement du Groupe en Afrique Subsaharienne, et ont ainsi été mis à la disposition des investisseurs à travers plusieurs canaux de distribution (*mailing, internet...*).

Dans ce cadre, la rubrique relative à la communication financière de la Banque sur le site institutionnel a été réorganisée, avec la création d'espaces personnalisés par cible, actionnaire, investisseur, presse...) et ce, pour leur garantir un meilleur accès à l'information pertinente qui répond à leurs besoins.

Le Rating de BMCE Bank

Moody's	Standard & Poor's	Fitch	Capital Intelligence
<p>JUIN 2011</p> <p>DEPOTS BANCAIRES EN DH : BAA3/P3 (INVESTMENT GRADE)</p> <p>DEPOTS BANCAIRES EN DEVICES : Ba2/NP</p> <p>SOLIDITE FINANCIERE : D</p> <p>PERSPECTIVES : STABLE</p> <p>« BMCE Bank se targue d'un fort positionnement sur le marché bancaire marocain et figure parmi les <i>leaders</i> sur les activités de marché, <i>Corporate Banking</i> et Financement de projets... Les activités africaines offrent un gisement d'opportunités pour la Banque »</p>	<p>AVRIL 2012</p> <p>BBPI</p> <p>« Le succès des projets de restructuration en cours pourrait <i>booster</i> les résultats »</p>	<p>FÉVRIER 2012</p> <p>SOUTIEN : 3</p> <p>« BMCE Bank est la troisième banque au Maroc en termes de Total Bilan »</p>	<p>MAI 2011</p> <p>SOLIDITE FINANCIERE : BBB</p> <p>DETTES EN DEVICES</p> <ul style="list-style-type: none"> • COURT TERME : A3 • LONG TERME : BBB- <p>SUPPORT : 2</p> <p>PERSPECTIVES : STABLE</p> <p>« BMCE Bank jouit d'une assise financière solide, avec un ratio de solvabilité de 12,62% à fin décembre 2010 »</p>

Agenda de la Communication Financière 2012

Mars	
	Tenue du Conseil d'Administration le 23 mars 2012 Publication du communiqué de presse au 31 décembre 2011 Publication des états de synthèse annuels en IFRS au 31 décembre 2011 Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin décembre 2011
Avril	
	Publication de l'Avis de Convocation des Actionnaires à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 Mai 2012
mai	
	Tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le 24 Mai 2012
juin	
	Publication du Rapport Abrégé multilingues 2011 (Arabe, Amazigh, Français, Anglais et Espagnol)
juillet	
	Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2011 en français
Septembre	
	Publication du Rapport Annuel et RSE 2011 en anglais Tenue du Conseil d'Administration Publication du communiqué financier semestriel 2012 Publication des états de synthèse semestriels 2012 en IFRS Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin juin 2012
Octobre	
	Publication du Rapport Abrégé Semestriel 2012
Novembre	
	Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2012 en arabe

GESTION DES RISQUES ET FINANCES



Dispositif de Gestion des Risques

ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Les Instances Relevant du Dispositif de Contrôle

BMCE Bank dispose d'un Contrôle Général Groupe qui est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques Groupe

Le Pôle Risques Groupe veille à la maîtrise des risques de crédit, de marché et opérationnels en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques liés aux crédits, aux opérations de marchés et aux risques opérationnels ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

Le Pôle Risques Groupe est composé de trois entités :

- Le *Management des Risques* (Maroc, International) en charge de la surveillance des risques (crédit, marché et opérationnels) à l'échelle Groupe.
- L'*Analyse et Suivi des Engagements* examine les modalités d'octroi de lignes de crédit pour les clients de BMCE Bank.

Les Instances de Gouvernance

Comité d'Audit et de Contrôle Interne

Relevant directement du Conseil d'Administration, le *Comité d'Audit et de Contrôle Interne* (CACI), assure un contrôle de 3^{ème} niveau à travers les structures de la Banque. En d'autres termes, le CACI (i) apprécie la pertinence et la permanence des méthodes comptables appliquées, (ii) contrôle l'existence, l'adéquation et l'application des procédures internes ainsi que des dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance suffisants des risques bancaires et des ratios prudentiels, (iii) examine les comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration, (iv) tout en veillant à la qualité de l'information délivrée aux actionnaires.

A cet égard, le Comité s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation de l'ensemble des objectifs et missions ci-dessous définis :

- Vérification des opérations et des procédures internes ;
- Mesure, maîtrise et surveillance des risques ;
- Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables ;
- Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ;
- Evaluation de la pertinence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;
- Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ;
- S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;
- Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration ;
- Elaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui est soumis à l'examen du Conseil d'Administration ;
- Information, au moins deux fois par an, du *Conseil d'Administration* relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ;
- Veiller à la qualité de l'information délivrée aux Actionnaires.

Par ailleurs, le *Conseil d'Administration* a institué en juillet 2007, en son sein le *CACI Groupe*.

Sa mission est d'assurer un contrôle de l'intégrité des comptes, du respect des obligations légales et réglementaires à travers les structures de la Banque et de ses filiales au Maroc et à l'étranger.

Les missions du *CACI Groupe* rejoignent celles du *CACI Banque*, élargies aux entités du périmètre de consolidation, outre (i) l'examen des propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes des entités du Groupe en analysant leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications, leurs

recommandations ainsi que les mesures correctrices proposées ou mises en œuvre et (ii) la possibilité de solliciter la réalisation de tout audit interne ou externe.

Comité de Surveillance des Grands Risques

Le Comité de Surveillance des Grands Risques est issu du Comité d'Audit et de Contrôle Interne. Il regroupe les Administrateurs non exécutifs (membres du CACI). La périodicité de ses réunions est trimestrielle. Dans le cadre des prérogatives qui lui sont dévolues, le Comité :

- Évalue et émet des recommandations sur la qualité des risques ;
- S'assure du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents en matière des risques de crédit ;
- Surveille les limites des risques de crédit (sectoriels, grands risques...).

Comité Risques Groupe

Le Comité des Risques Groupe s'assure de l'efficacité du dispositif de pilotage des risques du Groupe BMCE Bank et de son adéquation avec la politique de gestion des risques définie sur les volets risques de Crédit, Marché et Opérationnels. A ce titre, il :

- S'assure de la mise en œuvre de la politique de gestion des risques crédit, marché et opérationnels à l'échelle du Groupe BMCE Bank ;
- Valide toute modification inhérente au pilotage des risques crédit, marché et opérationnels, mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre ;
- Prend connaissance de l'évolution des différents indicateurs d'appréciation des risques de crédits, marchés et opérationnels ;
- Prend connaissance des faits marquants depuis le dernier Comité et notamment :
 - Des résultats des travaux issus de la veille réglementaire et méthodologique ;
 - Des travaux effectués dans le cadre des projets transverses de nature organisationnelle ou informatique inhérents au pilotage des risques.

Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale est présidé par l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence, et regroupe l'Administrateur Directeur Général Délégué en charge de RM Experts, les Directeurs Géné-

raux Délégués, le Conseiller auprès de la Direction Générale et le Contrôleur Général. Les Membres associés sont le Président du Directoire de *BMCE Capital* et les autres Directeurs Généraux Adjointes de BMCE Bank, ainsi que les *Responsables des Pôles Finances Groupe, Juridique Groupe et Capital Humain Groupe*.

Le comité de Direction Générale hebdomadaire, a comme prérogatives :

● Pilotage de l'activité

- Piloter l'élaboration du plan stratégique en cohérence avec les décisions du Comité Stratégique Groupe et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
- Impulser et examiner l'avancement du déploiement des grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement ;
- Traduire le plan stratégique en objectifs budgétaires clairs pour les entités ;
- Valider les budgets annuels, suivre l'allocation et veiller à l'optimisation des ressources ;
- Surveiller la réalisation effective du plan budgétaire et, s'assurer de la mise en place d'actions correctives en cas d'écart ;
- Décider de la politique de tarification des produits et services, tout en veillant à la rentabilité des métiers ;
- Évaluer les opportunités de lancement de nouvelles activités ou produits et services et, en assurer le suivi de mise en œuvre ;
- Arbitrer les questions opérationnelles relevant des Pôles, Directions et des Comités internes dont il fixe les objectifs ;
- Veiller à l'efficacité de l'organisation en mettant en œuvre les actions nécessaires relatives aux ressources humaines, à l'organisation, à l'informatique, à la logistique et à la sécurité qui concourent au développement ;

● Contrôle interne, audit et gestion des risques

- Veiller à la surveillance et la maîtrise des risques ainsi qu'à la définition du niveau d'appétence aux risques dont la pertinence est régulièrement évaluée ;
- Assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies et prendre les mesures correctives le cas échéant ;
- Veiller au respect des ratios prudentiels et à la réglementation en matière de contrôle interne, risques et conformité ;
- Informer régulièrement le Comité d'Audit et de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats du Groupe ;

● Ressources Humaines

- Examiner la politique de rémunération, de formation, de mobilité et de recrutement du personnel;
- S'assurer de l'adéquation entre les priorités opérationnelles et les politiques de recrutement et de formation ;
- Suivre la gestion des carrières des hauts potentiels;

● Autres Prérogatives

- Veiller à une politique de communication commerciale, institutionnelle et financière cohérente ;
- Arbitrer les éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités et des comités internes ;
- Proposer au Comité Stratégique Groupe des axes de développement.

Comités de Crédit

● Comité de Crédit Sénior

Le Comité est présidé par le Président Directeur Général de la Banque et vice-présidé par l'ADG Délégué auprès de la Présidence. Ce dernier est spécialisé par marché à travers deux comités, l'un en charge de l'Entreprise et la Grande Entreprise et l'autre des Particuliers & Professionnels, se réunissant deux fois par semaine et regroupant les *Seniors Managers* de la Banque.

● Le Comité de Crédit Régional

Le Comité de Crédit Régional (CCR) est tenu une fois par semaine.

● Comité de Déclassement

Ce comité se réunit mensuellement afin d'examiner les comptes en anomalies.

RISQUE DE CRÉDIT

● Procédure de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

1- Une approche standardisée pour les produits aux particuliers faisant l'objet de *Product Programs* qui définissent, par produit, les règles de gestion des risques régissant la commercialisation du produit. En effet, la politique des risques repose sur deux piliers :

a) L'utilisation d'une fiche d'autocontrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'autocontrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit. Si un crédit ne respecte pas les normes fixées, la demande doit être rejetée sauf dérogation accordée par le Comité.

b) Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit est mis en place. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.

2- Une approche individuelle en fonction des spécificités et des besoins des entreprises qui repose sur trois principes directeurs :

- La gestion du portefeuille de crédit qui permet au *Senior Management* de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;

- La délégation du pouvoir d'approbation à des individus *intuitu personae* sur la base de leur expérience, jugement, compétence, éducation et formation professionnelle ;

- L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes *Troika*.

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du *Comité de Crédit Sénior* ou du Président de la Banque doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle indépendant de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe et les auditeurs externes. Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille à la qualité de gestion des risques et au respect des règles et procédures internes.

● Diversification par Contrepartie

Évaluée en tenant compte de l'ensemble des engagements portés sur un même bénéficiaire, la diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque de la Banque. Les éventuelles concentrations font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives.

Diversification Sectorielle

La diversification sectorielle du portefeuille de crédit fait également l'objet d'une attention particulière, soutenue par une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études exprimant une opinion sur l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs qui expliquent les risques encourus par leurs principaux acteurs.

Surveillance

Le *Pôle Risques Groupe* via l'entité en charge de la Gestion des Risques de Crédit Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank, des missions de :

- Prévention des risques de crédit ;
- Contribution à la politique globale de crédit ;
- Surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, cette entité est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des côtes autorisés, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus...
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance.

Créances en Souffrance

En vue d'identifier les créances sensibles et celles éligibles au provisionnement au regard de la réglementation en vigueur, une revue exhaustive du portefeuille de la Banque est effectuée mensuellement à l'aide d'un état des comptes à risques conçu par référence aux critères de classification des créances en souffrance institués par la circulaire n°19 de *Bank Al-Maghrib*, ainsi qu'à d'autres critères complémentaires retenus par la Banque.

Par ailleurs, des indicateurs de gestion des risques supplémentaires ont été mis en place afin de repérer les signes précurseurs de dégradation du profil de risque.

Les créances pré-douteuses, douteuses et compromises donnent lieu à la constitution de provisions égales au moins, respectivement, à 20%, 50% et 100% de leurs montants, déduction faite des agios réservés et des garanties adossées aux crédits. Les provisions relatives aux créances compromises sont constituées au cas par cas, tandis que celles relatives aux créances pré-douteuses et douteuses sont constituées de manière globale. Les garanties en fonction de leur nature, sont déduites, selon des quotités stipulées par la circulaire de *Bank Al-Maghrib*, de l'assiette de calcul des provisions.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité d'Audit et de Contrôle Interne.

GESTION CORRECTIVE DU PORTEFEUILLE

Pour améliorer l'efficacité du recouvrement des créances difficiles, un dispositif de recouvrement à l'amiable a été mis en place au sein de la Banque, ledit dispositif est doté de deux structures, l'une dédiée aux activités du réseau Entreprise et l'autre à celle du réseau Particuliers/Professionnels.

Ces entités ont pour mission de :

- Veiller en permanence à la régularité et à la qualité de l'ensemble des engagements de la Banque ;
- Suivre, principalement via le Réseau, ou directement avec les clients concernés, la régularisation de toute insuffisance ;
- Adopter une démarche pro-active visant à éviter toute dégradation des créances en souffrance.

DISPOSITIF DE NOTATION INTERNE

Procédures de Décision

BMCE Bank s'est dotée depuis 2004 d'un système de *rating* destiné à l'ensemble des contreparties du segment *Corporate* en se basant sur l'utilisation d'un outil communément connu sous l'appellation d'ANAFI.

Ce dispositif permet de disposer d'un outil d'aide à la décision dans les processus d'octroi de crédit avec la génération d'un *rating* résultant de la combinaison d'informations aussi bien financières que qualitatives.

L'échelle de *rating* comprend aujourd'hui 6 classes de risques : les classes de 1 à 4 correspondent à des risques bons ou des risques moyens ; au-delà le risque

est considéré comme critique et l'effort de surveillance est régulier.

A partir de juillet 2008, et dans le cadre de la poursuite de sa dynamique d'optimisation et de sophistication de ses outils de gestion des risques, BMCE Bank a lancé un projet relatif à la mise en place d'un système de notations internes pour tous les segments de contreparties bâlois, à l'exception du segment « Retail » ainsi que pour la notation des transactions.

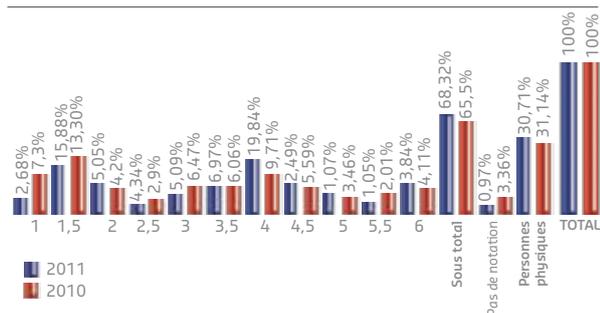
Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du périmètre Groupe BMCE Bank est actuellement en phase de déploiement avec l'atteinte et la concrétisation des deux objectifs ci-après :

- Préparer l'entrée en vigueur aux méthodes avancées Bâle II et ce, par la mise en place au préalable des modèles de notation interne pour le calcul des actifs pondérés au risque au sens de la réglementation bâloise ;
- Ancrer opérationnellement la notation interne dans les processus Métiers de la Banque et de ses Filiales (exemple : utilisation de la notation pour le système de délégation, la tarification, le ciblage commercial et marketing) en facilitant par ailleurs la prise de décision d'octroi de crédit.

Dans la même optique, un projet *Scoring* a été entamé afin de couvrir l'ensemble de la segmentation bâloise.

Catégorie	Définition	Classe	
1	Extrêmement stable à court et moyen terme ; très stable à long terme ; solvable même après de graves bouleversements.	Risque Restreint	Investement Grade
1,5	Très stable à court et moyen terme ; stable à long terme ; solvabilité suffisante même lors d'événements néfastes persistants.		
2	Solvable à court et moyen terme même après de grosses difficultés ; de légers développements néfastes peuvent être absorbés à long terme.		
2,5	Très stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir ; substance suffisante à moyen terme pour pouvoir survivre ; évolution à long terme encore incertaine.		
3	Stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir, ne peut absorber que des petits développements néfastes à moyen terme.		
3,5	Capacité limitée à absorber des développements néfastes inattendus.	Risque Moyen	
4	Capacité très limitée à absorber des développements néfastes inattendus.		
4,5	Faible capacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Tout changement des conditions économiques et commerciales internes et externe rendra difficile le respect des engagements.	Risque Elevé	Sub-Investment Grade
5	Incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Le respect des engagements est lié à l'évolution favorable des conditions commerciales et économiques internes et externes.		
5,5	Très fort risque de défaillance, incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Défaut partiel de paiement des intérêts et du capital.	Risque très Elevé	
6	Défaut total de paiement des intérêts et du capital.		

Tableau de Répartition des Engagements par Classe de Risque



POLITIQUE DE COUVERTURE ET D'ATTÉNUATION DES RISQUES

Les Garanties et Sûretés

Pour la clientèle des particuliers, la Banque requiert pour toute demande de crédit une domiciliation de salaire irrévocable. Les crédits immobiliers sont de surcroît garantis par l'hypothèque en premier rang du bien acquis. Par ailleurs, pour les crédits octroyés aux salariés des entreprises clientes de la Banque dans le cadre de conventions, la Banque dispose d'une garantie morale de l'employeur.

Pour la clientèle des entreprises, la politique des garanties repose sur l'analyse détaillée des contreparties et des risques encourus. Généralement, la couverture du risque de crédit des grandes entreprises s'opère à travers la présentation de garanties extrinsèques à chaque affaire. Néanmoins, pour certains clients *Corporate*, la Banque détient des garanties (*réelles ou des cautions bancaires*).

Pour les PME et les TPE, la garantie d'usage est appuyée par le recours systématique à la garantie de la Caisse Centrale de Garantie (CCG).

En ce qui concerne le financement des projets, tout actif physique financé est pris en garantie. De plus des cautions des fonds de garantie sont requises en fonction de la taille du projet et du secteur d'activité.

Limites de Concentration Sectorielle

Ces limites sont définies sur la base de la sinistralité historique et sur la base d'une optimisation de la consommation des Fonds Propres. Les limites sont établies selon une vision portefeuille et se déclinent par secteur, par type et par maturité.

Limites de Contrepartie

Les limites sur les contreparties se gèrent selon deux approches dont les fondements, les principes et les méthodologies diffèrent :

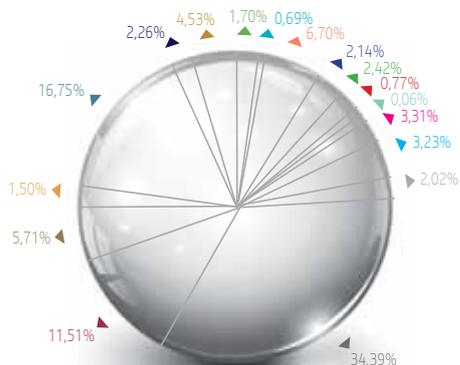
- Pour les crédits non formatés, les limites de contrepartie sont arrêtées par les instances de décision en fonction des besoins des clients et des risques encourus. Le plafond maximum est fixé à hauteur de 20% des Fonds Propres.
- Pour les crédits formatés, les limites de contrepartie pour ce type de crédit sont prévues par *Product Program*. Dans le cadre des mises en oeuvre des budgets, les limites par produit sont arrêtées au moment de l'élaboration des budgets prévisionnels.

Répartition des Engagements

Le dispositif de gestion du risque de concentration de la Banque repose sur des mesures quantitatives des différents types de risque de concentration et leur confrontation à leurs limites respectives (par secteur d'activité, groupe de contrepartie...). Cette stratégie, validée par les instances décisionnelles de la Banque, est revue sur une fréquence annuelle.

Répartition des Engagements par Secteur

L'exposition de l'encours des engagements – activité Maroc - à fin décembre 2011 par rapport aux différents secteurs économiques se répartit comme suit :



- ▶ Industries textiles, de l'habillement et du cuir
- ▶ Administrations publiques
- ▶ Commerces, réparations automobiles et d'articles domestiques
- ▶ Industries alimentaires et du tabac
- ▶ Batiments et travaux publics
- ▶ Agriculture, chasse, sylviculture
- ▶ Pêche, Aquaculture
- ▶ Industries manufacturières diverses
- ▶ Industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques
- ▶ Industries chimiques et parachimiques
- ▶ Autres sections
- ▶ Affaires immobilières
- ▶ Transport et Communications
- ▶ Industries extractives
- ▶ Activités financières
- ▶ Hôtels et restaurants
- ▶ Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau

Niveau d'Exposition Relatif au Risque de Contrepartie Conformément aux Méthodes Appliquées sur les Elements Hors Bilan

Type d'exposition	Actifs pondérés
Eléments du bilan	98 127 289
Eléments du bilan	
Eléments de Hors bilan: Engagements de financement	4 587 507
Eléments de Hors bilan: Engagements de garantie	9 182 689
Risque de contrepartie: Cessions temporaires de titre relevant du portefeuille bancaire	
Risque de contrepartie: Cession temporaires de titre relevant du portefeuille de négociation	104 710
Risque de contrepartie: Produits dérivés relevant du portefeuille de négociation	121 729
Autres actifs	16 664 430
Risques de règlement - livraison	
Total	128 788 353

RISQUE DE MARCHÉ

Le dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank s'inscrit dans le cadre du respect des normes réglementaires telles que définies par les autorités de tutelle et l'application des saines pratiques de gestion des risques de marché définies au niveau international notamment par les accords de Bâle.

Typologies des Risques sur Activité de Marché

On distingue quatre typologies de Risques de Marché au sein du Groupe BMCE Bank:

- Risque de taux d'intérêt ;
- Risque sur titre de propriété ;
- Risque de change ;
- Risque sur produits de base.

Et trois typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque émetteur ;
- Risque de Contrepartie ;
- Risque de Règlement Livraison.

Cartographie des Instruments

La cartographie des produits traités au niveau du portefeuille de négociation du Groupe BMCE Bank se répartit par facteur de risque comme suit :

Produits de change	Change au comptant
	Change à terme
	Dérivés de change
	Swap de change
Produits sur titres de propriété	Titres de propriété
	Dérivés sur actions/indices
Produits de taux	OPCVM Actions
	I- Prêts/Emprunts corporate et interbancaires
	• Taux fixe (MAD et devises)
	• Taux variable (MAD et devises)
	II- Titre de créance négociables et obligatoires
	II-1 Titres souverains
	• Taux fixe (MAD)
	• Taux Variable (MAD et devises)
	II-2 Titres émis par des établissements de crédit et entreprises
	• Taux fixe (MAD)
	• Taux Variable (MAD et devises)
	III- Prêts/Emprunts de titres
	• Prêts/Emprunts de titres
	• Repo/reserves repo
	IV- Dérivés de taux
	• Swap de taux
	• Future de taux
• Forward Rate Agreement	
V- OPCVM de taux	
• OPCVM Monétaire	
• OPCVM Obligatoire	
Produits sur matières premières Dérivés de crédit	Futures sur matières
	Options sur futures sur matières premières
	Crédit défaut Swaps (CDS)
	Crédit Linked Note (CLN)

Dispositif de Gestion des Risques de Marché

Gouvernance

Les principaux acteurs du dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont :

- La Direction Générale qui met en œuvre les stratégies et politiques en matière de gestion des risques de marché approuvées par le Conseil d'Administration,
- Le Comité Risques Groupe qui s'assure de l'efficacité du dispositif de pilotage des risques sur opérations de marché du Groupe BMCE Bank et de son adéquation avec la politique de gestion des risques du Groupe.
- Le département Risques de Marché Groupe qui centralise la gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank en tant que fonction indépendante des *Front Office* des différentes entités du Groupe, ce qui lui confère une objectivité optimale dans le pilotage des risques de marché.
- Les *Risk Management Units* des entités du Groupe BMCE Bank qui assurent un contrôle des activités de marché au sein leur entité et adressent des Reportings au Management des Risques Groupe.
- L'Audit Interne qui s'assure de la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques de marché ainsi que du respect des procédures en vigueur.

Description du Dispositif de Gestion des Risques de Marché

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank s'articule autour de trois axes principaux:

- Limites ;
- Indicateurs de risques ;
- Consommation en Fonds Propres.

Limites

Limites de contrepartie sur opérations de marché

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et de demande de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Le suivi des limites octroyées et des dépassements sur les contreparties est assuré quotidiennement au niveau individuel par le *Risk Management Unit* de chaque entité du Groupe BMCE Bank ainsi qu'au niveau consolidé par l'entité Management des Risques qui assure le suivi et la consolidation des expositions sur opérations de marché du Groupe.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank et pour des fins de diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré conjointement entre le Management des Risques Groupe et le *Risk Management Unit* de chaque entité. Ces limites de marché reflètent le profil de risque du Groupe BMCE Bank et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché.

Les limites relatives aux Risques de marchés du Groupe BMCE Bank se déclinent comme suit:

- Les limites de *stop/loss* par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions par activité ;
- Les limites de transaction.

Des limites en VaR sont en cours d'élaboration afin de mettre en place un dispositif dynamique qui prend en compte les fluctuations des facteurs de risque dans les marchés ainsi que les corrélations existantes afin de mieux apprécier la diversification du portefeuille.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque permettant d'apprécier le niveau d'exposition aux risques de marché ont été instaurés au sein du Groupe BMCE Bank. Ces indicateurs se déclinent comme suit :

- Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif :

La *Value-at-Risk* est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés. Contrairement aux indicateurs de risques traditionnels, la valeur en risque combine plusieurs facteurs de risque et mesure leur interaction, prenant ainsi en compte la diversification des portefeuilles.

- *Stress Testing* par facteur de risque : une batterie de *stress test* est simulée quotidiennement pour chaque activité du portefeuille de négociation. Ces *stress tests* reposent sur des scénarios hypothétiques et reflètent l'exposition du portefeuille de négociation du Groupe à des pertes en cas de fluctuations modérées, moyennes ou extrêmes des facteurs de risques de marché sur une durée correspondante au temps nécessaire pour déboucler ou couvrir les positions concernées.
- Sensibilité et duration du portefeuille global ou par activité pour les positions sur taux ;
- Les sensibilités de type *Delta*, *Gamma*, *Véga*, *Thêta*, *Rhô* pour les positions sur produits dérivés.

Consommation en fonds propres

Le calcul des exigences en Fonds Propres en approche standard au titre des risques de marché est assuré au niveau du Groupe BMCE Bank à travers le logiciel Fermat qui permet à la fois de répondre à une exigence réglementaire en termes de *reporting* et une exigence interne en termes de suivi des exigences en Fonds Propres et du portefeuille de négociation du Groupe.

Les exigences en fonds propres consolidés au titre des risques de marché se sont établis à fin décembre 2011 à :

Exigences en Fonds Propres	Montant (KDH)
Risque Matières Premières	731
Risque de Taux	1 246 946
Risque de Variation des Titres de Propriete	62 118
Risque de Change	94 372
Total de l'Exigence en Fonds Propres au Titre du Risque de Marche	1 404 166
Total des Actifs Ponderes au Titre des Risques de Marché	17 552 079

Un projet de passage en approche avancée est en cours de réalisation suivant le calendrier fixé par les autorités de tutelle afin d'optimiser le calcul des exigences en Fonds Propres au titre des risques de marché à travers la mise en œuvre d'un modèle interne à la Banque se basant sur l'approche VaR.

MÉTHODE D'ÉVALUATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

Produits Obligataires et Monétaires en MAD

Les valeurs de marché sont calculées pour les actifs obligataires et monétaires sur *Kondor+* en se basant sur la

courbe des taux dirhams publiée par Bank Al-Maghrib et les caractéristiques de chaque transaction.

OPCVM Monétaires et Obligataires

Certains OPCVM ont des valeurs liquidatives réévaluées quotidiennement et d'autres sur base hebdomadaire.

Produits de Taux en Devises

Les produits de taux en devises sont valorisés sur *Kondor+* en se basant sur les courbes des taux des devises concernées ainsi que les caractéristiques de chaque transaction.

Options de Change

La réévaluation des options de change est effectuée sur la base des données suivantes : courbe des volatilités, courbes des taux (*EUR*, *MAD* et *USD*) et taux de change croisés des trois devises.

La position sur les options de change est intégrée à la position de change globale en méthode « équivalent delta ».

Position Globale de Change

La réévaluation des positions n'incluent pas les 0,2% prélevés par *Bank Al-Maghrib* sur chaque opération spot.

Les opérations effectuées en agence se traitent sur la base du fixing BMCE Bank (*cours non négocié*).

L'état final des ordres à exécuter est transmis au *Desk Change* en "J" qui le saisit de suite. En "J+1" au matin, le *Middle Office* reçoit un état comportant les éventuelles modifications des positions du Réseau et procède aux *updates* sur *Kondor+*.

Juste Valeur Positive des Contrats (Garanties)

Les garanties relatives aux risques de marché concernent les contrats *Repos*. Il s'agit des titres donnés en pension pour lever des fonds.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Politique de Gestion des Risques Opérationnels

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place au niveau du Groupe, a pour ambition de répondre aux objectifs suivants :

- Evaluation et prévention des risques opérationnels;
- Appréciation des contrôles ;
- Mise en œuvre des actions préventives et/ou correctives face aux risques majeurs.

Classification

Les risques ou pertes opérationnelles peuvent être analysés et catégorisés selon deux axes : les causes, les conséquences, en termes d'impact financier ou autre, et qui sont classés par type d'événement bâlois.

Liens avec les Risques de Crédit et de Marché

La gestion des risques opérationnels est potentiellement liée à la gestion des risques de crédit et de marché et ce, à deux niveaux :

- Au niveau global, la réflexion sur le niveau global d'aversion au risque de la Banque (*et à terme sur l'allocation de Fonds Propres*) se doit d'être analysée et suivie « trans-risques ».
- Au niveau détaillé, certains risques opérationnels peuvent être liés directement à la gestion des risques de marché et de crédit.

Organisation de Gestion des Risques Opérationnels

Le cadre permettant la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structuré autour de trois principes directeurs :

- Définir un dispositif cible en cohérence avec l'organisation *Business* du Groupe BMCE Bank et inspiré des meilleures pratiques ;
- Impliquer et responsabiliser les métiers et filiales dans la gestion au quotidien des Risques Opérationnels ;
- Veiller à la séparation des fonctions d'Audit/ Contrôle et de Gestion des Risques Opérationnels.

La gestion des Risques Opérationnels Groupe BMCE Bank implique quatre entités majeures :

- Le Département Risques Opérationnels Groupe en central BMCE Bank ;
- Le Réseau BMCE Bank ;
- Les Directions Métiers BMCE Bank ;

- Les Filiales.

Des interlocuteurs risques opérationnels ont été désignés au niveau des entités précitées. Il s'agit des :

- Correspondants Risques Opérationnels (CRO) ;
- Coordinateurs Risques Opérationnels (CORO) ;
- Relais Risques Opérationnels (RRO).

Le périmètre de gestion des risques opérationnels concerne également les filiales du Groupe (*BMCE Capital, Maghrébaïl, Salafin, Maroc Factoring, BMCE Bank International Plc, BMCE International Madrid, et La Congolaise de Banque, Eurafic Information (EAI), Tanger Offshore TOS*).

Gouvernance de la Gestion des Risques Opérationnels

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structurée en trois Comités Risques Opérationnels :

- Le Comité Risques Opérationnels Groupe ;
- Le Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers;
- Le Comité Risques Opérationnels Filiales.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de type de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant de Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en oeuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Principes Méthodologiques Fondamentaux

Les objectifs stratégiques prioritaires du Groupe BMCE Bank au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels sont de deux types :

- Réduction de l'exposition aux risques opérationnels;
- Optimisation des exigences en Fonds Propres relatives aux risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques de l'établissement au travers :

- La Collecte des événements de risques;
- La cartographie des Risques Opérationnels ;
- Les Indicateurs Clés de Risques Opérationnels (*Key Risk Indicators*).

L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la Direction de l'unité concernée, à la Direction Générale et au Conseil d'Administration. Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité.

Les Auditeurs Internes et/ou Externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

La gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank a été complètement automatisée au travers d'un outil dédié. Ainsi, la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels et les indicateurs clés de risques sont aujourd'hui gérés au niveau de cet outil qui a été déployé au niveau de la Banque et des filiales marocaines et européennes. En accompagnement à son déploiement, des actions de sensibilisation et de formation ont touché 842 acteurs RO à l'échelle du Groupe.

Les données internes qui ont vocation à devenir une composante majeure du modèle interne de calcul des Fonds Propres respectent les conditions suivantes :

- Exhaustivité : les données internes de pertes prennent en compte l'ensemble des activités et expositions des métiers, unités et services dans toutes les implantations géographiques concernées.
- Consolidation : les données historiques de pertes sont restituées selon les deux axes correspondant aux typologies des huit lignes métiers et sept catégories de risques édictées par le Comité de Bâle, selon des critères objectifs correctement documentés.

La politique de gestion des risques opérationnels est amenée à changer en fonction de l'évolution des méthodologies de gestion des risques opérationnels.

Il en est de même pour le *Manuel de Gestion des Risques Opérationnels* qui a été mis en place afin de garantir la cohérence du dispositif au niveau du Groupe et servir de guide de référence sur le sujet.

Maîtrise et Atténuation des Risques Opérationnels

Plusieurs types d'actions peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurances ;
- Éviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Élaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable.

Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

Agrégation des Risques

Le dispositif organisationnel mis en place, se basant sur des Correspondants Risques Opérationnels (CRO) permet la remontée des événements de risques par typologie bâloise (huit lignes métiers) et par catégorie de perte et ceci pour l'ensemble des lignes métiers, ainsi que pour les filiales du Groupe.

Atténuation du Risque

Tout risque majeur identifié est remonté au *Senior Management* de la Banque et donne lieu à un plan d'action correctif et/ou préventif dont la mise en oeuvre est suivie par le Comité de Suivi des Risques Opérationnels, qui se réunit à une fréquence trimestrielle.

Plan de Continuité de l'Activité

Le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques.

Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Les principes stratégiques transverses de la continuité des activités sont les suivants :

- BMCE Bank a la responsabilité sociale de permettre à sa clientèle de disposer des liquidités qu'elle lui a confiées. Le non-respect de cette obligation en temps de crise pourrait avoir un impact sur l'ordre public. Ce principe prévaut sur tous les autres.
- BMCE Bank doit garantir ses engagements envers le système de compensation interbancaire sur la place marocaine.
- BMCE Bank entend respecter en priorité les engagements juridiques et contractuels (relatifs aux domaines Crédits et Engagements) qu'elle a souscrits, avant de prendre d'autres engagements.
- BMCE Bank entend maintenir sa crédibilité internationale et garantir en priorité ses engagements vis-à-vis des correspondants étrangers.

Les clients du Groupe BMCE Bank sont prioritaires par rapport aux autres bénéficiaires de ses services. Les services sont pris en compte dans leur réalisation *front to back* (par exemple, de l'Agence jusqu'à la comptabilisation).

COMPOSITION ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Principales Caractéristiques des Éléments Constituant les Fonds Propres

Capital

BMCE Bank est dotée d'un capital social de DH 1 719 633 900, composé de 171 963 390 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 DH, entièrement libéré. Chaque action ordinaire donne un droit de vote.

Dettes Subordonnées

Montant en monnaie de l'emprunt	Taux	Durée	Montant de l'emprunt en DH	
MAD	1 000 000	4,43%	10 ans	1 000 000
MAD	150 000	5,95%	Perpétuel	150 000
MAD	850 000	4,50%	Perpétuel	850 000
MAD	950 000	4,57%	Perpétuel	950 000
MAD	50 000	5,30%	Perpétuel	50 000
EURO	70 000	5,86%	Perpétuel	777 665
EURO	50 000	5,90%	10 ans	555 475

(En milliers)

A fin décembre 2011, le total des dettes subordonnées s'élève à près de DH 4,3 milliards.

Evaluation de l'Adéquation des Fonds Propres

Le Groupe BMCE Bank a opté pour l'approche standard telle que présentée dans des circulaires de Bank Al Maghrib (BAM), il s'agit de :

- *Circulaire n°26/G/2006* relative aux exigences réglementaires en fonds propres des établissements de crédit et organismes assimilés ;
- *Circulaire n°B3/G/2006* relative aux modalités de calcul des actifs pondérés au titre du risque de crédit ;
- *Circulaire n°25/G/2006* relative au coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit et organismes assimilés ;
- *Circulaire n°24/G/2006* relative aux Fonds Propres.

Ces circulaires encadrent l'ensemble des risques encourus par la Banque et s'appliquent sur base individuelle pour chaque entité du Groupe et sur base consolidée au niveau du Groupe BMCE Bank.

Composition des Fonds Propres de Base

	2011
Eléments à inclure dans les fonds propres de base	15 133 058
Capital social ou dotation	1 719 635
Réserves consolidées (y compris les primes liées au capital et non compris les réserves latentes)	9 215 733
Report à nouveau créditeur	-
Résultat net bénéficiaire du dernier exercice comptable	191 749
Ecart d'acquisition créditeur	49 248
Intérêts minoritaires créditeurs	3 956 693
Eléments à déduire des fonds propres de base	1 065 701
Actifs incorporels, à l'exclusion des logiciels, nets des amortissements et provisions	233 231
Ecart d'acquisition débiteur	832 470
FONDS PROPRES DE BASE*	14 067 357

En milliers de DH

(*) Hors participations à déduire

Fonds Propres Complémentaires

	2011
Eléments des fonds propres complémentaires avant palonnement	5 764 580
Fonds propres complémentaires de premier niveau	4 904 408
écart de réévaluation	289 367
Subventions d'investissement	241 048
Provisions pour risques généraux	185 725
Réserves latentes	385 107
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 777 665
Fonds propres complémentaires de deuxième niveau	1 885 667

En milliers de DH

Exigences en Fonds Propres par Type de Risque

	2011
Risques de crédit pondérés	128 788
Risques de marché pondérés	17 552
Risques opérationnels pondérés	13 213
Total des actifs pondérés	159 553
Fonds Propres de base	13 931
Ratio des Fonds Propres de Base	8,73%
Fonds propres nets	19 559
Coefficient de Solvabilité	12,26%

En million de DH

Le ratio de solvabilité du Groupe BMCE Bank est de 12.26% à fin 2011.

RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE



Fondation BMCE Bank



L'Excellence

Au Cœur des Aspirations de la Fondation

Soucieuse de former des élèves distingués par leur savoir et qualité éducationnelle, la Fondation BMCE Bank a poursuivi ses efforts d'amélioration de la qualité d'apprentissage et d'excellence du réseau Medersat. Com, à travers la mise en place d'une organisation adaptée, la mise en œuvre d'un système d'information moderne et la révision de la charte de supervision pédagogique et un renforcement du suivi de la scolarité.

Ainsi, le rôle de la supervision pédagogique s'est davantage affirmé et élargi à l'ensemble des écoles grâce notamment à l'introduction de pratiques pédagogiques et administratives innovantes, l'intensification des visites sur sites.

Conjugué à un suivi renforcé de la scolarité dans les écoles du réseau, l'ensemble de ces initiatives se sont traduites par une meilleure circulation de l'information, un plus grand partage d'expériences réussies au sein du réseau et par l'assiduité des élèves et des enseignants ainsi que leurs résultats scolaires.

En effet, le taux global de réussite des élèves au certificat d'études primaires ressort à un niveau probant de 98,3% à fin juin 2011. Pareillement, trois écoles ont vu leur performance globale s'améliorer par rapport à 2010, augurant de retombées significativement positives de cette quête d'amélioration continue dans laquelle la Fondation est engagée.

Par ailleurs, la Fondation ainsi que ses partenaires ont apporté plusieurs actions de soutien aux élèves inscrits dans les écoles Medersat.Com ou à ceux qui en sont issus et qui poursuivent leurs études secondaires dont l'octroi à 5000 élèves du réseau de cartables et d'une quarantaine de *lap-tops* offerts par la Fondation Méditel, outre, le soutien aux élèves méritants pour leur faciliter la poursuite des études secondaires.



Promotion

Du Statut de Laboratoire avancé de l'Innovation Pédagogique pour le Système Éducatif

Honorant son statut de Laboratoire avancé d'innovation pédagogique pour le système éducatif, la Fondation BMCE Bank poursuit ses efforts d'innovation et de promotion de la qualité d'éducation dans ses établissements, notamment la révision de la mallette expérimentale du préscolaire dans ses deux versions arabe et *amazigh* transcrite en *tifinagh*, l'amélioration de la gestion du temps scolaire ainsi que la formation de 60 enseignants en langue et didactique de l'*Amazigh*.



Extension

Du Réseau Medersat.Com

Dans la perspective de se rapprocher davantage des élèves résidant dans les milieux ruraux désenclavés, la Fondation BMCE Bank a procédé, au cours de cet exercice, à l'ouverture de 3 écoles à *Imouzzer Marmoucha* dans la province de *Boulmane*, à *Tadart* et *Figuig*.

Dans la même veine, quatre autres établissements seront ouverts pour la rentrée scolaire de l'année 2012 à savoir, *Tafarcit de Driouch* en partenariat avec l'Agence de Développement de l'*Oriental*, *Tiznit* dans le cadre de la coopération internationale avec la Principauté de Monaco, *Tamsaman de Driouch* et enfin, *Bni Chiguer de Nador*.

En outre, la Fondation a procédé à la réhabilitation de six écoles dans un souci d'amélioration et de modernisation continues de ses infrastructures.

Pareillement, l'équipement des écoles *Medersat.Com* en matériel informatique interactif et connexion in-

ternet s'est renforcé, soutenu par la formation de près d'une quarantaine de coordonnateurs administratifs relative à l'installation de ces équipements et à l'exploitation des ressources pédagogiques numériques.



Présence Renforcée

Aux événements culturels et éducatifs

Comme à son accoutumée, la Fondation BMCE Bank a apporté sa contribution aux principaux événements culturels et éducatifs, notamment la 7^{ème} édition du Festival de la Culture Amazighe, le Festival du Film Éducatif organisé, à Fès, par l'Académie régionale d'éducation et de formation de Fès Boulmane, la 3^{ème} session de *Women's Tribune* organisée à Essaouira, la publication d'un ouvrage sur la femme méditerranéenne, l'édition d'un catalogue de sites marocains et espagnols similaires, l'exposition d'œuvres d'art sur les similitudes des patrimoines architecturaux anciens et contemporains des Royaumes du Maroc et d'Espagne, l'Assemblée Mondiale Amazighe au Centre culturel arabe de Bruxelles et la 17^{ème} édition du Salon International du Livre à la Foire internationale de Casablanca.

Pareillement, dans le cadre de sa mission de préservation de l'environnement, la Fondation a subventionné l'installation des *Lions de l'Atlas* au sein du nouveau *jardin zoologique de Rabat*.

Capital Humain



Pour combattre le tabagisme, BMCE vous accompagne vers une vie plus saine.

- Le service médico-social à votre écoute
- Un dispositif de sevrage à votre disposition
- Un suivi assuré

Vous êtes fumeur et souhaitez arrêter de fumer ? Contactez le service médico-social au 0622 49 96 12 ou au 04 78 10 10 10. Envoyez un email à medso@bmcebank.ma

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

SANS TABAC
Respirer pour mieux vivre

Plusieurs leviers ont ainsi été activés favorisant l'épanouissement, la fidélisation et l'accélération de carrière des collaborateurs, notamment une politique de mobilité dynamique, une académie dédiée à la formation innovante, des actions de communication interne fédératrices, outre une politique sociale avantageuse.

Encouragement De l'Épanouissement Interne

Afin d'accompagner la politique volontariste de stabilisation des effectifs, BMCE Bank a privilégié la mobilité interne visant le redéploiement des collaborateurs tout en garantissant au mieux la préservation des compétences développées et l'expertise métier.

A cet effet, une forte mobilisation a été apportée à l'analyse de l'ensemble des demandes de mobilités exprimées afin d'assurer un meilleur accompagnement

Grâce au comportement responsable de ses collaborateurs, BMCE Bank s'engage à préserver l'environnement.

Continuons à agir pour un futur propre.

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

des forces vives de la Banque dans la gestion de leurs carrières.

Cette mobilisation a permis la réalisation de 1 663 mobilités internes dont 1 298 mobilités inter-réseau.

Par ailleurs, dans la perspective d'accompagner le Réseau dans son développement commercial à travers le recrutement de compétences adaptées et ciblées, BMCE Bank a mis en place un processus rigoureux de gestion de la CV thèque grâce à l'optimisation de l'outil de gestion *Talent Profiler* permettant la centralisation et l'enregistrement des candidatures.

Dans la même veine, BMCE Bank a assuré sa présence aux différents salons de recrutements et forums de l'étudiant permettant d'asseoir sa notoriété et son image en tant que *Banque des Jeunes*.

Ces actions ont permis le recrutement de 162 nouvelles ressources. Ainsi, l'effectif global de la Banque s'établit à fin 2011 à 4 941 salariés.

Amélioration des Compétences Axée sur la Formation

Actionnant un levier important de l'amélioration des compétences du capital humain de la Banque, BMCE Bank alloue les moyens nécessaires pour assurer une meilleure formation à son personnel.

Ainsi, à fin 2011, plus de 70% des salariés ont bénéficié d'au moins une action de formation, et près d'une centaine de collaborateurs poursuivent leur cursus *ITB -Institut Technique de Banque-*, *Brevet Bancaire*, ou des cours de langue. De même, près 15% des salariés ont assisté à une cinquantaine de séminaires.

Par ailleurs, l'ensemble des nouvelles recrues en tant que *Chargés d'opération* et *Conseillers clientèles* ont bénéficié du parcours *e-learning Média Cursus* au moment de leur intégration soit, 184 apprenants.

Concernant les formations dispensées par *BMCE Bank Of Africa Academy*, 688 participants ont suivi les formations dispensées.

Par ailleurs, dans le cadre de la *certification ISO* des activités de gestion RH, *BMCE Bank Of Africa Academy* a été certifiée, avec *Zéro écart* dans le cadre de son audit de renouvellement en novembre 2011.

Intensification Des Actions de Communication Interne

Demeurant au service du Capital Humain, la communication interne a publié plusieurs supports afin de véhiculer et partager l'information au moyen d'outils de communication novateurs consolidant la vision du Groupe dont notamment : *Internews*, *Intereso*, le *Recueil des Managers*, le *Bilan Social 2010*, un *Kit d'Accueil Interactif* pour les nouvelles recrues, et le *Magneurs*, un *magazine vidéo* réalisé sous forme d'un journal vidéo en capsules avec des images accompa-

gnées d'une *voix off*. Dans ce cadre, le portail RH a été renouvelé avec la mise en ligne d'un portail dédié au RH Groupe (Interlink).

De même, différentes campagnes d'affichage ont été lancées à savoir, la campagne d'évaluation annuelle, la campagne du baromètre social, la campagne anti-tabac, et la campagne développement durable. Outre l'organisation d'événements tels que la journée d'intégration, la journée de la femme, la cérémonie de remise des diplômes *BMCE Bank of Africa Academy*, et la fête de la musique.

Mutualisation Des Synergies Groupe

Dans la perspective de renforcer la dimension Groupe et de mutualiser l'expertise et le savoir faire des entités du Groupe en faveur d'une meilleure gestion et optimisation des ressources humaines, plusieurs comités et rencontres avec les Responsables des Ressources Humaines Groupe ont été tenues.

Une Politique Sociale Au Service de la Motivation

Au cours de l'exercice 2011, plusieurs actions ont été mises en place afin d'améliorer la qualité des services des œuvres sociales dont notamment le suivi des normes d'hygiène et de qualité du restaurant, l'augmentation de la capacité d'accueil des centres d'estivage outre, l'organisation réussie des colonies de vacances en faveur d'une centaine d'enfants au *Centre Aéré club BMCE Bank*.

Développement Durable

BMCE ENERGICO

développement durable

modernisation

extension

« Enfin une solution pour financer l'efficacité énergétique »

Notre monde c'est vous et vos besoins

080 100 8100
www.bmcebanc.ma

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

BMCE Bank a renforcé son positionnement stratégique dans le domaine du développement durable, intégrant les considérations environnementales, sociétales et de gouvernance dans ses modes de fonctionnement, consciente de l'importance qu'elles revêtent dans l'appréciation que portent la communauté et les parties prenantes à l'action quotidienne de la Banque.

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT UN ENGAGEMENT AU QUOTIDIEN PAR LA MISE EN PLACE D'UN SME

Mener une politique de responsabilité sociétale d'entreprise dynamique et innovante s'inscrit au cœur des engagements du Groupe depuis sa privatisation. Afin que cet engagement se traduise concrètement sur le fonctionnement quotidien de la Banque, BMCE Bank a



mis en place, dès 2010, une politique environnementale pertinente traduisant ses engagements à tous les niveaux et déployée à travers la mise en place d'un *Système de Management Environnemental (SME)*, certifié selon la norme internationale *ISO 14001*.

Le *SME* de la Banque s'inscrit dans une démarche globale de promotion et d'amélioration continue des actions du Groupe.

Ainsi, BMCE Bank a œuvré en 2011 à généraliser à l'ensemble du Groupe les pratiques du *SME*. En effet, toutes les entités – fonctions centrales, réseau d'agences et de centres d'affaires - de la Banque sont aujourd'hui pleinement engagées à promouvoir les initiatives visant à implémenter le *SME* sur l'ensemble des métiers de la Banque.

Certification ISO 14 001 du Système de Management Environnemental

Une Consécration de la Stratégie Environnementale

BMCE Bank a obtenu en juin 2011 la *certification ISO 14001* pour l'environnement, devenant ainsi la première Banque au Maroc et de la région Moyen-Orient Afrique du Nord à se voir attribuer une telle distinction décernée par le *Bureau Veritas Certification* avec un score de *zéro écart*.

La certification ISO 14001 consacre la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs au sein du Réseau et des entités centrales de BMCE Bank pour la mise en place d'un *Système de Management Environnemental et l'appropriation*, par chacun, d'une démarche de développement durable et d'éco-gestes.

Cette démarche revêt, pareillement, une dimension *business* par l'introduction d'une activité de financement vert, qui a été inscrite au niveau du *Business model* de la Banque avec l'adoption du SME.

Cette certification illustre l'engagement de la Banque à prendre en compte les questions environnementales dans l'exécution de ses activités de cœur de métier. Ainsi, des mesures opérationnelles sont mises en œuvre pour améliorer la performance environnementale, développer des produits et services qui combinent des exigences économiques, environnementales et sociales, tout en intégrant les critères de durabilité en termes de gestion des risques sociaux et environnementaux et de gouvernance (ESG).

BMCE Bank s'engage

Dans les Financements et Investissements Verts

Dans un contexte national favorable au développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, et conformément à l'engagement résolu de son Groupe en faveur du Développement Durable, sous l'égide de sa Fondation, BMCE Bank s'est engagée dans la promotion du *Green Business*.

En effet, la Banque a développé en 2011 un nouveau dispositif de financement vert, BMCE Energico.

Conçu en faveur de la clientèle entreprise afin de l'accompagner dans l'amélioration de sa performance énergétique d'une manière durable et rentable et l'aider à anticiper les contraintes réglementaires et légales, *BMCE Energico* est le premier crédit d'investissement vert au Maroc destiné à financer l'acquisition de matériel permettant la réduction de la consommation d'énergie.

L'ANALYSE DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX GAGE D'UNE MEILLEURE EVALUATION DU RISQUE CREDIT

Soucieuse de véhiculer ses valeurs sociales et environnementales au niveau des filiales du Groupe, BMCE Bank a procédé, en 2011, au déploiement du système d'évaluation des risques environnementaux et sociaux (SEMS), en l'élargissant aux filiales détenues à 75% par le Groupe (*BMCE Capital, BBI Madrid, Locasom,...*).

Pareillement, BMCE Bank œuvre dans le cadre d'une politique porteuse de partage d'expériences à répliquer des modèles de succès en Afrique subsaharienne qu'illustre le déploiement, dans un premier temps, du Système de Gestion Environnementale et Sociale au sein de *Bank Of Africa*, puis ultérieurement du *Système de Management de l'Environnement*.

Par ailleurs, le Développement Durable a marqué de son empreinte la mise en place du programme de régionalisation avec le renforcement de l'implication des entités Risque des régions dans l'analyse sociale et environnementale (S&E) des projets financés, ainsi que la désignation et la formation d'auditeurs SME régionaux.

DES ENGAGEMENTS RECONNUS A L'ECHELLE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Acteur majeur du secteur bancaire marocain et répondant au devoir d'exemplarité que lui confère son engagement sociétal et environnemental, BMCE Bank a consolidé en 2011 le déploiement d'une politique dynamique en termes de responsabilité sociale et environnementale, s'appuyant sur le référentiel international *ISO 26 000*.

UNEP Finance Initiative (UNEP FI)

Approche Structurée

Fidèle aux engagements pris, dès 2000, vis-à-vis de l'UNEP FI, en adhérant aux principes de la *Déclaration des Institutions Financières sur l'Environnement et le Développement durable du Programme des Nations Unies pour l'Environnement*, le Groupe BMCE Bank a poursuivi la mise en œuvre d'une approche structurée visant à mieux appréhender les impacts sociaux et environnementaux (S&E) sur la performance financière.

Principes de l'Équateur

Un Engagement de Premier Plan

Dans le cadre de l'adoption par BMCE Bank, en 2010, des *Principes de l'Équateur (EP)* avec pour enjeu principal d'évaluer les impacts S&E des projets financés par la Banque dépassant un seuil particulier d'engagements financiers, le premier rapport EP a été mis en ligne en 2011. Une première pour une banque marocaine et de la région Maghreb.

Forte de cet engagement, BMCE Bank entreprend des actions concrètes dans divers domaines d'activités et sphères d'influence, dans l'optique de consolider son approche de banque socialement responsable et à l'écoute de ses parties prenantes, particulièrement ses clients et collaborateurs.

Une Reconnaissance Internationale

De l'Engagement RSE

Les actions de la Banque durant l'année 2011 ont été valorisées en janvier 2012 par l'attribution du prix *Top Performer RSE Maroc de Vigeo* couronnant deux domaines :

- La contribution aux causes d'intérêt général à travers les activités de sa Fondation présidée par Dr Leïla Mezian Benjelloun ;

- La stratégie environnementale de BMCE Bank à travers le déploiement du SEMS et du SME.

Par ailleurs, BMCE Bank continue à être approchée par les institutions multilatérales et de développement dans le domaine de la *Finance durable*, particulièrement le *Green Business*, de par son *leadership* reconnu en termes d'approche systémique d'intégration des considérations sociales et environnementales dans son *business model*.

L'*International Finance Corporation (IFC)*, filiale de la Banque Mondiale, considère BMCE Bank *Best in Class* dans la région MENA, grâce à la mise en place du SEMS en 2008, récemment renforcé par le SME. Par ailleurs, UNEP FI en 2011 a souligné l'exemplarité de l'approche de la BMCE dans son *Rapport Guide to Banking and Sustainability*.

Dans le cadre du partage des meilleures pratiques, BMCE Bank a également participé à de nombreuses discussions à l'échelle nationale et internationale courant 2011 afin de promouvoir la gestion des risques sociaux, environnementaux & de gouvernance (ESG) et les opportunités d'affaires y afférentes.

Mécénat

BMCE Bank, mécène de la Culture



BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL

Ces initiatives contribuent à renforcer davantage l'image de marque et la notoriété de la Banque, lui valant une reconnaissance aussi bien nationale qu'internationale.

Engagement Culturel Soutenu

Fière de son ancrage aux cultures et traditions marocaines, BMCE Bank a renouvelé son soutien aux éditions 2011 du *Festival de Fès des Musiques Sacrées*, du *Festival d'Essaouira*, *Gnaoua et Musiques du Monde*, du *Festival Timitar Signes et Cultures d'Agadir* et du *Festival International du Film de Marrakech* outre, le *Forum de Fès sur l'Alliance des Civilisations*, la diversité Culturelle et le Partenariat Euro – Méditerranéen.

Par ailleurs, BMCE Bank a davantage marqué son engagement culturel en prenant part à des événements artis-

tiques notamment l'Exposition Hommage rendue à deux artistes-peintres Feues Meriem MEZIANE et Chaibia TALAL, l'Exposition Sens et Essence organisée par l'Agence Marocaine de Médiation Culturelle, Cultures Interface et, l'Exposition de l'artiste-peintre CHABI.

Une Fibre Sociale Réaffirmée

BMCE Bank a activement soutenu plusieurs associations à travers les dons, les achats de billets de spectacles et de cartes de vœux, l'organisation de dîners ou soirées de gala.

Ainsi, des dons ont été versés au profit notamment de l'Association Liwaa Al Moukaouim, l'Association Marocaine d'Aide aux Enfants en situation précaire, l'Association EL Adwataine de Musique, l'Association INSAF et l'Association Assalam.

Mécénat



Mécénat Sportif Confirmé

BMCE Bank a poursuivi son investissement dans le développement du sport au Maroc, s'imposant en tant que partenaire d'événements de grande envergure tels que, la 38^{ème} édition du Trophée Hassan II de Golf, la Fédération Royale Marocaine des Sports Equestres, la 8^{ème} édition du Festival International de bridges de Fès, le Jet Ski Club de Rabat Bouregreg, la 2^{ème} édition du Festival de Bridges de Rabat, l'Amicale Culturelle et Sportive des Aéroports, l'Académie Mohammed VI de Football ou la Maghreb Association Sportive de Fès - Natation.

Soutien Renouvelé Aux Événements Économiques

BMCE Bank a conforté son image d'acteur économique majeur à travers des actions visant la dynamisation du tissu commercial local, notamment dans les domaines touristique, agricole, agro-alimentaire, de la santé, de l'immobilier et le bâtiment. BMCE Bank a ainsi renforcé sa présence dans les séminaires, salons et foires de grande renommée de même que ses relations avec les *Chambres de Commerce*.

RAPPORT FINANCIER



RAPPORT DE GESTION

Mesdames, Messieurs et Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous réunir en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en application des statuts, et de la Loi 17 -95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la Loi 20-05, notamment ses titres IV et V et de leurs articles 107 et suivants et des articles 29 et suivants des statuts BMCE Bank, pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la Loi ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur sont tenus à la disposition des actionnaires dans les délais impartis.

ACTIVITE ET RESULTATS DE LA BANQUE AU 31 DECEMBRE 2011

1. Résultats et Indicateurs Bilantiels Consolidés

◆ Réalisations Financières du Groupe BMCE Bank

Le Total Bilan du Groupe BMCE Bank a franchi pour la première fois le cap des 200 MMDH, atteignant 208 MMDH au 31 décembre 2011, affichant ainsi une progression de +11,2% contre 187 MMDH au 31 décembre 2010.

Le total actif inclut une progression de +13% des crédits à la clientèle dont l'encours a évolué de 107 MMDH au 31 décembre 2010 à 121 MMDH au 31 décembre 2011.

Concernant les réalisations financières, le Produit Net Bancaire affiche une progression de +7,8% passant de 7 552 MDH au 31 décembre 2010 à 8 140 MDH au 31 décembre 2011.

Le résultat brut d'exploitation enregistre une hausse de +4,1%, s'élevant à 3 016 MDH au 31 décembre 2011.

Le résultat net part de groupe s'élève à 850,2 MDH au 31 décembre 2011, contre 818,9 MDH au 31 décembre 2010 soit une progression de +3,8%.

Le coût du risque enregistre une hausse de +6,4% passant de 819 MDH à 872 MDH.

Au niveau international, BMCE Bank a renforcé sa part dans le Groupe Bank of Africa, en la portant à 59,4% au 31 décembre 2011 contre 55,8% au 31 décembre 2010. Au Maroc, la Banque a augmenté sa participation dans Locasom pour atteindre désormais 97,3% courant le deuxième semestre 2011. Par ailleurs, le périmètre de consolidation s'est élargi en intégrant la filiale RM Experts, nouvellement créée, et spécialisée dans le recouvrement.

◆ Capitaux Propres Groupe

Au 31 décembre 2011, les capitaux propres du Groupe BMCE Bank s'élèvent à 16 385 MDH contre 15 819 MDH à fin décembre 2010, soit une progression de +3,6%.

En part de groupe, les capitaux propres s'élèvent à 12 428 MDH au 31 décembre 2011.

◆ Contribution des Filières au Résultat Part de Groupe

Les contributions au résultat net part de groupe BMCE Bank par filière se présentent comme suit :

	RNPG		Var	Part	
	2011	2010		2011	2010
ACTIVITES AU MAROC	551 238	820 186	-33%	65%	100%
BMCE Bank	342 439	610 451	-44%	40%	75%
BMCE Bank (Contribution hors PRG)	528 163	610 451	-13%	51%	75%
ACTIVITES FILIALISEES	208 799	209 735	0%	25%	26%
SFS	152 807	119 495	28%	18%	15%
GABA	37 843	68 634	-45%	4%	8%
Autres*	18 149	21 606	-16%	2%	3%
ACTIVITES A L'ETRANGER	298 960	-1 216	NS	35%	0%
Europe	-10 723	-260 672	96%	-1%	-32%
Afrique	309 683	259 456	19%	36%	32%
Résultat Net Part du Group	850 198	818 971	3,8%	100%	100%

En KDM

La contribution des activités au Maroc s'élève à 65% contre 35% pour les activités à l'international, principalement suite aux performances des filiales africaines. La filière Europe a résorbé son déficit de manière considérable en passant de -260 MDH à -10 MDH suite au plan de restructuration initié par la banque pour optimiser sa présence européenne.

RESULTATS ET CONTRIBUTIONS DES ACTIVITES AGREGES

2. BMCE Bank - Activité Agrégée

Au 31 décembre 2011, le total bilan agrégé de la Banque a atteint 148,6 MMDH à fin 2011 contre 134,5 MMDH à fin 2010, soit une hausse de +10,4%.

Les créances sur la clientèle ont progressé de +11,2% passant de 79,3 MMDH à 88,2 MMDH et les dépôts de la clientèle ont enregistré une hausse de +7,1%, affichant 93,7 MMDH à fin décembre 2011 contre 87,4 MMDH à fin décembre 2010.

Le RBE affiche une hausse de +12,8%, passant de 1 153 MDH à fin 2010 à 1 301 MDH à fin 2011.

Le résultat net agrégé de BMCE Bank ressort à 545 MDH contre 522 MDH à fin 2010, soit une progression de +4,4% après constatation d'une PRG nette de 160 MDH (255 MDH en brute).

◆ Éléments d'Activité de la Banque au Maroc

• Dépôts de la clientèle

Les ressources clientèle de l'activité Maroc ont enregistré une progression de +7,1%, passant de 87,4 MMDH à fin 2010 à 93,7 MMDH à fin 2011.

Les comptes à vue créditeurs (comptes chèques et courants) se sont inscrits en hausse de +7,3% pour s'établir à 49 073 MDH à fin 2011 contre 45 722 MDH à fin 2010.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RESSOURCES (MDH)



Les comptes d'épargne (comptes sur carnets) ont connu une évolution de +6,7%, passant de 15 258 MDH à fin 2010 à 16 287 MDH à fin 2011.

Par ailleurs, les dépôts à terme ont progressé de +8,1% pour s'élever à 26 181 MDH à fin 2011 contre 24 215 MDH à fin 2010.

La part de marché de BMCE Bank en ressources globales de la clientèle a enregistré une croissance légèrement supérieure au secteur, passant de 14,20% à fin 2010 à 14,35% à fin 2011.

Par type de dépôts, les parts de marché se présentent comme suit :

PARTS DE MARCHÉ PAR TYPE DE DÉPÔTS



- La part de marché des comptes chèques se maintient à 13,8% à fin décembre 2011.

- La part de marché des comptes courants passe de 12,05% à fin 2010 à 11,56% à fin 2011, soit -0,5%.

- La part de marché des comptes sur carnet a connu un recul de -0,55% pour s'établir à 19,25% à fin 2011.

- Enfin, les dépôts à terme ont vu leur part de marché augmenter de 15,13% à fin 2010 à 16,59% à fin 2011.

STRUCTURE DES DÉPÔTS



En termes de structure des dépôts et en incluant l'encours des certificats de dépôts émis par la Banque, la part des dépôts rémunérés reste stable par rapport à l'année dernière, à près de 49% du total des ressources à fin 2011.

• Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle s'inscrivent en hausse de +11,2% pour s'établir à 88,2 MMDH à fin 2011 contre 79,3 MMDH à fin 2010.

Cette croissance s'explique par les variations suivantes :

- Une hausse des crédits aux entreprises (trésorerie et équipement) de +13,7%, passant de 32 738 MDH à fin 2010 à 37 220 MDH à fin 2011.
- Une progression de +9,2% des crédits immobiliers aux particuliers passant de 17 118 MDH à fin 2010 à 18 699 MDH à fin 2011.
- Une évolution de l'encours global des crédits à la consommation de +4,7%,

La part de marché sur les crédits est en hausse de +0,10p%, affichant 13,07% à fin 2011 contre 12,97% à fin 2010 :

- La part de marché des crédits aux sociétés de financement a enregistré une hausse de +0,52p%, de 17,85% à fin 2010 à 18,37% à fin 2011;
- La part de marché des crédits à l'entreprise (trésorerie et équipement) s'est inscrite en hausse de +0,14p% passant de 11,08% à fin 2010 à 11,22% à fin 2011.
- Les crédits de financement de la promotion immobilière ont vu leur part de marché évoluer de +0,46p%, passant ainsi de 13,15% à fin 2010 à 13,61% à fin 2011 ;
- Les crédits à la consommation affichent une part de marché de 18,45% contre 19,45% à fin 2010.
- La part de marché des crédits immobiliers aux particuliers a connu un léger recul, passant de 13,61% à 13,51% à fin 2011.

◆ Produit Net Bancaire

A fin 2011, le PNB agrégé de BMCE Bank s'est élevé à 4 063 MDH contre 3 951 MDH à fin 2010, soit +2,8%. Cette progression est impactée par (i) la baisse des activités de marché (-20%, soit -70 MDH) (ii) la volatilité de la performance de la Sicav Maroc Valeurs corrélée aux fluctuations du marché boursier (+60 MDH en 2010 contre -43 MDH en 2011) et (iii) le résultat sur actions propres enregistré l'année dernière (+30 MDH). Retraitée de ces impacts, la progression du PNB ressort à +8,9%.

EVOLUTION DU PNB ACTIVITÉ AGRÉGÉE -MDH-



● Marge d'intérêts

La marge d'intérêts globale affiche une hausse de +4,6% par rapport à 2010, de 2 354 MDH à 2 463 MDH à fin 2011. Une évolution qui s'explique par la hausse des encours moyens des crédits de +7,1% et des dépôts moyens à vue de +4,2% couplée à une baisse de la marge d'intermédiation de 0,13% passant de 3,51% à 3,38%.

● Marge sur commissions

La marge sur commissions a enregistré une baisse de -1,5%, passant de 624 MDH à fin 2010 à 615 MDH à fin 2011. Cette baisse est impactée principalement par les revenus non récurrents en Project Finance (26 MDH en 2010 contre 6 MDH en 2011). Retraitée de cette opération, la marge sur commissions évolue de +2,0%. Les revenus sur commissions se déclinent comme suit :

- Les commissions perçues sur « les frais de tenue de compte, les packages et monétiques » ont progressé de 4% pour s'élever à 237 MDH à fin 2011 contre 229 MDH à fin 2010. Les commissions perçues sur vente des packages contribuent à hauteur de 44,2 MDH à fin 2011 contre 23,2 MDH à fin 2010.

- La hausse de +8,7% des commissions générées par le commerce extérieur ;

- La baisse des commissions perçues sur l'activité Titres de -14%, corrélée à la morosité du marché boursier ;

- Les commissions de bancassurance s'établissent à 31 MDH à fin 2011 contre 35 MDH à fin 2010 en baisse également de -14% ;

- Les commissions perçues sur l'activité de change manuel ont régressé de -13,7%, passant ainsi de 81 MDH à fin 2010 à 70 MDH à fin 2011 ;

- Par ailleurs, les commissions sur les crédits sont passées de 51 MDH à fin 2010 à 29 MDH à fin 2011, en raison principalement des revenus exceptionnels perçus en Project Finance en 2010.

STRUCTURE ET ÉVOLUTION DE LA MARGE SUR COMMISSIONS



● Résultat des opérations de marché

Le résultat comptable des opérations de marché régresse de -13%, pour atteindre 860 MDH à fin 2011 contre 986 MDH à fin 2010. Cette baisse a été impactée par :

- Le résultat exceptionnel réalisé sur actions propres en 2010 (+30 MDH) et par la volatilité du marché boursier en baisse de -12,8% en 2011 contre +22,1% en 2010 (MASI) ;

- Les gains sur les opérations de change et dérivés agrégés en recul de 232 MDH à fin 2010 à 144 MDH à fin 2011 ;

- La baisse du rendement du portefeuille de placement constitué principalement d'OPCVM obligataires (3,8% en 2011 contre 4,1% en 2010).

◆ Autres produits et charges bancaires

Les autres produits bancaires, essentiellement les dividendes perçus sur participations, s'élèvent à 237 MDH à fin 2011 contre 168 MDH à fin 2010, soit +41%.

Par ailleurs, les charges liées au fonds de garantie ont progressé de 3,6% entre 2010 et 2011.

◆ Résultat des Opérations sur Immobilisations Financières

Le résultat des opérations sur immobilisations financières s'élève à -135 MDH en 2011 contre -375 MDH en 2010.

Ce résultat s'explique par des dotations constituées principalement sur les participations portugaises pour 103 MDH (contre une dotation de 26 MDH en 2010), BMCE Bank International pour 53 MDH (contre 291 MDH en 2010), RISMA pour 14,6 MDH et HANOUTY pour 10 MDH (contre 54 MDH en 2010). En revanche, des reprises de provisions ont été effectuées, essentiellement sur BMCE Capital pour un montant de 46 MDH.

◆ Charges Générales d'Exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à fin 2011 à 2 636 MDH contre 2 442 MDH à fin 2010, soit une progression de +7,9%.

Cette progression s'explique principalement par la hausse des charges de personnel de +12,5% passant de 1 138 MDH à fin 2010 à 1 281 MDH à fin 2011, suite à (i) l'augmentation syndicale effective à partir du 2^{ème} semestre 2011, (ii) la distribution en 2011 de la rémunération variable et, (iii) l'augmentation du budget des liquidations cette année atteignant 58 MDH contre 43 MDH en 2010.

Les autres charges d'exploitation, (s'élevant à 1 043 MDH), enregistrent en revanche une baisse de -0,7% par rapport à 2010 contre une progression moyenne historique sur les quatre dernières années de +10%, traduisant les premiers efforts de rationalisation des dépenses.

Le Réseau est ainsi passé de 613 agences en 2010 à 620 agences en 2011, soit l'ouverture de 7 agences en 2011, conformément à la décision de marquer une pause dans le programme d'extension du réseau.

Le coefficient d'exploitation ressort à 64,9% à fin décembre 2011 contre 61,8% à fin décembre 2010, impacté au niveau du PNB par la baisse de la contribution des activités de marché, et au niveau des charges, par la hausse des charges du personnel suite à des éléments non récurrents (rémunération variable, liquidations et augmentation syndicale).

◆ Coût du Risque

A fin 2011, les créances en souffrance concernant l'activité Maroc s'élèvent à 4 349 MDH contre 3 666 MDH une année auparavant.

Pour sa part, l'encours des provisions pour créances en souffrance est passé de 2 661 MDH à fin 2010 à 2 933 MDH à fin 2011 en progression de +10,2% (hors PRG – provision collective de 160 MDH nette / 255 MDH brute).

Le taux de contentieux a progressé de 4,62% en 2010 à 4,93% en 2011 et le taux de couverture des créances de 73% à 67%.

Enfin, le coût du risque net clientèle agrégé recule de -412 MDH à fin 2010 à -308 MDH à fin 2011. En intégrant la PRG constituée (pour un montant brut équivalent de 255 MDH), le coût de risque global retraité ressort à -563 MDH, en progression de +36,5%.

◆ Résultat Net

A fin décembre 2011, le résultat courant agrégé avant impôts s'établit à 838 MDH contre 798 MDH à fin 2010, soit une progression de +5,1%.

Après déduction d'une charge d'impôts de 293 MDH à fin 2011, le résultat net agrégé à fin décembre 2011 ressort à 545 MDH contre 522 MDH à fin 2010, soit une hausse de +4,4%.

◆ Services Financiers Spécialisés

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
	2011	2010	Var	2011	2010	Var	2011	2010	Var
En MDH									
SFS	653 342	596 598	9,51%	-145 168	-144 108	0,74%	152 807	119 493	27,88%
Salafin	272 639	308 647	-11,6%	-69 333	-71 117	-2,51%	63 373	65 160	-2,74%
Maghrébail	338 967	248 100	36,63%	-60 177	-60 726	-0,90%	73 401	47 035	56,06%
Maroc factoring	41 736	39 824	4,80%	-13 569	-12 265	10,63%	14 198	6 653	143,46%
RM Experts	0			-2 089		-4 905			
Heuler Hermes Acmar							4 740	645 634,88%	

La filière Services Financiers Spécialisés a enregistré une hausse de 28% de sa contribution au résultat net consolidé part de groupe au 31 décembre 2011, par rapport au 31 décembre 2010.

Salafin marque une baisse de -11,7% de sa contribution au PNB consolidé, passant de 309 MDH au 31 décembre 2010 à 273 MDH au 31 décembre 2011. Le PNB social enregistre une baisse de -4,6% sur la même période.

Sa contribution au résultat net consolidé part de groupe s'inscrit en recul de -2,7%, passant de 65,2 MDH à 63,4 MDH. Le résultat social de la filiale s'élève à 93,1 MDH contre 100,4 MDH l'année dernière, soit -7,3%.

Par ailleurs, le coefficient d'exploitation de Salafin en social s'est établi à 31,1% au 31 décembre 2011 contre 26,7% au 31 décembre 2010.

Maghrébail enregistre une hausse de +6,4% en PNB social. En termes de résultat net, la contribution de Maghrébail au résultat net consolidé part de groupe est en progression de +56%, de 47 MDH à 73,4 MDH. Le résultat social de Maghrébail a, quant à lui, enregistré une baisse de -1%.

Les charges générales d'exploitation de Maghrébail en comptes sociaux ont baissé de -4,3% sur la même période, le coefficient d'exploitation s'établissant à 23,9% à fin décembre 2011 en nette amélioration par rapport à l'année dernière (26,6% au 31 décembre 2010).

Maroc Factoring, pour sa part, a enregistré une contribution au PNB consolidé du Groupe BMCE Bank de 41,7 MDH en progression de +4,8% par rapport à l'année dernière.

La contribution au résultat net part de groupe de l'entité dédiée au factoring s'est inscrite en hausse passant de 6,6 MDH à 16,2 MDH.

Le résultat social de Maroc Factoring s'est amélioré passant de 10 MDH fin décembre 2010 à 11,2 MDH fin décembre 2011.

RM Experts filiale créée en 2011, spécialisée dans le recouvrement des créances, a été intégrée dans le périmètre de consolidation de la Banque. La filiale a enregistré un résultat social de 1,2 MDH et sa contribution dans le RNPG consolidé ressort à -4,9 MDH.

◆ Gestion d'Actifs et Banque d'Affaires

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
	2011	2010	Var	2011	2010	Var	2011	2010	Var
En MDH									
GABA	184 886	250 691	-26,25%	-195 785	-208 253	-5,99%	37 843	68 634	-44,86%
BMCE Capital Gestion	77 994	58 474	33,38%	-21 181	-24 181	-14,88%	25 980	22 018	18,00%
BMCE Capital Bourse	22 603	79 338	-71,51%	-19 638	-26 039	-24,58%	-711	35 295	-102,01
BMCE Capital	84 288	112 879	-25,33%	-154 966	-157 331	1,50%	12 090	9 997	20,94%
CFM							483	1 323	-63,49%

La filière Gestion d'Actifs et Banque d'Affaires a enregistré une baisse de -26,2% de sa contribution au PNB.

Aussi, la contribution au résultat net part de groupe s'est inscrite en recul de 68,6 MDH au 31 décembre 2010 à 37,8 MDH au 31 décembre 2011.

BMCE Capital Bourse a enregistré une baisse de 71,5% de sa contribution au PNB consolidé, passant de 79,3 MDH à 22,6 MDH au 31 décembre 2011.

En termes de RNPG, la contribution de BMCE Capital Bourse a significativement reculé, de 35,3 MDH à -1 MDH sur la même période dans un contexte de forte morosité du marché boursier et d'absence d'opérations majeures.

BMCE Capital Gestion a enregistré une hausse de 20,2% de son résultat social et de 18% de sa contribution au résultat net part du groupe entre décembre 2010 et décembre 2011.

Le résultat net social de la filiale s'élève à 26,2 MDH au 31 décembre 2011 contre 21,8 MDH au 31 décembre 2010.

Parallèlement, la contribution au PNB consolidé a augmenté de 33,4%, de 58,5 MDH à 77,9 MDH.

BMCE Capital a enregistré une hausse de son PNB social de 15% passant de 173,7 MDH au 31 décembre 2010 à 199,8 MDH au 31 décembre 2011.

Le résultat net social ressort à +22,9 MDH au 31 décembre 2011 contre +12,9 MDH une année auparavant.

En termes de contribution au RNPG, et après les retraitements de consolidation, elle s'élève à 12,1 MDH au 31 décembre 2011 contre 9,9 MDH au 31 décembre 2010 soit une hausse de 20,9%.

En comptes sociaux, les charges générales d'exploitation ont baissé de -4,1% entre décembre 2010 et décembre 2011 de 168,1 MDH à 161,3 MDH.

◆ Autres Activités Au Maroc

La filière "Autres Activités" du Groupe BMCE Bank regroupe les entités suivantes :

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG			
	En MDH	2011	2010	Var	2011	2010	Var	2011	2010	Var
Autres activités	131 202	109 191	20,16%	-75 470	-66 282	13,86%	22 463	23 075	-2 655%	
Locasom										
EAI							-7 072	-10 44	-577,39%	
CID							13 107	13 828	-5,21%	
Hanouty							-10 349	-14 253	27,39%	

Locasom - filiale dédiée à la location longue durée des véhicules automobiles - a enregistré une contribution de 131,2 MDH au PNB consolidé du Groupe en hausse par rapport à l'année dernière de 20,2%.

Sa contribution en termes de charges générales d'exploitation ressort à 75,5 MDH tandis que sa contribution au résultat net consolidé part de groupe s'élève à 22,5 MDH.

A noter que le Groupe BMCE a augmenté sa participation dans Locasom pour atteindre désormais 97,3% courant le deuxième semestre 2011.

EAI - filiale technologique créée en joint venture avec la RMA Watanya et le CIC - a enregistré un résultat social de +0,2 MDH. Par ailleurs, la contribution au résultat net consolidé part de Groupe est de -7,1 MDH.

Hanouty Shop : sa contribution au résultat net consolidé part de groupe est négative, soit -10,3 MDH contre -14,3 MDH l'année dernière à la même période. En comptes sociaux, la filiale a enregistré un résultat de -22,7 MDH au 31 décembre 2011 contre -31,3 MDH au 31 décembre 2010.

CID, filiale détenue à hauteur de 38,9% de son capital par la Banque, contribue au résultat net consolidé part de groupe à hauteur de 13,1 MDH.

3. Résultats et Contributions des Activités à l'Étranger

Au 31 décembre 2011, l'activité à l'international enregistre une nette augmentation de sa contribution au RNPG passant de -1,2 MDH à +298,9 MDH suite principalement à la résorption substantielle du déficit de BMCE Bank International.

Les filiales africaines (BOA, LCB et la BDM), ont enregistré une hausse de leur contribution au RNPG de +19,4% passant de 259,5 MDH à 309,7 MDH au 31 décembre 2011.

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG			
	En MDH	2011	2010	Var	2011	2010	Var	2011	2010	Var
Activités à l'étranger	3 607 699	2 965 469	21,66%	-2 226 023	-1 965 900	15,27%	298 960	-1 213 24	751,78%	
Activités Afrique	3 298 009	2 629 928	25,40%	-1 937 155	-1 502 713	28,91%	309 683	259 456	19,36%	
Activités Europe	309 690	335 540	-7,70	-328 868	-436 187	-29,00%	-10 723	-260 669	95,89%	

◆ Activités En Europe

BBI a instruit une baisse de son PNB social de -3,9% à 224,2 MDH. Les charges générales d'exploitation ont, pour leur part, reculé de 33,9%, à 271,5 MDH au 31 décembre 2011 contre 410,9 MDH au 31 décembre 2010.

En termes de contribution au résultat net part de groupe, BBI a enregistré un déficit de -51,2 MDH au 31 décembre 2011, contre -297,1 MDH au 31 décembre 2010. Le résultat 2011 inclut la dépréciation du crédit d'impôts de près de 13 MDH.

BMCE Madrid a enregistré une progression de son PNB en comptes sociaux de +26,8%, tandis que la contribution en comptes consolidés est en hausse de +15,1%, passant de 92,3 MDH à 106,2 MDH.

En termes de RNPG, la contribution de BMCE Madrid est en progression de +11,2%, passant de 36,4 MDH à 40,5 MDH.

Sur cette même période, les charges générales d'exploitation ont augmenté de 9,9% de 52,2 MDH à 57,3 MDH en termes de contribution au Groupe.

BMCE Paris a transféré l'essentiel de ses activités à BBI dans le cadre de la restructuration des entités européennes du Groupe BMCE Bank, donc sans contribution au PNB consolidé.

En revanche, du fait de la constatation d'une provision additionnelle sur BBI de 35,8 MDH, le résultat social de BMCE Paris ressort déficitaire d'autant.

◆ Activités en Afrique

Bank of Africa a vu sa contribution au PNB global du Groupe évoluer de +26% passant de 2 391 MDH à 3 007 MDH au 31 décembre 2011.

En termes de charges générales d'exploitation, la contribution de BOA s'élève à 1 786 MDH à fin décembre 2011 contre 1 381 MDH au 31 décembre 2010, en progression de +29%.

La contribution de Bank of Africa au RNPG ressort ainsi à 250 MDH au 31 décembre 2011 contre 212 MDH l'année dernière, en hausse de +17,9%.

En comptes sociaux, le résultat net du Groupe BOA s'élève à 651,4 MDH au 31 décembre 2011 contre 523,5 MDH au 31 décembre 2010 soit une hausse de +24,4%.

La Congolaise de Banque a enregistré une progression de +21,6% de sa contribution au PNB consolidé passant de 239 MDH à 290,7 MDH.

Sa contribution au RNPG ressort à 27,2 MDH au 31 décembre 2011, contre 23,5 MDH au 31 décembre 2010, en croissance de +15,7%.

Enfin, la **Banque de développement** du Mali société mise en équivalence, a vu sa contribution au RNPG croître de 23,9 MDH au 31 décembre 2010 à 32,5 MDH au 31 décembre 2011.

◆ Annexe

● Contributions Consolidées

Contribution au Résultat Net Part Groupe					
	2011	2010	Var	Part 2011	Part 2010
Activités au Maroc	551 239	820 186	-33%	65%	100%
BMCE Bank	342 440	610 451	-44%	40%	75%
BMCE BANK (Contribution hors PRG)	528 164	610 451	-13%	51%	75%
Activités Filialisées	208 799	209 735	0%	25%	26%
SFS	152 807	119 495	25%	18%	15%
Salafin	63 373	65 162	-2,7%	7%	8%
Maghrébaïl	73 401	47 035	56%	9%	6%
Maroc Factoring	16 198	6 653	143%	2%	1%
RM Experts	-4 905			-1%	
ACMAR	4 740	645	635%	1%	0%
GABA	37 843	68 634	-45%	4%	8%
BMCE Capital	12 090	9 997	21%	1%	1%
BMCE Capital Bourse	-711	35 295	-102%	0%	4%
BMCE Capital Gestion	25 980	22 018	18%	3%	3%
CFM	483	1 323	-63%	0%	0%
Autres	18 149	21 606	-16%	2%	3%
Locasom	22 463	23 075	-2,7%	3%	3%
EAI	-7 072	-1 044	-2,7%	-1%	0%
Hanouty	-10 349	-14 253	27%	-1%	-2%
CID	13 107	13 828	-5,2%	2%	2%
Activités à l'Étranger	298 960	-1 216	NS	35%	0%
Europe	-10 723	-260 672	96%	-1%	-32%
BBI	-51 229	-297 083	83%	-6%	-36%
BMCE Madrid	40 506	36 411	11%	5%	4%
Afrique	309 683	256 456	19%	36%	32%
BOA	250 003	211 994	18%	29%	26%
LCB	27 009	23 514	16%	3%	3%
BDM	32 471	23 948	36%	4%	3%
Résultat Net PDG	850 199	818 971	3,8%	100%	100%

◆ Perspectives de Croissance

Le Groupe BMCE Bank prévoit de consolider sa dynamique de croissance aussi bien au Maroc, à travers notamment la poursuite de la croissance des crédits à l'économie, qu'à l'international, à travers l'optimisation de la présence du Groupe en Europe et la consolidation de ses activités africaines.

Pour rappel, dans un tel contexte de croissance, aussi bien des engagements que de la consolidation des participations stratégiques, la Banque a procédé au renforcement de ses fonds propres en 2010 pour près de 6 MDH.

Ces opérations ont permis de consolider le niveau des fonds propres durs de la Banque, en inscrivant le ratio de solvabilité au-delà des limites réglementaires.

La Banque poursuit, par ailleurs, son programme d'amélioration de son efficacité opérationnelle pour asseoir sa compétitivité à travers un ensemble de projets structurants, à travers la rationalisation des charges, le programme d'efficacité commerciale ('Régionalisation'), l'efficacité opérationnelle ('Cap Process'), outre d'autres chantiers qui devraient impacter favorablement la génération de revenus additionnels, comme la GRC, le Poste Agence ou le E-banking.

◆ Gestion Actif / Passif au 31 Décembre 2011

● Risque de Taux

Les résultats des stress testing effectués au 31 décembre 2011 relativement aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de

200 pbs sur la marge d'intérêt et sur la valeur économique des Fonds Propres ressortent en conformité avec les limites fixés par le Comité ALCO.

En effet, l'impact sur la marge d'intérêt est estimé à 170 MDH, soit 4% du PNB prévisionnel 2012 (inférieur à la limite ALCO fixée à 5%), et l'impact sur la valeur économique des Fonds Propres est estimé à 305 MDH soit 2,7% des Fonds Propres réglementaires, inférieure à la limite ALCO fixée à 20%.

Les opérations sur le capital réalisées en 2010 au profit de la CDG, du Groupe CM CIC et du Personnel du Groupe BMCE pour un montant global de 6,3 MMDH ont permis de renforcer le niveau des Fonds Propres réglementaires de la Banque et contribuer ainsi à limiter les impacts.

● Risque de Liquidité

Le coefficient de liquidité s'est inscrit au dessus de la limite réglementaire de BAM fixée à 100%.

Le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excédent de liquidité de +9,9 MMDH à fin décembre 2011 contre +5,9 MMDH à fin décembre 2010.

● Risque de Change Structurel

Le risque de change est limité en raison des volumes traités sur les opérations en devises, de leur nature exclusivement commerciale avec la clientèle et leur adossement quasi systématique.

Les actifs en devises représentent 9% du total bilan contre 7% au passif, principalement libellés en EUR et en USD.

RESOLUTIONS

Première Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes, approuve l'ensemble de ces documents dans leur intégralité et sans réserve ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 en constatant que les comptes individuels ainsi que les bilans de l'activité au Maroc, des succursales et des filiales de BMCE Bank, les comptes de résultat (CPC et ESG) les concernant et ainsi arrêtés au 31 décembre 2011, reflètent l'ensemble des opérations de la Banque.

Elle approuve les comptes qui lui ont été présentés.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le résultat agrégé au titre de l'exercice 2011 se présente comme suit:

- Pour l'activité Maroc :	DH	522 756 796,03
- Pour la succursale de Paris : contre-valeur en dirhams de devises	DH	-35 839 247,00
- Pour la Succursale BMCE Bank Offshore contre-valeur en dirhams de devises	DH	57 844 102,95
- Soit un bénéfice net de	DH	544 761 651,98

En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'affecter les résultats dégagés au titre de l'exercice 2011 de la manière suivante:

Bénéfice net	DH	544 761 651,98
- Premier dividende de 6%	DH	- 103 178 034,00
Reste	DH	441 583 617,98
- Superdividende de 24%	DH	-412 712 136,00
Reste	DH	28 871 481,98
- Report de l'exercice précédent	DH	10 891,81
Reste	DH	28 882 373,79
- Réserve extraordinaire	DH	-28 880 000,00
Le solde de dirhams à reporter	DH	2 373,79

Le portefeuille de filiales et de titres de participation a généré, au cours de l'exercice 2011, des dividendes de 237,4 millions de dirhams.

Les dotations nettes aux provisions sur titres de participation se sont chiffrées à 137,4 millions de dirhams. Bien entendu, l'ensemble de ces éléments a été intégré dans les résultats de l'activité agrégée.

Troisième Résolution

L'Assemblée fixe le dividende à 3 dirhams par action dont le paiement, après les retenues prévues par la loi, sera effectué à partir du 10 Juillet 2012 au Siège Social : 140, Avenue Hassan II à Casablanca, BMCE Capital Titres. L'encaissement du divi-

dende se réalisera par virement de coupons au profit du compte BMCE Bank ouvert dans les livres de MAROCLEAR

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de l'accomplissement par les Commissaires aux Comptes de la Banque, les cabinets ERNST & YOUNG et FIDAROC GRANT THORNTON, de leur mission au titre de l'exercice 2011 écoulé conformément aux dispositions statutaires, à la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la Loi 20 - 05 relative aux sociétés anonymes et aux dispositions de l'article 72 du Dahir portant loi n° 1-05-178 du 14 février 2006, au titre de leur Rapport Général sur les opérations de l'exercice 2011.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée relative aux sociétés anonymes et de l'article 26 des statuts, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global brut des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, pour l'exercice 2011, à 1 545 775,73 DH (un million cinq cent quarante cinq mille sept cent soixante quinze dirhams et soixante treize centimes).

Septième Résolution

Le mandat d'Administrateur de la société BANCO ESPIRITO SANTO représentée par Monsieur Mario Mosqueira DO AMARAL parvenant à expiration au terme de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler ledit mandat pour une nouvelle durée de six exercices venant à expiration lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus total, entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice arrêté au 31 décembre 2011.

Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide, tenant compte des activités de la Fondation BMCE Bank et des besoins financiers nécessaires à la réalisation de ses programmes, de fixer la dotation financière annuelle à la Fondation entre 3% et 4% du Résultat Brut d'Exploitation de la Banque.

Dixième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités légales.

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR COMPTES CONSOLIDÉS



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE BANK
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2011, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITE DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS

BMCE Bank a reçu en mars 2011 une seconde lettre de notification de la part de l'administration fiscale suite à la vérification portant sur les exercices 2006 à 2009 au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS), l'Impôt sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Ayant marqué son désaccord sur les chefs de redressement notifiés, la banque a initié un recours devant la Commission Locale de Taxation. En l'état actuel de la procédure, nous ne sommes pas en mesure d'estimer les impacts éventuels de ce contrôle sur le résultat et les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2011.

A notre avis, sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe BMCE Bank au 31 décembre 2011, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 19 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1. Contexte

L'application des normes IAS/IFRS est obligatoire à partir de l'exercice ouvert à partir du 01/01/2008.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux standards internationaux en terme de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS, approuvées par l'IASB, depuis l'arrêté des comptes consolidés au 31 décembre 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

2. Normes Comptables Appliquées

2.1. Consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes. Le niveau d'intégration, (une intégration globale, une intégration proportionnelle ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Toutefois, les entités identifiées sous contrôle conjoint (coentreprises) peuvent être consolidées selon la méthode proportionnelle ou évaluées par mise en équivalence.

Sont exclues de la consolidation :

- Les entités contrôlées de façon temporaire ; c'est-à-dire acquise et détenue en vue d'une cession à court terme c'est-à-dire dans les 12 mois ;
- Les entités représentant des actifs détenus à des fins de transactions et comptabilisés à la juste valeur avec une variation au compte de résultat.

2.2. Options retenues par BMCE Bank

● Définition du périmètre

Le Groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

● Exception

Une entité ayant une contribution non significative doit intégrer le périmètre de consolidation si elle détient des parts dans des filiales qui vérifient un des critères ci-dessus décrits.

● Exclusions du périmètre de consolidation

BMCE Bank exclue de son périmètre de consolidation les entités contrôlées ou sous influence notable lorsque dès leurs acquisitions, les titres de ces entités sont détenus avec l'intention d'une cession dans les 12 mois.

Sont aussi exclues du périmètre de consolidation, les participations (hors participations majeures) détenues par des entités

de capital-risque dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

2.2. Immobilisations Corporelles

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à un tiers.

● Evaluation initiale

Les immobilisations sont enregistrées initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

● Evaluation ultérieure

Une immobilisation corporelle peut être évaluée selon deux méthodes :

- Le modèle du coût (méthode préférentielle) : correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur ;
- Le modèle de la réévaluation (méthode optionnelle) : correspond à sa juste valeur à la date de la réévaluation diminuée du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

● Approche par composant

Dès lors que des éléments d'un actif présentent des durées d'utilité et des rythmes de consommation des avantages attendus différents, ils doivent être reconnus séparément, comme des composants distincts et amortis de façon systématique sur leurs durées d'utilité propres.

● Règles d'amortissement

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif diminué par la valeur résiduelle, celle-ci correspond au prix actuel de l'actif tenant compte de l'âge et de l'état estimés de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

L'amortissement d'un actif corporel s'étend sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement doit refléter le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Les méthodes et les durées d'amortissement doivent être revues périodiquement par l'entreprise, et en conséquence, les dotations aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs doivent être réajustées.

Même si la juste valeur de l'actif comptable est supérieure à sa valeur comptable, on comptabilise l'amortissement et ceci tant que la valeur résiduelle ne dépasse pas sa valeur comptable.

● Perte de valeur

Une perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

◆ Options retenues par BMCE Bank

● Évaluation Initiale

Le Groupe a opté pour la méthode du coût, la privilégiant ainsi à

La méthode de réévaluation prévue par la norme IAS16.

Le coût d'entrée d'une immobilisation intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

● Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations du groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM. En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

● Durée d'amortissement

Le Groupe a adopté un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

● Approche par composant

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe pour le bilan d'ouverture est la reconstitution du coût historique amorti par composant en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du groupe BMCE Bank.

● Matrice de décomposition

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

● Perte de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

2.3. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :

- Soit en juste valeur avec variation de JV en résultat chaque année ou,
- Soit au coût amorti.

Toute option choisie, doit être appliquée à l'ensemble des immeubles de placement.

◆ Options retenues par BMCE Bank

● Recensement

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

● Valorisation

Le groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût amorti

pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

2.4. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire et sans substance physique.

Elle est :

Identifiable : afin de la distinguer du Goodwill ;

Contrôlée : si l'entreprise a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de la ressource sous-jacente et si elle peut également restreindre l'accès des tiers à ses avantages.

La norme IAS38 distingue deux phases pour les immobilisations incorporelles générées en interne.

Phase	Immobilisation/charge
Recherche	Charge
Développement	Immobilisation

Les frais résultant de la phase de développement doivent être immobilisés s'il est possible de démontrer :

- La faisabilité technique du produit ;
- L'intention de mener à bien le projet ;
- La capacité de l'entreprise à le vendre ou à l'utiliser ;
- La capacité financière à mener à bien le projet ;
- Les avantages économiques futurs profiteront à l'entreprise.

● Evaluation initiale

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

La norme IAS 38 fait référence à deux méthodes pour l'évaluation postérieure d'une immobilisation incorporelle :

- Le coût amorti : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- La réévaluation : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur doit être déterminée par rapport à un marché actif. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

● Amortissement

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement sur une durée maximale de 20 ans. Une immobilisation incorporelle à durée de vie illimitée n'est pas amortie, dans ce cas précis, un test de dépréciation devra être fait à chaque date de clôture.

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

● Perte de valeur

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

◆ Options retenues par BMCE Bank

Pour la première application, le Groupe a opté pour la reconstitution du coût amorti.

Il a été décidé, en outre, de ne pas activer les logiciels développés en interne dans le bilan d'ouverture, et de mettre en place un système de suivi des coûts de développement dans le futur.

Pour l'évaluation postérieure des immobilisations incorporelles, le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti.

● Amortissement

Le Groupe a décidé de maintenir les durées actuellement utilisées.

● Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le Groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle ne serait retenue.

2.5. Titres

La norme IAS 39 répartit les actifs financiers en quatre catégories ainsi définies en fonction de l'intention de gestion :

Actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat

Un instrument financier doit être classé dans cette catégorie s'il répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Il est un instrument financier de transaction, car :
 - Il est acquis ou contracté dans le but principal d'être vendu ou acheté à court terme ;
 - Il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers distincts pour lequel une indication d'un rythme effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ;
 - Il s'agit d'un dérivé (à l'exception d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture) ;
 - Il a été désigné comme tel lors de son acquisition ;

Tout instrument financier peut ainsi être classé en actifs et passifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat sauf les investissements en actions ne disposant pas d'un marché actif et dont la juste valeur ne peut être précisément mesurée.

Les instruments dérivés sont considérés comme des actifs ou passifs à la juste valeur par résultat, sauf s'ils sont désignés en couverture.

◆ Principes de comptabilisation

● Evaluation initiale

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

● Evaluation ultérieure

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

Investissements détenus jusqu'à leur échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixés ou déterminables et à échéance fixée que l'entité a l'intention expresse

et la capacité de conserver jusqu'à échéance. Il ne peut s'agir d'instruments financiers initialement désignés comme étant des actifs/passifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats ou correspondant à des prêts et créances.

Une entité ne peut classer un actif financier en investissement détenu jusqu'à échéance si l'entité a au cours de l'année en cours ou au cours des deux exercices précédents, vendu ou reclassé avant leur échéance une part significative de ce type d'investissement, cette restriction ne s'appliquant pas aux cessions :

- Proches de l'échéance (moins de trois mois) pour lesquels le changement des taux de marché n'a pas un impact significatif sur la juste valeur des actifs concernés ;
- Survenant après la collecte d'une part substantielle du capital initial (environ 90% du principal de l'actif) ;
- Attribuables à un événement isolé, incontrôlable et qui ne pouvait être raisonnablement prévu.

Les ventes de titres entre les entités (ventes intragroupes)

Une entité n'a pas une intention manifeste de conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif financier ayant une échéance fixée si l'une quelconque des conditions suivantes est satisfaite :

- L'entité pense conserver l'actif financier pour une période indéfinie ;
- L'entité est prête à vendre l'actif en réponse à des variations affectant les taux d'intérêt du marché ou les risques, à des besoins de liquidité, à des changements dans la disponibilité et le rendement dégagé sur des placements alternatifs, à des changements dans les sources de financement, et dans les modalités de ces financements ou les risques sur monnaies étrangères ;
- L'émetteur a le droit de régler l'actif financier pour un montant sensiblement inférieur à son coût amorti.

Une entité ne démontre pas sa capacité à conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif à échéance fixée si l'une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Elle ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour continuer à financer son placement jusqu'à échéance ;
- Elle est assujettie à une contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de conserver l'actif financier jusqu'à échéance.

◆ Principes de comptabilisation

● Evaluation initiale

Les titres détenus jusqu'à échéance devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons inclus (dans un compte de créances rattachées).

● Evaluation ultérieure

Par la suite, la comptabilisation sera au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (TIE).

● Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision précédente est à constater.

● Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs autres que des dérivés qui sont à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché financier actif. Les actifs suivants ne sont pas classés dans cette catégorie :

- Ceux que l'entité a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, lesquels doivent être classés dans actifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux que l'entité désigne comme actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat ;
- Ceux désignés par l'entité comme disponibles à la vente ;
- Ceux pour lesquels une part significative de l'investissement de base ne pourrait être recouvrée pour d'autres raisons que la détérioration du crédit et qui sont classés en disponibles à la vente ;

◆ Principes de comptabilisation

Comptabilisation au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

● Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

◆ Actifs disponibles à la vente

Il s'agit des actifs financiers autres que les dérivés et qui sont désignés comme tels ou qui ne sont classés ni en prêts et créances, ni en investissements détenus jusqu'à leur échéance ni en actifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats.

◆ Principes de comptabilisation

En IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « disponibles à la vente » sont les suivants :

● Evaluation initiale

Les titres disponibles à la vente devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus (dans un compte de créances rattachées)

● Evaluation ultérieure

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en « disponibles à la vente » sont enregistrées en capitaux propres. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

● Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

◆ Options retenues par BMCE Bank

Le Groupe BMCE Bank a opté pour une classification selon l'intention de gestion et la nature des titres.

Le portefeuille Titres se compose comme suit :

- Les titres Trading
- Les titres réglementés
- Les titres de participation

◆ Titres de participations

● Classification

Ces titres sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente », évalués à la juste valeur.

● Valorisation

Titres cotés : la valeur de référence est le dernier cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant des modèles internes.

● Dépréciation

Titres cotés : baisse du cours de bourse de 20% sur une période de 6 mois ;

Titres non cotés : selon les indices de dépréciation déterminés pour le suivi du provisionnement.

◆ Titres Trading (SDM)

● Classification

L'intention de gestion est définie compte tenu de la gestion future de la salle de marché, l'intention de gestion était, pour le bilan d'ouverture, principalement le « trading » pour la totalité des encours gérés par la salle de marché.

● Valorisation

Titres cotés : la juste valeur correspond au cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

◆ Titres réglementés

Ce portefeuille a été classé autant que titres détenus jusqu'à l'échéance

2.6. Provisions

◆ Provisions collectives

Si une entité détermine qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, elle inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

◆ Indices de dépréciation

Dans le cadre d'un examen collectif, un indice objectif de dépréciation peut se résumer à des événements observables indiquant qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe de prêts depuis que ces actifs ont été comptabilisés pour la première fois, et ce bien que cette diminution ne puisse encore être rattachée aux divers prêts composant ce groupe notamment :

- Les modifications défavorables de la capacité des emprunteurs faisant partie du groupe ou ;
- Une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du groupe.

◆ Provisions individuelles

Font l'objet d'une provision, toutes les créances présentant, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation, les indications d'une dépréciation liées à l'avération d'un risque de crédit sont proposées par la norme :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur ;
- Une rupture de contrat tel qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal ;

L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'entreprise, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagé en d'autres circonstances ;

- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier suite à des difficultés financières ou ;
- Des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe y compris ;
- Des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ; ou
- Une situation économique nationale ou locale corrélées avec les défaillances sur les actifs du groupe.

◆ Méthode de provisionnement

La norme IAS 39 ne distingue pas deux méthodologies différentes pour l'évaluation des provisions sur encours « impairé » individuellement ou collectivement. Au contraire, le principe unique à appliquer est de provisionner l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur actuelle des flux de trésoreries futurs estimés de l'actif (ou du groupe d'actif) actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

La constitution de provisions n'intervient qu'en cas de dégradation observable du niveau de risque du groupe de créances et ayant incidence mesurable sur les flux de trésorerie du groupe constitué.

Compte tenu de la méthodologie d'évaluation des valeurs recouvrables selon les IFRS, les établissements doivent être en mesure d'établir une corrélation entre l'indication objective de dépréciation observée et son incidence sur les flux de trésorerie attendus du portefeuille concerné.

● Perte de valeur

Selon le référentiel IFRS, la perte de valeur se mesure comme la différence entre, d'une part, la valeur comptable des créances, d'autre part la valeur recouvrable, celle-ci correspondant à la valeur actuelle des flux de récupération attendus, actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de la créance.

◆ Options retenues par BMCE Bank

● Provisions collectives

Seules les pertes avérées sont provisionnées tel que stipulé par la norme. Les pertes attendues ne peuvent faire l'objet d'un provisionnement.

Dans le cadre du traitement de la provision collective, le Groupe

BMCE Bank a défini pour son portefeuille clientèle un certain nombre de critères qui permettent d'analyser le comportement des créances, et les catégoriser dans des types d'anomalies qui vont servir à la formation des groupes homogènes.

La méthode utilisée consiste à étudier l'évolution des dossiers classés sous surveillance au cours des exercices antérieurs pour déterminer un taux de passage en contentieux sur la base de séries statistiques. Le taux de provisionnement IFRS, en plus du taux de passage en contentieux sont alors appliqués à l'encours sous surveillances pour la détermination de la provision collective.

Provisions individuelles

Le Groupe a jugé possible et nécessaire d'appliquer le principe de la contagion pour l'identification des encours présentant des indications objectives de dépréciation selon les normes IFRS.

Pour le calcul de l'impact estimé à l'ouverture, le portefeuille de créances en souffrance de BMCE Bank a été segmenté de la façon suivante :

« gros dossiers » :

Revue individuelle par BMCE de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps ;

La provision en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus.

La population non couverte par les gros dossiers fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique des flux de recouvrement par année de déclassement.

2.7. Goodwill

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date. Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Goodwill

À la date d'acquisition, le Goodwill est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Après sa comptabilisation initiale, le Goodwill doit être évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Le Goodwill ne peut plus être amorti et un test de dépréciation est appliqué.

◆ Options retenues par BMCE Bank

Conformément à la norme IFRS 1, BMCE Bank a choisi de ne pas retraiter les Goodwill existants.

Les amortissements des Goodwill ne seront plus appliqués.

Des tests de dépréciation réguliers seront mis en place. Ce test s'appuie sur l'observation régulière (annuelle au minimum) d'indice de perte de valeur.

2.8. Ecarts de conversion

Les dispositions générales concernant les écarts de conversion contenues dans IAS 21 « Effets de la variation des cours de change » sont les suivantes :

- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan au coût historique, sont convertis au coût historique ;
- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan en juste valeur, sont convertis au cours en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur ;
- Les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à la date d'évaluation ;
- Les éléments de comptes de résultat sont convertis aux cours en vigueur aux dates de réalisation des transactions enregistrées, à l'exception des dotations aux amortissements et aux provisions passées sur éléments non monétaires qui sont convertis au cours historique ;
- Les différences de change sur éléments monétaires sont comptabilisées en résultat de la période ;

Conversion des comptes des entreprises étrangères consolidées

Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice :

- Les produits et les charges sont convertis aux cours de vigueur en date de chacune des transactions, pour des raisons pratiques, un taux moyen peut être utilisé sauf variations significatives ;
- Les écarts de conversion constatés sont portés en capitaux propres en distinguant la part revenant aux intérêts minoritaires.

◆ Options retenues par BMCE Bank

Pour les titres de participation non consolidés, qui seront classés en AFS (actifs disponibles à la vente), les écarts de conversion seront une composante de la juste valeur comptabilisée en capitaux propres.

Le Groupe BMCE Bank a considéré que son écart de conversion cumulé à la date de transition est nul pour toutes ses activités étrangères.

Dans ce cas, les conséquences sont les suivantes :

- Les écarts ou réserves de conversion sont reclassés, au sein des capitaux propres d'ouverture ;
- Les écarts de conversion cumulés antérieurs à la date de transition aux IFRS ne rentrent pas dans la détermination du résultat de cession futur des activités concernées. En cas de cession ultérieure, l'entité ne constatera pas ces écarts en résultat, en revanche, elle constatera en résultat tout écart de conversion né après la date de mise en application des IFRS sur les filiales concernées.

2.9. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

● Evaluation

Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

La norme IAS 37 prévoit l'actualisation du montant de la provision si l'effet est significatif.

Trois critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- Obligation actuelle envers un tiers ;
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- Fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

◆ Options retenues par BMCE Bank

● Pour la première application

La banque a passé en revue les provisions pour risques et charges répondant aux trois critères cités dès lors que l'impact est significatif.

Concernant les provisions incompatibles, celles-ci ont été reprises par les capitaux propres.

2.10. Crédits hors marché

En normes IFRS, la valeur d'entrée d'un prêt est égale à sa juste valeur augmentée des coûts de transactions internes et externes directement attribuables à l'émission du prêt.

La juste valeur est égale :

- Au nominal si le taux du prêt est « dans le marché » et en l'absence de coût de transactions ;
- A la somme des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux de marché ; la différence entre le taux de marché et le taux contractuel du prêt entraîne la constatation d'une décote qui est constatée immédiatement en résultat puis reprise sur la durée de vie du prêt.

Afin de déterminer le caractère « hors marché » d'un prêt émis, il conviendrait de se demander si l'émetteur du prêt a offert des conditions de financement très favorables par rapport à celles généralement pratiquées par la concurrence afin de conquérir un client. Dans l'affirmative, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

◆ Options retenues par BMCE Bank

BMCE Bank a donc déterminé les prêts émis par le groupe à des taux qui peuvent être considérés comme « hors marché ».

En l'absence de référence claire de la norme sur la notion de « hors marché », il a été décidé de s'appuyer sur les taux planchers communiqués par Bank Al-Maghrib.

2.11. Crédit-bail

La norme IAS 17 distingue deux types de contrats de crédit-bail :

- Les contrats de location financement : ce type de contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.
- Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

La norme IAS 17 indique cinq exemples de situations qui conduisent normalement à considérer un contrat comme un contrat de location financement :

- Le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;

- Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée.

La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété.

Au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué.

Les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter des modifications majeures.

◆ Comptabilisation des contrats de location financement

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

Les contrats de location opérationnelle (ou contrat de location simple) : ce contrat ne transfère pas au preneur de crédit-bail tous les risques et avantages liés à la propriété.

Comptabilisation des contrats de location opérationnelle :

- Les actifs faisant l'objet de contrats de location simple doivent être comptabilisés au bilan du bailleur selon la nature de l'actif ;

- Compte de résultat : les revenus locatifs provenant des contrats de location simple doivent être comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de la diminution de l'avantage retiré de l'utilisation de l'actif loué ;

- L'amortissement des actifs loués doit se faire sur une base cohérente avec la politique normalement suivie par le bailleur pour l'amortissement d'actifs similaires et la dotation aux amortissements doit être calculée sur la base indiquée par IAS16 (immobilisations corporelles) et IAS38 (immobilisations incorporelles).

◆ Options retenues par BMCE Bank

Les entités concernées par l'application de la norme relative au crédit-bail sont Maghrébail, Salafin, Locasom ainsi que certaines filiales de BOA Group

Les contrats portés par Maghrébail, Salafin et les filiales BOA correspondent à la définition de la location-financement. Par contre les contrats portés par Locasom correspondent à la définition de la location simple.

L'essentiel des contrats de crédit-bail du groupe BMCE étant classé en location-financement, le traitement comptable actuellement appliqué dans le cadre des comptes consolidés est

conforme aux IFRS. Ainsi, l'impact est nul.

2.12. Avantages au personnel

◆ Classification des avantages au personnel

● Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

● Avantages Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

● Avantages Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

● Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

◆ Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

◆ Principes d'évaluation

La méthode d'évaluation est la méthode des unités de crédit projetées avec service proraté. Cette méthode passe par deux phases :

- Une évaluation des droits à termes moyennant des hypothèses actuarielles, les droits à terme correspondant aux cash-flows futurs ;

- Une répartition des droits à terme sur la période d'activité au cours de laquelle BMCE Bank bénéficie des services de ses employés.

◆ Principes de comptabilisation

● Définition

Valeur actualisée de l'obligation : engagement brut i.e. valeur actuarielle des droits des participants ou dette actuarielle ;

Éléments non reconnus : pertes et gains latents à amortir dans le futur ou éléments non reconnus.

◆ Comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi

La provision à constituer est égale à l'engagement net diminué des éléments non reconnus. Ces éléments non reconnus peuvent être de deux natures :

- Dans le cas où la société opte pour la méthode du corridor, les pertes et gains actuariels, qui sont constitués de la différence entre la valeur actualisée de l'obligation réelle à la clôture et la valeur actualisée de l'obligation estimée à la clôture sur la base de la valeur actualisée de l'obligation d'ouverture et des événements de l'exercice ; ils ont deux origines :

- Une modification des hypothèses actuarielles entre l'ouverture et la clôture suite à des événements particuliers de l'exercice ou des modifications de l'environnement économique général : il s'agit des pertes et gains actuariels sur hypothèses ;
- Une différence entre les prévisions à l'ouverture de comportement socio-économique des salariés ou de comportement de l'environnement général au cours de l'exercice- et traduit dans les hypothèses actuarielles- et la réalité : il s'agit des pertes et gains actuariels d'expérience ;
- Les coûts des services passés, qui se constatent lors d'une modification du régime et sont constitués de la variation consécutive de l'engagement à la date de génération de la modification du régime ;

Les éléments non amortis s'amortissent de manière différente :

- Le coût des services passés s'amortit linéairement entre la date de modification et la date à laquelle les droits sont acquis.
- La règle du corridor consiste à amortir au minima au cours d'un exercice, et sur la durée d'activité résiduelle des participants à la clôture, le montant de pertes ou de gains actuariels non reconnus supérieur en valeur absolue à 10 % du montant de la dette actuarielle à l'ouverture ou du montant des actifs de couverture si ce dernier montant lui est supérieur.

◆ **Comptabilisation des autres avantages à long terme**

La provision à constituer à chaque clôture est égale à la valeur actuelle de l'obligation.

◆ **Options retenues par BMCE Bank**

Une provision doit être constituée à chaque clôture égale à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies évaluées actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette provision est comptabilisée dans la rubrique « provisions » du passif.

Les avantages au personnel comptabilisés correspondent à la médaille du travail et l'indemnité de fin de carrière.

Médaille du travail : indemnités versés aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 14 ans.

Indemnité de fin de carrière : prime octroyé lors du départ en retraite dépendant de son ancienneté, résultant d'accord d'entreprise.

Cependant, aucune provision relative à la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM) n'a été constatée, en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires.

2.13. Crédits restructurés

Les crédits restructurés incluent les encours ayant subi, en raison des difficultés de la contrepartie, une restructuration entraînant une modification de la rémunération de la banque.

• **Principe comptable**

Lorsqu'un crédit est restructuré du fait de la situation financière d'un débiteur, les flux futurs du crédit sont actualisés au TIE d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable du crédit est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégré sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

◆ **Options retenues par BMCE Bank**

Les dossiers restructurés ont été identifiés par recoupement entre les comptes comptables affectés aux encours consolidés et les fichiers de suivi de la gestion globale des engagements sur la base d'un scope d'encours supérieurs à 1 MMAD.

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au TIE ;
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au TIE.

Pour le bilan d'ouverture, la décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie des capitaux propres, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

En traitement récurrent, les décotes sont comptabilisées en charge au moment de la restructuration.

2.14. Actions propres

Si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité. Les actions propres peuvent être acquises ou détenues par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Les titres d'autocontrôle détenus dans le cadre de plans de stock-options en faveur des salariés doivent, quel que soit le but de leur acquisition, être portés en déduction des capitaux propres consolidés.

◆ **Options retenues par BMCE Bank**

L'ensemble des titres BMCE détenus par les entités du groupe est annulé en moins des capitaux propres.

L'entité impute directement au débit des capitaux propres, nettes de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent, les distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres.

Les coûts de transaction d'une transaction portant sur les capitaux propres, à l'exclusion des coûts d'émission d'un instrument de capitaux propres directement attribuables à l'acquisition d'une entité doivent être comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent.

Seule BMCE Bank Maroc est concernée par l'application de cette norme.

2.15. Taux d'Intérêt Effectif

L'IAS 39 définit le taux d'intérêt effectif comme étant le taux qui égalise les cashs flows futurs estimés actualisés et la valeur comptable initiale du prêt, la valeur initiale intégrant les produits et les coûts de transaction.

◆ **Coûts et commissions à intégrer dans le calcul du TIE**

• **Coûts**

Les coûts à étaler via le TIE correspondent selon la norme IAS 39 aux coûts de transaction.

Ces derniers sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif ou d'un passif financier.

● Commissions

L'IAS 18 distingue 3 catégories de commissions selon leur finalité :

- Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif global ;
- Les commissions d'octroi reçus ;
- Les commissions d'engagements reçus ;
- Les commissions acquises à mesure que des services sont fournis ;
- Les commissions acquises pour l'exécution d'un acte important.

● Principes comptables

Les prêts émis sont comptabilisés au coût amorti à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif.

◆ Options retenues par BMCE Bank

L'analyse a montré que les coûts et commissions sont peu significatifs, il a été décidé par conséquent de ne pas les étaler pour la FTA. Par ailleurs, un suivi régulier des coûts et produits de transactions devra être effectué pour s'assurer de leur caractère non significatif.

En fonction de l'importance significative, le Groupe étale ou non les coûts et produits de transactions pour les crédits à plus d'un an. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

2.16. Dépôts de la clientèle

◆ Principes comptables

● Evaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputable à l'acquisition ou à l'émission du passif financier.

● Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer un actif financier au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf :

- Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- Les passifs financiers qui surviennent quand un transfert d'actif financier ne répond pas aux conditions de décomptabilisation ou quand il est comptabilisé selon l'approche de l'implication continue.

◆ Options retenues par BMCE Bank

Actuellement, le Groupe classe tous les dépôts dans la catégorie des autres passifs financiers, aucun n'est classé dans la catégorie « passifs financiers détenus à des fins de transaction ».

Les dépôts de BMCE Bank sont systématiquement d'une durée maximale d'un an. De ce fait, la position retenue a été de considérer que l'impact du calcul d'une décote et son étalement sur la durée de dépôt était non significatif.

Aucun élément à intégrer au calcul n'a été identifié concernant les dépôts, qu'ils fassent partie du stock ou de la nouvelle production. A ce stade, le TIE est donc le taux facial du dépôt.

Aucun retraitement n'a été prévu pour les comptes à vue et les comptes sur carnets.

Pour les avances sur dépôts rémunérés, celles-ci doivent être constatés en prêts et créances et traitées en tant que tel.

2.17. Impôts différés

«Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales».

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer.

◆ Options retenues par BMCE Bank

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les ID dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

Par ailleurs, en IFRS, l'expression « recouvrement probable » devrait être interprétée comme signifiant un « recouvrement plus probable qu'improbable » ce qui pourrait donner lieu, dans certains cas, à la comptabilisation de davantage d'impôts différés actifs qu'en principes comptables, où cette expression est souvent interprétée comme supposant un fort degré de probabilité.

2.18. Dérivés

Un dérivé est un instrument financier (ferme ou optionnel) qui varie en fonction de la valeur d'un sous-jacent tel que les taux d'intérêts, le cours d'une action, d'une matière première... Ce sont généralement des instruments avec effet de levier important et une mise de départ faible. Les instruments dérivés usuels sont les swap, les options et les ventes à terme.

Les dérivés (swap, options...) sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. A chaque date d'arrêté, ils sont réévalués au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

◆ Options retenus par BMCE Bank

Les analyses menées en interne ont conduit de conclure à l'absence d'opérations de couverture réalisées par le groupe BMCE.

2.19. Paiements fondés sur des actions

Il y a des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres en contrepartie des biens ou des services reçus par l'entreprise.

Le paiement peut aussi être conclut par l'équivalent des instruments de capitaux propres émis.

Courant l'exercice 2010, BMCE BANK a procédé à une augmentation de capital par apport en numéraire réservée au personnel du Groupe BMCE BANK.

Une charge a été constaté dans les comptes consolidés en tenant compte des modalités de cette offre et des exigences des normes IFRS 2 et IAS 39.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2011

BILAN IFRS

ACTIF IFRS	2011	2010
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	6 391 958	8 033 096
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31 732 316	27 750 733
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	2 330 377	1 847 394
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	23 822 680	22 971 432
Prêts et créances sur la clientèle	121 342 658	107 367 885
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	9 590 911	8 321 093
Actifs d'impôt exigible	408 979	383 596
Actifs d'impôt différé	321 084	371 417
Comptes de régularisation et autres actifs	4 559 041	3 260 722
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	399 358	382 171
Immeubles de placement	547 099	520 667
Immobilisations corporelles	5 064 126	4 795 142
Immobilisations incorporelles	645 081	651 205
Ecarts d'acquisition	832 470	531 006
Total Actif IFRS	207 988 138	187 187 559

(En milliers de dirhams)

PASSIF IFRS	2011	2010
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 752	1 275
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	24 848 609	13 602 716
Dettes envers la clientèle	139 152 010	132 019 155
Titres de créance émis	12 008 860	11 444 054
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt courant	324 592	316 356
Passifs d'impôt différé	934 127	906 568
Comptes de régularisation et autres passifs	8 971 070	8 093 984
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	457 440	349 989
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	4 904 381	4 634 497
Capitaux propres		
Capitaux propres part du groupe	12 428 604	12 390 435
Capital et réserves liées	10 451 134	10 439 225
Réserves consolidées	1 045 085	1 153 220
Gains ou pertes latents ou différés	82 186	-20 979
Résultat net de l'exercice	850 199	818 969
Intérêts minoritaires	3 956 693	3 428 530
Total Passif IFRS	207 988 138	187 187 559

(En milliers de dirhams)

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	2011	2010
Résultat net	1 507 754	1 424 581
Écart de conversion	-2 911	-5 968
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	65 433	-10 557
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	62 522	-16 525
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 570 276	1 408 056
Part du groupe	932 386	797 991
Part des intérêts minoritaires	637 890	610 065

(En milliers de dirhams)

COMPTE DE RESULTAT IFRS CONSOLIDE	2011	2010
Intérêts et produits assimilés	9 350 022	10 808 823
Intérêts et charges assimilés	-4 095 844	-5 952 292
Marge d'intérêts	5 254 178	4 856 531
Commissions perçues	1 703 136	1 648 926
Commissions servies	-280 201	-295 369
Marge sur commissions	1 422 935	1 353 557
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 020 376	973 334
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	27 075	143 552
Résultat des activités de marché	1 047 451	1 116 886
Produits des autres activités	792 174	638 171
Charges des autres activités	-376 675	-413 112
Produit Net Bancaire	8 140 063	7 552 033
Charges générales d'exploitation	-4 588 896	-4 169 863
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-535 299	-484 499
Résultat brut d'exploitation	3 015 868	2 897 671
Coût du risque	-872 214	-819 496
Résultat d'exploitation	2 143 654	2 078 175
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	44 590	34 337
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-6 717	-75 381
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôts	2 181 527	2 037 131
Impôts sur les bénéfices	-673 773	-612 550
Résultat Net	1 507 754	1 424 581
Résultat hors Groupe	657 555	605 612
Résultat Net part du Groupe	850 199	818 969

(En milliers de dirhams)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2009 corrigés	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2009 corrigés	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854
Opérations sur capital	132 000	2 986 244		-220 593		2 897 651	54 114	2 951 765
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			3 110 742			3 110 742	5 230	3 115 972
Dividendes				-481 962		-481 962	-218 651	-700 613
Résultat de l'exercice				818 969		818 969	605 612	1 424 581
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-3 914	-25 914	-29 828	4 453	-25 375
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)				-77 575		-77 575	-23 555	-101 130
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				-81 489	-25 914	-107 403	-19 102	-126 505
Variation de périmètre				13 317		13 317	-85 406	-72 089
Capitaux propres clôture 31.12.2010 corrigés	1 719 514	8 719 711		- 1 972 189	-20 979	12 390 435	3 428 530	15 818 965
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2010 corrigés	1 719 514	8 719 711		- 1 972 189	-20 979	12 390 435	3 428 530	15 818 965
Opérations sur capital		11 909		-36 548		-24 639	276 523	251 884
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-510 486		-510 486	-242 559	-753 045
Résultat de l'exercice				850 199		850 199	657 555	1 507 754
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-8 029	103 165	95 136	-19 665	75 471
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)				23 758		23 758	-23 169	589
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				- 15 729	103 165	118 894	-42 834	76 060
Variation de périmètre				-177 271		-177 271	-120 522	-297 793
Divers				-218 528		-218 528		-218 528
Capitaux propres clôture 31.12.2011	1 719 514	8 731 620		- 1 895 284	82 186	12 428 604	3 956 693	16 385 297

(En milliers de dirhams)

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE		
Résultat avant impôts	2 181 527	2 037 157
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 963 886	2 890 908
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	165 026	76 212
+/- Dotations nettes aux provisions	659 723	275 497
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-44 591	-34 336
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-1 465 434	-544 262
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	0	-
+/- Autres mouvements	95 910	-87 392
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	2 374 520	2 576 627
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	10 723 883	-1 372 903
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-10 060 593	-6 965 745
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-3 805 482	-3 095 416
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-28 000	27 488
- Impôts versés	-626 156	-274 352
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-3 796 348	-11 680 928
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	759 699	-7 067 144
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-1 090 685	-920 960
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-177	-295
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 298 024	-1 000 565
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 388 886	1 921 820
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-339 866	2 709 665
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	703 344	2 787 095
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	363 478	5 496 760
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-30 074	-67 107
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-1 295 783	-3 559 311
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	11 933 784	15 493 095
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 033 096	11 961 191
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 900 688	3 531 904
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	10 638 001	11 933 784
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	6 391 958	8 033 096
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	4 246 043	3 900 688
Variation de la trésorerie nette	-1 295 783	-3 559 311

(En milliers de dirhams)

MARGE D'INTERETS	2011			2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	7 614 768	2 772 953	4 841 815	9 349 581	4 802 262	4 547 319
Comptes et prêts/emprunts	6 987 941	2 601 939	4 386 002	6 428 988	2 238 931	4 190 057
Opérations de pensions		171 014	-171 014		247 874	-247 874
Opérations de location-financement	626 827		626 827	2 920 593	2 315 457	605 136
Opérations interbancaires	729 381	633 259	96 122	526 020	471 105	54 915
Comptes et prêts/emprunts	524 514	576 358	-51 844	406 441	421 608	-15 167
Opérations de pensions	204 867	56 901	147 966	119 579	49 497	70 082
Emprunts émis par le Groupe	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	740 126	689 632	50 494	795 873	678 925	116 948
Titres à revenu fixe	740 126	456 680	283 446	795 873	433 302	362 571
Opérations de pensions			-			-
Prêts/emprunts			-			-
Dettes représentées par un titre	-	232 952	-232 952	-	245 623	-245 623
Actifs disponibles à la vente			-			-
Actifs détenus jusqu'à échéance	265 747		265 747	137 349		137 349
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	9 350 022	4 095 844	5 254 178	10 808 823	5 952 292	4 856 531

(En milliers de dirhams)

COMMISSIONS NETTES	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	634 753	160 602	474 151
- avec les établissements de crédit			-
- avec la clientèle	238 497		238 497
- sur titres de change	158 633	99 168	59 465
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	237 623	61 434	176 189
Prestation de services bancaires et financiers	1 068 383	119 599	948 784
Produits nets de gestion d'OPCVM			-
Produits nets sur moyen de paiement	233 288	39 639	193 649
Assurance			-
Autres	835 095	79 960	755 135
Produits nets de commissions	1 703 136	280 201	1 422 935

(En milliers de dirhams)

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE	2011	2010
Dotations aux provisions	-1 220 654	-1 162 486
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 125 287	-1 092 610
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-1 385	-3 907
Autres provisions pour risques et charges	-93 982	-65 969
Reprises de provisions	443 494	783 730
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	375 716	744 184
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	2 916	2 880
Reprises des autres provisions pour risques et charges	64 862	36 666
Variation des provisions	-95 054	-440 740
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-109 023	-446 751
Décote sur les produits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	13 969	6 011
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-872 214	-819 496

(En milliers de dirhams)

INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information comptable et financière au sein du Groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôles d'activité :

- Banque au Maroc : BMCE Bank activité Maroc et BMCE Bank Off Shore
- Gestion d'actifs : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion, Casablanca Finance Market
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrébail, Maroc Factoring, Euler Hermes Acmar
- Activités à l'International : BMCE Paris, BMCE International (Madrid), Banque de Développement du Mali, La Congolaise de Banque, BBK International Londres, Bank of Africa.

INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Résultat par secteur opérationnel	Banque au Maroc	Gestion d'actifs	Services financiers spécialisés	Autres activités	Activités internationales	Total
Marge d'intérêt	2 459 516	6 257	648 868	-6 378	2 145 915	5 254 178
Marge sur commission	633 071	116 311	-9 121	0	682 674	1 422 935
Produits nets bancaires	3 560 669	184 886	655 610	131 202	3 607 696	8 140 063
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-2 441 749	-195 785	-145 168	-75 470	-2 266 023	(5 124 195)
Résultat Brut d'exploitation	1 118 918	-10 899	510 442	55 732	1 341 675	3 015 868
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-298 334	-15 916	-142 916	-8 318	-208 289	(673 773)
Résultat Part du Groupe	342 440	37 843	152 807	18 149	298 960	850 199
Actifs et passifs par secteur opérationnel						
Total bilan	144 682 530	396 558	12 932 271	153 339	49 823 440	207 988 138
Eléments d'actif						
Actifs disponibles à la vente	1 291 928	116 662	13 534	18 126	890 127	2 330 377
Prêts et créances sur la clientèle	83 659 440	1 122	12 290 687	0	25 391 409	121 342 658
Placements détenus jusqu'à échéance	1 816 492	0	27	0	7 774 392	9 590 911
Eléments du passif						
Dettes envers la clientèle	100 669 457	0	1 342 613	0	37 139 940	139 152 010
Fonds propres	11 722 730	97 450	1 188 619	-59 131	3 435 629	16 385 297

(En milliers de dirhams)

REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION

	2011			2010			Total
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	
Actifs financiers							
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	31 732 316		31 732 316	27 750 733			27 750 733
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option							
Passifs financiers							
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	1 752		1 752	1 275			1 275
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option							

(En milliers de dirhams)

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

	2011			2010		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Actifs financiers en valeur de marché par résultat						
Titres de créances négociables	7 493 340	-	7 493 340	7 452 379	-	7 452 379
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des Banques Centrales	6 979 579	-	6 979 579	6 974 496	-	6 974 496
Autres titres de créances négociables	513 761	-	513 761	477 883	-	477 883
Obligations	433 914	-	433 914	567 369	-	567 369
Obligations d'Etat	-	-	-	-	-	-
Autres obligations	433 914	-	433 914	567 369	-	567 369
Actions et autres titres à revenu variable	23 763 897	-	23 763 897	19 730 408	-	19 730 408
Opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
- Aux établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- A la clientèle entreprises	-	-	-	-	-	-
- A la clientèle particuliers	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés de transaction	41 165	-	41 165	577	-	577
Instruments dérivés de cours de change	40 588	-	40 588	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577	-	577	577	-	577
Instruments dérivés sur actions	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers en valeur de marché par résultat	31 732 316	-	31 732 316	27 750 733	-	27 750 733
Dont titres prêtés						
Hors actions et autres titres à revenu variable						
Passifs financiers en valeur de marché par résultat						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Clientèle entreprises	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	1 752	-	1 752	1 275	-	1 275
Instruments dérivés de cours de change	1 752	-	1 752	1 275	-	1 275
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés sur actions	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers en valeur de marché par résultat	1 752	-	1 752	1 275	-	1 275

(En milliers de dirhams)

	2011	2010
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE		
Titres de créances négociables	-	-
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la Banque Centrale	-	-
Autres titres de créance négociables	-	-
Obligations	-	-
Obligations d'Etat	-	-
Autres obligations	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 628 596	1 994 752
- Dont titres cotés	435 416	398 228
- Dont titres non cotés	2 193 180	1 596 524
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciation	2 628 596	1 994 752
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-298 219	-147 358
Titres à revenu fixe	-	-
Titres à revenu variable	-298 219	-147 358
Total des actifs disponibles à la vente, nets de dépréciations	2 330 377	1 847 394
- Dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations	-	-

(En milliers de dirhams)

OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	2011	2010
Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit		
Comptes à vue	5 911 143	4 904 258
Prêts	17 945 572	18 084 570
Opérations de pension	5 310	12 420
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédits avant dépréciation	23 862 025	23 001 248
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-39 345	-29 816
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédits nets de dépréciation	23 822 680	22 971 432
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes à vue	2 348 107	1 222 864
Emprunts	13 583 608	9 830 254
Opérations de pension	8 916 894	2 549 598
Total des dettes envers les établissements de crédit	24 848 609	13 602 716

(En milliers de dirhams)

PRETS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE		
Prêts consentis et créances sur la clientèle	2011	2010
Comptes ordinaires débiteurs	17 335 789	14 806 099
Prêts consentis à la clientèle	89 763 953	80 789 158
Opérations de pension	9 910 252	7 606 889
Opérations de location-financement	9 650 410	8 616 093
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle avant dépréciation	126 660 404	111 818 239
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-5 317 746	-4 450 354
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle nets de dépréciation	121 342 658	107 367 885
Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique	2011	2010
Banque au Maroc	83 659 441	73 928 891
Services Financiers Spécialisés	12 290 691	11 390 194
Activités à l'international	25 391 404	22 048 536
Gestion d'actifs	1 122	264
Autres activités	-	-
Total en principal	121 342 658	107 367 885
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	121 342 658	107 367 885
Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique	2011	2010
Maroc	95 951 254	85 319 349
Afrique	22 792 100	19 342 686
Europe	2 599 304	2 705 850
Total en principal	121 342 658	107 367 885
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	121 342 658	107 367 885
Dettes envers la clientèle	2011	2010
Comptes ordinaires créditeurs	57 769 414	53 179 017
Comptes à terme	52 986 886	49 389 636
Comptes d'épargne	19 881 953	17 901 496
Bons de caisse	4 911 391	5 210 305
Opérations de pension	3 602 366	6 338 701
Total des dettes envers la clientèle	139 152 010	132 019 155
Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique	2011	2010
Banque au Maroc	100 669 553	98 044 626
Services Financiers Spécialisés	1 342 518	959 192
Activités à l'international	37 139 939	33 015 337
Gestion d'actifs	-	-
Autres Activités	-	-
Total en principal	139 152 010	132 019 155
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	139 152 010	132 019 155
Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique	2011	2010
Maroc	102 012 071	99 003 818
Afrique	36 114 558	31 989 542
Europe	1 025 381	1 025 795
Total en principal	139 152 010	132 019 155
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	139 152 010	132 019 155

(En milliers de dirhams)

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	2011			2010		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	8 152 649	3 088 523	5 064 126	7 920 516	3 125 374	4 795 142
Terrains et constructions	2 617 698	534 135	2 083 563	2 370 751	472 701	1 898 050
Equipement, Mobilier, Installations	2 859 747	1 290 230	1 569 517	3 117 391	1 184 094	1 933 297
Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	0	0	
Autres immobilisations	2 675 204	1 264 158	1 411 046	2 432 374	1 468 579	963 795
Immobilisations incorporelles	1 339 715	694 634	645 081	1 214 476	563 271	651 205
Logiciels informatiques acquis	821 009	410 414	410 595	676 689	326 698	349 991
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	0	0	0	0	0	
Autres immobilisations incorporelles	518 706	284 220	234 486	537 787	236 573	301 214
Immeubles de placements	594 302	47 203	547 099	560 214	39 547	520 667

(En milliers de dirhams)

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

	2011	2010
Total des provisions constituées en début de période	349 988	300 492
Dotations aux provisions	93 783	76 733
Reprises de provisions	14 713	-26 615
Utilisation des provisions		
Variation des parités monétaires et divers	-1 044	-621
Total des provisions constituées en fin de période	457 440	349 989

(En milliers de dirhams)

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	2011	2010
Capital (DH)	1 719 633 900	1 719 633 900
Nombre d'actions	171 963 390	171 963 390
Résultat Part Groupe (DH)	850 199 000	818 969 000
Résultat par action (DH)	4,9	4,8

(En milliers de dirhams)

REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	51,00%	51,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,50%	74,50%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL MADRID	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL UK	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	59,40%	59,40%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,30%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaires	24,56%	24,56%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
HANOUTY	Distribution	45,55%	45,55%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E

I.G. : Intégration Globale

M.E.E : Mise en Equivalence

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE BANK
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 25 Mai 2011, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur «BMCE Bank », comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 15.411.554 dont un bénéfice net de KMAD 544.762.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITE DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE

La banque a reçu en mars 2011 une seconde lettre de notification de la part de l'administration fiscale suite à la vérification portant sur les exercices 2006 à 2009 au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS), l'Impôt sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Ayant marqué son désaccord sur les chefs de redressement notifiés, la banque a initié un recours devant la Commission Locale de Taxation. En l'état actuel de la procédure, nous ne sommes pas en mesure d'estimer les impacts éventuels de ce contrôle sur le résultat et les capitaux propres de BMCE Bank au 31 décembre 2011.

Sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur au 31 décembre 2011 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, conformément à l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous vous informons que votre banque a, au cours de l'exercice 2011, acquis :

- 100% du capital de la société LITTORAL INVEST pour MMAD 450
- 33,33% du capital de la société INMAA pour MMAD 3
- 10 % du capital de la société Maroc Télécommerce pour MMAD 1,6

Casablanca, le 19 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE BANK
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 et son décret d'application.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions Conclues au Cours de L'exercice 2011

1.1 Acquisition des titres LOCASOM par BMCE BANK

BMCE Bank a acquis au cours de l'exercice, 203.467 actions Locasom, dont :

- 29.337 actions auprès de FinanceCom au prix de KMAD 17.310,
- 49.566 actions auprès de RMA Watanya au prix de KMAD 29.247,
- 124.564 actions auprès de Amine Echcherki au prix de KMAD 73.500.

1.2 Conventions entre BMCE Bank et SALAFIN

• Contrat de prestations de services entre BMCE Bank et SALAFIN

Conclu en 2011 pour une durée de trois années reconductibles par tacite reconduction, ce contrat a pour objet de définir les modalités suivant lesquelles seront mis à disposition par BMCE Bank au profit de SALAFIN un certain nombre de services et moyens matériels ainsi que leurs conditions d'utilisation.

La redevance est fixée entre les parties au prix forfaitaires de mille dirhams TTC par desk. Une telle redevance est payable trimestriellement et d'avance.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011 un produit global de KMAD 84.

• Convention de mise en place d'une plate-forme de contrôle de conformité des dossiers crédit immédiat BMCE BANK et d'hébergement en mode ASP d'un système de gestion par SALAFIN

Conclue en 2011 entre BMCE Bank et SALAFIN, cette convention a pour objet la mise en place d'une plate forme back office pour assurer le contrôle de conformité des dossiers, la relance du réseau pour la correction des dossiers non conformes et le reporting risque opérationnel. La plateforme assure en outre la centralisation et la déclaration de souscription de l'assurance décès invalidité ainsi que la remise des dossiers à l'entité désignée par la banque pour la numérisation et archivage des dossiers de crédit.

Par ailleurs elle prévoit l'hébergement du système de gestion de l'instruction des dossiers basés sur la plateforme Immédiat interfacé avec les systèmes d'information de la banque, sa maintenance et son exploitation quotidienne outre la mise à la disposition de BMCE Bank d'un centre de maintenance.

La rémunération due par BMCE Bank est calculée sur la base des dossiers effectivement traités au niveau de la plate forme selon une grille tarifaire.

• Avenant à la convention de mise en place d'une plate-forme de contrôle de conformité des dossiers crédit immédiat de BMCE Bank par SALAFIN

Conclu le 1^{er} juillet 2011 entre BMCE Bank et SALAFIN, cet avenant modifie les conditions de rémunération en assurant une cogestion entre les Parties concernant les nouveaux crédits à la consommation distribués aux clients particuliers : les revenus d'intérêts seront répartis selon la règle de 80 % à l'entité qui porte le risque et 20 % à l'autre entité.

Cet avenant précise enfin les prestations assurées par SALAFIN pour l'ensemble des encours gérés par l'une ou l'autre des Parties.

Au titre de cette convention et de son avenant BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011, une charge globale de KMAD 4.077.

• Convention BMCE Bank / SALAFIN Portail de gestion du Crédit Immédiat Conventonné

Conclu le 17 mars 2011, ce contrat de prestations de services de développement informatique et d'assistance technique à l'implémentation d'un logiciel de gestion du crédit immédiat permet à SALAFIN d'assurer les missions que BMCE Bank lui confie à savoir :

- La rédaction du dossier des spécifications fonctionnelles, la mise en place du logiciel Imediat ainsi que son paramétrage, le développement des interfaces avec le SI BMCE et les autres besoins fonctionnels selon les spécifications décrites au sein du DSF.

Une proposition commerciale récapitule l'ensemble des tarifs afférents aux prestations ci-dessus mentionnées.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice une immobilisation de KMAD 1.331.

1.3 Conventions entre BMCE Bank et Eurafic Information (EAI)

• Protocole d'accord relatif à la facturation des licences logiciels et prestations y afférentes entre BMCE Bank et Eurafic Information (EAI)

Conclue le 2 décembre 2011, cette convention a pour objet la mise à disposition par EAI au profit de BMCE Bank d'un certain nombre de licences décrites au sein du contrat (Briques GRC, E- Banking Cyber Mut, Poste Agence Lot 1) en vue de leur utilisation par le personnel de cette dernière.

En contrepartie, BMCE Bank devra s'acquitter auprès de EAI de l'équivalent en dirhams de la somme de 4.800.370,4 euros au titre des prestations GRC, 3.303.063,2 euros au titre des licences GRC, 201.976,6 euros au titre de la licence post agence lot 1, 729.504 euros au titre des prestations Poste Agence lot 1, 500.000 euros au titre des licences E – Banking, 768.672,0 euros au titre des prestations E Banking. Ces prix s'entendent HT et doivent être majorés de l'incidence de la retenue à la source s'élevant à 10 %.

Il en de même du coût de la maintenance des licences se chiffrant à 545.004,8 euros concernant la maintenance GRC, 105.694 euros concernant le contrat Poste Agence Lot 1, 162.801 concernant la maintenance E- banking Cyber Mut.

• Avenant n° 2 ANNEXE III au contrat de prestations de services conclu entre BMCE Bank et Eurafic Information

Conclu le 10 mars 2011 et entrant en vigueur le 1^{er} janvier cet avenant modifie les prestations facturées par EAI à BMCE Bank, la grille tarifaire ainsi que les modalités de paiement et ce, en vertu de la possibilité de révision annuelle du prix jour/ homme applicable aux prestations visées au contrat initial.

Au titre de ces 2 conventions conclues avec EAI en 2011, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011 :

- E-BANKING : Néant
- Post agence : Néant
- Prestations récurrentes : KMAD 36.814 HT
- GRC-Projet SIBEA (immobilisation) : KMAD 70.048 HT
- Projet non SIBEA (immobilisation) : KMAD 27.974 HT
- Avances SIBEA (immobilisation) : KMAD 8.674 HT

1.4 Convention Carte MPOST – PASSPORT entre BMCE Bank et la société Global Network Systems « GNS » SA

Conclue le 1^{er} février 2011, cette convention a pour objet la mise à la disposition par BMCE Bank en faveur de GNS de cartes prépayées ainsi que la détermination des modalités de recharge, personnalisation et fonctionnement desdites cartes.

La carte délivrée donne lieu au prélèvement en faveur de la Banque d'un montant préalablement fixé entre les Parties.

Les frais correspondant aux recharges émanant du souscripteur sont portés au débit du compte de ce dernier ouvert sur les livres de BMCE Bank au fur et à mesure de leur déroulement. Tous les autres frais sont portés au débit du solde de la carte.

Cette convention n'a eu aucun impact sur les comptes de BMCE Bank arrêtés au 31/12/2011.

1.5 Avenants n° 1 et 2 au contrat de réalisation du logiciel du 26 mai 2010 conclu entre BMCE Bank et la société STERIA MEDSHORE

Conclu respectivement le 14 février et le 25 juillet 2011 ces avenants modifient les conditions de rémunération ainsi que la nature et l'étendue des travaux prévus au sein de la convention initiale. Ils prennent effet rétroactivement à Juillet 2010.

Au titre de cette convention BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale (Immobilisation) de KMAD 3.887.

1.6 Contrat de prestations de services entre BMCE Bank et EURAFRIC GED Services

Conclu en 2011 pour une durée initiale de 3 mois renouvelable par tacite reconduction jusqu'à la conclusion du contrat définitif dès obtention de l'autorisation de Bank Al Maghrib, ce contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles BMCE Bank confie à Eurafic GED Services des prestations de numérisation de documents.

La facturation est mensuelle et volumétrique : le prix de facturation est de 0.86 dhs HT par page numérisée, 0.68 dhs HT par document vidéo-codé, 5 dhs HT par document pour la restitution de tout document remis au prestataire et n'ayant pas encore fait l'objet d'une restitution globale, 3 dhs HT par document pour la communication de l'Index lorsque le document a déjà fait l'objet d'une restitution auprès de BMCE Bank.

Au titre de cette convention BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale de KMAD 60.

1.7 Convention de Partenariat – Traitement de sous – compensation ente BMCE Bank et BMCE BANK INTERNATIONAL Plc

Aux termes de cette convention conclue le 4 octobre 2011 BMCE BANK International assure certaines opérations de services bancaires au profit de BMCE Bank, et notamment :

- Chèques tirés sur des banques domiciliées en France ou à l'étranger
- Virements interbancaires en faveur de BMCE Bank ou de sa clientèle
- Virement par SWIFT émis et reçus de l'étranger ou vers l'étranger
- Effets de commerce domiciliés aux caisses de BMCE Bank, payables en France
- Confirmations de crédits documentaires

Cette convention n'a eu aucun impact significatif sur les comptes de BMCE Bank arrêté au 31/12/2011.

1.8 Convention de promotion et de commercialisation d'OPCVM au sein du réseau de BMCE Bank conclue entre BMCE Bank et BMCE CAPITAL GESTION

Conclue le 1^{er} mars 2011 pour une durée de douze mois renouvelable par tacite reconduction, cette convention a pour objet de déterminer les modalités de la collaboration entre les Parties en vue de promouvoir la commercialisation par BMCE Bank d'un nombre

défini de produits relevant de l'activité de BMCE Capital Gestion via diverses entités du Réseau de BMCE Bank. A cet égard, les Parties s'engagent mutuellement à se doter des moyens humains, matériels, techniques et logistiques nécessaires au développement et à la promotion des OPCVM objet de cette convention. La rémunération de BMCE Bank est déterminée au terme des opérations de souscriptions/ rachats réalisées au sein du Réseau, BMCE CAPITAL GESTION rétrocédant une quote - part des droits d'entrée / sortie prélevés sur lesdites opérations au sein du Réseau suivant des taux fixés en annexe de la convention.

Cette convention n'a eu aucun impact significatif sur les comptes de BMCE Bank arrêté au 31/12/2011.

1.9 Conventions de location de locaux

Ces conventions prévoient la location de locaux et/ou bureaux aux sociétés suivantes :

SOCIÉTÉ	DATE	NATURE	LOCALISATION	MONTANT 2011
EAI	01/05/2011	Plateau de bureaux	Angle avenue Lalla Yacout et rue Mohamed Belloul Pégoud N°18, 3 ^{ème} et 5 ^{ème} étage Casablanca	731
EAI	01/05/2011	Plateau de bureaux	49 & 51 rue Ali Ibnou Abi Taleb RDC, du 1 ^{er} au 7 ^{ème} étage, parking et sous-sol Casablanca	6 506
RM Experts	05/07/2011	Plateau de bureaux	L'immeuble Zénith N°2 et 2 Bis sis à lotissement Taoufik rond point route de Marrakech et Bouskoura Casablanca	991

1.10 Convention tripartite entre BMCE Bank, BMCE CAPITAL et MAGHREBAIL, relative au transfert des crédits bails relatifs à l'acquisition et à l'aménagement d'un local à usage de bureau sis à Rabat Avenue Imam Malik

Conclue le 16 mars 2011 entre BMCE CAPITAL, le preneur initial, BMCE Bank, le preneur et MAGHREBAIL, le Bailleur, cette convention prévoit au bénéfice de BMCE BANK le transfert des crédits bails sus mentionnés moyennant un loyer mensuel hors taxe de 68.453, 70 DHS et un coût global et forfaitaire afférent au financement objet du contrat de 7.200.000,00 DHs dont 720.000 DHs correspondant à la valeur estimée du terrain.

Ce contrat est conclu pour une durée de 97 mois allant du 25 avril 2011 au 24 mai 2019.

Au titre de cette convention BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale de KMAD 616.

2. Conventions Conclues au Cours des Exercices Antérieurs et dont l'Exécution s'est Poursuivie durant L'exercice

2.1 Contrat de prêt subordonné entre BMCE Bank et BMCE BANK INTERNATIONAL (BBI) (ex MediCapital Bank plc)

Conclue le 30 mai 2010, cette convention prévoit la mise à disposition par BMCE Bank au profit de BBI, d'un prêt subordonné d'un montant de l'équivalent en euros de 15,000,000 pounds sterling rémunéré au taux fixe annuel de 4 % au titre de fonds propres complémentaires de second niveau.

La date de remboursement du prêt intervient au terme d'une durée de sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011 un produit global de KMAD 7.974.

2.2 Conventions de location de locaux

SOCIÉTÉ	DATE	NATURE	LOCALISATION	MONTANT
ILEM Infogérance	01/01/2012	Plateau de bureau et local	18 rue Mohammed Belmitoyen	304
BMCE Capital	08/01/2010	Plateaux de bureaux à usage commercial	Casablanca 142, avenue Hassan II aux 4 ^{ème} , 7 ^{ème} et 8 ^{ème} étage	2 444
MEDITELECOM		Terrasse d'immeuble	Essaouira - n°8, rue El Hajjali	84
BMCE Capital	01/07/2002	Espaces de bureaux	Agence BMCE Bank Rabat - Ibnou Sina	-
BMCE Capital	01/07/2002	Espaces de bureaux	Agence BMCE Bank Agadir Ville	23
Eurafric information	08/10/2009	Appartement de 279m ² . TF n°36929/C, propriété dire «GAMECOUR»	Casablanca 243 Bd Mohamed V	281
F2S	01/11/2009	Plateau de bureaux situé au 2 ^{ème} de l'immeuble GAMECOUR	Casablanca 243 Bd Mohamed V	237

2.3 Avenant à la Convention BMCE EDIFIN conclu entre BMCE Bank et la société Global Network Systems (GNS)

Conclu le 2 avril 2010 et entrant en vigueur en janvier 2010 cet avenant a pour objet dans le cadre de la généralisation des services BMCE EDIFIN à toutes ses relations commerciales et pour des raisons de rentabilité de modifier la redevance mensuelle des services

de Réseau à Valeur Ajoutée de GNS BMCE Bank devenant à cet égard grossiste et en charge de la commercialisation du volume de prestations qu'elle acquiert auprès de GNS.

BMCE Bank règle chaque année au Prestataire 5.500.000 dirhams HT correspondant au volume minimum qu'elle s'engage à acquérir de 2.000.000 de lignes d'opérations.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale de KMAD 5.500.

2.4 Contrat de prestations de services de recouvrement entre BMCE Bank et RM EXPERTS

Conclu le 24 décembre 2010 entre la société RECOVERY INTERNATIONAL MANAGEMENT AND EXPERTISE – RM EXPERTS et BMCE Bank, la convention mandate RM EXPERTS à titre exclusif en vue de procéder au recouvrement des créances en souffrance que BMCE Bank lui confiera.

Le contrat est conclu pour une durée de cinq ans renouvelable par tacite reconduction par périodes de deux années.

A ce titre, BMCE Bank s'engage à mettre à la disposition du Prestataire en la forme d'un détachement l'ensemble des ressources humaines qui sont, à la date de la signature de la convention rattachées au Pôle Remedial Management. Ces ressources recevront leur rémunération directement de BMCE Bank.

BMCE Bank facturera au Prestataire les salaires et autres éléments de la rémunération de ses collaborateurs, augmentés d'une marge de 20%. La refacturation du personnel détaché au titre de l'exercice 2011 s'est établi à KMAD 15.929.

RM EXPERTS facturera par ailleurs à BMCE Bank une prestation de « Gestion de ses Ressources Humaines » Le montant de la charge enregistré par BMCE Bank au titre de l'exercice 2011 s'élève à KMAD 1.698.

Dans le cadre de cette convention, chaque dossier dont le montant à recouvrer est inférieur à la somme de 200.000 dirhams est facturé à BMCE Bank pour un montant de 500 dirhams HT au titre des frais de prise en charge.

RM EXPERTS reçoit en outre de BMCE Bank sur les sommes encaissées ou recouvrées des honoraires de résultat payables trimestriellement.

En cas de non recouvrement BMCE Bank s'engage à rembourser à RM EXPERTS sur justificatifs les frais réels engagés par ce dernier.

Au titre de l'exercice 2011, BMCE Bank a versé à RM EXPERTS des honoraires de résultat de KMAD 13.728 et des frais de gestion de dossiers de KMAD 7.129.

2.5 Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE BANK et BMCE Capital

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier à BMCE CAPITAL, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, Tanger Off Shore « TOS ».

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE CAPITAL, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes :

- BMCE CAPITAL perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams du résultat brut d'exploitation généré par les activités de marché de la Banque ;
- La rémunération de BMCE CAPITAL ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de 12 mois.

Au titre de l'exercice 2011, la rémunération de BMCE CAPITAL s'établit à KMAD 20.000.

Le montant de la refacturation des charges constatées au titre de l'exercice 2011 s'élève à KMAD 55.000.

2.6 Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Trois conventions d'avance en compte courant ont été signées avec BMCE CAPITAL :

- La première signée le 04 Juillet 2005, ayant pour objet la mise à disposition par BMCE BANK d'une avance de 10.000 KMAD rémunéré au taux de 2,78% HT. Cette convention vise à permettre le financement de la prise de participation par BMCE CAPITAL dans le capital social du groupe AXIS, ayant son siège à Tunis et dont l'activité est relative aux métiers d'ingénierie financière.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011, un produit global de KMAD 278.

- La deuxième signée le 13 décembre 2005 ayant pour objet la mise à disposition par BMCE BANK d'une avance de 5.800 KMAD. Cette convention vise à permettre le financement des opérations d'augmentation de capital des filiales Med Capital Communication et Capital Conseil. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% HT.

Au 31 décembre 2011, le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 161.

- la troisième a été conclue le 1^{er} novembre 2010, cette convention a pour objet l'octroi d'une avance en compte courant par BMCE Bank à BMCE Capital d'un montant global de 17 500 000 dirhams aux fins de remédier aux déficits structurels en trésorerie de deux filiales de BMCE Capital. Le montant du prêt d'associé est accordé au taux légal en vigueur à savoir en 2010 de 3,49 % HT exigible à compter de la mise à disposition de la somme. Cette convention prend effet à compter de sa signature par les Parties.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré en 2011 un produit de MAD 602.

2.7 Convention de prestation de service entre BMCE BANK et EMAT

Aux termes d'une convention cadre de prestation de services signée le 29 août 2007 et dont la durée est d'une année renouvelable, BMCE BANK a désigné EMAT en qualité de prestataire de services bancaires et financiers en charge de la mise en place, du développement et du fonctionnement d'une plate forme télématique BMCE Net au profit de sa clientèle. Cette prestation a été transférée à Ilem Infogérance.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale de KMAD 4.153.

2.8 Convention de gestion de prestations informatiques entre EURAFRIC INFORMATION et la BMCE Bank

Cette convention, conclue le 6 octobre 2008, porte sur la fourniture de prestations informatiques entre la société EURAFRIC INFORMATION et BMCE BANK.

Cette convention a fait l'objet d'avenants en 2011, détaillés dans le paragraphe 1.3.

2.9 Convention de mise en place d'une plate forme de gestion de recouvrement des dossiers entre SALAFIN et BMCE Bank (avenant)

Conclue le 15 septembre 2008 puis modifiée le 5 juin 2009, cette convention a pour objet la mise en place et la gestion d'une plate forme de recouvrement par SALAFIN dans le but de traiter les créances en anomalie de 1^{er} niveau des clients SALAFIN et de la clientèle de masse de BMCE BANK.

L'avenant a pour objet de convenir de modalités de dérogation au contrat principal en prévoyant la prise en charge à titre exceptionnel par BMCE BANK de la rémunération de SALAFIN au titre du contrat ASP à conclure avec ce dernier.

Modalités de rémunération : les pourcentages sur les montants recouverts facturés par SALAFIN à BMCE BANK vont de 5 % à 6 % des montants recouverts avec un minimum au regard de ces derniers fixé de 60 à 540 dirhams.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale de KMAD 3.794.

2.10 Convention de prestation de services, d'assistance technique et d'hébergement d'applications entre BMCE Bank et SALAFIN

Conclue le 15 janvier 2009, cette convention a pour principal objet l'implémentation d'un service de recouvrement par lequel SALAFIN s'engage à réaliser les missions que BMCE BANK lui confie (assistance à l'outil de recouvrement et son paramétrage, fourniture d'une licence d'utilisation du module de gestion d'affectation des portefeuilles aux gestionnaires et le module de gestion des télécommunications ; développement des interfaces avec le SI BMCE, hébergement dédié du logiciel de recouvrement et exploitation quotidienne, mise à disposition d'un centre de maintenance...).

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011 une charge globale de KMAD 972.

2.11 Convention entre BMCE Bank et MAGHREBAIL

Conclue le 8 mai 2009, cette convention a pour objet de déterminer les modalités et les conditions de la coopération entre les parties en vue du placement par BMCE BANK pour le compte de MAGHREBAIL des produits formatés de crédit bail, du produit BMCE BAIL ainsi que du produit BMCE IMMOBAIL Entreprise, des produits classiques de crédit bail assortis ou non de la caution solidaire de BMCE BANK.

Les conditions de cette convention sont les suivantes :

- MAGHREBAIL verse à BMCE BANK des commissions d'apport définies au sein d'une grille tarifaire.
- MAGHREBAIL s'engage par ailleurs à verser des commissions d'apport trimestrielles au titre de la rémunération de BMCE BANK.
- MAGHREBAIL s'engage à verser des commissions d'apport annuelles calculées sur la base des objectifs commerciaux annuels dont la réalisation est confirmée par un comité de pilotage.
- MAGHREBAIL s'engage enfin pour les produits formatés et le BMCE Bail à rémunérer la caution de BMCE BANK au taux annuel. Le taux des commissions d'aval est déterminé au cas par cas concernant les dossiers classiques assortis ou non d'une caution solidaire; il est calculé annuellement sur l'encours financier de MAGHREBAIL garanti par BMCE BANK (Encours Financier X quotité de l'aval bancaire).

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011 un produit global de KMAD 4.007.

2.12 Convention de partenariat entre BMCE Bank et BUDGET LOCASOM

Conclue le 29 mai 2009, cette convention a pour objet la coopération des parties en vue du placement par BMCE BANK du produit BMCE LLD (à savoir : pack LLD consistant en l'acquisition et la gestion de la flotte de véhicules) pour le compte de LOCASOM. BMCE BANK oriente sa clientèle vers ledit produit. LOCASOM prend en charge la clientèle BMCE en lui fournissant l'assistance nécessaire. Ce produit sera commercialisé au niveau du réseau BMCE BANK.

Les termes de cette convention se présentent comme suit :

BMCE BANK s'engage uniquement à favoriser le règlement des loyers relatifs à BMCE LLD par ses clients. (Prélèvements sur le compte du client etc...)

BMCE BANK perçoit une commission calculée sur la base du budget du véhicule et de la période de location allant de 0.15 % à 0.40 % du tarif.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2011.

2.13 Convention de distribution entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue en 2006, cette convention a pour objet de régir les principaux droits et obligations qui incombent à chacune des parties, dans le cadre des prêts à la consommation commercialisés exclusivement par BMCE BANK et gérés par SALAFIN.

La rémunération est décomposée de la manière suivante :

- rémunération sous forme de rétrocession de marge calculée trimestriellement sur la base des encours moyens sains réalisés grâce au réseau bancaire de BMCE BANK ;
- rémunération basée sur le volume de production nouvelle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2011, un produit de KMAD 16.334.

Casablanca, le 19 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG



Bachir TAZI
Associé

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUEES

1 - Principes Comptables Fondamentaux

1.1 - Les établissements de crédit sont tenus d'établir à la fin de chaque exercice comptable des états de synthèse aptes à donner une image fidèle de leur patrimoine, de leur situation financière, des risques assumés et de leurs résultats.

1.2 - La représentation d'une image fidèle, repose nécessairement sur le respect des sept principes comptables fondamentaux préconisés par la norme Comptable Générale.

1.3 - Lorsque les opérations, événements et situations sont traduits en comptabilité dans le respect des principes comptables fondamentaux et des prescriptions du PCEC, les états de synthèse sont présumés donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit.

1.4 - Dans le cas où l'application de ces principes et de ces prescriptions ne suffit pas à obtenir des états de synthèse une image fidèle, l'établissement de crédit doit obligatoirement fournir dans l'état des informations complémentaires (ETIC) toutes indications permettant d'atteindre l'objectif de l'image fidèle.

1.5 - Dans le cas exceptionnel où l'application stricte d'un principe ou d'une prescription se révèle contraire à l'objectif de l'image fidèle, l'établissement de crédit doit y déroger.

• Cette dérogation doit être mentionnée dans l'ETIC et être dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'établissement de crédit.

1.6 - Les principes comptables fondamentaux retenus se présentent comme ci-après :

- Principe de continuité d'exploitation.
- Principe de permanence des méthodes.
- Principe du coût historique.
- Principe de spécialisation des exercices.
- Principe de prudence.
- Principe de clarté.
- Principe d'importance significative.

2 - Présentation

Les états de synthèse comprennent :

- Les comptes du siège central ;
- Les comptes des agences établies au maroc ;
- Les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (succursale de Paris, et l'agence de Tanger Off Shore).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

3 - Principes Généraux

- Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.
- La présentation des états de synthèse de BMCE Bank est conforme aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

4 - Créances sur les Etablissements de Crédit et la Clientèle et Engagements par Signature

Présentation générale des créances

• Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- Crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

• Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

• Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle)

• Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

• Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

• Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

• Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sont provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,

- 0 % pour les créances douteuses,

- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

• Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.

• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet. (Evolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

5 - Dettes Envers les Etablissements de Crédit et la Clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

6 - Portefeuilles de Titres

6.1 - Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

6.2 - Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction, les titres qui à l'origine sont :

- Acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit ;
- Détenus par l'établissement de crédit dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, le classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock des titres fasse l'objet d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché ;
- Acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille comprenant des instruments dérivés, des titres ou d'autres instruments gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- Ou qui font l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

6.3 - Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Par défaut, il s'agit de titres qui ne sont pas classés dans une autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

Les titres en provenance des catégories « titres de l'activité de portefeuille » et « titres de participation et parts dans les entreprises liées » font l'objet, à la date du transfert et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie « titres de placement » à cette valeur comptable.

Dans le cas où le titre proviendrait de la catégorie « titres d'investissement », il sera évalué à sa valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

6.4 - Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour en procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

6.5 - Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le plan comptable des établissements de crédit en :

- Titres de participation ;
- Participations dans les entreprises liées ;
- Titres de l'activité du portefeuille et ;
- Autres emplois assimilés.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis ; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

6.6 - Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

7 - Opérations Libellées en Devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

8 - Conversion des Etats Financiers Libellés en Monnaie Etrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste «écart de conversion».

Conversion des éléments du compte de résultat à l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

9 - Provisions pour Risques Généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

10 - Immobilisations Incorporelles et Corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement	Droit au bail non amortissable
Droit au bail		non amortissable
Brevets et marques		Durée de protection des brevets
immobilisations en recherche et développement	1 an	
logiciels informatiques	5 ans	
autres éléments du fonds de commerce		Non amortissable

les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement	terrain non amortissable
immeubles d'exploitation :		
Construits avant 1986	20 ans	
Construits après 1986	40 ans	
mobilier de bureau	10 ans	

matériel informatique	5 ans
matériel roulant	5 ans
agencements, aménagements et installations	10 ans
Parts des sociétés civiles	non amortissables

11 - Charges à Répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

2.11. Provisions Réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales.

Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

2.12. Prise en Compte des Intérêts et Commissions dans le Compte de Produits et Charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

2.13. Charges et Produits non Courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.14. Engagements de Retraite

Les engagements de retraites (wissam al Chogh), indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

BILAN ACTIVITÉ AGRÉGÉE

AU 31 DECEMBRE 2011

ACTIF	2011	2010
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 712 258	3 852 738
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	16 881 374	15 796 608
. À vue	1 962 058	1 731 075
. À terme	14 919 316	14 065 533
Créances sur la clientèle	86 547 728	76 839 091
. Crédits de trésorerie et à la consommation	27 737 290	24 655 802
. Crédits à l'équipement	15 548 989	15 722 961
. Crédits immobiliers	28 140 076	25 556 512
. Autres crédits	15 121 373	10 903 816
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	31 442 600	28 152 829
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 474 124	7 598 139
. Autres titres de créance	1 306 173	1 515 430
. Titres de propriété	22 662 303	19 039 260
Autres actifs	2 782 953	1 791 998
Titres d'investissement	1 508 720	1 404 908
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	674 432	730 824
. Autres titres de créance	834 288	674 084
Titres de participation et emplois assimilés	4 927 751	4 165 111
Créances subordonnées	201 314	203 045
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	478 875	298 798
Immobilisations corporelles	2 089 870	2 031 014
Total de l'Actif	148 573 443	134 536 140

(En milliers de dirhams)

PASSIF	2011	2010
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	18 618 066	8 314 431
. À vue	883 596	976 911
. À terme	17 734 470	7 337 520
Dépôts de la clientèle	100 780 504	98 046 357
. Comptes à vue créditeurs	51 055 827	47 587 384
. Comptes d'épargne	16 290 784	15 258 208
. Dépôts à terme	29 299 288	30 342 392
. Autres comptes créditeurs	4 134 605	4 858 373
Titres de créance émis	7 367 071	7 135 904
. Titres de créances négociables	7 367 071	7 135 904
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	6 180 084	5 629 917
Provisions pour risques et charges	216 164	25 256
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	4 415 648	4 423 298
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	8 731 499	8 719 591
Capital	1 719 634	1 719 634
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	11	11
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	544 762	521 741
Total du Passif	148 573 443	134 536 140

(En milliers de dirhams)

HORS BILAN	2011	2010
Engagements donnés	21 091 063	20 619 217
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 232 366	1 309 841
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	10 790 353	10 640 969
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 019 973	3 054 091
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 460 369	5 292 482
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	588 002	321 834
Engagements reçus	6 629 869	6 736 876
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 545 564	6 632 538
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 849	30 996
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	53 456	73 342

(En milliers de dirhams)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Produits d'exploitation bancaire	7 746 501	7 236 779
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	504 831	386 655
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 387 594	4 157 979
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	262 417	267 038
Produits sur titres de propriété	293 250	198 877
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	650 571	678 178
Autres produits bancaires	1 647 838	1 548 052
Charges d'exploitation bancaire	3 682 994	3 285 763
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	638 910	499 039
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 800 163	1 707 036
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	252 899	251 030
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	991 022	828 658
Produit net bancaire	4 063 507	3 951 016
Produits d'exploitation non bancaire	64 454	63 749
Charges d'exploitation non bancaire	54 175	34 012
Charges générales d'exploitation	2 636 039	2 442 346
Charges de personnel	1 280 600	1 138 339
Impôts et taxes	58 572	41 836
Charges externes	1 042 815	1 044 578
Autres charges générales d'exploitation	172	5 264
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	253 880	212 329
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	882 557	1 313 835
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	433 134	480 533
Pertes sur créances irrécouvrables	45 399	416 073
Autres dotations aux provisions	404 024	417 229
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	283 116	573 017
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	156 915	478 089
Récupérations sur créances amorties	13 968	6 011
Autres reprises de provisions	112 233	88 917
Résultat courant	838 306	797 589
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	-	-
Résultat avant impôts sur les résultats	838 306	797 589
Impôts sur les résultats	293 544	275 848
Résultat net de l'exercice	544 762	521 741

(En milliers de dirhams)

ETAT DES SOLDES DE GESTION ACTIVITE AGREGEE

AU 31 DÉCEMBRE 2011

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
	2011	2010
+ Intérêts et produits assimilés	5 154 842	4 811 672
- Intérêts et charges assimilées	2 691 972	2 457 105
Marge d'intérêt	2 462 870	2 354 567
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	781 742	853 304
- Commissions servies	166 631	228 984
Marge sur commissions	615 111	624 320
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	686 824	705 502
+ Résultat des opérations sur titres de placement	28 634	53 320
+ Résultat des opérations de change	144 101	232 374
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	589	-4 643
Résultat des opérations de marché	860 148	986 553
+ Divers autres produits bancaires	293 250	198 877
- Divers autres charges bancaires	167 872	213 300
Produit net bancaire	4 063 507	3 951 017
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-135 473	-375 511
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	61 333	54 039
- Autres charges d'exploitation non bancaire	52 739	33 855
- Charges générales d'exploitation	2 636 040	2 442 345
Résultat brut d'exploitation	1 300 588	1 153 345
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-307 650	-412 506
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-154 632	56 751
Résultat courant	838 306	797 589
Résultat non courant	-	-
- Impôts sur les résultats	293 544	275 848
Résultat net de l'exercice	544 762	521 741

(En milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
	2011	2010
+ Résultat net de l'exercice	544 762	521 741
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	253 881	212 329
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	191 889	390 337
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	54 731	85 849
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 240	12 957
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 973	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	3 120	9 710
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	1 436	157
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ Capacité d'autofinancement	931 849	1 016 048
- Bénéfices distribués	508 390	476 263
+ Autofinancement	423 459	539 785

(En milliers de dirhams)

TABLEAU DES FLUX TRESORERIE		
	2011	2010
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	7 272 978	6 769 510
2. (+) Récupérations sur créances amorties	13 968	6 011
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	64 454	63 749
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	3 526 996	3 212 378
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	54 175	34 012
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	2 382 159	2 230 017
7. (-) Impôts sur les résultats versés	293 544	275 848
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 094 526	1 087 014
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 084 766	342 823
9. (+) Créances sur la clientèle	-9 708 637	-11 398 880
10. (+) Titres de créance et de placement	-3 393 583	-239 794
11. (+) Autres actifs	-990 955	460 551
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 303 635	1 950 371
14. (+) Dépôts de la clientèle	2 734 147	1 740 926
15. (+) Titres de créance émis	231 167	2 317 613
16. (+) Autres passifs	550 167	-569 241
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-1 358 825	-5 395 631
III. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (i + ii)	-264 299	-4 308 617
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	-	-
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	14 349	965
19. (-) Acquisitions d'immobilisations financières	829 151	653 017
20. (-) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	486 203	489 243
21. (+) Intérêts perçus	261 469	273 125
22. (+) Dividendes perçus	212 054	194 145
IV. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-827 482	-674 026
Variation des :		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	-
24. (+) Émissions de dettes subordonnées	-	-703 045
25. (+) Émissions d'actions	-	2 517 320
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	67 225	-
27. (-) Intérêts versés	473 083	491 902
28. (-) Dividendes versés	508 390	476 264
V. Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-1 048 699	846 109
VI. Variation nette de la trésorerie (iii + iv + v)	-2 140 480	-4 136 533
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	3 852 738	7 989 271
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 712 258	3 852 738

(En milliers de dirhams)

ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2011

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR BMCE BANK
Cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES						
Créances	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établisse- ments de crédit et assimilés au Maroc	Etablissem- ents de crédit à l'étranger	Total 2011	Total 2010
Comptes ordinaires débiteurs	955 038	20 687	62 377	673 172	1 711 274	4 133 196
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- A terme	-	-	-	-	-	-
Prêts de trésorerie	-	643 742	2 407 663	1 670 615	4 721 236	3 716 825
- Au jour le jour	-	250 784	-	-	250 784	1 456 223
- A terme	-	392 958	2 407 663	1 670 615	4 471 236	2 260 602
Prêts financiers	-	500 000	8 710 403	-	9 210 403	8 801 835
Autres créances	2 895 759	-	-	38 599	2 934 358	2 917 505
Intérêts courus à recevoir	420	1 125	10 015	2 096	13 656	45 130
Créances en souffrance	-	-	2 705	-	2 705	34 855
Total	3 851 217	1 165 554	11 193 163	2 384 482	18 593 632	19 649 346

Commentaires : La PL 480 de MDH : 2 895 759 est comprise dans la ligne " autres creances "

(En milliers de dirhams)

CREANCES SUR LA CLIENTELE						
Créances	Secteur Public	Secteur Privé			Total 2011	Total 2010
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	1 631 038	2 328 008	18 315 972	61 746	22 336 764	18 014 167
- Comptes à vue débiteurs	1 449 469	728 008	9 911 767	50 318	12 139 562	11 210 597
- Créances commerciales sur le Maroc	89 481	-	2 259 271	2 044	2 350 796	1 789 543
- Crédits à l'exportation	-	-	203 008	-	203 008	135 249
- Autres crédits de trésorerie	92 088	1 600 000	5 941 926	9 384	7 643 398	4 878 778
Crédits à la consommation	447	-	6 503 327	64 285	6 568 059	6 273 424
Crédits à l'équipement	3 398 102	-	12 067 554	-	15 465 656	15 568 674
Crédits immobiliers	89 452	-	27 911 488	104 499	28 105 439	25 530 326
Autres crédits	1 230 769	10 456 921	408 411	-	12 096 101	10 188 566
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	-	-	561 317	-	561 317	286 522
Créances en souffrance	756	3 656	1 387 526	22 454	1 414 392	977 412
- Créances pré-douteuses	69	21	365 489	122	365 701	153 796
- Créances douteuses	187	-	398 013	82	398 282	276 776
- Créances compromises	500	3 635	624 024	22 250	650 409	546 840
Total	6 350 564	12 788 585	67 155 595	252 984	86 547 728	76 839 091

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs Publics	Emetteurs Privés		Total 2011	Total 2010
			Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	-	8 110 124	21 757 438	1 026 999	30 894 561	27 747 874
- Bons du trésor et valeurs assimilées	-	8 110 124	-	-	8 110 124	7 663 363
- Obligations	-	-	-	567 315	567 315	567 368
- Autres titres de créance	-	-	-	459 684	459 684	477 883
- Titres de propriété	-	-	21 757 438	-	21 757 438	19 039 260
Titres non cotés	1 157 107	82 740	807 312	9 600	2 056 759	1 696 797
- Bons du trésor et valeurs as- similées	798 639	-	-	-	798 639	665 600
- Obligations	-	-	-	-	-	-
- Autres titres de créance	357 453	-	790 740	-	1 148 193	1 031 197
- Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
- Intérêts courus	1 015	82 740	16 572	9 600	109 927	113 066
Total	1 157 107	8 192 864	22 564 750	1 036 599	32 951 320	29 557 737

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT						
	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	30 375 290	30 375 290	30 375 290	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	7 229 886	7 229 886	7 229 886	-	-	-
Obligations	430 921	430 921	430 921	-	-	-
Autres titres de créance	481 327	481 327	481 327	-	-	-
Titres de propriété	22 233 156	22 233 156	22 233 156	-	-	-
Titres de placement	1 085 672	1 067 310	1 067 310	-	-	18 362
Bons du trésor et valeurs assimilées	244 238	244 238	244 238	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	841 434	823 072	823 072	-	-	18 362
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	1 517 849	1 508 720	1 411 090	-	97 630	9 129
Bons du trésor et valeurs assimilées	674 432	674 432	593 921	-	80 511	-
Obligations	843 417	834 288	817 169	-	17 119	9 129
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Total	32 978 811	32 951 320	32 853 690	-	-	-

(En milliers de dirhams)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS		
	2011	2010
Instruments optionnels	11 573	13 052
Opérations diverses sur titres (débiteur)	15 251	8 488
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	463 328	423 101
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	408 252	375 269
Débiteurs divers	-	-
- Sommes dues par l'état	21 290	11 426
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	33 786	36 406
- Comptes clients de prestations non bancaires	9 339	8 508
- Divers autres débiteurs	2 283 462	1 338 849
Valeurs et emplois divers	30 093	18 255
- Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes d'ajustement devises	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres (débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couvertures non dénouées	236 658	167 183
Ecart de conversion actif	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	83 446	40 227
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	802 307	123 110
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	152 556	114 214
- Produits à recevoir	20 329	6 325
- Charges constatées d'avance	132 227	107 889
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	978 402	875 860
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
Total	2 782 953	1 791 998

(En milliers de dirhams)

titres de participation

AU 31 DÉCEMBRE 2011

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Titres de Participation								
EMAT	Sté holding	44 828	8 047 300	55,71%	30 355	26 731	3 623	4 862
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	Gest. de la place financière de Casablanca	200 000	120 000 000	16,67%	20 000	0	20 000	20 000
MAGSHORE	Offshoring	192 500	38 500 000	50,00	19 250	13 394	5 856	6 197
TANGER ZONE FRANICHE	Sté d'aménagement	135 000	105 000 000	12,86	13 500	0	13 500	13 500
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	109 984	98 200 000	11,20	11 000	0	11 000	11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Fonds d'investissement	100 000	100 000 000	10,00	10 000	0	10 000	10 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest. Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650	286	5 364	4 740
ISCID	Enseignement supérieur	40 000	10 000 000	40,00	2 000	0	2 000	2 000
CAP EVAL	Expertise immobilière	12 750	2 500 000	51,00	1 275	1 275	0	1 275
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C ^o)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	0	0
MITC CAPITAL	Gest. fonds MNF	4 000	2 000 000	20,00	400	0	400	400
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375	0	375	375
FONCIERE EMERGENCE	Prom, Immobilier industriel et de services	96 696	120 017 000	8,06%	2 492	0	2 492	100
MAROC TELECOMMERCE	Commerce & paiement électronique	561	5 610 000	10,00%	1 563	0	1 563	20 000
Total Titres de participation						118 831	42 657	76 174
BOA GROUP	Ets de crédit/étranger	231 892	60 521 920 EUR	59,39%	1 363 915	0	1 363 915	-
SALAFIN	Crédit à la consommation	1 783 526	239 449 700	74,48%	624 831	0	624 831	1 068 874
BMCE Bank International	Ets de crédit/étranger	94 173 000	94 173 000 GBP	100,00	1 252 407	719 868	532 539	622 195
MAGHREBAIL	Crédit bail	522 913	102 532 000	51,00	232 521	0	232 521	176 629
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit/étranger	300 000	18 030 000 EUR	100,00	225 373	0	225 373	418 410
LITTORAL INVEST	Ets de crédit/étranger	26 000	2 600 000	100,00	450 000	0	450 000	232 521
LOCASOM	Location Longue durée	784 767	83 042 900	94,50%	336 882	0	336 882	226 672
HANOUBY	Distribution	1 074 999	236 029 100	45,60	107 500	101 204	6 296	216 825
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	27 38	10 000 429 600 CFA	27,38	101 916	0	101 916	16 274
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000	0	100 000	102 503
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	155 437	40 000 000	38,85	90 192	0	90 192	54 086
MAROC FACTORING	Factoring	450 000	45 000 000	100,00	51 817	0	51 817	90 192
GLOBAL NETWORK SYSTEMS	Traitement de l'information	116 000	11 600 000	100,00	46 591	0	46 591	51 817
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	281 074	114 862 500	24,56%	28 205	0	28 205	43 549
MABANICOM	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700	0	29 700	28 205
RM EXPERTS	Recouvrement créances	199 996	20 000 000	100,00	20 000	0	20 000	24 001
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Ets de crédit étranger	100 000	4 000 000 000 CFA	25,00	16 942	0	16 942	17 040
EULER HERMES ACMAR	Assurances et service	100 010	50 000 000	20,00	10 001	0	10 001	10 001
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750	0	6 750	6 750
STE FINANCIERE ITALIE	Société financière	600 000	600 000 EURO	100,00	6 666	0	6 666	6 704
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	Gestion OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 443	0	6 443	6 443
EURAFRIC INFORMATIQUE	Service Informatique	41 937	10 000 000	41,94	4 100	0	4 100	4 100
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	4 000	4 000 000	100,00	4 000	0	4 000	4 000
BMCE ASSURBANK	Assurances	15 000	1 500 000	100,00	3 025	0	3 025	1 425
EURAFRIC GED SERVICES	Sté de service	937	1 500 000	6,25	94	0	94	94
Total Titres de participation dans les entreprises liées						5 119 872	821 072	4 298 800
TOTAL TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE						0	0	0
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	923 105	778 549 160 EUR	1,19	177 134	124 319	52 814	-

E.S.I	Ets crédit /étranger	467 250	260 400 000 EUR	1,79	152 483	79 810	72 673	139 243
PROPARCO	Ets crédit multi-national	656 325	420 000 000 EUR	2,50	122 745	0	122 745	91 364
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit /étranger	59 600	151 060 800 EUR	4,34	73 593	0	73 593	123 452
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	107 500	300 000 000	7,17	10 750	6 884	3 866	74 017
MAROC NUMERIC FUND	Fonds d'investissement	200 000	100 000 000	20,00	10 000	775	9 225	9 879
INMAA SA	Société de service	30 000	9 000 000	33,33	3 000	0	3 000	10 000
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	Ets crédit /étranger	30	166 601 000 USD	0,20	2 642	0	2 642	2 574
FONDS MONETAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	50	500 000 000 USD	0,05	2 570	0	2 570	2 504
FIROGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,50	250	0	250	250

Total titres de l'activité de portefeuille		555 166	211 789	343 377	-			
Autres titres de participation								
RISMA	Tourisme	279 628	782 368 500	3,57%	99 983	43 063	56 920	-
MUTANDIS	Fonds d'investissement	841 472	1 483 431 000	5,67%	88 439	0	88 439	59 258
SOGEPDS	Sté d'aménagement	46 216	35 000 000	13,20	4 622	895	3 726	75 000
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	700 484 000	0,75	3 393	0	3 393	4 622
SMAEX	Assurances et service	16 900	37 500 000	4,51	1 690	0	1 690	1 906
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	0	1 690
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267	0	1 267	-
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000	0	1 000	1 267
MASTERCAD	Service financier	1 817	ND	0,01	958	0	958	1 000
MAROCLEAR	Dépositaire central	8 030	20 000 000	4,02	803	0	803	933
EXPERIAN MAROC	Sté de service	27 000	90 000 000	3,00	2 700	600	2 100	803
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500	360	140	600
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	5 000	20 000 000	2,50	500	500	0	500
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	481	0	481	-
STE IPE	Edition et impression	4 000	5 440 000	7,35	400	0	400	481
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49	0	49	400
PORNET	Service informatique	1 800	6 000 000	0,03	45	0	45	49
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	24	0	24	24
DYAR AL MADINA	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	9	0	9	9
RMA WATANYA	Assurances	5	1 796 170 800	0,00	2	0	2	2

Total autres titres de participation		208 315	46 869	161 446
Comptes courants d'associés				
BMCE CAPITAL		33 300	0	33 300
RISMA		11 651	0	11 651
MARTCO		1 500	1 500	0
SIEGE G.P.B.M.		723	0	723
MAGSHORE		1 250	0	1 250
CAPEVAL		1 020	0	1 020
ALLICOM MAROC		552	552	0
EMAT		10	0	10
AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS		50 007	2 052	47 955
TOTAL		6 052 190	1 124 439	4 927 751
CAP EVAL		1 020	-	1 020
ALLICOM MAROC		552	552	-
EMAT		10	-	10
Autres emplois assimilés		50 007	2 052	47 955
TOTAL		6 052 190	1 124 439	4 927 751

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
Immobilisations incorporelles	494 941	235 377	-	730 318	196 142	55 301	-	251 443	478 875
- Droit au bail	76 757	3 470	-	80 227	-	-	-	-	80 227
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	0	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	418 184	231 907	-	650 091	196 142	55 301	-	251 443	398 648
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	4 284 200	307 000	18 689	4 535 027	2 253 185	198 579	6 607	2 445 157	2 089 870
- Immeubles d'exploitation	849 600	158 552	-	1 008 152	236 119	20 563	-	256 682	751 470
. Terrain d'exploitation	130 401	61 957	-	192 358	-	-	-	-	192 358
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	719 199	96 595	-	815 794	236 119	20 563	-	256 682	559 112
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mobilier et matériel d'exploitation	1 482 366	65 363	13 327	1 534 854	1 106 525	72 405	5 854	1 173 076	361 326
. Mobilier de bureau d'exploitation	334 647	64 931	-	399 578	240 347	18 342	-	258 689	140 889
. Matériel de bureau d'exploitation	202 411	-	-	202 411	164 052	5 678	2 350	167 380	35 031
. Matériel informatique	881 643	0	4 528	877 115	646 907	46 816	-	693 723	183 392
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	18 943	432	8 127	11 248	10 717	1 569	3 504	8 782	2 466
. Autres matériels d'exploitation	44 722	-	672	44 502	44 502	-	-	44 502	-
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 505 021	-	-	1 467 537	806 370	89 270	-	895 640	571 897
- Immobilisations corporelles hors exploitation	447 213	83 085	5 362	524 484	104 171	16 341	753	119 759	404 725
. Terrains hors exploitation	141 394	7 600	782	148 212	-	-	-	0	148 212
. Immeubles hors exploitation	173 929	71 994	452	245 471	62 457	9 218	753	70 922	174 549
. Mobilier et matériel hors exploitation	40 711	3 491	4	44 198	23 488	2 882	-	26 370	17 828
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	91 179	0	4 576	86 603	18 226	4 241	-	22 467	64 136
Total	4 779 141	542 377	18 689	5 265 345	2 449 327	253 880	6 607	2 696 600	2 568 745

(En milliers de dirhams)

CESSION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations cédées	Valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
A - Opérations de cession avec le Groupe						
Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau d'exploitation	0,00	-	-	-	-	-
Matériel roulant « parc-autos »	-	-	-	-	0	-
Immeubles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
B - Opérations de cession hors Groupe						
Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel d'exploitation	13 327	5 854	7 473	11 713	4 240	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	5 362	753	4 609	2 636	-	1 973
Total	18 689	6 607	12 082	14 349	4 240	1 973

(En milliers de dirhams)

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Dettes	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 2011	Total 2010
	Bank Al-Maghrib, Trésor public et Service des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	150 124	243 998	230 145	624 267	282 710
Valeurs données en pension	7 471 894	1 433 123	-	-	8 905 017	2 535 646
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- A terme	7 471 894	1 433 123	-	-	8 905 017	2 535 646
Emprunts de trésorerie	-	3 026 000	2 727 424	3 119 387	8 872 811	5 193 282
- Au jour le jour	-	226 000	33 329	-	259 329	693 526
- A terme	-	2 800 000	2 694 095	3 119 387	8 613 482	4 499 756
Emprunts financiers	102 175	31 862	15 765	19 684	169 486	217 794
Autres dettes	13 098	1 182	16 553	-	30 833	64 366
Intérêts courus à payer	-	-	15 652	-	15 652	20 633
Total	7 587 167	4 642 291	3 019 392	3 369 216	18 618 066	8 314 431

(En milliers de dirhams)

DEPOTS DE LA CLIENTELE

Dépôts	Secteur public	Secteur privé			Total 2011	Total 2010
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue Créditeurs	2 360 650	1 443 357	9 256 220	36 299 089	49 359 316	45 961 220
Comptes d'épargne	36	-	4 022	16 679 877	16 683 935	15 258 208
Dépôts à terme	5 735 473	2 553 600	4 018 475	14 137 564	26 445 112	24 928 820
Autres Comptes Créditeurs (*)	2 951 161	3 958 805	714 799	112 206	7 736 971	11 497 394
Intérêts Courus à Payer	60 154	63 218	194 876	236 922	555 170	400 715
Total	11 107 474	8 018 980	14 188 392	67 465 658	100 780 504	98 046 357

Commentaires: (*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

(En milliers de dirhams)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31 DECEMBRE 2011

NATURE DES TITRES (1)	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)	
CD BMCE	08/04/2010	28/12/2012	100	4,35%	Infini	230 000
CD BMCE	12/04/2010	28/12/2012	100	4,35%	Infini	500 000
CD BMCE	26/10/2010	26/10/2012	100	3,80%	Infini	24 000
CD BMCE	26/10/2010	26/10/2013	100	4,19%	Infini	30 000
CD BMCE	26/10/2010	26/10/2012	100	4,07%	Infini	605 000
CD BMCE	05/11/2010	05/11/2013	100	4,15%	Infini	100 000
CD BMCE	16/11/2010	16/11/2012	100	3,76%	Infini	10 000
CD BMCE	16/11/2010	16/11/2013	100	4,13%	Infini	100 000
CD BMCE	16/11/2010	16/11/2012	100	4,01%	Infini	130 000
CD BMCE	16/12/2010	17/12/2012	100	3,55%	Infini	14 000
CD BMCE	10/01/2011	10/01/2013	100	4,10%	Infini	400 000
CD BMCE	15/04/2011	15/04/2012	100	3,85%	Infini	741 500
CD BMCE	18/04/2011	18/04/2012	100	3,85%	Infini	258 500
CD BMCE	14/11/2011	12/11/2012	100	3,96%	Infini	1 021 000
CD BMCE	16/11/2011	14/11/2012	100	3,96%	Infini	250 000
CD BMCE	16/11/2011	16/05/2012	100	3,80%	Infini	485 000
CD BMCE	16/11/2011	07/02/2012	100	3,70%	Infini	279 000
CD BMCE	17/11/2011	18/02/2012	100	3,70%	Infini	100 000
CD BMCE	30/11/2011	02/03/2012	100	3,72%	Infini	27 000
CD BMCE	02/12/2011	04/06/2012	100	3,80%	Infini	250 000
CD BMCE	08/12/2011	06/12/2012	100	3,96%	Infini	100 000
CD BMCE	08/12/2011	08/03/2012	100	3,72%	Infini	507 000
CD BMCE	22/12/2011	23/03/2012	100	3,72%	Infini	141 000
CD BMCE	30/30/2011	28/12/2012	100	4,00%	Infini	320 000
CD BMCE	30/12/2011	02/04/2012	100	3,72%	Infini	50 000
CD BMCE	30/12/2011	30/12/2013	100	4,25%	Infini	630 000
TOTAL						7 303 000

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance

(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS		
PASSIF	2011	2010
Instruments Optionnels Vendus	18 457	19 088
Opérations Diverses sur Titres	4 336 507	3 880 288
Créditeurs Divers	741 477	693 277
Sommes dues à l'Etat	574 103	488 090
Sommes dues aux organismes de prévoyance	44 676	38 553
Sommes diverses dues au personnel	63 346	113 104
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	4 643	3 548
Fournitures de biens et services	-	-
Divers autres créditeurs	54 709	49 982
Comptes de Régularisation	1 083 643	1 037 264
Comptes d'ajustement des opérations du hors bilan	2 324	1 632
Comptes d'écarts sur devises et titres	72 700	60 394
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	8 541	6 022
Charges à payer et produits constatés d'avance	220 686	173 032
Autres comptes de régularisation	779 392	796 184
Total	6 180 084	5 629 917

(En milliers de dirhams)

PROVISIONS					
	Encours 2011	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 2010
Provisions, déduites de l'actif, sur :	3 706 693	653 363	210 156	-36 168	4 113 732
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	25 703	31 429	-	-	57 132
Créances sur la clientèle	2 675 485	401 705	156 915	-29 191	2 891 084
Agios réservés	13 587	-	-	-	13 587
Titres de placement	-	23 721	261	-5 098	18 362
Titres de participation et emplois assimilés	989 627	191 889	52 980	-4 097	1 124 439
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Titres d'investissements	2 291	4 620	-	2 218	9 129
Provisions inscrites au passif	25 256	212 136	57 502	36 274	216 164
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2 620	-	-	-1 083	1 537
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	183	160 541	-	-	160 724
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (E.C)	22 453	51 595	57 502	37 357	53 903
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Total général	3 731 949	865 498	267 658	106	4 329 896

(En milliers de dirhams)

DETTES SUBORDONNEES AU 31 DECEMBRE 2011					
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)
MAD	1 000 000	1	4,43%	10 ans	1 000 000
MAD	150 000	1	5,95%	Perpétuel	150 000
MAD	850 000	1	4,50%	Perpétuel	850 000
MAD	950 000	1	4,57%	Perpétuel	950 000
MAD	50 000	1	5,30%	Perpétuel	50 000
EURO	70 000	11,1095	5,86%	Perpétuel	777 665
EURO	50 000	11,1095	5,90%	10 ans	555 475

(1) Cours Bank Al Maghrib au 31/12/2011

(2) Eventuellement indéterminée

CAPITAUX PROPRES				
	Encours 2011	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 2010
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserve et primes liées au capital	8 719 590	-	11 909	8 731 499
Réserve légale	460 306	-	-	460 306
Autres réserves	4 777 866	-	11 909	4 789 775
Primes d'émission, de fusion et d'apport	3 481 418	-	-	3 481 418
Capital	1 719 634	-	-	1 719 634
Capital appelé	1 719 634	-	-	1 719 634
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires-Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	11	-	-	11
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	521 741	-	-	544 762
Total	10 960 976	-	11 909	10 995 906

(En milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
	2011	2010
Engagements de financement et de garantie donnés	20 503 061	20 297 383
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 232 366	1 309 841
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	1 232 366	1 309 841
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	10 790 353	10 640 969
Crédits documentaires import	2 073 670	2 032 422
Acceptations ou engagements de payer	362 359	682 125
Ouvertures de crédit confirmés	7 825 337	6 728 255
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	528 987	1 198 167
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 019 973	3 054 091
Crédits documentaires export confirmés	98 919	111 316
Acceptations ou engagements de payer	63 135	21 935
Garanties de crédits données	49 201	45 776
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 808 718	2 875 064
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 460 369	5 292 482
Garanties de crédits données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 949 061	3 694 026
Autres cautions et garanties données	1 511 308	1 598 456
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	6 576 413	6 663 534
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 545 564	6 632 538
Garanties de crédits	1 706 275	1 581 482
Autres garanties reçues	4 839 289	5 051 056
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 849	30 996
Garanties de crédits	30 849	30 996
Autres garanties reçues	-	-

(En milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS SUR TITRES	
Engagements donnés	588 002
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	588 002
Engagements reçus	53 456
Titres vendus à réméré	-
Autres titres à recevoir	53 456

(En milliers de dirhams)

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture 2011	31 déc 2010	Autres opérations Succursale de Paris et TOS	
			2011	2010
Opérations de change à terme	36 064 344	34 240 199	4 851 348	3 215 381
Devises à recevoir	16 172 181	13 080 636	2 180 467	2 056 958
Devises à livrer	866 953	742 046	-	-
Dirhams à recevoir	17 144 748	16 832 440	2 424 173	1 158 423
Dirhams à livrer	1 880 462	3 585 077	246 708	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	10 853 617	13 043 183	2 208 804	760 841
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	2 443 338	1 929 553	1 666 220	760 841
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	8 408 790	11 091 887	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	1 489	21 743	542 584	-

(En milliers de dirhams)

VALEURS ET SURETES REÇUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	90 525	Bons de caisses	
Autres titres	446 127		
Hypothèques	41 132 834		
Autres valeurs et sûretés réelles	90 477 578		
Total	132 147 064		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature recus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 171 894	Autres valeurs données en pension	
Autres titres	5 335 490		
Hypothèques	-		
Autres valeurs et sûretés réelles	-		
Total	-		

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 571 060	5 011 029	1 585 783	4 450 799	300 645	14 919 316
Créances sur la clientèle	4 624 881	9 990 341	4 496 125	31 826 251	19 647 595	70 585 193
Titres de créance	30 389 392	202 657	451 409	567 102	1 340 760	32 951 320
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	38 585 333	15 204 027	6 533 317	36 844 152	21 289 000	118 455 829
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 229 135	2 343 417	3 246 384	3 550 960	5 364 574	17 734 470
Dettes envers la clientèle	4 035 172	5 305 105	11 136 361	8 323 753	498 897	29 299 288
Titres de créance émis	-	1 054 000	3 939 000	2 310 000	-	7 303 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7 264 307	8 702 522	18 321 745	14 184 713	5 863 471	54 336 758

(En milliers de dirhams)

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 31 DECEMBRE 2011

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 5% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
24	24 753	31 747	3 939	1 004

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

	2011
Actif	13 595 111
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	31 524
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 714 888
Créances sur la clientèle	3 924 200
Titres de transaction et de placement et d'investissement	792 617
Autres actifs	2 164
Titres de participation et emplois assimilés	2 933 080
Créances subordonnées	196 638
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
Passif	10 264 721
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 504 164
Dépôts de la clientèle	410 150
Titres de créance émis	-
Autres passifs	17 267
Dettes Subordonnées	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	1 333 140
Hors bilan	5 334 465
Engagements donnés	4 223 515
Engagements reçus	1 110 950

(En milliers de dirhams)

MARGE D'INTERÊT

	2011	2010
Intérêts perçus	5 154 842	4 811 672
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	504 831	386 655
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 387 594	4 157 979
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	262 417	267 038
Intérêts servis	2 691 972	2 457 105
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	638 910	499 039
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 800 163	1 707 036
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	252 899	251 030

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

	2011	2010
Titres de participation	5 356	4 733
Participations dans les entreprises liées	237 382	170 738
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Emplois assimilés	50 512	23 407
TOTAL	293 250	198 877

(En milliers de dirhams)

COMMISSIONS

	2011	2010
Commissions perçues	781 742	853 304
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	536 760	579 305
Sur opérations de change	230 972	261 645
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-
Sur moyens de paiement	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	14 010	12 352
Sur autres prestations de service	-	-
Commissions versées	166 631	228 984
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 400	520
Sur opérations avec la clientèle	38 780	35 372
Sur opérations de change	81 419	114 405
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	45 032	78 687
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-	-
Sur moyens de paiement	-	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	-	-

(En milliers de dirhams)

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

	2011	2010
Produits	1 563 780	1 351 726
Gains sur les titres de transaction	761 540	752 710
Plus-value de cession sur titres de placement	52 094	10 557
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	261	18 806
Gains sur les produits dérivés	321 584	242 132
Gains sur les opérations de change	428 301	327 521
Charges	703 632	365 173
Pertes sur les titres de transaction	74 716	21 898
Moins-value de cession sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	23 721	261
Pertes sur les produits dérivés	320 995	246 775
Pertes sur opérations de change	284 200	96 239
Résultat	860 148	986 553

(En milliers de dirhams)

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2011	2010
Charges du personnel	1 280 600	1 138 339
Impôts et taxes	58 572	41 836
Charges externes	1 042 987	1 049 842
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	253 880	212 329

(En milliers de dirhams)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	2011	2010
Autres produits et charges bancaires	656 816	719 394
Autres produits bancaires	1 647 838	1 548 052
Autres charges bancaires	991 022	828 658
Produits et charges d'exploitation non bancaire	10 279	29 737
Produits d'exploitation non bancaire	64 454	63 749
Charges d'exploitation non bancaire	54 175	34 012
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	882 557	1 313 835
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	283 116	573 017

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE AU 31 DECEMBRE 2011

	MAROC
Produit Net Bancaire	3 969 702
Résultat Brut d'Exploitation	1 247 511
Résultat Avant Impôt	816 087

(En milliers de dirhams)

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL		
	2011	2010
I- Résultat Net Comptable		838 306
II- Réintégrations fiscales		214 080
1- Courantes		
Dons et subventions		
Cadeaux		
Charges non déductibles	1 763	
Primes de jouets	7 306	
Amortissement voitures non déductibles	8 816	
2- Non courantes	1 294	
Impôts sur les sociétés	9 177	
III- Déductions fiscales	185 724	
1- Courantes		237 382
Dividendes		
2- Non courantes		
Reprise sur provisions pour investissements	237 382	
TOTAL	237 382	
VI- Résultat net fiscal		815 003
Impôts sur les sociétés		293 544
VI- Résultat net fiscal		544 762

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

(En milliers de dirhams)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS				Montant
I. Détermination du résultat				
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	(+ ou -)	(+ ou -)		838 306
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes		(+)		214 080
. Déductions fiscales sur opérations courantes		(-)		237 382
. Résultat courant théoriquement imposable		(=)		815 003
. Impôt théorique sur résultat courant		(-)		301 551
. Résultat courant après impôts		(=)		536 755
II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques				(En milliers de dirhams)

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
Nature	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Declarations T.V.A de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. T.V.A. Facturée	82 492	506 104	503 743	84 853
B. T.V.A. Récupérable	93 560	322 276	337 664	84 304
* Sur charges	78 738	251 989	256 148	74 579
* Sur immobilisations	14 822	76 419	81 516	9 725
T.V.A = (A - B)	-11 068	177 695	166 079	549

(En milliers de dirhams)

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2011	
Montant du capital : 1 719 634	
Montant du capital social souscrit non appelé : -	
Valeur nominale des titres : 10,00	

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		31 déc 2010	31 déc 2011		
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR- Casablanca	48 014 586	48 243 598	28,05%	28,05%
S.F.C.M.	239, Bd Mohamed V - Casablanca	907 190	907 204	0,53%	0,53%
FINANCE.COM	69 Avenue des FAR- Casablanca	7 938 790	15 876 302	9,23%	9,23%
C.I.M.R.	100, Bb.Abdelmoumen-Casablanca	7 414 490	7 414 504	4,31%	4,31%
Le Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion	Espace Les Palmiers, Angle Avenues Mehdi Benbarka et Annakhil, Hay Riad - Rabat	14 423 718	14 923 852	8,68%	8,68%
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane- Rabat	9 969 252	8 757 194	5,09%	5,09%
PERSONNEL BMCE	140, Avenue Hassan II - Casablanca	2 812 418	2 789 567	1,62%	1,62%
SBVC ET DIVERS	140, Avenue Hassan II - Casablanca	25 778 404	26 284 057	15,28%	15,28%
BANCO ESPIRITO SANTO / FUNDO PENSOES BESCL	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	4 004 020	4 004 020	2,33%	2,33%
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	397 220	397 220	0,23%	0,23%
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL	4, rue Gaillon 78002	42 365 802	42 365 802	24,64%	24,64%
CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO, ALICANTE	Rue San Fernando, 40, 03001 Alicante	0	70		
INCOMED - GROUPE CAM		7 937 500	0		
TOTAL		171 963 390	171 963 390	100%	100%

(En milliers de dirhams)

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 26 mai 2010			
Report à nouveau		11 Réserves légales	-
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	508 390
Résultats net de l'exercice	521 741	Autres affectations	80 576
Prélèvement sur les bénéfices	67 225		
Autres prélèvements	-		
TOTAL	588 966	TOTAL B	588 966

(En milliers de dirhams)

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2009
Capitaux Propres et Assimilés	10 995 906	14 887 353	12 898 809
Opérations et Résultats de l'Exercice	-	-	-
1- Produit net bancaire	4 063 507	3 951 016	3 713 830
2- Résultat avant impôts	838 306	797 589	655 427
3- Impôts sur les résultats	293 544	275 848	152 498
4- Bénéfices distribués	508 390	476 264	438 440
5- Résultats non distribués	-	-	64 489
Résultat par Titre (en dirhams)	-	-	-
Résultat net par action ou part sociale	3	3	3
Bénéfice distribué par action ou part sociale	3	3	3
Personnel	-	-	-
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 280 600	1 138 339	1 074 469
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4 941	5 027	4 900

(En milliers de dirhams)

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**I. DATATION**

. Date de clôture (1)	31 décembre 2011
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	23 mars 2012
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice et connus avant la 1^{ère} communication externe des états de synthèse

Dates	Indications des événements
. Favorables	NEANT
. Défavorables	BMCE BANK a fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours de l'année 2009, achevé en Décembre 2010, au titre des exercices 2006 à 2009 inclus, portant sur l' Impôt sur les Sociétés (IS), l'Impôt Général sur les Revenus (IGR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la Banque a reçu la première notification de chefs de redressement le 16 Décembre 2010 relative aux quatre exercices contrôlés. Elle a également reçu la deuxième lettre de notification le 1 ^{er} Mars 2011.

EFFECTIFS

	2011	2010
Effectifs rémunérés	4 941	5 027
Effectifs utilisés	4 941	5 027
Effectifs équivalents plein temps	4 941	5 027
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	2 662	2 476
Employés (équivalent plein temps)	2 279	2 551

(En milliers de dirhams)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES AVEC DEPOTS

	Nombre de comptes		Montants	
	2011	2010	2011	2010
Titres dont l'établissement est dépositaire	11 725	15 221	174 000 000	191 000 000
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	77	-	13 500 000
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	63	62	67 000 000	64 000 000
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

(En milliers de dirhams)

RESEAU

	2011	2010
Guichets permanents	620	615
Guichets périodiques	-	-
Guichets automatiques de banque	657	648
Succursales et agences à l'étranger	1	1
Bureaux de représentation à l'étranger	28	25

COMPTES DE LA CLIENTELE

	2011	2010
Comptes courants	75 065	70 756
Comptes chèques, hors MRE	255 729	244 150
Comptes MRE	1 012 124	959 497
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	823 571	769 817
Comptes à terme	12 366	11 841
Bons de caisse	2 525	3 053
Autres comptes de dépôts	-	-

(En nombre)

Sont assortis de la mention Néant, pour l'exercice 2011, les états suivants :

- ◆ Etat des dérogations ;
- ◆ Etat des changements de méthodes ;
- ◆ Immobilisations données en crédit bail, en location avec option d'achat et en location simple ;
- ◆ Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garanties.

BILAN ACTIVITE MAROC

AU 31 DÉCEMBRE 2011

ACTIF	2011	2010
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 710 799	3 850 056
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 191 251	19 585 405
. A vue	1 901 140	5 559 430
. A terme	17 290 111	14 025 975
Créances sur la clientèle	85 722 061	75 985 841
. Crédits de trésorerie et à la consommation	27 681 490	24 531 153
. Crédits à l'équipement	14 785 848	15 001 927
. Crédits immobiliers	28 140 075	25 556 512
. Autres crédits	15 114 648	10 896 249
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	30 961 004	26 874 344
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 421 794	7 420 179
. Autres titres de créances	1 306 173	1 515 430
. Titres de propriété	22 233 037	17 938 735
Autres actifs	2 208 576	1 465 238
Titres d'investissement	1 336 251	1 404 908
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	674 432	730 824
. Autres titres de créance	661 819	674 084
Titres de participation et emplois assimilés	4 850 215	4 035 505
Créances subordonnées	201 314	203 045
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	477 561	297 423
Immobilisations corporelles	2 087 157	2 029 731
Total de l'Actif	148 746 189	135 731 496

(En milliers de dirhams)

PASSIF	2011	2010
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 286 936	11 555 167
. A vue	625 024	976 911
. A terme	19 661 912	10 578 256
Dépôts de la clientèle	100 259 257	97 062 287
. Comptes à vue créditeurs	50 801 303	47 351 069
. Comptes d'épargne	16 290 784	15 258 208
. Dépôts à terme	29 037 996	29 628 895
. Autres comptes créditeurs	4 129 174	4 824 115
Titres de créance émis	7 367 071	7 135 904
. Titres de créance négociables	7 367 071	7 135 904
. Emprunts obligataires	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	5 873 945	5 060 706
Provisions pour risques et charges	195 006	22 292
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	4 415 648	4 423 298
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	8 105 924	8 092 573
Capital	1 719 634	1 719 634
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	11	11
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	522 757	659 624
Total du Passif	148 746 189	135 731 496

(En milliers de dirhams)

HORS BILAN

	2011	2010
Engagements Donnés	20 978 044	20 483 627
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	1 232 366	1 309 841
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	10 790 353	10 640 969
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 970 772	2 980 762
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 396 822	5 230 221
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	587 731	321 834
Engagement Reçus	6 542 355	6 654 307
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 458 235	6 549 968
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 849	30 996
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	53 271	73 343

(En milliers de dirhams)

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
ACTIVITE MAROC**

AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Produits d'exploitation bancaire	7 396 970	7 069 545
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	394 856	304 013
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 357 218	4 123 036
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	253 504	266 084
Produits sur titres de propriété	292 017	198 877
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	648 783	676 175
Autres produits bancaires	1 450 592	1 501 360
Charges d'exploitation bancaire	3 427 267	3 194 544
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	588 047	432 665
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 792 028	1 704 006
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	252 899	251 030
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	794 293	806 843
Produit net bancaire	3 969 703	3 875 001
Produits d'exploitation non bancaire	64 454	63 693
Charges d'exploitation non bancaire	54 175	34 012
Charges générales d'exploitation	2 630 886	2 437 542
Charges du personnel	1 277 946	1 135 977
Impôts et taxes	58 572	41 836
Charges externes	1 041 880	1 043 615
Autres charges générales d'exploitation	172	5 264
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	252 316	210 850
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	815 859	1 104 396
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	428 215	472 012
Pertes sur créances irrécouvrables	45 446	416 066
Autres dotations aux provisions	342 198	216 318
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	282 850	572 519
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	156 915	478 089
Récupérations sur créances amorties	13 967	5 512
Autres reprises de provisions	111 968	88 918
Résultat courant	816 087	935 263
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	-	-
Résultat avant impôts sur les résultats	816 087	935 263
Impôts sur les résultats	293 330	275 639
Résultat net de l'exercice	522 757	659 624

(En milliers de dirhams)

ETAT DES SOLDES DE GESTION ACTIVITE MAROC

AU 31 DÉCEMBRE 2011

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2011	2010
+ Intérêts et produits assimilés	5 005 578	4 693 134
- Intérêts et charges assimilées	2 632 974	2 387 701
Marge d'intérêt	2 372 604	2 305 433
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	779 755	851 119
- Commissions servies	165 753	228 464
Marge sur commissions	614 002	622 655
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	687 742	705 502
+ Résultat des opérations sur titres de placement	28 634	29 102
+ Résultat des opérations de change	128 613	231 282
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	13 897	-4 643
Résultat des opérations de marché	858 886	961 243
+ Divers autres produits bancaires	292 017	198 876
- Divers autres charges bancaires	167 807	213 206
Produit net bancaire	3 969 702	3 875 001
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-99 898	-177 393
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	61 333	53 984
- Autres charges d'exploitation non bancaire	52 739	33 855
- Charges générales d'exploitation	2 630 887	2 437 542
Résultat brut d'exploitation	1 247 511	1 280 195
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-302 779	-404 477
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-128 645	59 545
Résultat courant	816 087	935 263
Résultat non courant	-	-
- Impôts sur les résultats	293 330	275 639
Résultat net de l'exercice	522 757	659 624

(En milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2011	2010
+ Résultat net de l'exercice	522 757	659 624
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	252 316	210 849
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	156 049	192 219
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	54 467	85 850
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 240	12 957
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 973	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	3 120	9 710
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	1 436	157
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ Capacité d'autofinancement	872 703	954 332
- Bénéfices distribués	508 390	476 263
+ Autofinancement	304 313	478 069

(En milliers de dirhams)

**Réseau de BMCE Bank
à l'International**

**Filiales du Groupe
BMCE Bank**

RESEAU DE BMCE BANK À L'INTERNATIONAL

FRANCE

Marseille

20, Bd. Dugommier - 13 001 - Marseille
Tél. : 00 334 91 64 04 31
Fax : 00 334 91 64 88 47

Montpellier

59, Cours Gambetta
34 000 - Montpellier
Tél. : 00 334 67 58 06 18
Fax : 00 334 67 58 58 06

Lille

48, Bd. De la liberté - 59 800 - Lille
Tél. : 00 333 20 40 12 00
Fax : 00 333 20 12 98 08

Lyon

1, Rue Carry - 69 003 - Lyon
Tél. : 00 334 72 34 38 07
Fax : 00 334 78 54 24 04

Strasbourg

13, Av. Du Général de Gaulle
67 000 - Strasbourg
Tél. : 00 333 88 61 00 18
Fax : 00 333 88 61 45 73

Bordeaux

35, Av. Charles de Gaulle
33 200 - Bordeaux
Tél. : 00 335 56 02 62 60
Fax : 00 335 56 17 09 52

Toulouse

64, Bis avenue Jean Rieux - 31500
Toulouse
Tél. : 00 335 61 20 08 79
Fax : 00 335 61 20 06 92

Orléans

6-8 Place de l'indien
45 100 - Orléans la source
Tél. : 00 332 38 25 31 90
Fax : 00 332 38 25 31 99

Asnières

43, Rue pierre brosolette
92 600 - Asnières
Tél. : 00 331 46 13 43 40
Fax : 00 331 46 13 43 44

Mantes-la-jolie

34, Bd du Maréchal Juin
78 200 - Mantes-la-jolie.
Tél. : 00 331 39 29 25 30
Fax : 00 331 39 29 25 40

Dijon

64 Bis, Avenue du Drapeau
21 000 - Dijon
Tél. : 00 333 80 60 59 00
Fax : 00 333 80 60 59 01

Paris

175 Bis, Avenue de Clichy
75 017 - Dijon

ESPAGNE

Madrid

Plaza Cataluña, nº.1 - 28002 - Madrid
Tél. : 00 3491 564 58 34 / 564 57 63
Fax : 00 3491 564 59 11

Barcelone

Calle Tarragona , 129
08014 - Barcelona
Tél. : 00 3493 325 17 50
Fax : 00 3493 423 26 05

Valence

Calle Alfonso Magnanima nº3 (esquina
Calle la paz) 46003 - Valencia
Tél. : 00 3496 353 44 41
Fax : 00 3496 394 24 39

Almería

Calle José Artes de Arcos - 24 12Q
04004 - Almería
Tél. : 00 3495 028 23 28

Murcia

Calle Bolos, b bajo 2
30 005 - Murcia
Tél. : 00 3496 829 06 73

ITALIE

Milan

Viale Nazario Sauro,5 - cap 20124
Milano
Tél. : 00 39 02 89 28 17 00
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

Bologne

Tél. : 00 39 05 12 49 824
Fax : 00 39 02 89 69 16 283

Turin

Tél. : 00 39 01 14 36 77 89
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

Padova

Tél. : 00 39 04 97 80 03 01
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

Rome

Tél. : 00 39 05 12 49 824
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

ROYAUME - UNI

Londres

26 Upper Brook Street - London WKQE
Tél. : 00 4420 75 18 82 52
Fax : 00 4420 76 29 05 96

EMIRATS ARABES UNIS

Délégation BMCE Bank aux Emirats Arabes Unis

Moroccan Embassy - P.O. Box 4066 -
Abu Dhabi
Tél. : 00 971 24 434 328
Fax : 00 971 24 43 64 42

ALLEMAGNE

Agence de Services Financiers Frankfurt

Münchener Str 8 - 60 329
Tél. : 00 49 69 27 40 34 40
Fax : 00 49 69 27 40 34 44

Agence de services financiers düsseldorf

Eller str 104 - 40227 Düsseldorf
Tél. : 00 49211 8 63 98 64
Fax : 00 49211 8 63 98 70

CHINE

Bureau de représentation de Pekin

Henderson Center, Tower One,
Units 1202/1203/1204
18, Jian Guo Men Nei Avenue
100 005 Beijing, PR China
Tél. : 00 8610 65 18 23 63
Fax : 00 8610 65 18 23 53

FILIALES DU GROUPE BMCE BANK

BMCE CAPITAL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Khalid NASR
OBJET
Banque d'Affaires
SIEGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TEL : 0522 49 89 78
FAX : 0522 22 47 41/48
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

VICE PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Youssef BENKIRANE
TEL : 0522 49 81 01
FAX : 0522 48 10 15

SECRETAIRE GENERAL
M. Mohamed IDRISSE
TEL : 0522 46 20 01
FAX : 0522 22 47 48

BMCE CAPITAL BOURSE

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Youssef BENKIRANE
OBJET
Société de Bourse
SIEGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TEL : 0522 49 89 01
FAX : 0522 48 10 07
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

MAGHREBAIL

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. Azeddine GUESSOUS
OBJET
Société de leasing
SIÈGE SOCIAL
45, Bd Moulay Youssef,
20 000 Casablanca
TÉL : 0522 48 65 00
FAX : 0522 27 44 18
SITE INTERNET
www.maghrebail.co.ma

SALAFIN

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Amine BOUABID
OBJET
Société de Crédit à la
Consommation
SIEGE SOCIAL
Zenith Millenium
Immeuble 8, Sidi Maârouf
Casablanca
TEL : 0522 97 44 55
FAX : 0522 97 44 77
SITE INTERNET
www.salafin.com

BMCE CAPITAL GESTION

DIRECTEUR GENERAL
M. Amine Amor
OBJET
Société de Gestion d'Actifs
SIÈGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TÉL : 0520 36 43 00
FAX : 0522 47 10 97
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL CONSEIL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Mehdi DRAFATE
OBJET
CONSEIL FINANCIER
TEL : 0522 42 91 00
FAX : 0522 43 00 21

BMCE CAPITAL CAMEROUN

DIRECTEUR GENERAL
M. Serge Yanic NANA
SIEGE SOCIAL
316, Rue Victoria, 5ème Etage
Immeuble Victoria
Bonanjo, Douala Cameroun
TEL : 00 237 75 60 40 40

BMCE BANK INTERNATIONAL UK

DIRECTEUR GENERAL
M. Mohamed Bircharef
OBJET
Banque
SIEGE SOCIAL
100, ST Paul's Churchyard
Juxon House 2nd Floor
London EC4M 8BU
TEL : 00 44 207 429 55 50
FAX : 00 44 207 248 85 95

BMCE BANK INTERNATIONAL ESPAGNE

DIRECTEUR GENERAL
M. Radi Hamudeh
OBJET
Banque
SIEGE SOCIAL
Calle Serrano, Nº59 - 28006 - Madrid
TEL : 00 3491 575 68 00
FAX : 00 3491 431 63 10

MAROC FACTORING

PRESIDENTE DU DIRECTOIRE
Mme. Salma TAZI
OBJET
Société de Factoring
SIEGE SOCIAL
243, Boulevard Mohamed V,
20 000 Casablanca
TEL : 0522 30 20 08
0522 30 13 42
FAX : 0522 30 62 77
SITE INTERNET
www.maroc-factoring.co.ma

RM EXPERTS

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. Mamoun BELGHITI
OBJET
Société de Recouvrement
SIEGE SOCIAL
Lotissement Zénith Mille-
nium - Immeuble 2 bis
3^{ème} étage - Sidi Maârouf
Casablanca
TEL : 05 22 20 42 91 78 / 79
FAX : 05 22 58 09 87

HISTORIQUE

- 2011**
 - Montée dans le capital du Groupe Bank of Africa pour atteindre 59,39%
 - Renforcement de la participation de BMCE Bank dans le capital de Maghrebail à 51% et Locasom à 89,5%
 - BMCE Bank élue pour la 2^{ème} fois en 2011 « Best Bank in Morocco » par le magazine britannique EMEA FINANCE
 - Première banque au Maroc et dans la région MENA à obtenir la certification ISO 14001 pour l'environnement
- 2010**
 - Entrée du Groupe CDG dans le capital de BMCE Bank à hauteur de 8%
 - Augmentation de capital réservée au Groupe Crédit Mutuel-CIC, à travers sa société Holding BFCM, de DH 2,5 milliards, prime d'émission comprise
 - Lancement de la première tranche d'augmentation de capital réservée au personnel du Groupe BMCE Bank, d'un montant de 500 MDH, prime d'émission comprise sur une enveloppe globale de DH 1 milliard
 - Prise de Contrôle de Bank of Africa, suite à la montée de BMCE Bank dans son capital à 55,8%
 - Renforcement de la participation de BMCE Bank dans Maghrebail de 35,9% à 51%
- 2009**
 - Renforcement de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à travers sa holding BFCM, de 15,05% à 19,94%
 - Emission d'une dette subordonnée perpétuelle de 1 milliard de DH sur le marché local
- 2008**
 - Acquisition d'une part additionnelle de 5% par le CIC dans le capital de BMCE Bank, portant sa participation à 15,04%
 - Lancement d'un emprunt subordonné perpétuel de Eur 70 millions conclu avec la SFI
 - Lancement d'un emprunt subordonné de Eur 50 millions auprès de la Proparco
 - Emission d'un emprunt subordonné de DH 1 milliard
 - Réduction de la valeur nominale de BMCE Bank de DH 100 à DH 10
 - Renforcement de la participation de la Banque dans le capital de Bank of Africa de 35% à 42,5%
 - Transfert de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à sa holding, La Banque Fédérative du Crédit Mutuel
- 2007**
 - Entrée de la Caja Mediterraneo dans le capital de la Banque à hauteur de 5% aux termes d'un partenariat stratégique
 - Alliance entre les Groupes BMCE Bank et AFH/Bank of Africa, BMCE Bank devenant l'actionnaire bancaire de référence du Groupe Bank of Africa à travers une participation à hauteur de 35% du capital
 - Démarrage des Activités de MédiCapital Bank, filiale du Groupe BMCE Bank basée à Londres
 - Obtention par BMCE Bank du 1^{er} prix Ressources Humaines attribué par l'Association des Gestionnaires et Formateurs des ressources humaines (AGEF).
 - 1^{er} Prix de la Communication Financière décerné pour la 2^{ème} année consécutive par la Société Marocaine des Analystes Financiers à BMCE Bank en tant que première société cotée et premier banquier, toutes catégories confondues
- 2006**
 - Obtention du rating «Investment Grade» sur les dépôts bancaires en DH, attribué par l'agence de rating internationale Moody's
 - Certification ISO 9001 des activités de Financement de Projet et de Recouvrement
 - Obtention du titre «Bank of the Year - Morocco», pour la 5^{ème} fois depuis 2000 et la 3^{ème} année consécutive, décerné par The Banker Magazine
 - Inauguration d'Axis Capital, banque d'affaires en Tunisie
 - Obtention par la Fondation BMCE Bank du Prix d'Excellence pour le Développement Durable, décerné par la Fondation Maroc-Suisse
- 2005**
 - Nouvelle identité visuelle enrichie pour BMCE Bank dans le cadre de la célébration du 10^{ème} anniversaire de sa privatisation
 - Lancement du programme d'ouverture de 50 agences par an
 - Signature d'une convention avec la BEI pour la mise en place d'une ligne de financement de 30 millions d'euros sans garantie souveraine
 - Lancement de la 2^{ème} OPV réservée aux salariés du Groupe BMCE Bank
 - Lancement de la 2^{ème} tranche de l'emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 2004**
 - Prise de participation du CIC à hauteur de 10% du capital de BMCE Bank
 - 1^{ère} entreprise non européenne ayant fait l'objet d'un rating social au Maroc
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 2003**
 - Lancement du projet d'entreprise CAP CLIENT
 - Lancement d'une OPV réservée au personnel portant sur 4,72% du capital de la Banque
 - Lancement d'un emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
 - Inauguration de BMCE Capital Dakar
- 2002**
 - Entrée en vigueur d'une nouvelle organisation centrée sur le client
 - Certification ISO 9001 pour l'ensemble des activités de gestion des transactions Titres
 - Changement du statut de l'agence de Tanger Zone Franche qui devient une banque offshore
 - Programme de rachat de 1,5 millions d'actions BMCE, représentant 9,45% du capital social
- 2001**
 - Ouverture du Bureau de Barcelone
 - Certification ISO 9001 pour le système de management de la qualité mis en place pour les activités étranger et monétique
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 2000**
 - Ouverture des Bureaux de Représentation de Londres et de Pékin
 - Création du Holding Finance.Com
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 1999**
 - Prise de participation dans le capital d'AL WATANIYA donnant naissance à un pôle leader dans l'assurance
 - Acquisition par le Groupe BMCE de 20% du capital du premier opérateur privé de Télécoms, MEDITELECOM
- 1998**
 - Création de BMCE CAPITAL, la banque d'affaires du Groupe
- 1997**
 - Création de SALAFIN, la société de crédit à la consommation
- 1996**
 - Lancement sur les marchés financiers internationaux d'une opération inédite d'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs
- 1995**
 - Privatisation de la Banque
- 1994**
 - Création des premières entités des marchés des capitaux de BMCE Bank : MIT et MARFIN
- 1989**
 - Ouverture de BMCE International à Madrid
- 1988**
 - Création de Maroc Factoring, société d'affacturage
- 1975**
 - Introduction en bourse
- 1972**
 - BMCE, première banque marocaine à s'installer à l'étranger en ouvrant une agence à Paris
- 1965**
 - Ouverture de l'agence Tanger Zone Franche
- 1959**
 - Création de la BMCE par les Pouvoirs Publics

BMCE BANK

BP 20 039 Casa Principale
Tél : 05 22 20 04 92 / 96
Fax : 05 22 20 05 12
Capital : 1 719 633 900 dirhams
Swift : bmce ma mc
Télex : 21.931 - 24.004
Registre de Commerce : casa 27.129
CCP : Rabat 1030
CNSS : 10.2808.5
Numéro Identification Fiscale : 01085112
Patente : 35502790

Secrétariat Général - Communication Financière

Tél : 05 22 49 80 03 / 05 22 49 80 04
Fax : 05 22 26 49 65
E-mail : communicationfinanciere@bmcebank.co.ma

PORTAIL BMCE BANK

www.bmcebank.ma

SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL

www.bmcetrade.com

PORTAIL BMCE CAPITAL

www.bmcecapital.com